Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25012-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 012 :

MAISON DE LA JEUNESSE
SÉJOUR EXTRASCOLAIRE- ETE 2025

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Absent **:** **M. DE SOUSA**

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25012-DE

Rapporteur en charge du dossier : Mme Eliette DROMEL
Présentation en commission municipale « Education, Enfance, Jeunesse » : le 5 mai 2025

Madame Eliette DROMEL, adjointe au maire, indique que l'engagement de notre collectivité en faveur de l'enfance et de la jeunesse se traduit, chaque année, par la mise en place de séjours estivaux permettant aux jeunes de notre territoire de bénéficier d'expériences enrichissantes, éducatives et épanouissantes. Ces séjours constituent un levier essentiel pour favoriser l'accès aux loisirs, renforcer la mixité sociale et encourager l'autonomie des jeunes, tout en leur offrant un cadre sécurisé et propice à la découverte.

Dans cette optique, il nous revient aujourd'hui d'examiner et d'adopter l'organisation des séjours jeunesse pour l'été 2025. Cette programmation s'inscrit dans une volonté d'adapter notre offre aux attentes des familles et aux besoins des jeunes, en diversifiant les destinations, les thématiques et les modalités d'accueil. Elle vise également à garantir l'accessibilité de ces séjours au plus grand nombre, notamment par une politique tarifaire adaptée et un accompagnement renforcé pour les publics les plus vulnérables.

À travers cette délibération, nous souhaitons affirmer notre engagement à offrir des vacances éducatives de qualité, favorisant l'éveil culturel, la découverte de nouveaux environnements et le développement personnel des jeunes participants.

Nous vous proposons donc d'approuver le cadre et les modalités des séjours jeunesse pour l'été 2025, tels que détaillés dans la présente délibération.

Ci-dessous la proposition 2025 :

Séjours	La Montagne ça nous gagne	Biscarosse	Capbreton	A Bombannes t'as la gagne !	Ma 1ère colo !	Nuitées Pardies
Date	Du 7 au 11 juillet	Du 15 au 18 juillet	Du 22 au 25 juillet	Du 25 au 27 août	Du 13 au 14 août	Jeudis 7 et 21 août
Nombre de places	15	23	23	16	12	16 (par nuit)
Niveau scolaire	11/17ans (dès la 6ème)	6/11 ans (CP-CM2)	6/11 ans (CP-CM2)	11/17 ans (dès la 6ème)	5/6 ans (Grande section)	7/11 ans (CE1 à CM2)
Lieu	Arrens Marsous (65)	Biscarosse (40)	Capbreton (40)	Bombannes (33)	Salles (33)	Biganos (33)
Thématique	Découverte Pyrénées	Activités nautiques et sportives	Activités culturelles et sportives	Activités sportives	1er départ	Veillée
Activités phares	Rafting, randonnée, visite ferme fromagère, donjon aigles	Paddle, canoé, Terraventura,, accrobranche, discgolf	Terraventura, zoo, visite Chateau de Laas	Surf, escalade, course d'orientation	Visite ecomusée Marquèze, activités manuelles, contes	Nuit des étoiles
Encadrement	1 directeur et 2 animateurs	1 directeur et 2 animateurs	1 directeur et 2 animateurs	1 directeur et 1 animateur	2 animateurs	2 animateurs
Transport	2 mini bus	3 mini-bus	3 mini-bus	2 mini bus	2 mini bus	Aucun

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25012-DE

QF	La Montagne ça nous gagne	Biscarosse	Capbreton	A Bombannes t'as la gagne !	Ma 1ère colo !	Nuitées Pardies (tarif/nuitée)
Q1 <501€	60 €	55 €	55 €	40 €	20 €	18 €
Q2 501€-700€	70 €	65 €	65 €	50 €	24 €	21 €
Q3 701€-900€	90 €	80 €	80 €	60 €	28 €	24 €
Q4 901€-1100€	110 €	100 €	100 €	70 €	33 €	27 €
Q5 1101€-1300€	130 €	125 €	125 €	80 €	39 €	31 €
Q6 1301€-1600€	150 €	150 €	150 €	95 €	45 €	35 €
Q7 1601€-1900€	190 €	165 €	165 €	110 €	51 €	39 €
Q8 1901€-2200€	210 €	180 €	180 €	120 €	57 €	43 €
Q9 2201€-2500€	225 €	195 €	195 €	130 €	60 €	50 €
Q10 >2500€	240 €	210 €	210 €	140 €	66 €	56 €

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** la tarification du séjour ci-dessus ;
- **PROCEDER** à la mise en place de la nouvelle tarification ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la tarification du séjour ci-dessus ;
- **PROCÈDE** à la mise en place de la nouvelle tarification ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Vote :
Pour : 28
Abstention : 4 (Mme NEUMANN – Mme WARTEL par procuration – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES)
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 013 :

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DE MARCHES DES PRODUCTEURS DE PAYS-SAISON 2025

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Absent : **M. DE SOUSA**

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Eric MERLE
Présentation en commission municipale « Vie citoyenne, associative, sportive et culturelle » : le 6 mai 2025

Monsieur Eric MERLE, adjoint au maire, indique que les « Marchés des Producteurs de Pays » sont une marque nationale soutenue par la chambre d'agriculture de la Gironde ainsi que par le relais Agriculture et Tourisme de la Gironde.

Ces marchés sont composés uniquement de producteurs fermiers et artisanaux. Ils favorisent le circuit court entre producteur et consommateur.

C'est de nouveau l'occasion pour la commune de Biganos d'organiser une soirée festive sous le signe de la convivialité. Aussi, nous accueillerons deux marchés des Producteurs de Pays sur notre commune au titre de la saison 2025, le mardi 8 juillet et le mardi 26 août.

Pour ce faire, nous vous proposons la convention de partenariat ci-jointe (***cf. annexe n°1)*** qui doit être ratifiée non seulement par la commune mais aussi par le « Relais Agriculture & Tourisme de la Gironde » et « la Chambre d'Agriculture de la Gironde ».

Selon son article VI-Engagements financiers, le coût d'organisation de ces manifestations pour la collectivité, dans le cadre de la mise à disposition de la marque nationale Marchés des Producteurs de Pays et de l'accompagnement technique, comprend une participation forfaitaire d'un montant de 600,00 € TTC à régler au Relais Agriculture et Tourisme.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat, pour l'organisation à Biganos des Marchés des producteurs de Pays-saison 2025 ainsi que tout document se rapportant à ce dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat, pour l'organisation à Biganos des Marchés des producteurs de Pays-saison 2025 ainsi que tout document se rapportant à ce dossier.

Vote :
Pour : 32
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE GIRONDE

Relais Agriculture & Tourisme de la Gironde

Marchés des Producteurs de Pays

CONVENTION DE PARTENARIAT
ORGANISATION DE MARCHES DES PRODUCTEURS DE PAYS
SAISON 2025

BIGANOS
MARDI 8 JUILLET ET MARDI 26 AOUT

Entre :

La Mairie de BIGANOS, agissant en qualité d'organisateur, représentée par le Maire, Monsieur Bruno LAFON,

Et

Le Relais Agriculture & Tourisme de la Gironde, en charge de la gestion de la marque "Marchés des Producteurs de Pays" sur le département de la Gironde et du suivi de la qualité des manifestations bénéficiant de cette marque, représenté par sa présidente, Mme VALERIE GONTHIER

Et

La Chambre d'Agriculture de la Gironde,
Représentée par son Président Monsieur Jean Louis DUBOURG,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - RECRUTEMENT DES EXPOSANTS :

La Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Relais Agriculture & Tourisme s'engagent à :
- Etablir les documents d'inscription destinés aux producteurs,
- Adresser ces documents aux producteurs du territoire concerné et éventuellement aux autres producteurs du département,
- Collaborer si besoin, au recrutement d'artisans en partenariat avec la Chambre de Métiers de la Gironde,
- Gérer les retours des inscriptions,
- Informer l'organisateur de l'état des retours.

ARTICLE II - OUTILS DE PROMOTION :

La Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Relais Agriculture & Tourisme s'engagent à :
- Commander les outils de promotion liés à la marque "Marchés des Producteurs de Pays" auprès de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture en fonction des demandes de l'organisateur (quantité et nature),
- Livrer les outils à l'organisateur,

L'organisateur s'engage à :
- N'utiliser ces outils de promotion que dans le cadre des « Marchés des Producteurs de Pays » *(Cf. charte des « Marchés des Producteurs de Pays »),*
- Prendre en charge le coût financier des outils de promotion,
- Prendre en charge les frais de repiquage de certains documents (*exemple : les affiches*).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

ARTICLE III - COMMUNICATION :

La Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Relais Agriculture & T[illegible]

- Réaliser un plan de communication global à l'ensemble des Marchés des Producteurs de Pays organisés sur le département,
- Faire figurer sur les documents de communication réalisés les dates et lieux des « Marchés des Producteurs de Pays »,
- Mettre en place les partenariats nécessaires (Offices de Tourisme, presse…),
- Assurer les relations presse,
- Diffuser les documents de communication auprès des producteurs.

L'organisateur s'engage à :

- Communiquer au maximum sur la marque « Marchés des Producteurs de Pays »,
- Diffuser les documents dans les lieux de passage du public (commerces, offices de tourisme, banques, bureaux de postes…)

ARTICLE IV - ANIMATION :

L'organisateur s'engage à :

- Mettre en place des animations de qualité correspondant à l'éthique des « Marchés des Producteurs de Pays » : qualité, authenticité.

ARTICLE V - INSTALLATION DES « MARCHES DES PRODUCTEURS DE PAYS » :

La Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Relais Agriculture & Tourisme s'engagent à :

- Proposer un plan d'installation et de placage des producteurs participants la première année,

L'organisateur s'engage à :

- Déclarer le(s) marché(s) à la préfecture
- Gérer le plaçage des producteurs
- Mettre en place les supports de promotion adéquats (banderoles, panneaux d'information, signalétique dans la commune d'accueil…),
- Prévoir au préalable tous les équipements nécessaires : mise en place de tables et chaises (minimum 500 places assises), sonorisation de la place, blocs d'alimentation électrique et eau potable, éclairage de la place, mise à disposition de poubelles, sanitaires, parking, démontage et nettoyage du site,
- Contracter une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à ce type d'événement : installation - déroulement - démontage - rangement.

ARTICLE VI - ENGAGEMENTS FINANCIERS :

La présente convention porte sur la reconduction des Marchés des Producteurs de Pays. Dans le cadre de la mise à disposition de la marque nationale « Marchés des Producteurs de Pays » et de l'accompagnement technique apporté par le Relais Agriculture et Tourisme à l'organisation des 2 soirées festives, l'organisateur s'engage à régler au Relais Agriculture et Tourisme une participation forfaitaire de 600€ TTC.

Au titre d'organisateur, la mairie percevra les taxes de placage des producteurs. Pour cela, la mairie adressera une facture au Relais Agriculture et Tourisme en fin de saison. Le montant à facturer sera communiqué par le relais agriculture et tourisme en fonction du barème établi pour l'année 2025 et du nombre de producteurs présents. Cf annexe en pièce jointe

L'organisateur s'engage également à prendre à sa charge les outils de communication et l'achat d'espaces publicitaires, l'organisateur restant maître de ses dépenses.

L'association Relais Agriculture et Tourisme encaissera l'ensemble des taxes de placage des producteurs. Afin de percevoir ces taxes de placage l'organisateur adressera une facture au Relais Agriculture et Tourisme.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

Pour cela, le relais agriculture et tourisme transmettra à l'organisateur en fin de saison un récapitulatif financier des frais de placage des producteurs (selon barème validé pour l'année 2025).

ARTICLE VII - ENGAGEMENT MORAL :

La Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Relais Agriculture & Tourisme s'engagent à :

- Ne pas soutenir l'organisation d'un « Marché des Producteurs de Pays » dans un rayon de 15 Km autour d'un « Marché des Producteurs de Pays » déjà existant et sur les dates de référence.

L'organisateur s'engage à :

- Signer, respecter et faire respecter la charte nationale des « Marchés des Producteurs de Pays »,
- Identifier les marchés qu'il organisera sous la marque « Marchés des Producteurs de Pays ».

Si l'organisateur met fin au partenariat avec la Chambre d'Agriculture, il s'engage à ne pas solliciter les producteurs du réseau MPP Gironde l'année suivante si il organise un marché de producteurs.

Fait le.....à.....

L'organisateur	**La structure-déléguée**	**La Chambre d'Agriculture de la Gironde**
Mairie de Biganos, représentée par	Relais Agriculture & Tourisme Représentée par :	Représentée par :
Bruno LAFON	Valérie GONTHIER	Jean-Louis DUBOURG

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25013-DE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 014 :

CHARTE DOCUMENTAIRE ET PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHEQUE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs *:*
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Rapporteur en charge du dossier : Mme Bérangère Hérissé
Présentation en commission municipale « Vie Citoyenne, Associative, Sportive et Culturelle » : le 6 mai 2025

Madame Bérangère HÉRISSÉ, adjointe au maire, indique que la Ville de Biganos poursuit la construction du Chahut, tiers-lieu d'envergure dont la bibliothèque sera partie intégrante. Lieu de vie chaleureux et ouvert à tous, la bibliothèque a pour mission de favoriser l'accès à l'information et à la culture pour tous, notamment en proposant une offre documentaire riche.

La formalisation de la politique documentaire de la bibliothèque permettra d'établir et d'évaluer la pertinence de ses collections et services au regard des missions et des besoins sociaux à satisfaire.

Dans le cadre de la constitution du fonds documentaire de la bibliothèque du Chahut, la **Charte documentaire** ***(cf. annexe n°2)*** permet de définir les règles générales de constitution des collections.

Ce document présente :

- Les missions de la bibliothèque
- Les principes généraux de l'offre documentaire
- Les grands principes de constitution des collections et leur organisation

Il répond aux objectifs fixés dans le Projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES) élaboré en 2023 et qui définit les orientations documentaires de la bibliothèque du Chahut.

Le plan de développement des collections ***(cf. annexe n°3)*** répond quant à lui à un objectif de gestion et d'évaluation des collections. Il établit ainsi les axes de renouvellement et de développement des collections pour la constitution du fonds de la bibliothèque du Chahut sur la période 2025-2026, dans le respect des orientations de la Charte documentaire. Il présente pour chaque segment de collection les objectifs de la constitution du fonds ainsi que les orientations d'achat et de gestion documentaire, permettant ainsi une gestion financière raisonnée.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** la Charte documentaire de la bibliothèque ainsi que le plan de développement des collections élaboré dans la perspective de la constitution du fonds documentaire de la bibliothèque du Chahut ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la Charte documentaire de la bibliothèque ainsi que le plan de développement des collections élaboré dans la perspective de la constitution du fonds documentaire de la bibliothèque du Chahut ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN



Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

LE CHAHUT
BIBLIOTHÈQUE



CHARTE DOCUMENTAIRE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Ville de Biganos

52 avenue de la Libération
33380 BIGANOS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Le présent document a pour objectif de **fixer les principes généraux de la politique documentaire de la bibliothèque municipale de Biganos**, et constituera une référence pour le développement de ses collections, conformément à l'article 7 de la loi n°2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique :

> *Les bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements élaborent les orientations générales de leur politique documentaire, qu'elles présentent devant l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et qu'elles actualisent régulièrement. Elles présentent également leurs partenariats avec les organismes culturels, éducatifs et sociaux, les établissements pénitentiaires et les établissements d'accueil de la petite enfance. La présentation peut être suivie d'un vote de l'organe délibérant.*

L'enjeu d'une politique documentaire est d'**établir** et d'**évaluer la pertinence des collections et des services au regard des missions et des besoins sociaux à satisfaire**. Ce document sera actualisé régulièrement selon l'évolution de l'environnement culturel et social de la bibliothèque mais également celle des pratiques et besoins de ses usagers et partenaires.

Il présente :

- **Les missions de la bibliothèque**
- **Les principes généraux de l'offre documentaire**
- **Les grands principes de constitution des collections et leur organisation**

Il répond aux objectifs fixés dans le Projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES) élaboré en 2023 et qui définit les orientations documentaires de la bibliothèque du Chahut.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Missions de la bibliothèque

Principes fondateurs des bibliothèques publiques

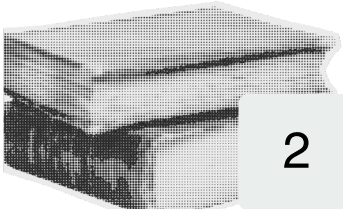
Les principes généraux de la charte documentaire de la bibliothèque de Biganos s'appuient sur :

La Charte des bibliothèques (Conseil supérieur des bibliothèques, 1991) :
La bibliothèque est un service public nécessaire à l'exercice de la démocratie. Elle doit assurer l'égalité d'accès à la lecture et aux sources documentaires pour permettre l'indépendance intellectuelle de chaque individu et contribuer au progrès de la société.
Pour exercer les droits à la formation permanente, à l'information et à la culture reconnus par la Constitution, tout citoyen doit pouvoir tout au long de sa vie accéder librement aux livres et autres sources documentaires.

Le Manifeste de l'UNESCO sur les bibliothèques publiques (1994)
La bibliothèque municipale est une bibliothèque publique « ouverte à tous les membres de la communauté sans distinction de race, de couleur, de nationalité, d'âge, de sexe, de religion, de langue, de situation sociale ou de niveau d'instruction ». Les bibliothèques municipales doivent garantir aux citoyens une égalité d'accès à la lecture et aux sources documentaires, sans distinction de nationalité, d'âge, de sexe, de religion, de langue ou de statut social.

La loi Robert du 21 décembre 2021 définissant les missions des bibliothèques qui garantissent une égalité d'accès à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs et favorisent le développement de la lecture.

La Déclaration de Fribourg (2006) portant sur les droits culturels des individus et qui promeut le droit de chacun à participer à la vie culturelle, dans le respect de sa propre identité culturelle, qui peut évoluer, et dans le respect des autres droits humains fondamentaux.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Missions spécifiques de la bibliothèque de Biganos

La bibliothèque déploie les missions de lecture publique suivantes en s'appuyant sur les principes fondateurs développés précédemment :

- Favoriser l'accès de tous à l'information et à la culture, dans toute sa diversité et sous toutes ses formes
- Lutter contre l'illettrisme
- Assurer un soutien à l'éducation et à la formation, initiale et continue
- Encourager les pratiques artistiques, culturelles et de loisirs
- Réduire la fracture numérique en proposant un accès et un accompagnement dans l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)
- Générer du lien social en ouvrant ses portes à tous les publics et en favorisant la rencontre et l'échange autour d'évènements et d'animations
- Garantir la participation et la diversification des publics et l'exercice de leurs droits culturels

Dans le déploiement de ses missions de lecture publique, la bibliothèque portera une attention particulière à ses publics, notamment certains publics ciblés dans le PCSES : jeune public, publics éloignés ou empêchés, publics en situation de handicap, public allophone, publics en situation d'illettrisme ou d'illectronisme, jeunes adultes et demandeurs d'emploi éloignés des dispositifs de formation classique.

L'ensemble des fonds qui constitueront la bibliothèque du Chahut présenteront une coloration en lien direct avec l'identité du Chahut fondée sur la citoyenneté active. A ce titre, les acquisitions de documents, tous fonds confondus reflèteront plusieurs objectifs :

- **Favoriser l'éducation citoyenne** : accompagner les publics dans la compréhension des enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux, en offrant des ressources adaptées à tous

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **Encourager la participation :** favoriser le débat, l'expression et l'apprentissage autour de la citoyenneté, en lien avec les autres structures du Chahut

- **Soutenir l'accès à l'information critique :** proposer des ressources favorisant l'éducation aux médias et à l'information (EMI), pour renforcer l'esprit critique et lutter contre la désinformation

- **Créer des liens intergénérationnels et interculturels :** pour encourager le dialogue citoyen pour construire un territoire plus inclusif et participatif

Un fonds Citoyenneté sera créé, visant à rassembler des ressources variées pour répondre aux enjeux de la démocratie participative et de l'engagement citoyen. Ce fonds a par ailleurs vocation à constituer la vitrine du laboratoire citoyen développé dans le PCSES, à venir en soutien à ses actions et à les valoriser.

Principes généraux de l'offre documentaire

Les collections sont constituées et enrichies au regard des principes suivants :

- **Encyclopédisme :** la bibliothèque doit pouvoir donner à accès à l'ensemble des domaines de la création et du savoir, sans pour autant tendre vers une exhaustivité impossible à atteindre. Une sélection est opérée pour chaque domaine, privilégiant la qualité, la diversité et le sérieux de l'information, tout en adaptant l'offre aux publics de la bibliothèque, à leurs besoins et à leurs usages.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **Pluralisme et neutralité** des courants et des opinions comme stipulé par l'article 7 de la Charte des bibliothèques qui affirme que la bibliothèque doit être représentative « de tous les courants d'opinions dans le respect de la Constitution et des lois ». La bibliothèque comme lieu d'accès aux savoirs doit permettre de développer l'esprit critique des habitants du territoire.

- **Renouvellement et actualisation constante** : les fonds doivent rester pertinents, actuels et maintenus à jours afin de rester attractifs. A ce titre, le critère d'actualité des fonds concerne aussi bien les documents entrants dans les collections que les documents sortants (désherbés). Une attention particulière sera portée à l'actualité et aux enjeux et questions de société contemporains.

- **Adéquation avec les besoins des publics et des partenaires :** par une analyse des publics du territoire et de la bibliothèque, une connaissance des structures d'accueil et d'accompagnement pour les publics spécifiques ainsi que des établissements d'éducation et de formation et des autres structures culturelles, les collections doivent pouvoir répondre à la diversité des publics. Une analyse des besoins et des usages des publics viendra appuyer le choix des acquisitions (statistiques de prêts, succès commercial ou critique, actualité des sujets et des auteurs/illustrateurs…).

- **Diversité dans le degré de complexité des documents :** il s'agit du niveau de lecture des documents qui doit refléter la diversité des publics accueillis, allant du petit enfant encore non lecteur ou de l'adulte allophone ou en situation d'illettrisme aux universitaires (étudiants, chercheurs) ciblés par le fonds citoyenneté. La bibliothèque n'a pas vocation à suppléer une bibliothèque universitaire. A ce titre, les ouvrages spécialisés et de recherche (à partir du 3ème cycle universitaire) ne seront pas acquis, à l'exception de certains ouvrages destinés à intégrer le fonds citoyenneté (ouvrages en lien avec les enjeux et actions menées sur le territoire).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **Soutien à la création locale et régionale :** une attention particulière sera accordée aux éditeurs et auteurs de la région de façon à soutenir la production éditoriale et artistique régionale.

Des critères objectifs sont définis, permettant aux bibliothécaires d'acquérir les documents en respectant les principes précédemment fixés :

- *Qualité de la forme et du fonds* : la présentation et la qualité physique des documents doit être adaptée aux publics visés et au prêt. Ainsi des documents trop fragiles et qui ne sont pas voués à durer dans le temps peuvent ne pas être acquis. Le contenu doit également fournir une information actuelle et pertinente, et les bibliothécaires doivent s'assurer de proposer un aperçu de l'ensemble des enjeux actuels de chaque sous-segment concerné.

- *Actualité éditoriale :* les acquisitions des bibliothécaires sont guidées par la production éditoriale de façon à proposer une offre documentaire actuelle et attractive. Une veille documentaire est menée par les bibliothécaires qui s'assurent d'un juste équilibre entre les titres « incontournables » attendus par les usagers (meilleures ventes, critiques dans la presse et sur les réseaux sociaux) et d'autres plus confidentiels mais qui peuvent susciter la découverte, apporter un éclairage nouveau sur un sujet ou témoigner d'un travail créatif particulier

- *Intérêt général* : la constitution et le renouvellement du fonds doit correspondre à l'intérêt général et non à des intérêts particuliers isolés.

- *Contrainte budgétaire :* les acquisitions doivent respecter la répartition budgétaire fixée, réévaluée chaque année en fonction des objectifs et priorités définis annuellement.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les grands principes de constitution des collections et leur organisation

LES COLLECTIONS

La projection des collections de la bibliothèque du Chahut a été faite sur une base de 14 000 habitants à l'horizon 2030, à raison de 2.2 documents par habitant. Au total, ce sont un peu plus de 31 000 documents, répartis à parts égales entre les collections adultes et jeunesse, qui constitueront le fonds de la bibliothèque du Chahut.

Les supports seront diversifiés, de nouveaux fonds seront proposés, notamment un fonds vinyles qui viendra remplacer le fonds CD actuel en perte de vitesse, une offre de jeux-vidéo et de nouveaux fonds dématérialisés en lien avec les ressources numériques proposées par biblio.Gironde.

Supports

Les collections sont constituées de livres et autres ressources nécessaires à l'accomplissement des missions de la bibliothèque telles que les documents sonores, le jeu-vidéo et les ressources numériques.

- **Les supports traditionnels**

1. Documents imprimés : livres jeunesse et adultes (fictions, documentaires, BD et mangas, livres à gros caractères, presse)
2. Documents sonores : livres audio, livres-CD

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **Les nouveaux supports à venir :** jeux vidéo sur différents supports (consoles, PC, tablettes) et sous différents formats (matérialisés / dématérialisés), vinyles en écoute sur place pour remplacer le fonds CD qui s'essouffle

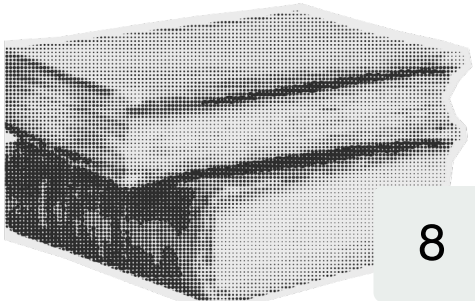
- **Les ressources numériques** : en partenariat avec biblio.Gironde, la bibliothèque propose à ses abonnés des ressources en ligne (offre de vidéo à la demande, autoformation, presse, musique en streaming). La bibliothèque proposera également une offre de livres numériques libres de droit sur liseuse. La bibliothèque aura enfin vocation à produire ses propres ressources en lignes, en lien avec ses différents fonds (sitothèque, podcasts…)

Des collections structurées par pôles documentaires

Différents pôles documentaires seront pensés, avec toujours une attention particulière portée à l'ADN du Chahut : la citoyenneté. A ce titre, les choix des acquisitions devront refléter les objectifs énoncés plus haut : favoriser l'éducation citoyenne, encourager la participation, soutenir l'accès à l'information critique, créer des liens intergénérationnels et interculturels.

- **Pôle Presse**

Le pôle Presse comprend les revues : journaux et magazines. Il s'agira de proposer aux usagers de l'information, de l'apprentissage, de la vie pratique à travers des thématiques variées. Un choix élargi sera mis à disposition pour répondre aux centres d'intérêts de tous les publics. La constitution du fonds sera pensée en fonction des différents espaces et pôles, de même que sa localisation dans la bibliothèque. La presse papier sera complétée par un accès à Cafeyn proposé par biblio.Gironde, valorisé sur tablette dans la bibliothèque et via différents canaux de communication.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **Pôle documentaires**

Les documentaires seront classés selon deux catégories d'âge : documentaires pour les enfants jusqu'à 10 ans (qui seront situés dans le secteur jeunesse) et documentaires pour les plus de 10 ans, répartis dans différents espaces de la bibliothèque (espaces « apprendre » et « faire » en fonction des thématiques rattachées).

Au sein du pôle documentaires on distinguera deux fonds spécifiques :

Fonds citoyenneté

Le fonds citoyenneté viendra en appui aux actions du Laboratoire citoyen dont il constituera également la vitrine. Ce fonds devra être l'expression concrète du projet du Chahut, l'incarnation du passage d'un territoire apprenant à un territoire capacitant.

Ce pôle documentaire aura pour ambition de rassembler et valoriser des ressources autour des thèmes essentiels à la compréhension de la citoyenneté, de la démocratie et de l'engagement dans la société contemporaine. Il s'appuiera sur les grands domaines des sciences humaines et sociales pour proposer une offre structurée, diversifiée et accessible à tous les publics.

Il rassemblera à la fois des ouvrages et ressources sur les grands principes de la citoyenneté (démocratie, droits humains, justice sociale, égalité des genres, engagement associatif, questions de société) et des ressources pratiques pour agir localement (guides sur le bénévolat, la création d'association, les budgets participatifs, les outils d'éducation populaire). Il rassemblera également des documents relatifs à l'éducation aux médias et à l'information (lutte contre les fake news, sensibilisation aux algorithmes et à leurs impacts, usages responsables du numérique, développement de l'esprit critique).

Enfin, les supports qui le constitueront seront diversifiés : presse, essais, livres jeunesse, BD, romans engagés, ressources numériques (presse en ligne, autoformation en ligne, podcasts citoyens…).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Des ouvrages seront acquis spécifiquement pour la constitution du fonds citoyenneté, ce sont ainsi 200 documents qui constitueront le fonds « propre » de ce pan de collection. Il conviendra de distinguer les ouvrages dits « de fonds » qui auront vocation à rester dans le fonds citoyenneté, des ouvrages plus actuels (maximum 2 ans). A l'issue d'une période de 1 à 2 ans dans le fonds, il conviendra de réinterroger leur place et de déterminer s'ils constituent désormais des ouvrages de fonds, s'ils peuvent vivre une seconde de vie et réintégrer les autres collections de la bibliothèque ou s'ils doivent être désherbés. Par ailleurs, les ouvrages des autres fonds de la bibliothèque en lien avec la citoyenneté feront l'objet d'une valorisation spécifique et seront signalés par un pictogramme. Ils pourront être intégrés temporairement au fonds citoyenneté dans le cadre de sélections thématiques ou d'évènements portés par la bibliothèque, le laboratoire citoyen ou toute autre structure constitutive du Chahut.

Fonds parentalité

Le fonds Parentalité de la bibliothèque sera conçu pour répondre aux besoins variés des futurs parents, des parents, des grands-parents, mais aussi des professionnels impliqués dans l'accompagnement des enfants et des familles (professionnels de la petite enfance, enseignants, éducateurs, etc.). Ce fonds s'inscrit dans une démarche collaborative avec la Maison de la Parentalité, la renforçant ainsi comme lieu de ressources et de rencontres au service des familles et des acteurs éducatifs.

Ce fonds répond à différents objectifs :

- **Accompagner les familles** : offrir des outils, conseils et informations aux futurs parents et aux familles afin de les soutenir dans leur rôle éducatif et leur épanouissement
- **Soutenir les professionnels** : fournir une documentation spécialisée et actualisée pour enrichir leurs pratiques et leur réflexion
- **Favoriser les échanges** : encourager le dialogue entre parents, grands-parents et professionnels autour des enjeux liés à l'éducation, à la parentalité et à la vie de famille

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

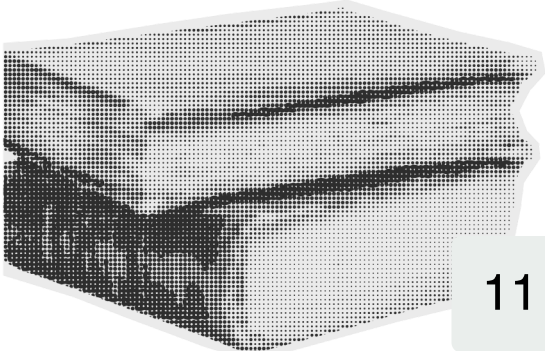
- **Renforcer le lien avec la Maison de la Parentalité** : en prolonger les initiatives et ateliers proposés en mettant à disposition des ressources complémentaires et adaptées.

Il s'agit d'un fonds vivant et évolutif de 150 documents qui sera enrichi régulièrement pour s'adapter aux évolutions des besoins des familles et des professionnels. Il s'appuiera sur les suggestions des usagers, les recommandations des partenaires locaux et les thématiques abordées lors des ateliers et rencontres de la Maison de la Parentalité.

Le fonds parentalité comprendra à la fois des documentaires pratiques pour les futurs et jeunes parents (du désir d'enfant à l'accueil de l'enfant), des ouvrages sur l'éducation, les défis de l'adolescence ou bien encore les relations intergénérationnelles mais aussi des essais sociologiques, philosophiques ou psychologiques sur les enjeux de la parentalité et de la transmission. Des ressources professionnelles pourront également être proposées, ainsi que diverses ressources numériques autour des enjeux de parentalité (podcasts, sitothèque…).

- **Pôle fiction ados/ adultes**

Le fonds Fiction ado/adultes regroupe l'ensemble des œuvres de fiction destinées aux adolescents et aux adultes, à l'exception des bandes-dessinées, mangas et romans graphiques qui intègreront le pôle décloisonné BD/Manga. Ce fonds vise à encourager le plaisir de la lecture, à développer l'imaginaire et à répondre aux besoins d'évasion, de réflexion ou de découverte des usagers de la bibliothèque. Il a également pour ambition de favoriser la réflexion sur des questions sociétales, éthiques et citoyennes et d'accompagner les lecteurs dans leur compréhension du monde et leur construction personnelle. Le pôle fiction ados / adultes comprend ainsi à la fois des ouvrages de littérature blanche et des ouvrages de littérature de genre.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Deux fonds spécifiques intègreront le pôle fiction ado/adultes :

Fonds Lire autrement

Le fonds "Lire autrement" s'adresse à tous les lecteurs, adolescents ou adultes, qui rencontrent des difficultés de lecture ou préfèrent des supports adaptés à leurs besoins spécifiques ainsi que les lecteurs qui recherchent de nouvelles expériences de lecture. Il vise à favoriser l'inclusion et l'accessibilité à la lecture pour les publics ayant des contraintes visuelles, des troubles cognitifs, des besoins particuliers ou bien en cours d'apprentissage de langue française ou de la lecture. Il comprend ainsi des ouvrages en gros caractères, des livres audio mais également le fonds Facile à lire destiné à un public éloigné de la lecture pour diverses raisons (en situation d'apprentissage de la langue française ou de la lecture par exemple). Il comprendra également les romans en langues étrangères. A terme, un fonds Facile à lire et à comprendre sera constitué.

La répartition volumétrique sera la suivante :

500 ouvrages en gros caractères
200 livres audio
200 romans en langues étrangères
150 documents pour le fonds Facile à lire

Fonds Passerelle

Le fonds "Passerelle" est conçu pour établir un lien entre la littérature destinée aux adolescents et celle adressée aux adultes. Il propose une sélection de romans issue d'une variété de genres qui permettent de répondre à des goûts variés et favorisent la découverte de nouveaux horizons littéraires. Il propose notamment des romans qui abordent des thématiques universelles et citoyennes, explorant des questions sociales, culturelles, éthiques et politiques mais aussi des thématiques qui résonnent auprès des lecteurs adolescents (passage à l'âge adulte, amour et amitié…). Ces ouvrages peuvent séduire les adolescents en quête de lectures plus complexes et les adultes curieux de découvrir des œuvres issues de la littérature ado.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Ce fonds vise à encourager la transition entre ces deux univers littéraires et à favoriser une lecture intergénérationnelle. Il vise également à encourager la réflexion critique et la découverte des enjeux contemporains.

Ce fonds sera constitué de 800 à 1000 titres.

- **Pôle fiction jeunesse**

Ce pôle concerne la fiction à destination de la jeunesse (albums, contes, romans) jusqu'à 10 ans. Il a pour ambition d'accompagner le développement des enfants et de susciter le goût de lecture. Ce fonds propose ainsi des histoires qui stimulent l'imaginaire, et favorisent l'éveil culturel. La coloration citoyenneté se retrouve évidemment dans ce fonds qui sensibilisera les jeunes lecteurs à des thématiques universelles et citoyennes telles que l'amitié, la différence, la solidarité ou le respect de l'environnement. Une attention particulière sera portée à la qualité littéraire et artistique dans le choix de textes riches et d'albums aux illustrations de qualité. La diversité des genres et des thématiques sera favorisée, tout comme la valeur éducative et citoyenne des ouvrages choisis qui pourront ainsi stimuler la réflexion sur des sujets comme l'inclusion, l'écologie ou le vivre-ensemble. Les intérêts de jeunes lecteurs seront aussi au cœur des critères d'acquisition des bibliothécaires qui œuvreront à encourager le plaisir de lire dès le plus jeune âge. Ce fonds fiction jeunesse place l'enfant au cœur de sa démarche, mêlant apprentissage, imagination et engagement citoyen.

- **Pôle BD-manga**

Ce pôle comprend les bandes-dessinées et mangas jeunesse et adultes. Il sera localisé de part et d'autre de l'espace central de la bibliothèque, de façon à assurer le lien entre les deux ailes de la bibliothèque et tous les publics. Ce fonds valorise l'art séquentiel comme un mode d'expression à part entière, accessible et enrichissant, tout en promouvant la découverte culturelle, la réflexion et l'évasion. Sa localisation dans l'espace vise également à favoriser le passage et la transition entre les fonds jeunesse et adultes.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Le pôle BD-manga a pour ambition d'encourager la lecture plaisir et de toucher un public intergénérationnel en proposant des œuvres accessibles à tous, incitant aux échanges entre générations, tout en proposant un équilibre entre des œuvres classiques ou attendues et celles plus confidentielles favorisant le plaisir de la découverte. Il a également pour objectifs de sensibiliser les lecteurs à l'art graphique et à la diversité des expressions culturelles, ainsi que de promouvoir des valeurs citoyennes par le traitement de certaines thématiques.

- **Pôle jeux-vidéo**

Le fonds jeux-vidéo de la bibliothèque proposera une sélection de jeux vidéo sous différents formats (consoles et en ligne), couvrant une variété de genres et de styles. Ce fonds vise à offrir aux usagers une expérience ludique et interactive, tout en mettant en lumière le jeu-vidéo comme un art numérique et une forme d'expression culturelle à part entière. En encourageant la découverte de nouveaux univers, le fonds cherchera également à sensibiliser aux dimensions sociales, éthiques et créatives des jeux-vidéo. La création d'un fonds jeux-vidéo a pour ambition de favoriser les échanges, notamment intergénérationnels et faire reconnaitre le jeu-vidéo comme forme d'expression artistique et culturelle à part entière, en mettant en lumière les jeux les plus créatifs et influents. Il soutiendra ainsi la découverte culturelle et encouragera la réflexion et la créativité.

- **Pôle vinyles**

Ce fonds permettra aux usagers de redécouvrir le plaisir de l'écoute analogique tout en explorant des œuvres musicales iconiques ou moins connues. Il visera à préserver et partager la richesse du patrimoine sonore à travers un support souvent considéré comme un objet de collection, mais aussi comme un outil d'expression culturelle et artistique. Il visera à promouvoir la découverte musicale en offrant aux usagers la possibilité de découvrir des œuvres variées. En donnant accès à un support qui favorise une écoute plus immersive et réfléchie, en opposition aux formats plus immédiats comme le streaming, il encouragera l'écoute attentive.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Enfin, ce fonds a pour ambition de favoriser la culture musicale intergénérationnelle en permettant à différentes générations de se rencontrer à travers la musique.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA POLITIQUE DOCUMENTAIRE

Loi Robert du 21 décembre 2021 – Article 5 – CP art. L310-4

> *Les collections des bibliothèques et des collectivités territoriales ou de leurs groupements sont pluralistes et diversifiées. Elles représentent, chacune à son niveau ou dans sa spécialité, la multiplicité des connaissances, des courants d'idées et d'opinions et des productions éditoriales. Elles doivent être exemptes de toutes formes de censure idéologique, politique ou religieuse ou de pressions commerciales. Elles sont rendues accessibles à tout public, sur place ou à distance.*

A noter : les principes d'acquisition et de gestion des collections plus détaillés sont formalisés dans des documents de travail spécifiques (plan de développement et de renouvellement des collections, fiches domaines pour chaque segment de collection)

La politique d'acquisition

- Les collections s'adressent à un large public et sont choisies dans un souci de satisfaire le plus grand nombre d'usagers. La bibliothèque doit donc s'adresser à toutes les tranches d'âge et toutes les catégories socio-professionnelles. Elle n'a pas vocation à se substituer à une bibliothèque universitaire ou scolaire. La langue française est privilégiée dans tous les domaines. Cependant, des ouvrages de littérature en langue étrangère seront également acquis.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

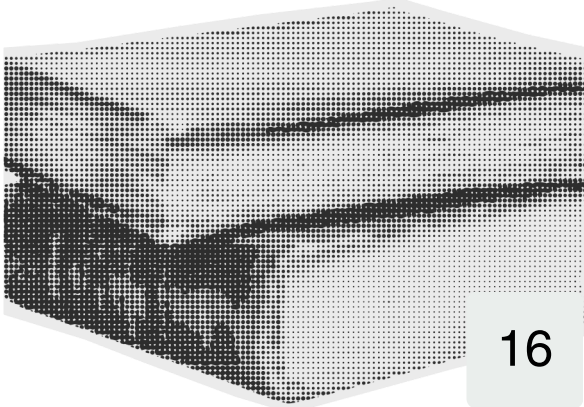
- Les collections doivent être en adéquation avec les principes et missions de la bibliothèque cités précédemment et adaptées à l'environnement local. Les collections sont constituées dans l'esprit d'une large diversité d'opinion, elles correspondent à un choix varié de la production littéraire, documentaire, musicale allant d'œuvres classiques, d'ouvrages de référence, jusqu'à l'innovation contemporaine et des ouvrages de distraction.

  Les documents donnant l'assurance d'une pérennité sont acquis prioritairement. Seuls les documents très demandés seront acquis en 2 voire 3 exemplaires très exceptionnellement (best-sellers, ouvrages très médiatisés…)

- Les bibliothécaires mènent une veille documentaire permanente en s'appuyant sur les critiques et avis de parutions publiés dans les revues professionnelles, magazines généraux ou spécialisés, les médias audio-visuels, les ressources du web (sites internet spécialisés, blogs, réseaux sociaux…). Ils bénéficient également du conseil des libraires Enfin, une veille attentive portera sur l'actualité évènementielle du territoire et les auteurs et illustrateurs invités dans les manifestations littéraires alentours (Gujan Thrillers Festival, Perles de BD, Grandilire) afin de proposer des œuvres en lien avec leur programmation et d'inscrire l'action culturelle dans une dynamique territoriale.

- Consultation des partenaires : les bibliothécaires s'appuient sur l'expertise et recensent les attentes des partenaires sociaux-éducatifs afin de répondre aux besoins de leurs publics lors d'instances de concertation dédiées à la définition de la politique d'acquisition.

- Prêts de biblio.Gironde : la bibliothèque pourra s'appuyer sur les collections de la bibliothèque départementale afin de compléter son offre documentaire.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- Achat des documents : les achats de documents imprimés, sonores et de jeux-vidéo s'effectuent en priorité auprès de librairies et commerces généraux ou spécialisés, locaux ou régionaux, en favorisant les librairies et commerces indépendants lorsque cela est possible, notamment dans le cadre de partenariats autour de l'action culturelle et des actions de médiation. La bibliothèque peut avoir recours pour des documents spécifiques à des fournisseurs spécialisés. Les abonnements aux magazines et journaux s'effectuent auprès de fournisseurs en ligne pour limiter les frais ou en direct. La bibliothèque souscrira à des abonnements en ligne pour une partie de l'offre de jeux sur consoles et PC. Les applications de jeux sur tablettes seront achetées au moyen de cartes prépayées.

- Complémentarité des collections : pour certains pans de collections identifiés comme pouvant se trouver en tension (fonds Lire autrement avec notamment les romans en gros caractères et les livres audio, ou bien les mangas jeunesse), un travail sera à mener avec les bibliothèques du territoire sur la complémentarité des fonds qui pourra mener à la mise en place de fonds tournants.

- Participation du public aux acquisitions : les suggestions d'achat du public sont toujours étudiées et aboutissent à un achat si les principes mentionnés ci-dessus sont respectés et en fonction des contraintes budgétaires. Quelle que soit la décision prise par les bibliothécaires (achat ou non), une réponse est systématiquement apportée à toute suggestion d'achat.

La mise en place de clubs acquéreurs sur différents segments de collections permet aux usagers de prendre une part active au choix des documents acquis. Des chantiers participatifs d'acquisitions pour la constitution du fonds initial du Chahut seront également organisés. Les segments prioritaires identifiés concernent la fiction pour adolescents et adultes ainsi que les bandes-dessinées et mangas (adultes, adolescents et jeunesse) mais tous les pans de collection peuvent être travaillés en participation.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- Documents non acquis par la bibliothèque : les documents scolaires, ceux tombant sous le coup de la loi, incitant au racisme, au prosélytisme, à la pornographie, à la violence, ou défendant des thèses négationnistes ou révisionnistes ne sont pas acquis par la bibliothèque. Les documents publiés à compte d'auteur ne sont pas acquis non plus, à l'exception de certains auteurs locaux, notamment dans le cadre d'actions de médiation. Pour chaque pan de collection, sont déterminés les documents spécifiques qui ne seront pas acquis par la bibliothèque en fonction des objectifs de développement fixés.

- Dons du public : les dons du public peuvent être intégrés dans les collections dans la mesure où ils sont en bon état et, comme les suggestions, s'ils respectent les principes de constitution des fonds mentionnés précédemment et la charte de dons de la bibliothèque.

La capacité de stockage limitée de la bibliothèque implique une sélection importante des documents soumis au don. Sur les périodes de forte activité, la bibliothèque se réserve le droit de refuser tout don par manque de temps de gestion.

La politique de conservation

La bibliothèque de Biganos ne possède pas de documents patrimoniaux et n'a donc pas de mission de conservation. Elle n'a pas non plus vocation à conserver les collections courantes. Afin de conserver un fonds actuel et attractif, un désherbage régulier doit être effectué afin de retirer des collections les documents qui n'y ont plus leur place.

- L'équipement des documents : les documents sont équipés et pour la majeure partie couverts d'un film plastique afin de s'assurer d'une durée de vie optimisée. En tenant compte des enjeux actuels à la fois environnementaux et économiques, certains documents ne seront pas couverts de film plastique, notamment les documentaires adultes, plus solides, aux taux de rotation plus faibles et dont la durée de conservation ne dépend pas de la pose d'un film plastique.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- Les critères de désherbage : la méthode IOUPI est appliquée : les documents inappropriés, obsolètes, usagés, périmés, inexacts sont retirés des collections. L'âge des documents et leur taux de rotation sont également des facteurs étudiés, ainsi que l'état physique des documents. Les bibliothécaires déterminent ensuite la nécessité ou non de remplacer les exemplaires supprimés, de les remplacer par d'autres titres ou sujets actualisés.

- Le devenir des documents désherbés : les documents écartés des rayons sont traités en fonction de leur état et de leur contenu. Ils sont ensuite soit donnés à des structures partenaires ou des associations, soit vendus lors de ventes publiques, soit mis au pilon. La bibliothèque conserve la liste de ses documents désherbés chaque année. La bibliothèque porte une attention aux enjeux de développement durable et sociaux. Ainsi, une convention a été signée avec Le livre vert, une entreprise agréée ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) afin de donner une deuxième vie aux livres pilonnés.

La politique d'accès et de médiation

- Accès aux collections : la consultation sur place des collections est libre et gratuite pour tous les publics. L'emprunt des documents nécessite une inscription nominative gratuite pour tous les jeunes de moins de 18 ans, les habitants de la commune de plus de 18 ans et les collectivités. Les conditions tarifaires d'inscription pour les adultes résidant hors commune sont fixées par le Conseil Municipal. La bibliothèque s'adresse aux particuliers mais également aux professionnels ou aux collectivités. Tout professionnel ou collectivité bénéficie d'une carte gratuite qui lui donne un droit d'emprunt avec des quotas plus avantageux qu'un individuel. La bibliothèque propose un service de portage de documents à domicile. Ainsi, l'accès aux collections est possible pour les personnes empêchées domiciliées sur le territoire de la commune. D'autres partenaires peuvent également bénéficier d'actions hors-les-murs (EHPAD, écoles…).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

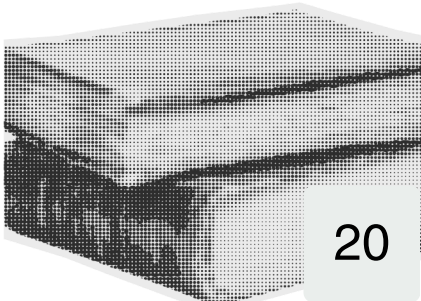
- La bibliothèque est également présente sur le web et propose divers services en ligne :

1. Un portail internet sur lequel l'usager peut prendre connaissance des informations pratiques de la bibliothèque, consulter l'agenda des animations et évènements organisés par la bibliothèque, consulter le catalogue de la bibliothèque et son compte abonné, réserver des documents…
2. Une page Facebook

- Médiation et valorisation des ressources documentaires : les bibliothécaires étant les premiers médiateurs des fonds, ils s'assurent de les valoriser au quotidien via de multiples canaux (portail web, réseaux sociaux) et physiquement sous différentes formes (coups de cœurs, sélections thématiques…). En complément de l'offre documentaire, les bibliothécaires développent une politique de médiation et de valorisation visant à rendre plus accessibles les collections de la bibliothèque grâce à l'action culturelle (rencontre d'auteurs et autrices, club lecteurs, conférences, lectures…). Les libraires partenaires œuvrent également à la médiation des ressources par leur participation aux actions de la bibliothèque.

Evaluation et mise à jour de la charte documentaire

La politique documentaire de la bibliothèque est par essence évolutive : elle se doit de tenir compte des besoins du publics et des évolutions éditoriales. A ce titre, il est procédé régulièrement à une évaluation des collections visant à maintenir l'éventail des savoirs et leur adéquation aux besoins, attentes et usages des usagers, individuels et collectivités. Une réflexion est ainsi menée par les bibliothécaires sur les axes prioritaires de constitution des collections. Elle peut donner lieu à une réévaluation de la répartition budgétaire de chaque section par domaine et support, et à de nouvelles orientations dans le plan de développement des collections.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

LE CHAHUT
BIBLIOTHÈQUE



CHARTE DOCUMENTAIRE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

LE CHAHUT
BIBLIOTHÈQUE



PLAN DE RENOUVELLEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Ville de Biganos

52 avenue de la Libération
33380 BIGANOS

Plan de renouvellement et de développement des collections I Bibliothèque I Le Chahut I 2025

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Introduction

Contexte

Nichée au cœur d'un patrimoine forestier préservé entre la métropole bordelaise et le Bassin d'Arcachon, la commune de Biganos connait une dynamique démographique notable. Pour accompagner cet essor et répondre aux aspirations nouvelles, la Ville de Biganos, confrontée à l'absence de centre-ville, souhaite développer une centralité affirmée autour d'un projet de Tiers-lieu citoyen regroupant quatre équipements : la bibliothèque, le centre social, la maison de la vie associative et citoyenne et la maison de la parentalité.

À la fois lieu d'échanges entre les générations, espace de culture mais aussi projet de renouvellement de la vie démocratique, ce lieu unique incarne l'ambition de la municipalité en matière de développement culturel, de créativité citoyenne et d'élan entrepreneurial autour de l'économie sociale et solidaire. Cet équipement sera ainsi conçu comme un lieu chaleureux et ouvert à tous, un lieu d'apprentissage et de formation, mais aussi un lieu d'émulation créateur de lien social. La participation citoyenne sera au cœur des pratiques et la future bibliothèque sera pensée comme un lieu convivial d'expérimentation et de participation citoyenne.

La future bibliothèque

Pour accueillir ce projet, un nouveau bâtiment de plus de 3 000 m² sera construit d'ici 2026. 770 m² seront dévolus aux espaces de la bibliothèque qui sera mieux adaptée aux nouveaux usages culturels de la population que la bibliothèque actuelle. Au-delà des espaces, ce sont également les collections qui devront être adaptées aux nouveaux usages du public. La projection des collections de la bibliothèque du Chahut a été faite sur une base de 12 650 habitants en 2026, à raison de 2.5 documents par habitants et 14 000 habitants à l'horizon 2030, à raison de 2.2 documents par habitant, soit environ 31 000 documents, répartis à parts égales entre les collections adultes et jeunesse.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les supports seront diversifiés, de nouveaux fonds seront proposés, notamment un fonds vinyles qui viendra remplacer le fonds CD actuel en perte de vitesse, une offre de jeux vidéo et de nouveaux fonds dématérialisés en lien avec les ressources numériques proposées par biblio.Gironde. Avec un fonds au 1er janvier 2024 de 17 766 documents et une projection de 31 160 documents pour la future bibliothèque du Chahut, en tenant compte du renouvellement des collections très vieillissantes de la bibliothèque actuelle, ce sont ainsi 18 154 documents qui devront être acquis.

Le plan de renouvellement et de développement des collections

Politique de conservation et d'élimination

La bibliothèque de Biganos ne possède pas de documents patrimoniaux et n'a donc pas de mission de conservation. Elle n'a pas non plus vocation à conserver les collections courantes. Afin de conserver un fonds actuel et attractif, un désherbage régulier doit être effectué afin de retirer des collections les documents qui n'y ont plus leur place.

Les projections 2026 ont été faites sur la base d'une analyse quantitative du fonds de la bibliothèque actuelle et des recommandations émises par la bibliothèque départementale. Au 1er janvier 2024, le fonds compte 17 766 documents, dont 9 578 documents adultes et 8 188 documents jeunesse. Les collections de la bibliothèque étant vieillissantes et dans un état physique médiocre, ce sont au total 4 760 documents qui devront être renouvelés, et 13 364 qui seront à développer, pour un total de 18 154 documents à acquérir.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

	Au 1er janvier 2024	Projection 2026	A renouveler	A développer	Total achats
Fonds ados/adultes	9578	16210	2193	6622	8825
Fonds jeunesse	8188	14950	2567	6762	9329

Afin de travailler sur une base propre et fiable, un récolement a été effectué à l'été 2024.

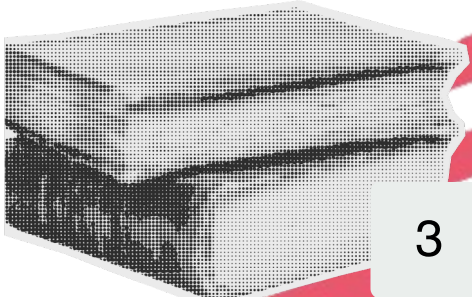
- Les critères de désherbage

La méthode IOUPI est appliquée : les documents inappropriés, obsolètes, usagés, périmés, inexacts sont retirés des collections. L'âge des documents et leur taux de rotation sont également des facteurs étudiés, ainsi que l'état physique des documents. Les bibliothécaires déterminent ensuite la nécessité ou non de racheter les exemplaires supprimés, de les remplacer par d'autres titres ou sujets actualisés.

Par ailleurs, un travail sur les orientations des collections doit être mené selon les orientations déterminées pour chaque segment de collection, afin d'actualiser son contenu et de proposer ainsi des collections correspondant aux attentes de usagers et à la production éditoriale.

- Le devenir des documents désherbés

Les documents écartés des rayons sont traités en fonction de leur état et de leur contenu. Ils sont ensuite soit donnés à des structures partenaires ou des associations, soit vendus lors de ventes publiques, soit mis au pilon. La bibliothèque conserve la liste de ses documents désherbés chaque année.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les collections : les imprimés

Se reporter aux fiches domaines correspondantes

Notes relatives aux orientations de gestion des collections :
Pour l'ensemble des collections, une attention particulière sera portée aux évènements et manifestations littéraires du territoire (ex. : Gujan Thrillers festival, Perles de BD au Teich, Grandilire à Andernos-les-Bains) ainsi qu'à la programmation des autres bibliothèques. Les achats des bibliothécaires se feront ainsi dans la perspective de faire écho à l'actualité du territoire.
Selon les segments de collection, et afin de répondre aux attentes du public à l'ouverture de l'équipement, biblio.gironde pourra venir en soutien pour la constitution de ces collections via un prêt exceptionnel lié à l'ouverture de l'équipement.

La fiction

- **La fiction ados / adultes**

La fiction ados / adultes concerne les ouvrages de littérature pour les adolescents (à partir de 11 ans) et adultes : romans, romans policiers, romans adolescents et young-adult, romans de science-fiction, romans de fantaisie, histoires vécues et biographie, théâtre, poésie, livres en gros caractères, romans en langues étrangères et bandes-dessinées et mangas.

Fiction ados / ados adultes						
	Fonds au 01/01/2024	Projection 2026	Taux de renouvellement	Nb à renouveler	Nb à développer	Total achat
Romans adultes	2674	3700	30	802	1026	1828
Romans policiers	1511	2500	30	453	989	1442
Gros caractères	187	500	10	19	313	332
Romans Ados & Young adult	702	1000	30	211	298	509
Science-fiction	96	250	10	10	154	164
Fantaisie	605	1000	25	151	395	546
Bande-dessinées/Manga/Comics/RG	630	1000	25	158	370	528
Histoires vécues	270	500	30	81	230	311
Classiques/théâtre/poésie	312	600	10	31	288	319
Romans Langue Etrangere	37	200	10	4	163	167
Biographies	115	500	25	29	385	414
Total fiction ado/adulte	***7139***	***11750***		***1949***	***4611***	***6560***

Synthèse volumétrique

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les romans adultes

Ce domaine comprend les romans de fiction en français d'auteurs francophones ou d'auteurs étrangers traduits. On y retrouve à la fois des ouvrages de littérature blanche et des romans de genre (romans du terroir, romans historiques, romance et new romance…). Un équilibre sera recherché lors de la constitution du fonds, entre les incontournables et l'actualité éditoriale. Au vu de l'importante production éditoriale, les acquisitions ne pourront pas être exhaustives mais visent une représentativité dans l'édition et les genres proportionnellement aux parutions et qui correspondent aux demandes des usagers.

Public *: lecteurs adultes et adolescents à partir de 16 ans*

Objectifs du fonds :

1. Proposer une offre variée, représentative de la richesse de la production éditoriale, qui stimule l'imaginaire, l'intellect et l'émotion
2. Répondre à des besoins de lecture loisirs en proposant des ouvrages pour s'évader ou se détendre, mais aussi à des besoins de lecture enrichissante en mettant à disposition des lecteurs des textes qui interrogent, instruisent ou inspirent
3. Encourager la découverte en invitant les lecteurs à explorer de nouveaux genres, auteurs ou horizons littéraires
4. Accompagner la réflexion
5. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les romans adultes, hors exception sur des titres très demandés, seront acquis à un seul exemplaire. Si un choix est fait de doubler certains titres, il sera privilégié l'acquisition d'un deuxième exemplaire en gros caractères.

L'édition originale sera toujours privilégiée, à l'exception des titres qui seront acquis pour la Pochothèque qui comprendra des romans au format poche, demandés par les usagers de la bibliothèque qui se déplacent notamment en train pour leurs trajets quotidiens, pour les départs en vacances…

Les éditions peu solides seront écartées si un risque d'usure précoce des documents est constaté.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations de gestion documentaire

Un désherbage important doit être mené sur ce fonds afin de le rendre plus actuel et attractif. Ainsi les documents trop anciens, en trop mauvais état ou qui ne sont plus empruntés depuis plus de 3 ans seront exclus des collections. Le taux de renouvellement estimé est de 30%. Un équilibre devra être recherché entre des publications « grand public », médiatisées et demandées par les lecteurs de la bibliothèque, et des publications de qualité plus confidentielles, moins médiatisées ou d'un niveau de lecture plus exigeant. L'objectif des bibliothécaires est à la fois de répondre à la demande des lecteurs de la bibliothèque, mais également de favoriser la découverte. Un travail de médiation et de valorisation approfondi sera à mener sur ces dernières acquisitions. Une attention particulière sera portée aux effets de mode : s'il est important de répondre à la demande des usagers de la bibliothèque sur certains genres actuels demandés, cela ne doit pas se faire aux détriments des autres pans de collections et dans des proportions raisonnables afin d'assurer la pérennité de la collection. Une veille attentive sur les parutions d'auteurs et d'éditeurs locaux et régionaux sera menée afin de valoriser la création régionale.

Les romans policiers

Ce segment de collection correspond aux romans identifiés comme polars : romans policiers, romans noirs, romans d'espionnage, thrillers…, d'auteurs francophones ou étrangers traduits en français. Une attention importante sera accordée à l'actualité éditoriale et à la nouveauté. Une représentativité de la production éditoriale doit être recherchée.

Public : *public adulte de lecteurs recherchant des intrigues profondes ou complexes*

Objectifs du fonds :

1. Satisfaire les amateurs du genre en leur proposant des titres répondant à leurs envies
2. Encourager la réflexion et l'analyse, stimuler l'esprit critique
3. Proposer une diversité d'approches et de sous-genres
4. Favoriser la découverte de nouveaux auteurs et de cultures
5. Soutenir la création régionale

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations pour les achats

Les romans policiers seront acquis en un seul exemplaire et prioritairement au format original. Comme pour les romans adultes, les éditions peu solides seront exclues.

Orientations de gestion documentaire

Le taux de renouvellement estimé de ce fonds s'élève à 30%. Outre un désherbage dynamique afin de redonner un coup de jeune au fonds, une veille régulière permettra de proposer un fonds actuel, comprenant à la fois les titres attendus des lecteurs et d'autres issus de genres émergents moins médiatisés. Les auteurs et éditeurs régionaux seront soutenus. Une attention particulière sera portée à la programmation du Gujan Thrillers festival pour le choix des acquisitions. Afin de favoriser une plus grande variété de titres et de genres, l'intégralité des parutions de certains auteurs ne sera pas représentée, un choix sera fait. Une attention particulière sera portée au suivi des séries.

Les littératures de l'imaginaire

Les littératures de l'imaginaire concernent les romans de science-fiction et de fantaisie. Il convient de noter la prédominance des séries dans la production éditoriale des littératures de l'imaginaire.

Le taux de renouvellement du fonds science-fiction, récent, est de 10%. Il s'agira donc essentiellement de développer ce fonds. Le taux de renouvellement du fonds fantaisie est plus élevé (25%), car le fonds est plus important et plus ancien.

Public : *lecteurs amateurs du genre ou désireux de le découvrir*

Objectifs du fonds :

1. Favoriser l'évasion et l'imaginaire en permettant aux lecteurs de découvrir des univers extraordinaires
2. Stimuler la réflexion en offrant des récits qui interrogent des problématiques sociales, scientifiques ou philosophiques, propres à enrichir la pensée critique des lecteurs
3. Toucher un public varié en s'adressant à un lectorat d'âges et de profils différents
4. Encourager la curiosité et la découverte en invitant les lecteurs à explorer des sous-genres ou des auteurs méconnus
5. Soutenir la création régionale

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire et prioritairement au format original. Les éditions peu solides seront exclues et les séries devront être suivies.

Orientations de gestion documentaire

Une attention particulière sera portée au suivi de séries, ainsi qu'à l'actualité éditoriale, les littératures de l'imaginaire pouvant rapidement subir les effets de mode. Les romans des littératures de l'imaginaire correspondants au public visé par les titres « young adults » seront intégrés au fonds littératures de l'imaginaire.

Les romans ados et young adult

Ce fonds comprendra les publications de fiction destinées aux adolescents à partir de 11 ans et celles dont la ligne éditoriale est identifiée sur le segment « young adult » mais qui pourront également se trouver en section adultes. Le fonds Passerelle sera développé dans l'objectif de favoriser la transition entre les lectures « jeunesse » et « adultes » et de créer du lien entre les publics et les écrits. Avec un taux de renouvellement de 30%, un travail de désherbage important est à mener sur le ce fonds, afin de rééquilibrer l'offre aux lecteurs qui comprend actuellement une sur-représentation des séries.

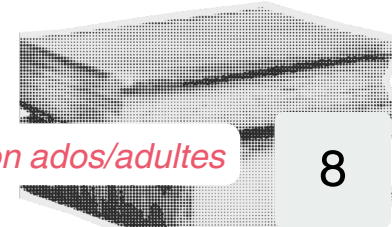
Public : *adolescents et adultes*

Objectifs du fonds :

1. Accompagner la transition du lecteur et faciliter le passage de la littérature jeunesse à des récits plus matures en proposant des ouvrages intermédiaires et accessibles
2. Favoriser le plaisir de la lecture
3. Eveiller à des réflexions profondes et encourager le questionnement sociétal à travers des récits qui abordent des sujets complexes ou contemporains
4. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire et prioritairement au format original. Les éditions peu solides seront exclues et les séries devront être suivies.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations de gestion documentaire

Une attention particulière sera portée à la diversité des thématiques traitées, afin qu'elles reflètent à la fois les intérêts et préoccupations des lecteurs, et qu'elles favorisent également l'évasion et la découverte.

Les bibliothécaires seront particulièrement attentifs pour ce fonds à l'actualité et aux tendances émergentes sur les réseaux sociaux.

Un équilibre devra être recherché entre les publications en séries et les « one-shots ».

Les récits de vie

Le choix a été fait d'inclure les récits de vie qui regroupent à la fois les histoires vécues et les biographies dans la section fiction ados / adultes de la bibliothèque car ce genre est essentiellement demandé par des lecteurs de fiction. Une meilleure valorisation des ouvrages sera ainsi possible. Un taux de renouvellement compris entre 25 et 30% implique un important désherbage de ce fonds pour le rendre plus attractif. Ce domaine regroupe des ouvrages axés sur l'expérience humaine, proposant des récits basés sur des faits réels, offrant un regard intime sur les trajectoires humaines et évènements marquants de l'histoire.

Public : *lecteurs adultes ou jeunes adultes*

Objectifs du fonds :

1. Valoriser l'expérience humaine en mettant en lumière des récits universels ou particuliers qui inspirent, émeuvent ou interrogent
2. Apporter un éclairage historique ou individuel sur des évènements marquants ou des parcours particuliers
3. Soutenir une quête d'inspiration en proposant des récits qui invitent à la réflexion personnelle et collective
4. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire et prioritairement au format original. Les éditions peu solides seront exclues et les séries devront être suivies.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Classiques / théâtre / poésie

Ce domaine comprendra des œuvres littéraires qui constituent le patrimoine universel des lettres. Ce fonds propose un accès privilégié aux textes essentiels de la littérature, ainsi qu'à des formes littéraires spécifiques comme le théâtre et la poésie, permettant de découvrir ou redécouvrir des récits intemporels, des pièces scéniques marquantes et des poésies et auteurs reconnus. Il comprend ainsi à la fois des œuvres incontournables des grandes périodes littéraires, des textes d'auteurs majeurs, mais également des pièces emblématiques du répertoire classique et contemporain ainsi que des recueils et anthologies de poésie. Il s'agit d'un fonds qui doit presque être doublé pour l'ouverture du Chahut.

Public : *amateurs de littérature, curieux et novices, collégiens, lycéens et étudiants et enseignants*

Objectifs du fonds :

1. Préserver et valoriser le patrimoine littéraire en mettant en lumière des œuvres qui ont marqué l'histoire de la littérature et continuent d'influencer les écritures contemporaines
2. Promouvoir des formes littéraires variées en encourageant la découverte du théâtre et de la poésie, souvent perçus comme difficilement accessibles
3. Soutenir les apprentissages

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire et prioritairement au format original. Les éditions peu solides seront exclues. Les éditions trop volumineuses ou les mises en pages trop austères seront évitées afin de rendre ce fonds plus attractif.

Une orientation résolument contemporaine sera choisie pour le fonds poésie, visant à le moderniser.

Orientations de gestion documentaire

Un travail est à mener avec les enseignants du territoire (collège et lycée) afin de mettre à jour le fonds, en proposant des œuvres dont les lectures sont conseillées et / ou obligatoires au cours de la scolarité.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les romans en langue étrangère

Ce fonds comprendra essentiellement des romans en anglais, en espagnol et en allemand, qui sont les langues les plus demandées à la bibliothèque de Biganos. A la fois par des locuteurs natifs, notamment hispanophones du fait d'une communauté existante, mais également par des apprenants. Il s'agit d'un fonds à développer pour la constitution du fonds initial du Chahut (37 titres présents au catalogue au 1er janvier 2024).

Public : *lecteurs non francophones, lecteurs francophones amateurs de littérature étrangère souhaitant découvrir des ouvrages en langue originale, lecteurs apprenants de langues qui souhaitent améliorer leur maitrise d'une langue étrangère à travers la lecture d'œuvres en version originales*

Objectifs pour le fonds :

1. Satisfaire les besoins des lecteurs
2. Favoriser la diversité culturelle en offrant aux lecteurs l'opportunité de découvrir des voix littéraires du monde entier
3. Encourager l'apprentissage des langues
4. Proposer une lecture originale en permettant aux passionnés de littérature de lire des œuvres dans leur langue d'origine

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire.
Les éditions peu solides seront exclues et les séries devront être suivies.
Pour la constitution du fonds, les langues privilégiées seront les langues les plus couramment parlées sur le territoire (anglais, espagnol, portugais) ou étudiées dans les établissements scolaires (s'ajoutera l'allemand).

Orientations de gestion documentaire

Les ouvrages seront acquis prioritairement dans leur langue d'origine.
Un équilibre entre des titres de fonds et l'actualité éditoriale sera recherché, avec une attention particulière aux suggestions et demandes des lecteurs.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les bandes-dessinées, mangas et romans graphiques

Ce fonds regroupe les bandes-dessinées et mangas s'adressant aux adultes et adolescents à partir de 11 ans. Ce fonds occupe une place centrale dans la bibliothèque, assurant la jonction entre les deux ailes et favorisant un décloisonnement des collections. Un fort taux de renouvellement est prévu (25%) qui implique un désherbage important, notamment de séries très anciennes et peu empruntées. Le fonds a également besoin d'être rajeuni et il apparait nécessaire de proposer de nouveaux titres plus actuels et en adéquation avec la production éditoriale.

Un accent sera mis sur les acquisitions de ce segment début 2025, avant de commencer le travail propre à la constitution du fonds du Chahut, afin de viser un fonds de 1 200 documents à l'ouverture, pour atteindre progressivement 1 500 documents en 2031 et répondre ainsi à l'engouement suscité par le 9ème art.

Public : *adultes et jeunes adultes, amateurs d'arts graphiques*

Objectifs du fonds :

1. Diversifier l'offre de lecture
2. Favoriser la lecture plaisir
3. Soutenir l'art graphique et la narration visuelle comme des formes artistiques à part entière, qui méritent la même reconnaissance que la littérature traditionnelle
4. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les bandes-dessinées seront acquises en un seul exemplaire, à l'exception de titres très demandés.

Les one-shots et séries courtes seront privilégiés afin de proposer une offre variée et représentative de la diversité de la production éditoriale.

Les séries seront suivies et conservées complètes lorsqu'elles sont terminées. En cas de séries très longues (notamment en mangas), il pourra être décidé de ne pas suivre la série dans son intégralité. Dans ce cas, les bibliothécaires privilégieront la clôture d'un cycle pour l'arrêt du suivi.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations de gestion documentaire

Une attention particulière sera accordée aux nouvelles tendances éditoriales afin de proposer un fonds actuel et attractif et d'élargir le public actuel de la bibliothèque.

Les parutions pouvant intégrer le fonds citoyenneté dans le choix de la thématique ou le traitement du sujet (questions d'actualité et de société notamment) feront l'objet d'une valorisation spécifique.

Une attention particulière sera portée à l'actualité éditoriale mangas qui viendra alimenter les actions du festival annuel Big Asia ainsi que les actions pérennes de la ville autour de la culture manga (club manga par exemple). Une attention particulière sera portée à la programmation du festival Perles de BD se déroulant au Teich.

Un équilibre sera recherché entre les publications très attendues et médiatisées et des titres plus confidentiels à faire découvrir aux usagers de la bibliothèque.
528 documents sont à acquérir dans le cadre de la constitution du fonds du Chahut. Une volumétrie cible de 1 500 documents à l'horizon 2030 est souhaitée. Les acquisitions de fonctionnement du début de l'année 2025 seront renforcées sur la bande dessinée adulte, et un accent sera également mis sur ce fonds sur la période 2027-2030 afin d'atteindre la cible de 1 500 bandes-dessinées adultes en 2030 selon les recommandations de la DRAC.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

- **La fiction jeunesse**

La fiction jeunesse concerne les ouvrages de littérature pour enfants jusqu'à 10 ans : romans, albums, contes, poésie, bandes-dessinées et mangas. Ce fonds fera l'objet d'un important renouvellement (entre 25 et 40%), ainsi que d'un développement important.

Pour l'ensemble du fonds, une attention particulière sera portée aux auteurs et illustrateurs invités au festival de littérature jeunesse Grandilire d'Andernos-les-Bains.

La bibliothèque reçoit et programme tous les deux ans un ou plusieurs auteurs et / ou illustrateurs jeunesse invités par le festival dans le cadre d'ateliers et de rencontres tout public ou bien de parcours thématiques avec les scolaires et structures petite enfance.

Fonds fiction jeunesse						
	Fonds au 01/01/2024	Projection 2026	Taux de renouvellement	Nb à renouveler	Nb à développer	Total achat
Albums Jeunesse	2336	4300	25	584	1964	2548
Contes/ Poésie	80	150	25	20	70	90
Romans Jeunesse	1356	3000	25	339	1644	1983
Mangas/ BD/ Comics	3620	4390	40	1448	770	2218
Total fonds fiction jeunesse	**7392**	**11840**		**2391**	**4448**	**6839**

Synthèse volumétrique

Les albums jeunesse

Ce domaine concerne une forme d'expression spécifique brève d'une liberté structurelle illimitée qui convoque deux langages (images et textes).

Il s'affirme comme une forme de fiction à part entière dont le paradoxe est qu'il convoque des moyens iconographiques et textuels affirmés, diversifiés et savants destinés aux plus inexpérimentés des lecteurs.
La lecture de l'album expose le jeune lecteur à l'obligation de déchiffrer conjointement des codes écrits et dessinés.

Public : *jeunes enfants et accompagnants, professionnels de la petite enfance et de l'éducation, enseignants, lecteurs de tous âges*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Objectifs du fonds :

1. Proposer une première entrée en littérature et en art dès la naissance
2. Offrir un panorama représentatif de la richesse de l'édition jeunesse
3. Ne pas restreindre, ni formater le goût littéraire et artistique de l'enfant
4. Encourager la découverte, susciter la curiosité chez les jeunes enfants
5. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire. Les éditions peu solides seront exclues. Les livres de bain et à usage unique (livres de coloriages) ne seront pas acquis.
Un équilibre sera recherché entre les différents niveaux de lecture (des albums à destination des tout-petits aux albums destinés à des enfants lecteurs).

Orientations de gestion documentaire

Un équilibre sera recherché entre la demande du public et la nécessaire sélection des bibliothécaires afin de répondre à l'objectif affiché de favoriser la découverte chez les jeunes enfants.

Oralité

Ce domaine concerne à la fois les contes ainsi que la poésie. Il y a deux pratiques du conte : orale et écrite, l'une ayant précédé l'autre.

Public : *enfants à partir de 3 ans et accompagnants, professionnels de la petite enfance et de l'éducation, lecteurs de tous âges*

Objectifs du fonds :

1. Offrir un panorama de l'édition jeunesse, en proposant autant des versions classiques que des réécritures plus contemporaines
2. Répondre aux attentes explicites et implicites des publics en suscitant la curiosité
3. Faire découvrir des récits provenant de diverses origines, et pas seulement issus de la tradition européenne
4. Soutenir la création régionale

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientation pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire. Les éditions peu solides seront exclues.

Orientations pour la gestion documentaire

Ce fonds étant restreint, il fera l'objet d'une exigence particulière quant à la qualité et à la diversité des œuvres acquises.

Les romans

Ce domaine concerne la littérature écrite s'adressant aux enfants : romans, nouvelles, premières lectures, journaux intimes, romans sentimentaux, romans d'aventure, romans fantastiques, romans fantasy, romans de science-fiction, romans policiers, noirs, ou d'espionnage, terreur, romans historiques, romans documentaires, biographies romancées de personnages célèbres, lectures scolaires et classiques, classiques abrégés, romans grand format illustrés. Des auteurs généralement contemporains (sauf classiques), en littérature française ou étrangère, mais toujours disponibles en langue française.

Public : *lecteurs débutants (6-8 ans), en cours d'apprentissage de la lecture (8-10 ans), lecteurs confirmés (10 ans et plus)*

Objectifs du fonds :

1. Offrir un panorama de l'édition jeunesse, en privilégiant des fictions destinées à une lecture de loisir, s'adressant à différentes tranches d'âge et niveaux de lecture
2. Susciter la découverte, la curiosité et le goût de la lecture chez les enfants sans restreindre ou orienter leurs goûts
3. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire. Les éditions peu solides seront exclues.

Orientations pour la gestion documentaire

Le fonds, actuellement sous-dimensionné, fera l'objet d'un important développement, visant à enrichir et à diversifier les propositions faites aux enfants.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Bandes-dessinées et mangas

Ce domaine regroupe les bandes-dessinées et de mangas spécialement sélectionnés pour les publics jeunes (jusqu'à 10 ans ou tout public). Ces œuvres sont caractérisées par un format narratif visuel qui combien texte et images, structuré en cases et phylactères (en bande-dessinée) et en vignettes séquentielles (pour les mangas).

Public : *enfants jusqu'à 10 ans, adolescents et adultes peuvent également y trouver des idées de lectures*

Objectifs du fonds :

1. Encourager la lecture plaisir
2. Proposer une ouverture culturelle
3. Favoriser la diversité des formats littéraires et valoriser un fonds parfois déconsidéré par certains adultes
4. Offrir un panorama de l'édition jeunesse afin de favoriser la découverte de la richesse du genre
5. Soutenir la création régionale

Orientations pour les achats

Sauf exception, les titres seront achetés en un seul exemplaire. Les séries seront suivies en totalité. Dans le cas de très longues séries (mangas notamment) si le choix est fait de ne pas poursuivre une série au profit d'une nouvelle série, les bibliothécaires seront attentifs à la clôture des cycles.

Orientations pour la gestion documentaire

Un équilibre sera recherché entre la part des one-shots et séries, avec une attention à proposer à la fois des titres attendus et demandés par les lecteurs mais également des titres favorisant la découverte ou plus confidentiels. Les séries courtes seront privilégiées de façon à proposer un plus grand choix aux lecteurs.

Un travail sera à mener en partenariat avec les bibliothèques du territoire afin de s'assurer d'une complémentarité dans les achats permettant de mettre en place des fonds tournants pour ce segment de collection.

Comme pour les BD/Mangas adultes, une attention particulière sera portée à l'actualité éditoriale mangas qui viendra alimenter les actions du festival annuel Big Asia ainsi que les actions pérennes de la ville autour de la culture manga (club manga par exemple). Une attention particulière sera portée à la programmation du festival Perles de BD se déroulant au Teich.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les documentaires

- **Les documentaires adultes**

Ce domaine désigne l'ensemble des ouvrages non fictionnels, destinés au public adulte et adolescent à partir de 11 ans, qui visent à informer, former, ou enrichir les connaissances sur une grande variété de sujets. Ce fonds est constitué de documents accessibles à des lecteurs curieux, répondant à leurs besoins culturels, éducatifs, professionnels, ou de loisirs. Il représente tous les champs de la connaissance, répartis en deux grands ensembles : « Faire » et « Apprendre ». Sans viser à une exhaustivité impossible à atteindre, se fonds se veut le plus encyclopédique possible.

Un fonds citoyenneté viendra donner une coloration à la collection. Une attention particulière sera également portée au fonds parentalité. Un important désherbage a été amorcé en 2023 afin de rajeunir le fonds.

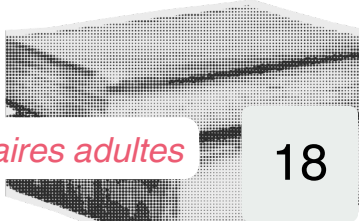
Public : *adultes et adolescents à partir de 11 ans. Ce fonds est conçu pour répondre aux besoins d'apprentissage, de formation continue, de découverte ou de simple curiosité du public***.**

	Fonds au 01/01/2024	Projection 2026	Taux de renouvellement	Nb à renouveler	Nb à développer	Total achat
Documentaires adultes	2302	4060	10	230	1748	1988

Synthèse volumétrique

Objectifs du fonds :

1. Informer et éduquer en offrant un accès à des connaissances fiables et actualisée, à des fins personnelles, académiques ou professionnelles
2. Encourager la curiosité intellectuelle et stimuler l'intérêt pour des thématiques variées, favoriser la culture générale et l'apprentissage tout au long de la vie
3. Accompagner dans la vie pratique en fournissant des ressources utiles pour résoudre des questionnements du quotidien, se former à de nouvelles compétences ou approfondir des passions personnelles
4. Proposer des ressources spécialisées pour répondre à des besoins plus spécifiques grâce à des ouvrages techniques ou académiques destinés au public du laboratoire citoyen (universitaires et professionnels)



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Orientations pour les achats

Pour chaque domaine, se reporter à la fiche-domaine correspondante.
Les documents seront acquis en un seul exemplaire.
Les achats porteront en priorité sur des sujets et à des niveaux grand public, afin de susciter et de répondre à la curiosité des lecteurs. Les ouvrages de vulgarisation seront recherchés

Orientations pour la gestion documentaire

Pour chaque domaine, se reporter à la fiche-domaine correspondante.
Ce fonds nécessite d'être actuel avec des titres récents reflétant l'évolution des savoirs, des pratiques et des centres d'intérêt des lecteurs. La sélection qualitative est primordiale : les documents seront choisis pour leur pertinence, leur clarté et leur accessibilité, en fonction des besoins et des attentes du public.

L'essentiel des documents qui seront acquis pour la constitution du fonds initial de la bibliothèque du Chahut portera sur des documents très récents (moins de 2 ans) mais des ouvrages de fonds sur certaines thématiques pourront également être acquis (notamment pour les fonds citoyenneté et parentalité).

Les documentaires jeunesse

Ce domaine regroupe l'ensemble des ouvrages non fictionnels destinés aux enfants, essentiellement à partir de 5 ans (avec la présence de certains titres accessibles à partir de 2-3 ans) et jusqu'à 10 ans.

Ces documents visent à répondre aux besoins de découverte, d'apprentissage, de compréhension du monde et d'approfondissement de centres d'intérêt spécifiques des enfants, tout en s'adaptant à leur âge, leur niveau de lecture et leurs capacités cognitives.

Comme pour les documentaires adultes, ce fonds sera pensé pour être le plus encyclopédique possible, sans viser l'exhaustivité. Il est fortement dépendant de la production éditoriale, ainsi certaines thématiques et sujets plus « actuels » seront plus facilement représentés que d'autres. Il s'agit d'un fonds qui doit être fortement développé, dont tous les segments sont sous-représentés.

Public : *enfants jusqu'à 10 ans, parents et éducateurs*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

	Fonds au 01/01/2024	Projection 2026	Taux de renouvellement	Nb à renouveler	Nb à développer	Total achat
Documentaires jeunesse	648	2710	25	162	2062	2224

Synthèse volumétrique

Objectifs du fonds :

1. Stimuler la curiosité en encourageant les enfants à explorer et à poser des questions sur le monde qui les entoure
2. Accompagner les apprentissages en offrants de ressources complémentaires aux enseignements scolaires
3. Promouvoir l'autonomie en permettant aux enfants de chercher et de trouver des informations de manière autonome grâce à une organisation claire du fonds
4. Encourager la découverte et l'éveil culturel en proposant une diversité de sujets et de traitements qui développeront leur esprit critique et leur créativité
5. Favoriser la lecture plaisir en proposant des ouvrages documentaires de qualité aussi captivants que les ouvrages de fiction

Orientations pour les achats

Pour chaque domaine, se reporter à la fiche domaine correspondante.
Les documents seront acquis en un seul exemplaire. Les manuels scolaires, d'activité à usage unique (livres de coloriages par exemple) et encyclopédies ne seront pas acquis. Les documents trop fragiles ne seront pas acquis non plus.

Orientations pour la gestion documentaire

Pour chaque domaine, se reporter à la fiche documentaire correspondante.
Le fonds sera classé en fonction de la marguerite Dewey mais avec des indices s'en affranchissant totalement, une signalétique et une valorisation adaptée (pictogrammes, sélections thématiques…). Ce fonds reflètera la production éditoriale contemporaine.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les collections : les autres supports

Se reporter aux fiches domaines correspondantes

Les autres supports concernent le fonds de livres CD et livres audio jeunesse, le fonds de livres audio adultes ainsi que la création du fonds vinyles.

Autres supports	Fonds au 01/01/2024	Projection 2026	Taux de renouvellement	Nb à renouveler	Nb à développer	Total achat
CD/ livres audio jeunesses	148	400	10	14	252	266
Livres audio adultes	137	200	10	14	63	77
Vinyles	0	200		0	200	200

Synthèse volumétrique

Les livres CD / livres audio jeunesse

Le fonds livres CD et livres audio jeunesse rassemble des œuvres destinées à être écoutées en complément du support livre : histoires racontées ou comptines et musique.

Public : *enfants jusqu'à 10 ans, parents et accompagnants, professionnels de l'enfance et de l'éducation*

Objectifs du fonds :

1. Rendre la lecture accessible en offrant une alternative pour les enfants en difficultés avec la lecture ou présentant des problématiques spécifiques (dyslexie, malvoyance…)
2. Développer les compétences d'écoute et de compréhension des enfants
3. Sensibiliser les enfants à l'écoute musicale
4. Proposer une lecture nomade et ludique

Orientations pour les achats

Les documents seront acquis en un seul exemplaire.

Orientations de gestion documentaire

Une attention particulière sera portée à la représentativité de la diversité de l'offre éditoriale et correspondant aux besoins des publics.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Les livres audio adultes

Les textes lus ou livres audio, correspondent aux œuvres développées sur le support CD, dont le contenu n'est pas de la musique mais un texte lu par un ou des comédiens. Ce support voit actuellement son public s'élargir et l'actualité éditoriale se veut le reflet de cette tendance avec une variété et une richesse de propositions accrues.

Public : *amateurs de récits narrés, personnes en mobilité (voyages en voiture ou en train par exemple), personne rencontrant des difficultés de lecture temporaires ou permanentes*

Objectifs du fonds :

1. Favoriser l'accessibilité à la lecture
2. Diversifier les expériences de lecture

Orientations pour les achats

Les achats porteront prioritairement sur la fiction, tous genres confondus, mais des documentaires pourront être achetés à la marge, notamment dans le cas d'une forte demande, ou bien de thématiques spécifiques. Les documents seront acquis en un seul exemplaire.

Orientations de gestion documentaire

Une attention particulière sera portée à proposer une sélection représentative de la diversité de l'offre éditoriale, correspondant aux besoins des publics.

Les vinyles

Le choix a été fait de supprimer le fonds CD de la bibliothèque, en forte perte de vitesse. La création de ce fonds comprendra 200 vinyles offrant une sélection qui permettra aux usagers de redécouvrir le plaisir de l'écoute analogique tout en explorant des œuvres musicales iconiques ou moins connues. Il vise à préserver et partager la richesse du patrimoine sonore à travers un support souvent considéré comme un objet de collection, mais aussi comme un outil d'expression culturelle et artistique.

Public : *les passionnés de musique, les curieux et novices, les jeunes générations attirées par ce format*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Objectifs du fonds :

1. Promouvoir la découverte musicale
2. Encourager l'écoute attentive et créer une expérience immersive
3. Promouvoir le vinyle comme support culturel en sensibilisant les usagers à la qualité sonore unique de ce format

Orientations pour les achats

Un seul exemplaire de chaque œuvre sera acquis.

Orientation de gestion documentaire

Une part belle sera faite à la découverte et à des œuvres propices à une écoute attentive sur place.

Les périodiques

	2024	**Projection 2027**
Nombre d'abonnements	21	40
Budget annuel	1 570 € (1620 en comptant la Scène)	2 500 €

A noter : coût moyen périodique 61€ (hors abonnement Sud-Ouest non poursuivi à partir de 2025 car problèmes de livraison récurrents et peu consulté).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Le fonds périodiques (presse) comprend les abonnements à la presse papier, à destination des enfants et des adultes, traitant d'une variété de sujets et de différentes périodicités, visant à compléter l'offre documentaire de livres ou à y apporter un autre regard. Ils seront répartis comme suit :

- 10 périodiques jeunesse
- 4 périodiques pour adolescents
- 15 périodiques pour le pôle « Apprendre »
- 11 périodiques pour le pôle « Faire »

Objectifs du fonds :

Le fonds périodiques de la bibliothèque vise à offrir une ressource vivante et actualisée, reflet des intérêts et des préoccupations des usagers. Il a pour objectifs de :

1. Favoriser l'accès à l'information et au débat public en proposant des périodiques abordant des questions de société, d'environnement, de culture, et d'actualité.
2. Encourager l'esprit critique et la curiosité intellectuelle en sélectionnant des titres variés qui stimulent la réflexion, l'apprentissage et l'engagement citoyen et en favorisant l'accès à des points de vue variés, y compris critiques ou alternatifs
3. Accompagner les pratiques culturelles, éducatives et créatives en soutenant les besoins des usagers, qu'ils soient liés à l'apprentissage, à la création, ou aux loisirs.
4. Promouvoir l'inclusivité et la diversité en proposant des titres adaptés à tous les âges, sensibilités et niveaux de lecture.
5. Renforcer l'ancrage culturel et social de la bibliothèque en tant que lieu d'échanges et de réflexion

Périodiques jeunesse

Objectifs :

Sensibiliser les enfants à la lecture de la presse tout en combinant découverte, apprentissage et plaisir. Ces périodiques auront pour vocation d'éveiller leur curiosité sur le monde, de stimuler la créativité et d'offrir des moments ludiques et de détente.



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Critères de sélection :

1. Accessibilité et diversité : des contenus adaptés à différents âges et niveaux de lecture, favorisant l'inclusivité et la diversité
2. Eveil à la citoyenneté : des titres qui abordent des valeurs telles que l'entraide, le respect, la sensibilisation à l'environnement, de manière ludique ou créative
3. Créativité et imagination : des périodiques qui encouragent l'expression artistique et l'imaginaire des enfants, à travers des histoires, des ateliers créatifs ou des défis amusants
4. Stimulation de la curiosité

Périodiques pour adolescents

Objectifs :

Soutenir l'esprit critique, l'engagement, et la réflexion sur les enjeux contemporains, proposer une presse adaptée qui aborde les préoccupations des adolescents et les engage du des réflexions sur leur rôle dans la société.

Critères de sélection :

1. Thématiques de société et d'actualité
2. Valorisation de la créativité
3. Valorisation de l'engagement citoyen

Périodiques « apprendre »

Objectifs :

Donner accès à une information fiable et de qualité, encourageant à développer un esprit critique et analytique. Offrir des ressources pour comprendre le monde, approfondir ses connaissances et s'ouvrir aux débats sociétaux

Critères de sélection :

1. Adéquation avec les objectifs du fonds : fournir une information fiable, documentée et vérifiable, issue de sources reconnues et crédibles
2. Qualité éditoriale : rigueur journalistique, équilibre et pluralisme (représentation de points de vue variés, sans biais idéologique manifeste), lisibilité (contenus accessibles tout en maintenant une exigence intellectuelle)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Périodiques « faire »

Objectifs :

Accompagner les pratiques créatives et pratiques des usagers, en fournissant des supports pratiques et inspirants.

Critères de sélection :

1. Adéquation avec l'objectif du fonds : les titres choisis doivent permettre de nourrir la créativité et soutenir le développement de compétences pratiques ou artistiques
2. Qualité éditoriale : aspect pratique, esthétique et inspiration, accessibilité et clarté

Les bibliothécaires accorderont une attention particulière à la variété des titres et des sujets, en proposant notamment à la fois des publications grand public attendues, mais également des publications plus confidentielles qui pourront apporter un éclairage nouveau ou susciter des partenariats et en s'attachant à la diversité des points de vue. Une évaluation annuelle permettra d'adapter l'offre à la demande des usagers et d'intégrer régulièrement de nouveaux titres afin de suivre les tendances sociétales, culturelles et technologiques.

Les ressources numériques

L'acquisition et la mise à disposition des usagers de ressources numériques répond à plusieurs objectifs :

1. Diversifier l'offre culturelle et éducative en proposant des ressources variées pour répondre aux besoins et usages d'un public large et diversifié et en soutenant la culture numérique et l'inclusion numérique auprès des usagers
2. Favoriser l'accessibilité et l'inclusion en mettant à disposition des contenus adaptés à tous les âges, niveaux de lectures, centres d'intérêt et besoins spécifiques et en proposant des contenus accessibles depuis différents supports (ordinateurs, tablettes, liseuses, smartphone, consoles)
3. Encourager l'apprentissage et le développement de compétences en offrant des outils numériques éducatifs et ludiques permettant le développement de compétences et en soutenant des pratiques innovantes (ex. : serious games)
4. Répondre aux évolutions technologiques et culturelles en intégrant les nouvelles tendances du numérique et des usages culturels



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Ressources numériques : proposées par biblio.Gironde. Une valorisation de ces ressources sera proposée afin que les usagers puissent s'en emparer, seuls ou accompagnés, à la bibliothèque ou en dehors de la bibliothèque dans leur vie personnelle.

Applications pour tablettes : une sélection régulière d'applications sur tablette sera proposée, en libre accès ou lors d'animations et d'ateliers spécifiques.

Jeux-vidéo : les jeux-vidéo concerneront les jeux accessibles sur PC et sur consoles (Xbox, Playstation et Switch).

Ressources sur liseuse : les ressources proposées sur les liseuses de la bibliothèque concerneront les livres numériques libres de droit qui viendront compléter l'offre des romans classiques, mais également une sélection de thèses en lien avec le fonds citoyenneté ainsi qu'une sélection d'articles.

Critères de sélection :

1. Ressources de biblio.gironde : déjà sélectionnées par les bibliothécaires de biblio.gironde. Elles sont toutes disponibles pour les lecteurs de la bibliothèque de Biganos, et seront valorisées au quotidien
2. Applications pour tablettes : pertinence thématique (en lien avec l'actualité et les collections de la bibliothèque, la programmation du Chahut) ; facilité d'utilisation ; qualité éducative, graphique ou ludique ; sécurité et fiabilité
3. Jeux-vidéo et PC : popularité et intérêt (jeux plébiscités par les usagers et adaptés à une utilisation en bibliothèque), diversité des genres, valeurs éducative et culturelle, compatibilité technique avec les équipements de la bibliothèque, complémentarité avec l'offre sur le territoire (notamment l'offre de la Maison de la jeunesse)
4. Ressources sur liseuses : diversité des genres littéraires, demandes des lecteurs, qualité des œuvres, durabilité et pertinence thématique

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Moyens de fonctionnement

La projection à 5 ans du budget d'acquisition annuel telle que mentionnée dans le PCSES de la bibliothèque a été faite sur la base de 2€ par habitant.

2027	2028	2029	2030	2031
25 998 €	*26 678 €*	*27 358 €*	*28 038 €*	*28 718 €*

Evolution de la répartition budgétaire à 5 ans : projection de la répartition budgétaire par secteur à 5 ans (hors ressources numériques)

A noter : *cette projection est susceptible d'évolution et de variations en fonction des résultats de l'évaluation annuelle qualitative et quantitative du fonds*

REPARTITION BUDGETAIRE
Base de 50% de docs adulte / 50% jeunesse
Budget 60% adulte - 40% jeunesse (hors BD)



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Evolution répartition budgétaire actée dans le PCSES	2027	2028	2029	2030	2031
PRESSE	**2 500 €**	**2 500 €**	**2 500 €**	**2 500 €**	**2 500 €**
BD ADULTE ET JEUNESSE	**4 465 €**	**4 594 €**	**4 723 €**	**4 852 €**	**4 981 €**
BD Adulte	2 115 €	2 176 €	2 237 €	2 298 €	2 360 €
BD Jeunesse	2 350 €	2 418 €	2 486 €	2 554 €	2 622 €
SECTEUR JEUNESSE	**7 049 €**	**7 253 €**	**7 457 €**	**7 661 €**	**7 865 €**
Fiction jeunesse	4 935 €	5 077 €	5 220 €	5 363 €	5 506 €
Documentaires jeunesse	2 115 €	2 176 €	2 237 €	2 298 €	2 360 €
SECTEUR ADULTE	**11 984 €**	**12 331 €**	**12 678 €**	**13 024 €**	**13 371 €**
Fiction adulte	8 389 €	8 632 €	8 874 €	9 117 €	9 360 €
Documentaires adulte	3 595 €	3 699 €	3 803 €	3 907 €	4 011 €
TOTAL BUDGET HORS PRESSE	**23 498 €**	**24 178 €**	**24 858 €**	**25 538 €**	**26 218 €**
TOTAL ACQUISITIONS	**25 998 €**	**26 678 €**	**27 358 €**	**28 038 €**	**28 718 €**

La stratégie d'acquisition des documents et de renouvellement du fonds à partir de 2027 repose sur 3 axes qui permettront d'atteindre un taux de renouvellement compris entre 8 et 10% en fonction des segments de collection, afin de satisfaire les lecteurs de la bibliothèque :

1. Un budget de fonctionnement au moins égal à 2€ par habitant, conformément aux recommandations institutionnelles
2. Une soutien de biblio.gironde via un prêt exceptionnel de documents lié à l'ouverture de l'équipement, puis un prêt annuel à partir de ses propres fonds qui pourra venir en complément des nouvelles acquisitions de la bibliothèque
3. Un projet de mise en place de fonds tournants sur certains segments de collection (exemple : mangas, livres en gros caractères…) qui est à expérimenter en partenariat avec d'autres bibliothèques du territoire

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

Cartes prépayées (application tablettes)	2	**100,00 €**
Jeux en ligne et dématérialisés PlayStation Plus Premium 119,99/an	1	**119,99 €**
Jeux en ligne et dématérialisés Xbox ULTIMATE 12,99 €/mois	1	**155,88 €**
Jeux en ligne et dématérialisés Nintendo Switch Online+ pack additionnel 39,99/an	1	**39,99 €**
Jeux PC dématérialisés	50	**3 600,00 €**
Total		**4 015,86 €**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25014-DE

LE CHAHUT
BIBLIOTHÈQUE



PLAN DE RENOUVELLEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25015-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 015 :

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ACQUISITION DU FONDS DOCUMENTAIRE DE LA BIBLIOTHEQUE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25015-DE

Rapporteur en charge du dossier : Mme Bérangère HÉRISSÉ
Présentation en commission municipale « Vie Citoyenne, Associative, Sportive et Culturelle » le 6 mai 2025

Madame Bérangère HÉRISSÉ, adjointe au maire, indique que :

Vu la délibération n°22.029 du 4 mai 2022 relative au regroupement de trois équipements publics structurants dans un tiers lieu culturel et citoyen et la validation du plan de financement prévisionnel ;

La lecture publique constitue le socle de toute politique culturelle et les bibliothèques, médiathèques, demeurent en France parmi les premiers équipements publics fréquentés. En tant qu'équipement central de la politique culturelle de la ville, la bibliothèque se doit d'être un lieu de vie mixte et chaleureux où tout un chacun nourrit l'envie de s'y rendre sur son temps libre.

La commune de Biganos poursuit ainsi la création de la bibliothèque du Chahut. Véritable lieu de vie propice à rassembler les habitants autour d'activités multiples, cette bibliothèque sera à la fois lieu d'étude de savoir, et espace de partage et de rencontre.

Afin de répondre aux exigences et recommandations de nos partenaires (DRAC et Département) et de proposer un fonds documentaire riche et varié aux habitants et futurs lecteurs, la bibliothèque doit acquérir plus de 18 000 documents en complément du fonds existant. La projection des collections de la bibliothèque du Chahut a été faite sur une base de 12 650 habitants en 2026, à raison de 2.5 imprimés par habitant, soit 31 160 documents, répartis à parts égales entre les collections adultes et jeunesse (correspondant ainsi aux recommandations de la DRAC), soit un peu plus de 31 000 imprimés, répartis à parts égales entre les collections adultes et jeunesse.

Le futur fonds de la bibliothèque sera ainsi constitué d'un peu plus de 13 000 documents constitutifs du fonds actuel de la bibliothèque, auxquels s'ajouteront les 18 154 documents acquis en vue de l'ouverture de la bibliothèque du Chahut. Les fonds seront enrichis et repensés afin de proposer une offre adaptée aux besoins et usages de la population. De nouveaux fonds seront créés et / ou complétés : fonds Citoyenneté, fonds Facile à Lire à destination des publics éloignés de la lecture, fonds Lire autrement à destination des publics présentant des troubles de la vue, et pour d'autres expériences de lecture (livres en gros caractères, en langues étrangères, audio...) fonds Parentalité, fonds Passerelle pour faciliter les transitions et créer des ponts entre les fonds jeunesse et adultes. De nouveaux supports seront également proposés aux usagers : vinyles, jeux-vidéo, ressources numériques...

Dans le cadre de la constitution du fonds documentaire de la bibliothèque du « Chahut », des opportunités de subventions ont été identifiées pour l'acquisition des nouveaux documents. Il convient à présent de procéder à ces demandes auprès des différents partenaires dont la DRAC Nouvelle Aquitaine et le département de la Gironde.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25015-DE

Le coût global pour la constitution du fonds documentaire de la bibliothèque est estimé à 328 521,39 € HT. Le plan de financement prévisionnel retenu est le suivant :

DEPENSES		RECETTES		TAUX
Lot 1 : Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour les adultes	170 574,74 €	DRAC (50 % de 328 521,39 € HT de dépenses éligibles)	164 260,70 €	50,0%
Lot 2 : Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour la jeunesse	100 931,83 €			
Lot 3 : Bandes dessinées et mangas pour les adultes et la jeunesse	37 336,64 €	Département (30% du montant plafonné à 150 000 € HT de dépenses éligibles / Application du CDS)	32 400 €	9,9%
Abonnement	1 399,46 €			
Divers (Vinyles, etc.)	2 500,00 €	Autofinancement	131 860,70 €	40,1%
Matériel Equipement	15 778,72 €			
TOTAL HT	**328 521,39 €**	**TOTAL**	**328 521,39 €**	**100%**

À noter également que le Département de la Gironde, via sa bibliothèque départementale « biblio.gironde », viendra en soutien à la constitution de ces collections lors de l'ouverture de l'équipement par le prêt exceptionnel de documents issus de ses propres fonds documentaires.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** le plan de financement prévisionnel, tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter une subvention d'un montant de 164 260,70 euros auprès de la DRAC Nouvelle Aquitaine au titre de la DGD ainsi qu'une subvention d'un montant de 32 400 € au département de la Gironde ;
- **S'ENGAGER** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager et signer les demandes de subvention.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager et signer toute décision afférente à ce projet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel, tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter une subvention d'un montant de 164 260,70 euros auprès de la DRAC Nouvelle Aquitaine au titre de la DGD ainsi qu'une subvention d'un montant de 32 400 € au département de la Gironde ;
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25015-DE

• **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et signer les demandes de subvention.

• **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager et signer toute décision afférente à ce projet.

<u>Vote</u> :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN



Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25016-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 016 :

REMBOURSEMENT DES CLIENTS POUR LA REPRÉSENTATION ANNULÉE : DU 16 AVRIL 2025 – LILIA BENCHABANE « HANDICAPEE MECHANTE »

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25016-DE

Rapporteur en charge du dossier : Mme Bérangère HÉRISSÉ
Présentation en commission municipale « Vie Citoyenne, Associative, Sportive et Culturelle » le 6 mai 2025

Madame Bérangère HÉRISSÉ, adjointe au maire, indique que l'Espace culturel Lucien Mounaix a été informé le 16 avril 2025 de l'impossibilité pour l'artiste Lilia Benchabane de se produire sur scène avec son spectacle « Handicapée méchante », prévu le soir même pour raison médicale.

En concertation avec la Production, il a été décidé d'annuler cette date.
Aussi, une liste des clients ayant acheté leurs billets pour ce spectacle a-t-elle été établie pour les informer.

Il a été proposé un remboursement des billets achetés à tous les clients conformément à la règlementation.

La liste établie des clients ayant acheté leur(s) billet(s) fait apparaître :
Que sur les 95 billets achetés sur l'ensemble des points de vente ; l'Espace culturel doit rembourser 29 clients, soit 62 billets, pour un montant total de 725,00 € (liste anonymisée ci-joint. ***(cf. annexe n°4)***

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- **VALIDER** les demandes de remboursement ;
- **AUTORISER** le Trésor Public à procéder aux remboursements des sommes perçues par l'Espace culturel Lucien Mounaix.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **VALIDE** les demandes de remboursement ;
- **AUTORISE** le Trésor Public à procéder aux remboursements des sommes perçues par l'Espace culturel Lucien Mounaix.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

- Annexe -

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25016-DE

Civilité	Nom	Code postal	Ville	
Monsieur	A	81360	Montredon-Labessonnié	36,00 €
Monsieur	B	33980	AUDENGE	9,00 €
Madame	B	33380	Biganos	24,00 €
Monsieur	B	33138	LANTON	24,00 €
M. et Mme	B	33380	BIGANOS	20,00 €
Monsieur	B	33510	Andernos-les-Bains	24,00 €
Madame	B	33260	La Teste-de-Buch	24,00 €
Monsieur	C	33380	Biganos	12,00 €
Madame	D	33380	BIGANOS	24,00 €
Madame	D	33138	Lanton	24,00 €
Monsieur	D	33114	LE BARP	60,00 €
Monsieur	D	33380	Biganos	12,00 €
Madame	E	33380	Biganos	12,00 €
Madame	G	33470	Gujan-Mestras	48,00 €
Madame	G	33470	LE TEICH	72,00 €
Madame	G	33470	Gujan mestras	24,00 €
Monsieur	G	33380	Biganos	20,00 €
Madame	G	33470	Gujan-Mestras	12,00 €
Madame	K	33470	Gujan-Mestras	12,00 €
Madame	L	33380	BIGANOS	20,00 €
M. & Mme	M	40460	SANGUINET	32,00 €
Madame	M	33320	Le Taillan-Médoc	12,00 €
M. & Mme	N	33380	MARCHEPRIME	24,00 €
M. & Mme	P	33380	BIGANOS	36,00 €
Madame	R	33138	Lanton	24,00 €
Monsieur	R	33380	Biganos	24,00 €
Monsieur	T	33380	MARCHEPRIME	12,00 €
Madame	T	33470	LE TEICH	24,00 €
Madame	U	33260	La Teste-de-Buch	24,00 €
				725,00 €

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25017-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 017 :

RETROCESSION A LA COMMUNE A L'EURO SYMBOLIQUE D'EMPRISES FONCIERES DE TROTTOIRS ET VOIRIE RUE MONTESQUIEU – COPROPRIETE LA BAIE DES LANDES

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25017-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que les parcelles situées le long de la rue Montesquieu, cadastrées AB 149 (421 m²), AB 151 (332m²) et AB 163 (197 m²) figurant en jaune au plan joint ***(cf. annexe n°5),*** appartiennent à la copropriété « Baie des Landes 18/20 Rue Montesquieu et 44 bis Avenue de la Libération » à Biganos, alors qu'elles correspondent en réalité à des emprises de voirie et de trottoir.

Afin de régulariser cette situation, la Commune a sollicité les copropriétaires en vue d'une rétrocession à l'euro symbolique des parcelles précitées, afin de pouvoir les intégrer au domaine public communal et d'en clarifier ainsi les usages.

Lors de l'assemblée générale du 19/12/2024 les copropriétaires se sont prononcés favorablement sur le principe de la rétrocession au profit de la Commune.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la rétrocession par la copropriété « Baie des Landes 18-20 Rue Montesquieu et 44 bis Avenue de la Libération », à l'€uro symbolique, au profit de la Commune, des parcelles cadastrées AB 149, AB 151 et AB 163 en vue de leur intégration dans le domaine public communal ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier, notamment l'acte notarié à intervenir.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCEPTE** la rétrocession par la copropriété « Baie des Landes 18-20 Rue Montesquieu et 44 bis Avenue de la Libération », à l'€uro symbolique, au profit de la Commune, des parcelles cadastrées AB 149, AB 151 et AB 163 en vue de leur intégration dans le domaine public communal ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier, notamment l'acte notarié à intervenir.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

COBAN ATLANTIQUE

RETROCESSION PARCELLES RUE MONTESQUIEU

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25017-DE



Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25018-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 018 :

RETROCESSION A LA COMMUNE A L'EURO SYMBOLIQUE D'UNE PARCELLE CORRESPONDANT A UNE EMPRISE DE VOIRIE - CHEMIN DE LYZÉ

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25018-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que lors de l'acquisition de la parcelle AL 186 sise Chemin de Lyzé, les nouveaux propriétaires, M. MIERMON Bernard et Mme MIERMON Pauline ont constaté qu'une partie de cette parcelle correspondait à l'emprise de la voirie du Chemin de Lyzé pour une surface d'environ 600 m².

La Commune a été saisie par ces derniers en vue de régulariser la situation. Un géomètre a été missionné pour procéder à la division du terrain en vue de la rétrocession de la parcelle correspondant à l'emprise de la voirie, au profit de la Commune. Les plans établis suite à son intervention sont joints. ***(cf. annexe n°6)***

Il s'agit donc pour la Commune de réintégrer la parcelle cadastrée AL 294, pour une surface de 606 m², en vue de son classement dans le domaine public communal.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la rétrocession de la parcelle AL 294, d'une surface de 606 m², appartenant à M. Bernard MIERMON et Mme Pauline MIERMON demeurant 33 Chemin de Lyzé à Biganos, à l'euro symbolique, les frais de géomètre et d'acte notarié étant à la charge de la Commune.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier, notamment l'acte notarié à intervenir.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **ACCEPTE** la rétrocession de la parcelle AL 294, d'une surface de 606 m², appartenant à M. Bernard MIERMON et Mme Pauline MIERMON demeurant 33 Chemin de Lyzé à Biganos, à l'euro symbolique, les frais de géomètre et d'acte notarié étant à la charge de la Commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier, notamment l'acte notarié à intervenir.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25018-DE

Commune :
BIGANOS (051)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 3642 L
Document vérifié et numéroté le 29/01/2025
A SDIF Gironde, Antenne Libourne
Par Anne-Sophie KERNEVES
Technicien Géomètre
Signé

SDIF DE LA GIRONDE
Pole Topographique et de Gestion Cadastrale
Cité administrative
1 rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX CEDEX
Téléphone : 05 56 24 85 97

sdif33.ptgc@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : AN
Feuille(s) : 000 AL 01
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 29/01/2025
Support numérique : ----------

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

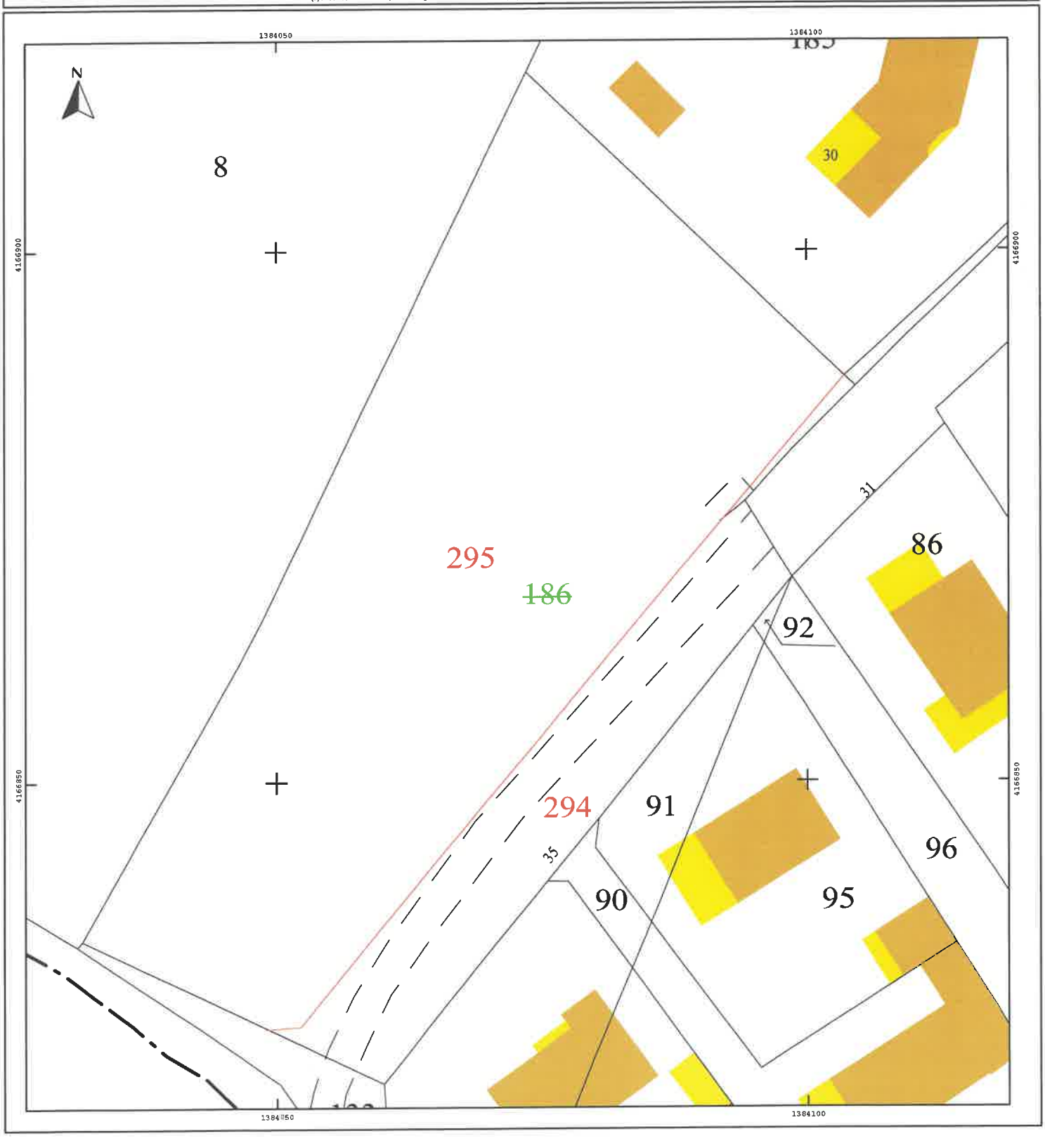
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la demande 6463.

A ----------, le ----------

Modification selon les énonciations d'un acte à publier

D'après le document d'arpentage dressé
Par RAYNAUD (2)
Réf. : 08176-2024
Le 09/09/2024

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25018-DE

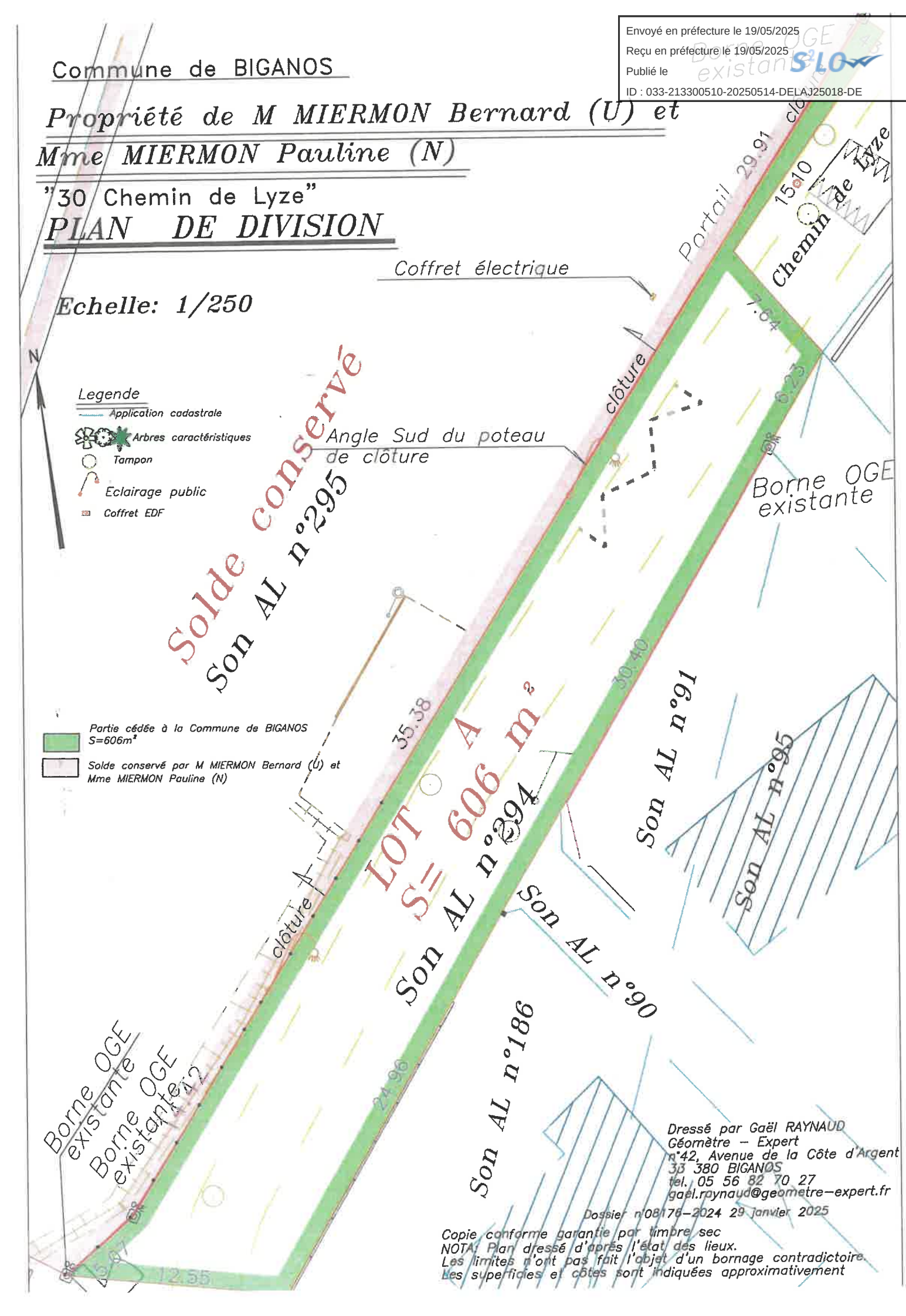
Commune de BIGANOS

Propriété de M MIERMON Bernard (U) et Mme MIERMON Pauline (N)

"30 Chemin de Lyze"

PLAN DE DIVISION

Echelle: 1/250



Dressé par Gaël RAYNAUD
Géomètre – Expert
n°42, Avenue de la Côte d'Argent
33 380 BIGANOS
tel. 05 56 82 70 27
gael.raynaud@geometre-expert.fr

Dossier n°08176-2024 29 janvier 2025

Copie conforme garantie par timbre sec
NOTA: Plan dressé d'après l'état des lieux.
Les limites n'ont pas fait l'objet d'un bornage contradictoire.
Les superficies et côtes sont indiquées approximativement

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 019 :

PROJET IMMOBILIER « LES CABANES DU BASSIN » - MISE EN PLACE D'UN CONTRAT D'OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE (ORE)

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs *:* **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Rapporteur en charge du dossier : Monsieur le Maire
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur le Maire indique que dans le cadre de la réalisation du projet de 96 logements « Les Cabanes du Bassin » au lieudit Pujeau Mongrand, le promoteur FRANCELOT SAS est soumis à la procédure de compensation « zone humide et destruction d'espèces protégées » du fait de l'opération précitée. ***(cf. annexe n°7)***

Pour mettre en œuvre cette compensation environnementale, la Commune a proposé la mise à disposition des parcelles communales cadastrées BO 211 (1ha65a22ca) et BO 213 (1ha27a74ca), correspondant à une zone humide située en zone Naturelle au lieudit Moulin de la Cassadote. En application des articles L132-3 et suivants du code de l'Environnement, il est proposé de constituer une Obligation Réelle Environnementale (ORE) sur ces parcelles visant à préserver, restaurer et gérer durablement les écosystèmes présents sur ces dernières. Le site retenu permet d'assurer la conservation et la gestion écologique d'une zone identifiée comme prioritaire en matière de protection environnementale.

Les actions à réaliser font l'objet de la convention en pièce jointe ***(cf. annexe n°8)*** précisant les interventions à dérouler en matière de gestion environnementale du site sur cinquante années. ***L'annexe n°9*** vient également préciser de manière synthétique les enjeux de cette convention.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **VALIDER** le principe de mise à disposition des parcelles communales cadastrées BO 211 et BO 213 à FRANCELOT SAS dans le cadre de la constitution d'un contrat d'Obligation Réelle Environnementale ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ce contrat ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **VALIDE** le principe de mise à disposition des parcelles communales cadastrées BO 211 et BO 213 à FRANCELOT SAS dans le cadre de la constitution d'un contrat d'Obligation Réelle Environnementale ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ce contrat ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Vote :
Pour : 31
Abstention : 2 (Mme LEWILLE et Mme BANOS)
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

francelot



OPERATION D'AMENAGEMENT « LES CABANES DU BASSIN» SUR LA COMMUNE DE BIGANOS (33)

PLAN DE GESTION DES ESPACES DE COMPENSATION AU TITRE DES ESPECES PROTEGEES (2024 A 2073)

SIMETHIS – Bureau d'études en écologie
Impasse de Calonge, Parc d'Activités du Courneau
33610 CANEJAN
Tel : 05.56.89.09
contact@simethis.fr
www.simethis.fr

Simethis

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

TABLE DES MATIERES

I. Contexte de l'étude 6
1.1. Rappel 6
1.2. Présentation du projet d'aménagement « Les Cabanes du Bassin » 7
1.2.1. Localisation du projet 7
1.2.2. Description du programme d'aménagement 8
1.2.3. Rappel des impacts et stratégie ERC 10
1.3. Synthèse de la dette compensatoire du projet d'aménagement 11
II. Présentation du site compensatoire 13
2.1. Localisation 13
2.2. Référencement cadastral et PLU 14
2.3. Sécurisation foncière 15
2.4. Historique du site 15
2.5. Contexte environnemental 16
2.5.1. Zonages environnementaux 16
III. Compensation espèces protégées 20
3.1. Protocoles méthodologiques des suivis faune/flore 20
3.1.1. Méthodes 20
3.1.2. Dates de passage 24
3.2. Résultats du suivi faune/flore 2024 – Année N - Etat de référence 24
3.2.1. Connaissances naturalistes existantes 24
3.2.2. Etude des formations végétales et de la flore 24
3.2.3. Etude la faune 28
3.3. Synthèse (Etat de référence – 2024) 39
IV. Compensation zone humide 41
4.1. Rappel des actions du Plan de gestion zone humide compensatoire (ENVOLIS, 2020) 41
4.2. Méthode de suivi 41
4.3. Résultats du suivi zones humides 2024 (Etat de référence– Année N) 42
4.3.1. Critère « végétation » (SIMETHIS) 42
4.3.2. Critère « sol » - Etude hydrogéologique (CERAG) 44
4.4. Synthèse (Etat de référence – 2024) 45
V. Plan de gestion, de préservation et d'entretien de la zone compensatoire au titre des espèces protégées 46
5.1. Définition des objectifs à long terme et opérationnels 46
5.2. Mesures de gestion et unités de gestion 47
5.2.1. Description des actions prévues 49
VI. Annexes 61
6.1. Annexe 1 : Relevés phytosociologiques (2024) 61

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6.2. Annexe 2 : Plan de gestion de la compensation zone humide (Envolis, 2020) 65
6.3. Annexe 3 : Enquête hydrologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle – Lieu-dit « Moulin de la Cassadote » - N172-23 – Suivi NP – BIGANOS – v13052024 – MAI 2024, CERAG 66
6.4. Annexe 4 : Etat initial du secteur de compensation - Etudes hydrologique et pédologique – BIGANOS – Les Cabanes du Bassin – JANVIER 2025 -CERAG 67
6.1. Annexe 5 : Certificat de dépôt des données brutes de biodiversité acquises (2024) 68

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

TABLE DES FIGURES

Fig. 1. Situation cadastrale (Source : cadastre.gouv.fr) 7
Fig. 2. Plan de masse de l'opération – avril 2021 9
Fig. 3. Synthèse des sensibilités écologiques 11
Fig. 4. Localisation intercommunale du site de compensation 13
Fig. 5. Plan cadastral de la commune de Biganos 14
Fig. 6. Historique du site de compensation 16
Fig. 7. Zonages de protection 19
Fig. 8. Zonages d'inventaires 19
Fig. 9. Localisation des suivis 23
Fig. 10. Habitats naturels du site de compensation (état de référence – 2024) 27
Fig. 11. Localisation des observations d'oiseaux patrimoniaux en 2024 30
Fig. 12. Tourbière favorable à la reproduction des amphibiens (gauche), barrière amphibiens défectueuse (milieu) et triton palmé sur une barrière amphibien (droite) 31
Fig. 13. Localisation des observations d'amphibiens en 2024 32
Fig. 14. Localisation des observations d'insectes en 2024 35
Fig. 15. Cartographie des zones humides selon le critère « végétation au sein du site de compensation 43
Fig. 16. Carte des zones humides potentielles identifiées par le critère sol (Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG) 44
Fig. 17. Localisation des unités de gestion 48
Fig. 18. Prise de vue de l'unité de gestion n°4 50
Fig. 19. Localisation des unités de gestion pour la mesure TU 1 52
Fig. 20. Exemple d'une lande arbustive à Bruyère à balai et Ajonc d'Europe 55
Fig. 21. Localisation des unités de gestion pour la mesure TE 1 56

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

TABLE DES TABLEAUX

Tabl. 1. Synthèse des variables étudiées pour le calcul des ratios de compensation 12
Tabl. 2. Zonages environnementaux dans un rayon de 5 km autour du site de compensation 17
Tabl. 3. Codes d'Abondance utilisés pour mentionner le recouvrement des espèces végétales dans les relevés 21
Tabl. 4. Dates de prospections – Année 2024 24
Tabl. 5. Liste des formations végétales observées sur le site de compensation 25
Tabl. 6. Synthèse des espèces d'oiseaux contactées en 2024 29
Tabl. 7. Synthèse des espèces d'amphibiens contactées en 2024 31
Tabl. 8. Synthèse des espèces de rhopalocères contactées en 2024 34
Tabl. 9. Suivi des populations de rhopalocères patrimoniaux 34
Tabl. 10. Synthèse des espèces d'odonates contactées en 2024 37
Tabl. 11. Synthèse des espèces de reptiles contactées en 2024 38
Tabl. 12. Evaluation des fonctionnalités du site de compensation avant travaux (Etat de référence – 2024) 40
Tabl. 13. Objectifs généraux du plan de gestion et actions à mener sur le site de compensation zones humides (Source : Envolis, 2020) 41
Tabl. 14. Liste des habitats caractéristiques de zones humides selon le critère végétation 42
Tabl. 15. Evaluation des fonctionnalités du site de compensation avant travaux (Etat de référence – 2024) 45
Tabl. 16. Tableau de synthèse du programme d'actions 47
Tabl. 17. Programme de suivi écologique 58

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

I. CONTEXTE DE L'ETUDE

1.1. Rappel

La société FRANCELOT a missionné le bureau d'études Simethis afin de réaliser une évaluation des enjeux écologiques sur un espace qu'elle désire aménager pour un projet d'aménagement sur la commune de Biganos (33). Un premier diagnostic écologique et une expertise zone humide avaient été menés par SIMETHIS sur l'année 2015 mettant en lumière la présence :

- d'une zone humide d'environ 0,18 ha sur le critère végétation ayant nécessité la réalisation d'un dossier loi sur l'eau et d'un plan de gestion zone humide compensatoire ;
- de plusieurs espèces protégées ayant nécessité la réalisation d'un dossier CNPN (Fauvette pitchou, Fadet des laîches et Damier de la Succisse).

Le projet d'aménagement « Les Cabanes du Bassin » sur la commune de Biganos (FRANCELOT) avait obtenu les arrêtés d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau et des espèces protégées courant 2016 mais ces derniers sont devenus caduques (mis en suspens jusqu'à régularisation indépendamment de la volonté du porteur de projet (problème de servitudes)). Par conséquent et conformément aux échanges avec les services de l'état (DDTM Police de l'eau et Service Patrimoine Naturel de la DREAL Nouvelle Aquitaine), la régularisation du dossier s'est faite par le biais d'un nouveau dépôt en 2021.

Préalablement à la constitution de ce nouveau dossier CNPN, de nouvelles études environnementales comprenant un diagnostic écologique ont été menées d'avril à novembre 2020 (4 saisons).

Ces études se sont traduites par la nécessité de déposer plusieurs dossiers réglementaires :

- Un dossier de cas par cas – signature en date de 09/02/2021 de non-imposition d'étude d'impact pour le projet par le MRAE
- Un dossier loi sur l'eau régime déclaratif : 09/12/2021
- Un dossier de demande de dérogation exceptionnelle à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées (dossier CNPN) – déposé en DREAL le 18 janvier 2020.

Ce nouveau diagnostic écologique (2020) a mis en évidence la destruction de 1 800 m² d'habitats des landes humides favorables au Damier de la Succise et de 17 379 m² d'habitats forestiers et pré-forestiers favorables à la nidification d'espèces d'avifaune commune, comme la Mésange à longue queue (espèce parapluie) et au lézard des murailles, engendrée par le projet d'aménagement.

Dans ce cadre, le bureau d'études SIMETHIS a été missionné de manière spécifique pour l'élaboration du présent plan de gestion de l'espace de compensation au titre des espèces protégées.

Ce plan de gestion est basé sur les éléments suivants :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

- Un rappel du projet d'aménagement et de la démarche ERC mise en place sur les zones humides
- Une présentation de la zone humide compensatoire
- Les résultats du suivi faune/flore 2024 correspondant à l'état de référence du site compensatoire
- Le plan de gestion, d'entretien et de restauration de la zone humide

1.2. Présentation du projet d'aménagement « Les Cabanes du Bassin »

1.2.1. Localisation du projet

Le projet d'aménagement « Les Cabanes du Bassin » se situe au Nord-est de la commune de Biganos (33). Celui-ci s'insère dans une continuité urbaine, au sein d'une dent creuse d'une zone urbanisée sur une surface d'environ 4,3 ha (terrain enclavé). Le terrain concerné par l'opération est sur les parcelles section BP n°1 et 468. Il est accessible par la rue de Taudin au Nord et l'allée Maurice Lafon à l'Est.

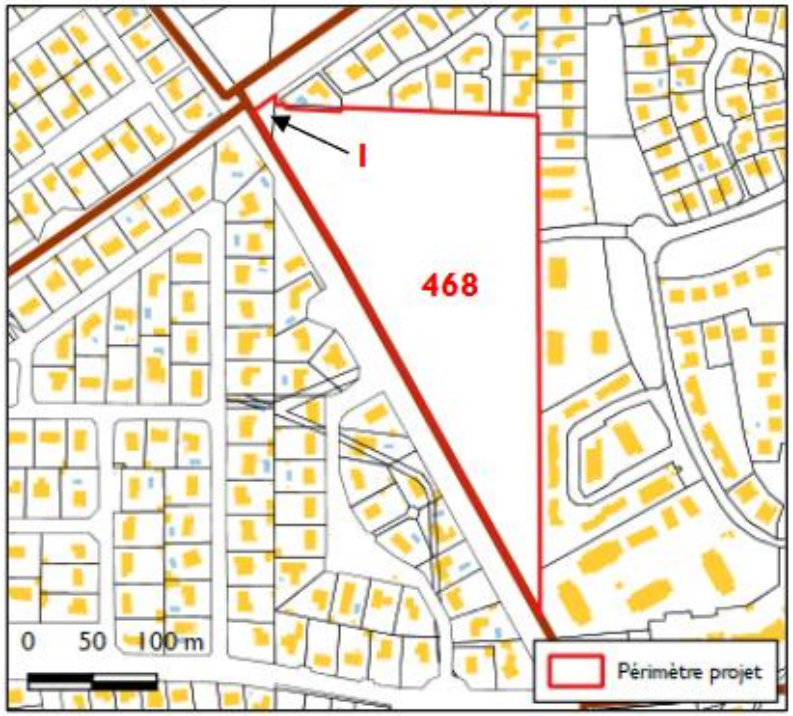


Fig. 1. Situation cadastrale (Source : cadastre.gouv.fr)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

1.2.2. Description du programme d'aménagement

Le projet d'aménagement comporte 96 logements décomposés de la manière suivante :

- 5 lots libres ;
- 67 logements individuels ;
- 24 logements sociaux soit 25 % du programme ;
- Un grand espace vert central avec aire de jeu et kiosque est prévu pour favoriser le lien social ;
- Une voie à double sens connectée à la voie communale « Lagrange-Est » (entrée / sortie) permettant de desservir l'ensemble des ilots ;
- Une voie « douce » comprenant un chemin piétonnier et une piste cyclable, dans la totalité du programme et connectées à l'existant ;

L'aménageur s'est engagé à définir un programme de plantations spécifiques en partenariat avec les services municipaux en plus des impositions réglementaires du PLU reprises ci-dessous :

- Les plantations existantes seront conservées au maximum ;
- Tout sujet supprimé devra être remplacé ;
- Sur chaque parcelle individuelle il est demandé un minimum de 25% d'espaces verts plantés.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

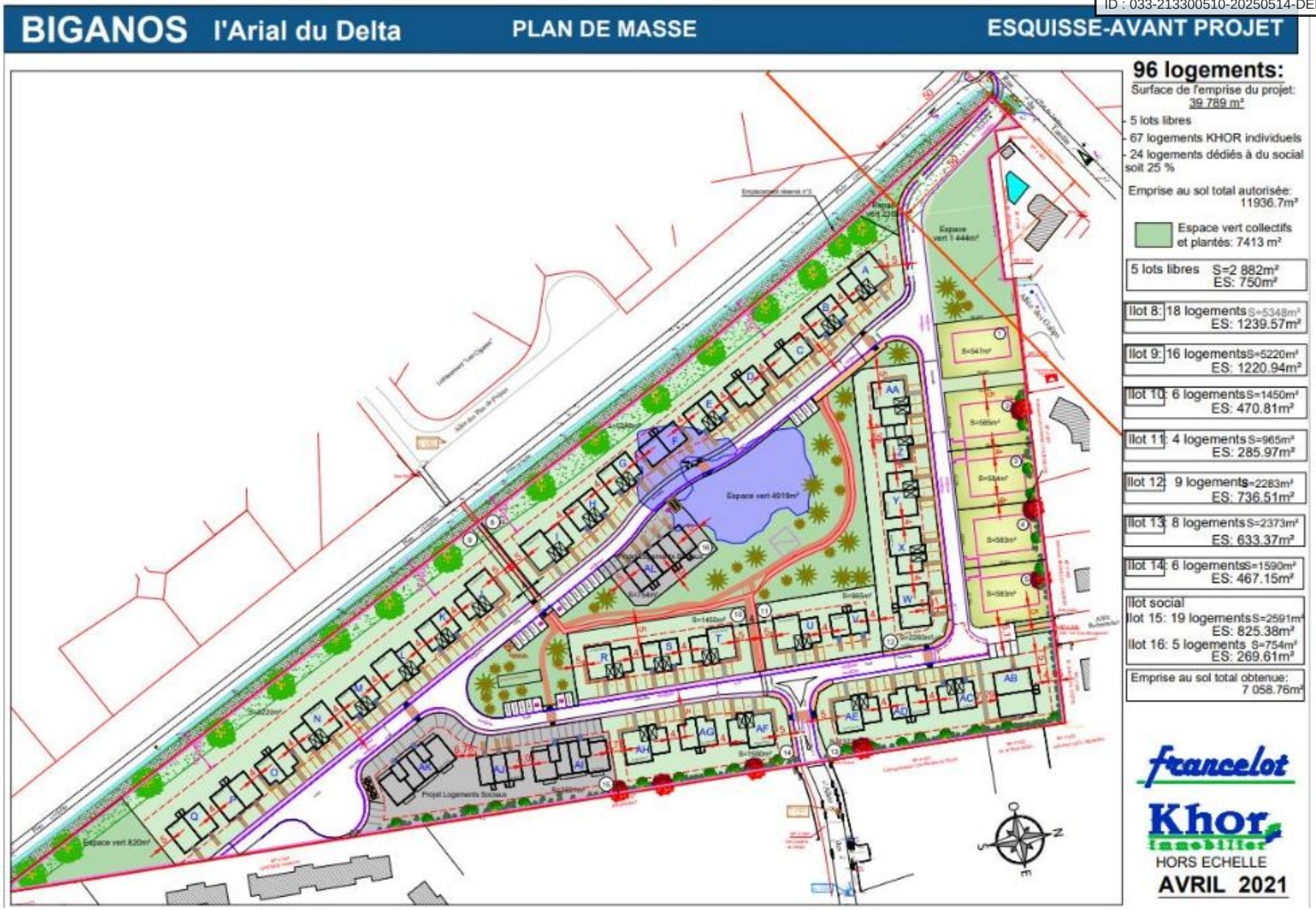


Fig. 2. Plan de masse de l'opération – avril 2021

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

1.2.3. Rappel des impacts et stratégie ERC

Les investigations de terrain, menées en décembre 2020 par le bureau d'études SIMETHIS pour le critère « végétation », et par le bureau d'études ENVOLIS pour le critère « sol », ont permis de mettre en évidence 1 800 m² de zones humides selon les critères « végétation » et « sol ».

Pour rappel : La loi portant création de l'Office français de la biodiversité du 26 juillet 2019, reprend dans son article 23, la rédaction de l'article L. 211-1 du code de l'environnement portant sur la caractérisation des zones humides, afin d'y introduire un « ou » qui permet de restaurer le caractère alternatif des critères pédologique et floristique.

La surface de zone humide impactée par le projet s'élève à 1 800 m² soit 100% de la zone humide identifiée sur site. Celle-ci correspond à une lande humide pré-forestière (31.13 x 31.23). La stratégie compensatoire au titre des zones humides devra tenir compte de ce caractère milieu ouvert afin d'avoir une équivalence de fonctionnalité écologique.

Plusieurs habitats d'espèces protégées ont également été observés sur l'emprise projet et regroupés par grand cortège. Deux espèces parapluies [1] ont été retenues dans le cadre du projet à savoir le Damier de la Succise pour les milieux de landes humides (comprend la zone humide identifiée) et la Mésange à longue queue pour le cortège des milieux forestiers à pré-forestiers. Dans le cadre d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées conformément à l'article L.411-1 à 3 du Code de l'Environnement, le pétitionnaire s'est engagé sur une série de mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation des impacts dont notamment :

- Mesures d'évitement : évitement des habitats de repos et de nidification du cortège des oiseaux forestiers et pré-forestiers communs ;
- Mesures de réduction : suivi et encadrement écologique du chantier, travaux en période optimale, gestion des espèces exotiques envahissantes, éclairage raisonné, gestion raisonnée des espaces verts ;
- Mesures de compensation : la compensation écologique est de 16 ha pour répondre aux impacts résiduels portés aux oiseaux, amphibiens et reptiles et est réalisée *ex-situ*.

Les surfaces d'habitats détruites par le projet d'aménagement, rapportées à chaque espèce parapluie[1] sont synthétisées ci-dessous :

- **Damier de la Succise** : 1 800 m² d'habitat impacté avec un besoin compensatoire de 5 400 m² (ratio de 3/1) ;

[1] Espèce dont le domaine vital est assez large pour que sa protection assure celle des autres espèces appartenant à la même communauté.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

- **Mésange à longue queue** : 17 379 m² d'habitat détruit avec un besoin compensatoire de 17 379 m² (ratio de 1/1).



Fig. 3. Synthèse des sensibilités écologiques

1.3. Synthèse de la dette compensatoire du projet d'aménagement

Deux besoins compensatoires, ainsi que leurs ratios respectifs, ont été identifiés :

- Un ratio de 3 pour 1 pour le Damier de la Succise (espèce parapluie des milieux de landes humides) soit un besoin compensatoire estimé à de 5 400 m² ;
- Un ratio de 1 pour 1 pour la Mésange à longue queue (espèce parapluie des milieux forestiers et pré-forestiers), soit un besoin compensatoire estimé à 17 379 m².

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 1. Synthèse des variables étudiées pour le calcul des ratios de compensation

Espèces	Enjeu de conservation local de l'espèce	Etat de conservation des habitats d'espèces impactés	Nature de l'impact	Durée de l'impact	Impact résiduel sur la conservation de l'espèce	Efficacité de mesures proposées	Equivalence temporelle écologique et géographique	Gain écologique sur l'espace de compensation retenu	Ratio retenu	Besoin compensatoires en m²
Damier de la Succise (Cortège des milieux de landes humides)	Moyen	Altéré (enclavement de la parcelle pour une urbanisation croissante et fermeture du milieu par la végétation pré-forestière)	Destruction individus et habitats d'espèces	Irréversible	Fort	Efficacité déjà approuvée par des retours d'expérience en Nouvelle-Aquitaine (type centrale photovoltaïque)	Compensation effectuée en parallèle de travaux et à proximité du projet	Moyen	**3/1**	**5 400 m²**
Mésange à longue queue (Cortège des milieux forestiers et pré-forestiers)	Faible	Altéré (enclavement de l'habitat par une urbanisation croissante)	Destruction d'habitats d'espèces	Irréversible	Modéré	Absence de retours d'expérience en Nouvelle-Aquitaine	Compensation effectuée en parallèle de travaux et à proximité immédiate du projet	Faible	**1/1**	**17 379 m²**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

II. PRESENTATION DU SITE COMPENSATOIRE

2.1. Localisation

La compensation de la zone humide impactée, ainsi que des habitats du Damier de la Succise et de l'avifaune commune s'effectue *ex-situ* au sud de la commune de Biganos (parcelles cadastrales BO 211 et BO 213), au niveau du lieu-dit « Moulin de la Cassadote » à environ 1,7 km du site projet.

L'entité retenue pour la compensation écologique (29 296 m²) est occupée par une mosaïque d'habitats avec :

- Une pièce d'eau temporaire associée à une végétation hygrophile à méso-hygrophile de ceinture (tourbières, gazons amphibies, saussaies marécageuses, molinaies, …) ;
- Des milieux forestiers et pré-forestiers dédiés à la production du Pin maritime (fourrés et pinède de production) ;
- Des milieux rudéralisés avec notamment la présence de l'Aronie pourpre (*Aronia prunifolia*) et la présence des déchets.

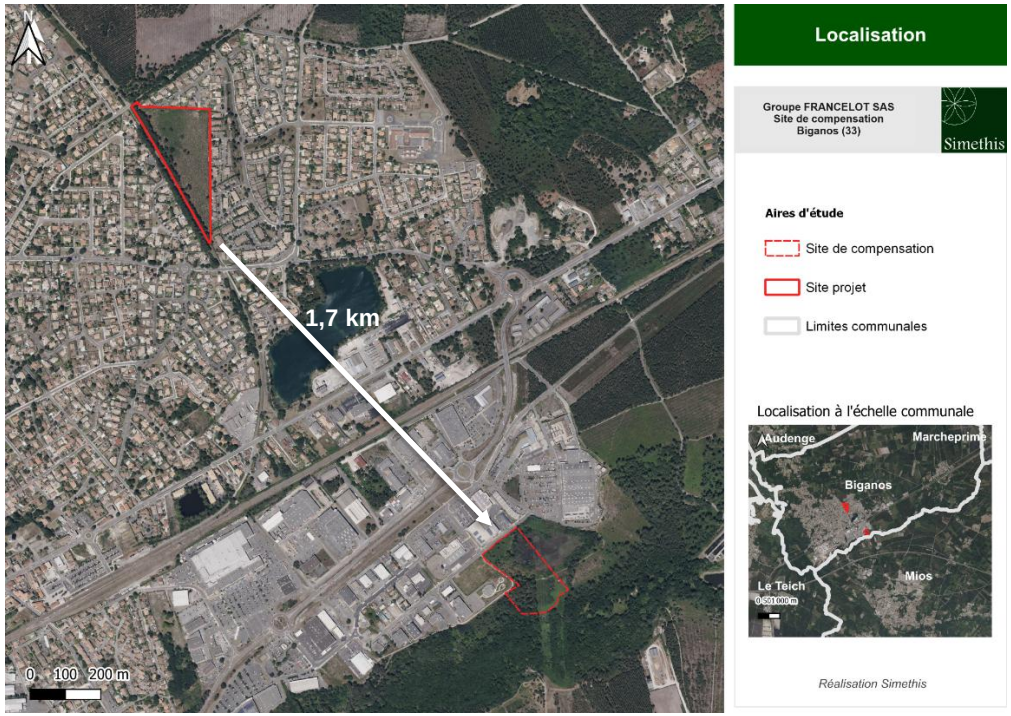


Fig. 4. Localisation intercommunale du site de compensation

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2.2. Référencement cadastral et PLU

La zone de compensation concerne deux parcelles communales - propriété de la mairie de Biganos. Ce pool de parcelles représente environ 29 296 m². Ces parcelles sont classées en zone N (OB n°213) et en zone 1AUYZ (OB n°211) au PLU en vigueur (approuvé le 20 octobre 2010 et modifié le 29 mai 2013). A noter que le PLU est actuellement en cours de révision (en enquête publique jusqu'à 17 décembre 2020) prévoyant notamment le passage de cet ensemble parcellaire en zone NS (zone relative à la préservation des espaces remarquables ou caractéristiques du Littoral.) ce qui garantira la pérennité de la zone de compensation sur cet espace.

En complément, il est important de souligner que la parcelle OB n°211 a été identifiée par le PNRLG comme zone humide prioritaire au sein du SAGE Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés (ancienne zone verte 2008).



Fig. 5. Plan cadastral de la commune de Biganos
(Source : cadastre.gouv.fr)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2.3. Sécurisation foncière

L'entité retenue (29 296 m²) pour la mise en œuvre de la mesure compensatoire fait l'objet d'un conventionnement tripartite (**Obligation Réelle Environnementale - ORE**) entre la société FRANCELOT (porteur du projet), la mairie (propriétaire du terrain) et l'écologue en charge du suivi écologique pour une durée de 50 ans. Sa finalisation est prévue pour fin 2025 et sera transmise aux services de l'État à réception.

L'ORE est un contrat par lequel un propriétaire engage sa parcelle, avec une collectivité ou un organisme dédié à la protection de l'environnement, pour assurer à long terme la conservation et la gestion écologique du site, cette obligation étant attachée au bien et non à la personne.

2.4. Historique du site

L'analyse des données issues de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) montrent que depuis 1950, le site de compensation a connu une transformation progressive de son environnement. À l'origine, le site se trouvait dans un paysage rural dominé par l'exploitation de pin maritime. Dès 2000, les premiers signes d'urbanisation et d'industrialisation apparaissent au nord et à l'ouest, tandis que le site lui-même conserve une couverture végétale dense. Cette tendance s'accentue en 2010, avec une intensification des infrastructures autour du site, notamment des bâtiments et des routes, entraînant une fragmentation accrue du paysage. En 2021, l'urbanisation atteint son apogée, le site étant désormais entouré d'un environnement fortement artificialisé composé de zones industrielles et urbaines. Cependant, il demeure un îlot de végétation dense et préservée.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

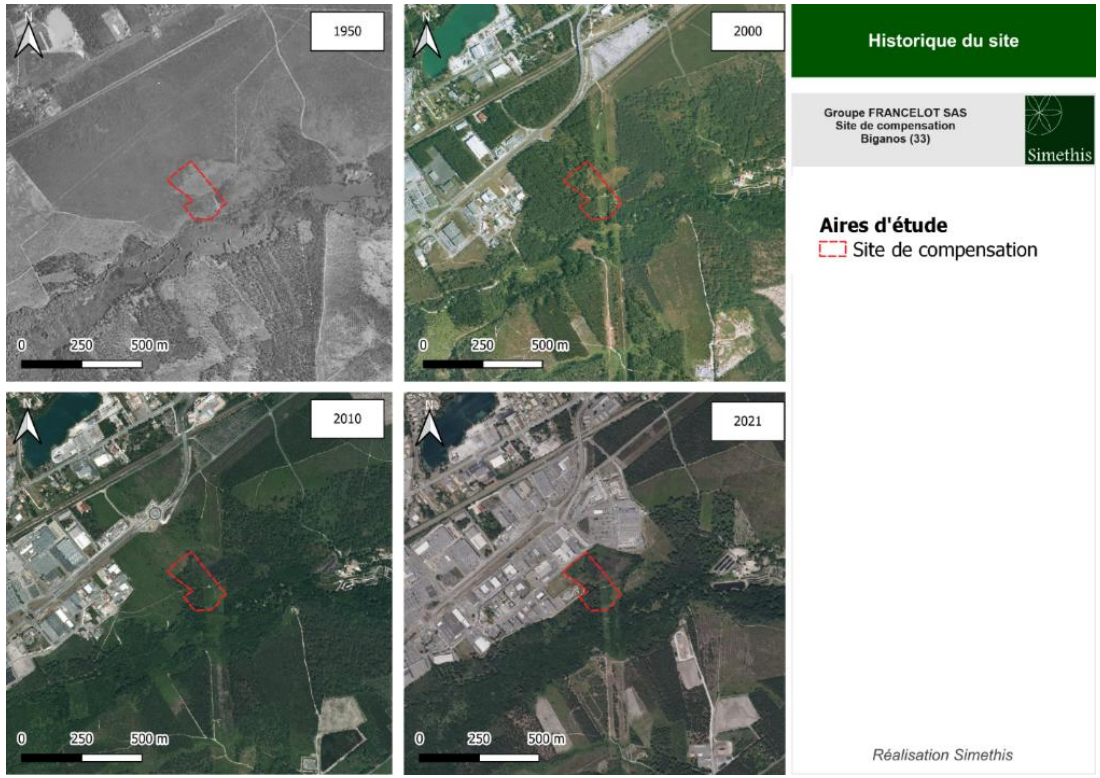


Fig. 6. Historique du site de compensation

2.5. Contexte environnemental

2.5.1. Zonages environnementaux

Les zonages de portée réglementaire assurent la préservation des espaces reconnus dans les zonages qui les caractérisent, ou soumettent toute perturbation de ces derniers à des procédures réglementaires spécifiques.

Les zonages sans portée réglementaire ne sont pas associés à un statut de protection particulier. Il s'agit notamment des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique), qui correspondent à des espaces particulièrement remarquables pour la flore et la faune, des ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) qui correspondent à des espaces rassemblant d'importants effectifs d'oiseaux d'intérêt.

Les zonages présents à proximité du site ou à potentielle connexion écologique avec ce dernier sont recensés dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 2. Zonages environnementaux dans un rayon de 5 km autour du site de compensation

Type	Nom et code du site	Enjeux naturalistes	Distance au site projet	Lien écologique avec le site d'étude
ZNIEFF de type I				
Inventaire	ZNIEFF de type 1 n°720001997 Zone inondable de la basse vallée de l'Eyre	La variété des conditions environnementales de cette ZNIEFF de type I favorise la variété des habitats et en conséquence les richesse floristique et faunistique de la zone. On retrouve notamment de la ruppie maritime (*Ruppia maritima*), espèce protégée en Aquitaine ou de la fontinale chevelue (*Dichelyma capillaceum*), dont la seule station connue en France est celle de la ZNIEFF, mousse qui se développe sur les racines ou les branches basses dans les aulnaies-saulaies du val de l'Eyre. Quant au vison d'Europe, ayant été observé en 2003 sur la commune d'Audenge, sa présence dans la ZNIEFF est encore probable, en compagnie de la loutre.	0 km	Connexion immédiate
Inventaire	ZNIEFF de type 1 n°720002370 Domaines endigués du Delta de la Leyre	Les domaines endigués de cette ZNIEFF de type I constituent un ensemble écologique majeur pour l'accueil de la faune, à l'interface entre la Leyre et le bassin d'Arcachon. La grande diversité d'habitats disponibles sur cette zone favorise la présence de différentes espèces animales, dont la cistude d'Europe ou la rainette arboricole, ainsi que le développement de plantes rares au niveau régional (*Silene conica, Romulea bulbocodium, Ruppia maritimum*).	4 km	Connexion hydraulique indirecte
ZNIEFF de type II				
Inventaire	ZNIEFF de type 2 n° 720001994 Vallées de l'Eyre, de la grande et de la petite Leyre	Cette ZNIEFF de type 2 est composée d'une grande diversité d'habitats, allant des tourbières aux prairies halophiles en passant par des aulnaies frênaies inondables et des boisements de chêne tauzin sur pente. Ces habitats accueillent une grande diversité d'espèces dont de nombreuses espèces d'intérêt patrimonial, allant des insectes comme le fadet des laîches aux mammifères comme la loutre et le murin à oreilles échancrées.	0 km	Connexion immédiate
Inventaire	ZNIEFF de type 2 n° 720001949 Bassin d'Arcachon	La bassin d'Arcachon joue un rôle majeur pour l'avifaune en tant que halte migratoire, zone d'ihivernage ou zone de reproduction, en raison de sa situtation géographique (axe migratoire majeur), de sa superficie et de la diversité de ses milieux. Ce système lagunaire, alimenté en eau salée et en douce, est également colonisé par des milieux diversifiés, parfois rares, souvent fragiles, où peuvent se développer des plantes d'intérêt patrimonial élevé (herbiers à zostères, prés salés, grandes roselières, etc.) mais également de nombreuses espèces animales, parfois rares et/ou menacées, appartenant à différents taxons (invertébrés, poissons, amphibiens, reptiles, mammifères). Notamment, le vison d'Europe fréquente le domaine de Certes, des dauphins pénètrent régulièrement dans le bassin, la cistude se reproduit sur plusieurs zones humides du pourtour du bassin, etc.	4 km	Connexion hydraulique indirecte
Site Natura 2000 - Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)				
Protection	ZICO ZO0000603 Bassin d'Arcachon et Réserve Naturelle du banc d'Arguin	Grâce à la grande diversité de ses milieux (vasières, prés-salés, lagunes, boisements de feuillus, bancs océaniques, etc.), cette ZICO constitue un site exceptionnel pour l'accueil de l'avifaune, particulièrement pendant la période de reproduction, avec des espèces notables telles que l'Aigrette garzette et la Sterne caugek. Le site est également d'une importance majeure en période d'hivernage et de migration, abritant des espèces comme la Spatule blanche et le Courlis cendré	0 km	Connexion immédiate
Site Natura 2000 – Zone Spéciale de Conservation (ZSC)				

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Type	Nom et code du site	Enjeux naturalistes	Distance au site projet	Lien écologique avec le site d'étude
Protection	ZSC n°FR7200721 - Vallées de la Grande et de la Petite Leyre	Le site est un vaste réseau hydrographique des landes de Gascogne possédant une ripisylve presque continue. La forêt alluviale à l'aval est très inondable. Sa richesse floristique et faunistique est élevée (agrion de mercure, Vison d'Europe, *Dichelyma capillaceum*...).	0 km	Connexion immédiate
Site Natura 2000 - Zones de protection spéciales (ZPS)				
Protection	ZPS n°FR7212018 - Bassin d'Arcachon et banc d'Arguin	Le bassin d'Arcachon est une zone de reproduction, d'alimentation et d'abri pour l'avifaune marine. La présence de la plus grande surface d'Europe d'herbiers à zostères, une biodiversité importante de mollusques et de crustacés, la présence de dunes hydrauliques sous-marines et de bancs découverts, de zones de frayères et de nurseries de poissons offrent des zones d'alimentations importantes pour les oiseaux d'eau et marins. La lagune abrite une importante communauté d'oiseaux d'eau d'origine européenne (100000 oiseaux d'eau) pendant l'hiver dont les Sternes Caugek. Le Banc d'Arguin est classé dans la catégorie des secteurs sensibles pour le développement et la croissance de cette espèce pendant la saison estivale ainsi que pour les puffins des Baléares, espèce classée par l'UICN en danger critique d'extinction.	3,7 km	Connexion hydraulique indirecte
Parc naturel régional (PNR)				
Protection	PNR n° FR8000018 Landes de Gascogne	Le territoire d'un Parc naturel régional, situé sur le massif des landes de Gascogne, se distingue par ses richesses naturelles. Composé d'une mosaïque de milieux, on y retrouve landes humides, tourbières, lagunes, boisements de feuillus, pinèdes et coupes rases ou premiers stades de pinèdes. Le massif abrite également une faune et flore rare et protégé (fauvette pitchou, fadet des laîches, leucorrhine à front blanc, rainette ibérique, grande noctule trompette de méduse, ail de bruyère…).	0 km	Connexion immédiate

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

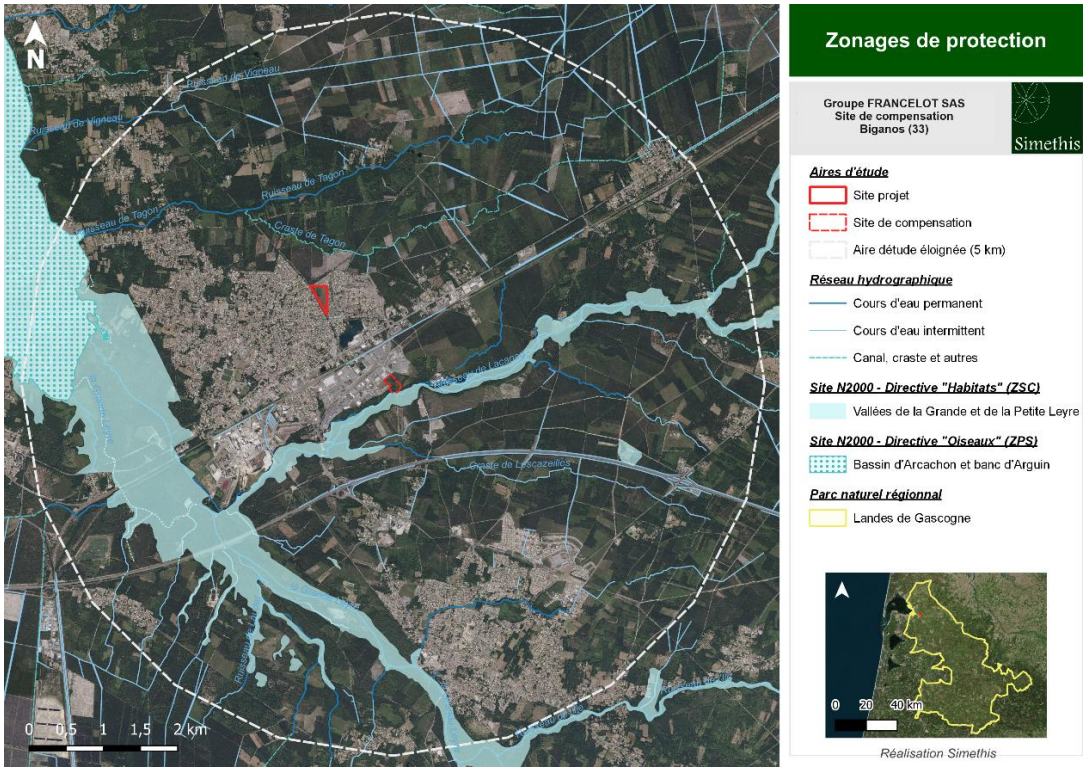


Fig. 7. Zonages de protection

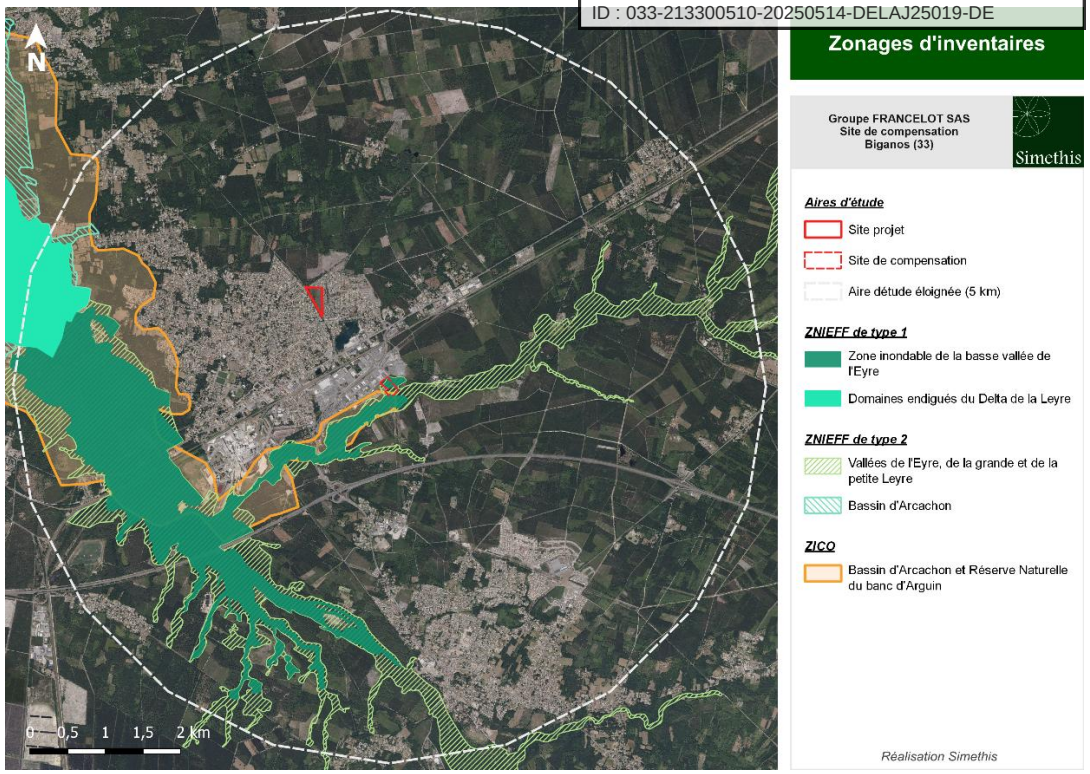


Fig. 8. Zonages d'inventaires

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

III. COMPENSATION ESPECES PROTEGEES

3.1. Protocoles méthodologiques des suivis faune/flore

3.1.1. Méthodes

3.1.1.1. *Suivi des habitats naturels et semi-naturels*

L'identification des habitats naturels est basée sur la réalisation de relevés phytosociologiques. Le protocole suivi pour la réalisation de ces relevés a été celui préconisé par le Muséum National d'Histoire Naturelle et la Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux.

La première étape consiste à choisir le lieu du relevé ou placette d'échantillonnage. D'une surface variable en fonction des milieux, cette placette doit être homogène aux plans floristique et écologique. De ce fait, on évitera de réaliser un relevé dans des zones de transition ou de contact entre plusieurs types de communautés végétales.

Une fois la zone identifiée, la deuxième étape consiste à dresser pour chaque strate, la liste exhaustive des espèces présentes dans le relevé. On distingue:

- la strate arborée (ou arborescente) : supérieure à 7 m, notée A ;
- la strate arbustive : de 7 à 1 m, notée a ;
- la strate herbacée : inférieure à 1 m, notée H.

Un coefficient d'abondance/dominance est attribué à chaque espèce. Celui-ci correspond à l'espace relatif occupé par l'ensemble des individus de chaque espèce. Ce coefficient combine les notions d'abondance, qui rend compte de la densité des individus de chaque espèce dans le relevé, et de dominance (ou recouvrement) qui est une évaluation de la surface (ou du volume) relative qu'occupent les individus de chaque espèce dans le relevé.

Sur la base des relevés phytosociologiques, les habitats naturels ont ensuite été caractérisés et codifiés selon la nomenclature européenne Corine Biotope et le code Natura 2000, le cas échéant. La correspondance avec la typologie EUNIS est également indiquée.

Plusieurs placettes ont fait l'objet de relevés dans un milieu homogène pour consolider l'identification et favoriser la robustesse des codes choisis dans les nomenclatures utilisées : les Cahiers d'Habitats et le code Corine Biotopes. Les résultats des relevés phytosociologiques sont disponibles en annexe n°1.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 3. Codes d'Abondance utilisés pour mentionner le recouvrement des espèces végétales dans les relevés

Coef.	Signification en termes d'abondance et de dominance
i	Espèce représentée par un individu unique
r	Espèce rare (quelques pieds)
+	Espèce peu ou très peu abondante, recouvrement très faible <1 %
1	Espèce à recouvrement compris entre 1 % et 5 %
2	Espèce à recouvrement compris entre 5 % et 25 % de la surface, et d'abondance quelconque
3	Espèce à recouvrement compris entre 25 % et 50 % de la surface, et d'abondance quelconque
4	Espèce à recouvrement compris entre 50 % et 75 % de la surface, et d'abondance quelconque
5	Espèce à recouvrement ≥ 75 % de la surface, et d'abondance quelconque

3.1.1.2. *Suivi de la flore*

Concernant la flore, les stations d'espèces jugées patrimoniales (protégées et non protégées) du fait d'une aire de répartition réduite ou en voie de réduction à l'échelle européenne, nationale, régionale ont été géoréférencées, au moyen d'un GPS, puis cartographiées. Les espèces invasives ont également été pointées.

3.1.1.3. *Suivi de l'entomofaune*

Afin de suivre les populations de rhopalocère et d'odonates sur le site de compensation, de transects ont été mis en place.

- Conditions météorologiques requises : Chaque transect est parcouru entre 10 et 18 heures dans les conditions météorologiques suivantes :
  - Présence d'une couverture nuageuse d'au maximum 75 % et sans pluie ;
  - Vent inférieur à 30 km/h
  - Température d'au moins 13°C si le temps est ensoleillé ou faiblement nuageux ou d'au moins 17°C si le temps est nuageux.

- Parcours des transects et comptages : Chaque transect est parcouru en 10 minutes (± 1 minute), l'observateur étant à la limite postérieure d'une boîte virtuelle de 5 m de côté avançant avec lui. Il identifie et compte tous les papillons présents dans cette boite, et note ses observations sur la fiche de terrain fournie. La longueur minimum des transects est de 50 m à 500 m suivant la richesse des habitats. Etant donné la surface du site de compensation, une longueur de ~55 m a été choisie. Chaque transect n'est parcouru qu'une seule fois par visite et dans un seul sens.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.1.1.4. *Suivi de l'avifaune*

Concernant le suivi de l'avifaune, l'expertise s'est orientée sur les oiseaux nicheurs diurnes au travers la mise en place d'une grille de points d'écoute de 20 minutes, selon le protocole standardisé IPA (Indices Ponctuels d'Abondance).

En plus de fournir des indications sur la richesse spécifique du site, en particulier vis-à-vis des espèces difficilement observables (espèces farouches, fourrés denses, etc.), l'écoute des chants permet également de préciser le statut reproducteur des individus. Ces écoutes ont permis de vérifier la présence/absence de sites de nidification sur la zone d'étude.

Des observations aux jumelles ou à la longue-vue (en fonction de la configuration du site), ont également été réalisées, de manière aléatoire.

Les passages ont été réalisés au printemps, peu de temps après le lever du soleil par météo favorable. Il est nécessaire de réaliser tant que possible les relevés ornithologiques dans des conditions météo optimales qui assurent d'une part la localisation visuelle des différentes espèces d'oiseaux et d'autre part leur détermination auditive.

Notons que pour les espèces à enjeux connues sur les sites de compensation (ex :Fauvette pitchou), le nombre de couple nicheurs est répertorié afin de suivre les effectifs dans le temps.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Fig. 9. Localisation des suivis

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.1.2. Dates de passage

Sept sessions de terrain ont été mobilisées pour procéder au suivi de la biodiversité du site sur les espaces évités et de compensation orientés sur la recherche des espèces cibles (mésange à longue queue, Damier de la Succise et cortèges associés).

Tabl. 4. Dates de prospections – Année 2024

Date	Type	Conditions météorologiques
12/04/2024	Flore patrimoniale et habitats	20°C, ensoleillé, vent nul
22/04/2024	Oiseaux 1er passage, faune générale	19°C, ensoleillé, vent nul
02/05/2024	Prospection amphibiens, faune générale	14°C, dégagé, pluie légère
23/05/2024	Oiseaux 2e passage, entomofaune	20°C, nuageux, vent nul
18/06/2024	Prospection entomofaune, faune générale	27°C, ensoleillé, vent nul
21/06/2024	Flore patrimoniale et habitats	18°C, couvert, averses
26/08/2024	Petite faune, faune générale	28°C, ensoleillé, vent nul

3.2. Résultats du suivi faune/flore 2024 – Année N - Etat de référence

3.2.1. Connaissances naturalistes existantes

Des données naturalistes existantes (2008 et 2014) issues du PNR des Landes de Gascogne et de SIMETHIS mentionnent la présence connue de plusieurs espèces patrimoniales (Fadet des laîches, Damier de la Succise, Triton marbré, Grenouille agile), ce qui confirme l'intérêt de gérer et de préserver ce site.

3.2.2. Etude des formations végétales et de la flore

Le site de compensation est composé, sur sa moitié nord, d'une mosaïque d'habitats humides de type landes à Molinie, bas-marais à grands joncs, roselières et saulaies marécageuses, caractérisés par une inondation prolongée des sols ; et sur la moitié sud de milieux forestiers, pré-forestiers et landicoles mésophiles fortement dégradés par la colonisation de l'Aronie pourpre.

Les habitats présents sur le site de compensation sont cartographiés et décrits ci-après. Les relevés phytosociologiques sont disponibles en nnexe 1.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 5. Liste des formations végétales observées sur le site de compensation

Groupement végétal	Corine Biotope	Code EUNIS	Surface	Description
Phragmitaies	53.11	C3.21	195 m²	Roselière monospécifique à *Phragmites australis*. Surface présente en limite de site de compensation.
Végétation à Baldingère faux-roseau	53.16	C3.26	736 m²	Petite surface de roselière à *Phalaris arundinacea* se développant en périphérie de la roselière à Phragmitaie.
Tourbière à Molinie bleue en touradons et pelouse amphibie	51.2 x 22.313	D1.121 x C3.413	3 276 m²	Surface en eau jusqu'en période estivale sur l'année 2024. La végétation se compose de touradons dispersés de Molinie bleue et d'une végétation amphibie dominée par *Hypericum elodes*.
Jonchaies hautes et pelouses amphibies des bords d'étangs	53.5 x 22.313	D5.3 x C3.413	3 132 m²	Groupement dominé par *Juncus effusus* et *Carex elata* se développant en zones inondées. Ce groupement de grands joncs est accompagné d'espèces hygrophiles telles que *Iris pseudacorus*, *Lycopus europaeus*, *Juncus acutiflorus*.
Landes à Fougère aigle	31.861	E5.31	3 491 m²	Landes mésophiles largement dominées par *Pteridium aquilinum* et accompagné de *Ulex europaeus*, *Lonicera periclymenum*, *Erica scoparia*, *Cistus lasianthus*.
Landes à Fougère aigle rudéralisées par l'Aronie pourpre	31.861 x 87	E5.31 x E5.1	329 m²	Landes mésophiles du groupement précédent dégradées par l'envahissement de l'espèce exotique envahissante *Aronia prunifolia*.
Fourrés à Ajonc d'Europe et petits chênes	31.85	F3.15	2 219 m²	Landes mésophiles comprenant une reprise préforestière avec le développement de nombreux jeunes chênes.
Fourrés à Ajonc d'Europe, petits chênes et Fougère aigle	31.85 x 31.861	F3.15 x E5.31	1 432 m²	Landes mésophiles en codominance des Ajoncs, Fougère aigle et jeunes chênes.
Fourrés à Ajonc d'Europe, petits chênes et Fougère aigle rudéralisés par l'Aronie pourpre	31.85 x 31.861 x 87	F3.15 x E5.31 x E5.1	1 190 m²	Groupement précédent dégradé par l'envahissement de *Aronia prunifolia*
Landes humides à Molinie	31.13	F4.13	3 193 m²	Landes humides largement dominées par Molinia caerulea et accompagnée de *Eleocharis multicaulis*, *Galium palustre* et *Juncus acutiflorus*.
Saulaie marécageuse	44.92	F9.2	3 355 m²	Formations arbustives de Saules sur sol inondé.
Ripisylve arborée du Lacanau	44.33	G1.213	621 m²	Boisement riverain du ruisseau du Lacanau.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre	41.5 x 31.861 x 87	G1.8 x E5.31 x E5.1	614 m²	Boisement de Chêne pédonculé présent sur une bande réduite entre le chemin et la zone marécageuse. Le sous-étage se compose d'espèces landicoles avec la présence de *Aronia prunifolia*.
Pinède sur lande à chaméphytes	42.813	G3.713	5 182 m²	Boisement de Pin maritime sur landes mésophiles.
Zone rudéralisée	87.2	E5.12	124 m²	Petite surface perturbée en bordure du chemin, à végétation herbacée clairsemée.

3.2.2.1. *Flore patrimoniale*

Les relevés floristiques réalisés en 2024 n'ont pas permis de détecter la présence d'espèce floristique patrimoniale.

3.2.2.2. *Flore exotique envahissante*

Une seule espèce exotique envahissante est présente sur le site : l'Aronie pourpre (*Aronia prunifolia*) qui a colonisée la moitié sud du site de compensation formant des colonies denses au sein des landes et fourrés. Un pied est également observé dans la lande à fougère aigle au nord.



Photo 1 : Aronie pourpre sur site

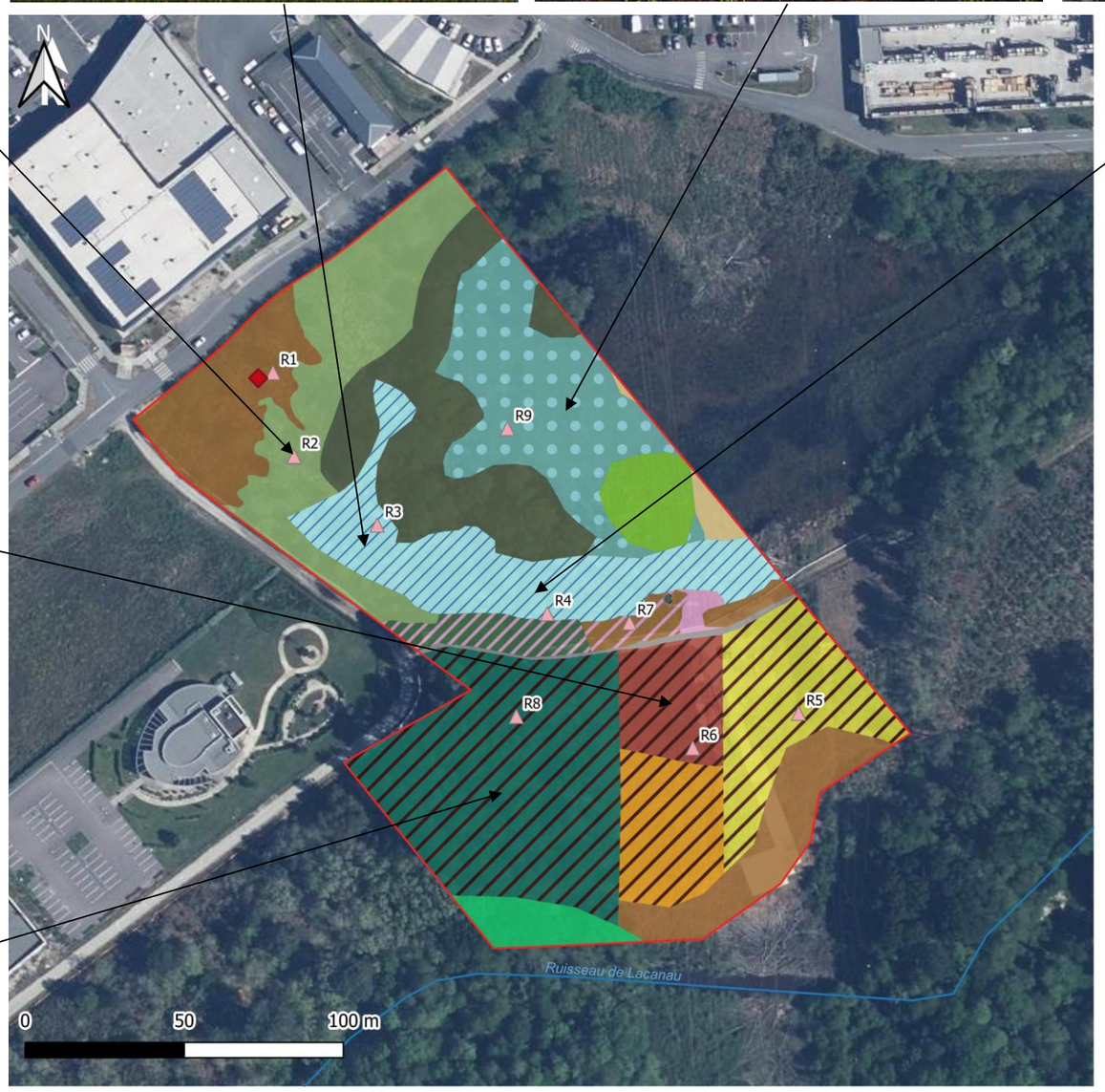
Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE















Habitats naturels et flore

Suivi de compensation-Biganos (33)

Simethis

Aires d'étude
- Site de compensation

Réseau hydrographique
- Cours d'eau

Inventaires
- Relevés floristiques

Habitats naturels
- Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (CB : 41.5 x 31.861 x 87)
- Fourrés à Ajoncs d'Europe et petits chênes (CB : 31.85)
- Fourrés à Ajoncs d'Europe, petits chênes et Fougère aigle (CB : 31.85 x 31.861)
- Fourrés à Ajoncs d'Europe, petits chênes et Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (CB : 31.85 x 31.861 x 87)
- Jonchaies hautes et pelouses amphibies des bords d'étangs (CB : 53.5 x 22.313)
- Landes humides à Molinie (CB : 31.13)
- Landes à Fougère aigle (CB : 31.861)
- Landes à Fougère aigle rudéralisées par l'Aronie pourpre (CB : 31.861 x 87)
- Phragmitaies (CB : 53.11)
- Pinède sur lande à chaméphytes (CB : 42.813)
- Ripisylve arborée du Lacanau (CB : 44.33)
- Saulaie marécageuse (CB : 44.92)
- Tourbière à Molinie bleue en touradons et pelouse amphibie (CB : 51.2 x 22.313)
- Végétation à Baldingère faux-roseau (CB : 53.16)
- Zone rudéralisée (CB : 87.2)
- Zone bitumée - Poteau électrique
- Piste (CB : 86)

Flore
- Aronie pourpre

Fig. 10. Habitats naturels du site de compensation (état de référence - 2024)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.2.3. Etude la faune

3.2.3.1. *Avifaune nicheuse*

Lors des inventaires réalisés en période de reproduction de mars à mai, **23 espèces d'oiseaux** ont été identifiées au sein de la zone d'étude, parmi elles 17 espèces sont protégées au niveau national. Deux grands cortèges ont été inventoriés :

- Le cortège des espèces associées aux milieux humides ouverts à semi-ouverts : Bouscarle de Cetti, Galinule pourle d'eau, fauvette à tête noire, hypolaïs polyglotte, rossignol philomèle
- Le cortège des milieux forestiers et pré-forestiers (12 536 m²) : grimpereau des jardins, pic épeiche, mésange bleue, mésange charbonnière, milan noir, pinson des arbres, sittelle torchepot.

Au regard du comportement noté lors des inventaires, 16 espèces sont considérées comme nicheuses le site. On notera notamment la Bouscarle de Cetti, qui a été entendue en limite de l'aire d'étude, mais dont le milieu dans humides avec des zones arbustives lui sont favorables. La zone de pinède au sud est quant à elle occupée par des espèces communes du cortège boisé.





Photo 2 : Habitats favorables aux espèces des milieux ouverts à semi-ouverts

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 6. Synthèse des espèces d'oiseaux contactées en 2024

Espèce		Protection réglementaire	Responsabilité européenne	Responsabilité nationale		Responsabilité régionale		Statut biologique au sein de l'AEI
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection Nationale	Directive Habitat (Annexe I)	Liste rouge UICN France	Application d'un PNA (Plan National d'Action)	Liste rouge UICN d'Aquitaine	Enjeu de conservation en Nouvelle-Aquitaine (FAUNA, 2020)	
Bergeronnette grise	*Motacilla alba alba*	Oui	-	-	-	-	Faible	Non Nicheur
Bouscarle de cetti	***Cettia cetti***	Oui	-	Oui	-	-	Modéré	Nicheur
Chardonneret élégant	***Carduelis carduelis***	Oui	-	Oui	-	-	Fort	Non Nicheur
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	-	-	-	-	-	Faible	Non Nicheur
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Gallinule Poule d'eau	*Gallinula chloropus*	-	-	-	-	-	Modéré	Nicheur
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	-	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Hirondelle rustique	***Hirundo rustica***	Oui	-	Oui	-	-	Fort	Non Nicheur
Hypolaïs polyglotte	*Hippolais polyglotta*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Merle noir	*Turdus merula*	-	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Mésange charbonnière	*Parus major*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Milan noir	***Milvus migrans***	Oui	Oui	-	-	-	Faible	Non Nicheur
Pic épeiche	*Dendrocopos major*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Pie bavarde	*Pica pica*	-	-	-	-	-	Faible	Non Nicheur
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	-	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Sittelle torchepot	*Sitta europaea*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodytes*	Oui	-	-	-	-	Faible	Nicheur

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Fig. 11. Localisation des observations d'oiseaux patrimoniaux en 2024

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.2.3.2. *Amphibiens*

Cinq espèces d'amphibiens ont été contactées sur la zone humide compensatoire et s'y reproduisent très probablement. En effet, les landes et tourbières inondées sont particulièrement favorables à leur reproduction.

La grenouille agile se reproduit également de façon avérée dans les ornières de la chaussée de la rue Nicolas Appert, adjacente au site. De nombreux individus du complexe des grenouilles vertes semblaient également pouvoir se déplacer librement entre la route et le site de compensation, mettant en évidence le dysfonctionnement de la barrière amphibiens.

Tabl. 7. Synthèse des espèces d'amphibiens contactées en 2024

Espèce		Protection réglementaire		Responsabilité européenne	Responsabilité nationale		Responsabilité régionale		Statut biologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection intégrale (individu et habitat)	Protection partielle (individu)	Directive Habitat	Liste rouge UICN France	Application d'un PNA (Plan National d'Action)	Liste rouge UICN d'Aquitaine	Enjeu de conservation en Nouvelle-Aquitaine (FAUNA, 2020)	
Complexe des grenouilles vertes	*Pelophylax sp.*	-	-	-	Oui	-	-	inconnu	Reproduction
Rainette ibérique	***Hyla molleri***	**Oui**	**-**	**Oui**	**-**	**-**	**oui**	**Majeur**	**Reproduction**
Rainette méridionale	*Hyla meridionalis*	Oui	-	Oui	-	-	-	Faible	Reproduction
Triton palmé	*Lissotriton helveticus*	-	Oui	-	Oui	-	-	Faible	Reproduction
Grenouille agile	*Rana dalmatina*	Oui	-	Oui	-	-	-	Modéré	Reproduction

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial**



Fig. 12. Tourbière favorable à la reproduction des amphibiens (gauche), barrière amphibiens défectueuse (milieu) et triton palmé sur une barrière amphibien (droite)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Fig. 13. Localisation des observations d'amphibiens en 2024

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.2.3.3. *Rhopalocères*

Treize espèces de papillons de jour ont été observées au sein de la zone humide compensatoire. Parmi ces espèces communes, on notera la présence du **Damier de la Succise**, espèce patrimoniale protégée à l'échelle nationale et objet de cette compensation (1 individu observé en 2024). En complément, on retrouve sur le site de compensation une espèce caractéristique des landes humides : le Miroir. Ces espèces feront l'objet d'une prise en compte dans les travaux d'entretien dans l' objectif de maintenir un habitat en bon état de conservation (action de restauration et entretien des landes humides TU 1).

Malgré la présence historique du Fadet des Laîche sur ce site, l'espèce n'a pas été observée en 2024. Les habitats composant le site lui sont pourtant favorables. Une attention particulière sera portée à sa recherche au cours de ce suivi écologique.



Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*)



Lande humide à molinie bleue favorable au Fadet des Laîches et au Damier de la Succise

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 8. Synthèse des espèces de rhopalocères contactées en 2024

Espèce		Protection réglementaire	Responsabilité européenne	Responsabilité nationale		Responsabilité régionale		
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection Nationale	Directive Habitat	Liste rouge UICN France	Application d'un PNA (Plan National d'Actions)	Liste rouge UICN d'Aquitaine	Enjeu de conservation en Nouvelle-Aquitaine (FAUNA, 2020)	Statut biologique au sein de l'AEI
Amaryllis	*Pyronia tithonus*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Azuré des nerpruns	*Celastrina argiolus*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Belle dame	*Vanessa cardui*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Citron	*Gonepteryx rhamni*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Cuivré commun	*Lycaena phlaeas*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Damier de la succise	***Euphydryas aurinia***	Oui	Oui	-	Oui	-	Modéré	Reproduction
Flambé	*Iphiclides podalirius*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Grande tortue	*Nymphalis polychloros*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Miroir	*Heteropterus morpheus*	-	-	-	-	-	Modéré	Reproduction
Piéride du navet	*Pieris napi*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Souci	*Colias crocea*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Sylvaine	*Ochlodes sylvanus*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction
Tircis	*Pararge aegeria*	-	-	-	-	-	Faible	Reproduction

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial**

Tabl. 9. Suivi des populations de rhopalocères patrimoniaux

Espèce patrimoniale	Besoin compensatoire	Effectifs	Surface favorable sur site
		2024	2024
Damier de la Succise	5 400 m²	1	6 468 m²

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Fig. 14. Localisation des observations d'insectes en 2024

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.2.3.4. *Odonates*

Dix-huit espèces d'odonates ont été observées au sein de la zone humide compensatoire. Le site représente une forte attractivité pour les odonates et leur reproduction de par son caractère humide, l'importante végétation hélophyte, les ressources alimentaires et la présence de milieux de maturation. Toutes ces caractéristiques leur assurent l'accomplissement de leur cycle biologique complet.

On notera la présence du leste fiancé, espèce au statut défavorable (Near Threatened = NT) sur les listes rouges nationales et régionales (ex-Aquitaine) et espèce prioritaire sur le PNA 2020-2030 en faveur des libellules.



Gomphe semblable (*Gomphus simillimus)*



Habitat favorable aux odonates



Sympétrum sp. émergeant de son exuvie

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 10. Synthèse des espèces d'odonates contactées en 2024

Espèce		Protection réglementaire	Responsabilité européenne	Responsabilité nationale		Responsabilité régionale		Fonctionnalité écologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection Nationale	Directive Habitat	Liste rouge UICN France	Application d'un PNA (Plan National d'Actions)	Liste rouge UICN d'Aquitaine	Enjeu de conservation en Nouvelle-Aquitaine (FAUNA, 2020)	Statut biologique au sein de l'AEI
Aeschne affine	*Aeshna affinis*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Aeschne paisible	*Boyeria irene*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Agrion jouvencelle	*Coenagrion puella*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction
Agrion nain	*Ischnura pumilio*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Anax empereur	*Anax imperator*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction
Caloptéryx vierge	*Calopteryx virgo*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction
Crocothémis écarlate	*Crocothemis erythraea*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Gomphe semblable	*Gomphus simillimus*	-	-	-	-	-	Fort	Alimentation
Leste brun	*Sympecma fusca*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Leste dryade	***Lestes dryas***	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**Fort**	**Repos/Reproduction**
Leste fiancé	*Lestes sponsa*	-	-	Oui	oui	Oui	Fort	Repos/Reproduction
Leste verdoyant	*Lestes virens*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Leste vert	*Chalcolestes viridis*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Libellule fauve	*Libellula fulva*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Orthétrum bleuissant	*Orthetrum coerulescens*	-	-	-	-	-	Modéré	Repos/Reproduction
Petite nymphe au corps de feu	*Pyrrhosoma nymphula*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction
Sympétrum méridional	*Sympetrum meridionale*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction
Sympétrum rouge sang	*Sympetrum sanguineum*	-	-	-	-	-	Faible	Repos/Reproduction

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.2.3.5. *Reptiles*

Une espèce de reptile a été observée au sein de la zone humide compensatoire : le lézard des murailles, faisant l'objet de cette compensation. Le site est favorable aux reptiles communs en tant que zone de reproduction et de repos.

Tabl. 11. Synthèse des espèces de reptiles contactées en 2024

Espèce		Responsabilité européenne	Protection réglementaire		Responsabilité nationale		Responsabilité régionale		Fonctionnalité écologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Directive Habitat	Protection intégrale (individu et habitat)	Protection partielle (individu)	Liste rouge UICN France	Application d'un PNA	Liste rouge UICN d'Aquitaine	Enjeu de conservation en Nouvelle-Aquitaine (FAUNA, 2020)	Statut biologique au sein de l'aire d'étude immédiate
Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	-	oui	-	-	-	-	Faible	Reproduction/Repos

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial :** espèces protégées au niveau national

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3.3. Synthèse (Etat de référence - 2024)

La première campagne de suivi naturaliste (état de référence), centrée sur les formations végétales, la flore, les oiseaux, amphibiens, reptiles et insectes (rhopalocères et odonates), montre une bonne richesse spécifique avec la présence des espèces ciblées par la compensation, à savoir le Damier de la Succise (inféodé aux milieux de landes humides) et le cortège des oiseaux forestiers et pré-forestiers. La présence de foyers d'Aronie pourpre (espèce végétale exotique envahissante) et la fermeture des milieux ouverts par la fougère aigle représentent les principales sources de dégradation du site et témoignent d'une perturbation des milieux.

La préservation de cet espace et le maintien à l'état de landes herbeuses participera au maintien du Damier de la Succise et au retour du Fadet des Laîches, espèces en régression. La restauration de landes humides (éradication des foyers d'Aronie) permettra également de renforcer l'attrait de la zone humide en maintenant l'ouverture des milieux et en créant une diversité d'habitats. Enfin, il a été également été convenu de conserver les landes arbustives à Ajonc d'Europe et Bruyère à balai qui pourront servir de support pour la Fauvette pitchou notamment.

Cette création de mosaïque d'habitats au sein du site de compensation permettra de renfoncer la richesse spécifique et la connexion entre les habitats (cf. Tabl. 13).

Les métriques étudiées dans le tableau ci-dessous permettront ainsi d'avoir une comparaison de l'évolution du site de compensation au fil du temps et des travaux de génie écologique.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 12. Evaluation des fonctionnalités du site de compensation avant travaux (Etat de référence – 2024)

Espèces parapluie	Besoin compensatoire (ratio)	Niveau de fonctionnalité pour l'espèce cible		Pourcentage de l'obligation surfacique de résultat atteint	Synthèse Etat initial (2024)	Atteinte de l'obligation de résultat	Objectif de gestion principal pour atteindre l'obligation de résultat
		Sur l'emprise projet (avant-projet)	Parcelle de compensation (état initial - 2024)				
Damier de la Succise (zone humide)	5 400 m² (ratio de 3/1)	Altéré (enclavement de la parcelle et fermeture du milieu par la végétation pré-forestière)	Modéré	**119,8 %** (6 468 m²)	○ Molinaie en voie de fermeture par la fougère aigle (3 192 m² soit 10,9 % du site) ; ○ Plusieurs foyers d'Aronie pourpre (943 m² soit 3,22 % du site). ○ Inondation prolongée des sols (forte pluviométrie en 2024)	Non évaluable (état de référence)	- Eradication des foyers d'Aronie pourpre - Lutte contre la Fougère aigle
Mésange à longue-queue (cortège pré-forestier)	17 379 m² (ratio de 1/1)	Altéré (enclavement de l'habitat par une urbanisation croissante)	Bon	**96,6 %** (16 682 m²)	Mosaïque de milieux forestiers et pré-forestiers : ○ Zones pré-forestières rivulaires composées de saules et de chênes ; ○ Futaie de Pin maritime avec un sous étage composé des chaméphytes ; ○ Landes arbustives d'Ajonc d'Europe et de Bruyère à balai et partiellement rudéralisées par l'Aronie pourpre (1 190 m² soit 4,06 % du site).		- Non gestion des milieux forestiers et rivulaires (avec veille écologique) - Coupe des jeunes sujets de feuillus des milieux landicoles

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

IV. COMPENSATION ZONE HUMIDE

4.1. Rappel des actions du Plan de gestion zone humide compensatoire (ENVOLIS, 2020)

Le projet d'aménagement a engendré la destruction de 17 379 m² de zone humide et une compensation de cette surface (ratio de 1/1) a été engagée. Ainsi, le plan de gestion de la zone humide compensatoire a été rédigé par le bureau d'études ENVOLIS en décembre 2020. Le tableau ci-dessous synthétise les opérations de gestions mises en place. Le plan de gestion de la compensation zone humide (comprenant les fiches actions détaillées) est disponible en Annexe 2.

Tabl. 13. Objectifs généraux du plan de gestion et actions à mener sur le site de compensation zones humides (Source : Envolis, 2020)

	Réf	Opérations de gestion	Réf	Actions à mener
Gestion pérenne d'une zone humide de	A	Restauration d'une lande humide à Molinie sur les secteurs dégradés	A1	Nettoyage du site et des zones embroussaillées
			A2	Etrépage des secteurs colonisés par la Fougère et l'Aronie
			A3	Entretien de la lande humide
	B	Sécurisation urbanistique des parcelles à long terme	B1	Classement urbanistique des zones de compensation
			B2	Conventionnement de type ORE
	C	Suivi de la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires	C1	Réalisation d'un état initial écologique complet
			C2	Suivi de la flore du site
			C3	Suivi de la faune du site
			C4	Suivi piézométrique
			C5	Rédaction des comptes rendus

4.2. Méthode de suivi

Le suivi de la zone humide se limite aux critères de délimitation des zones humides selon la méthode conforme à l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7 et R.211-108 du code de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

4.3. Résultats du suivi zones humides 2024 (Etat de référence- Année N)

4.3.1. Critère « végétation » (SIMETHIS)

L'examen du critère « végétation » repose sur deux critères :

- Critère habitats : présence d'une végétation indicatrice de zones humides (annexe II.2.2 de l'arrêté)
- Critères espèces indicatrices : nombre d'espèces dominantes indicatrices de zones humides ≥ 50 % (annexe II.2.1 de l'arrêté)

Plusieurs formations végétales sont identifiées en zones humides avérées s'étendant sur une surface totale de **14 508 m² au sein du site de compensation.**

Tabl. 14. Liste des habitats caractéristiques de zones humides selon le critère végétation

Groupement végétal	Code Corine Biotope associé	Critère « Habitat »	Critère « Espèces indicatrices »	Caractérisation zone humide	Surface
Phargmitaies	53.11	Humide	-	Humide	195 m²
Végétation à Baldingère faux-roseau	53.16	Humide	-	Humide	736 m²
Tourbière à Molinie bleue en touradons et pelouse amphibie	51.2 x 22.313	Humide	-	Humide	3 276 m²
Jonchaies hautes et pelouses amphibies des bords d'étangs	53.5 x 22.313	Humide	-	Humide	3 132 m²
Landes à Fougère aigle	31.861	Pro parte	Non (recouvrement des espèces hygrophiles < 50 %)	Non humide	-
Fourrés à Ajonc d'Europe	31.85	Pro parte	Non (recouvrement des espèces hygrophiles < 50 %)	Non humide	-
Landes humides à Molinie	31.13	Humide	-	Humide	3 193 m²
Saulaies marécageuses	44.92	Humide		Humide	3 355 m²
Ripisylve arborée du Lacanau	44.33	Humide		Humide	621 m²
Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle	41.5 x 31.861	Pro parte	Non (recouvrement des espèces hygrophiles < 50 %)	Non humide	-
Pinède sur lande à chaméphytes	42.813	Non humide	-	Non humide	-
Zone rudéralisée	87.2	Non humide	-	Non humide	-

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Fig. 15. Cartographie des zones humides selon le critère « végétation au sein du site de compensation

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

4.3.2. Critère « sol » - Etude hydrogéologique (CERAG)

Dans la cadre de la compensation zone humide sur la commune de Biganos au niveau du lieu-dit « Moulin de Cassadote » le bureau d'études CERAG a procédé à la réalisation d'une étude hydrogéologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle. Cette étude a fait l'objet d'un suivi piézométrique sur 1 an. La conclusion de cette étude est mentionnée ci-dessous.

« *L'expertise pédologique et le suivi piézométrique sur une durée d'un an ont permis d'identifier une zone humide au droit de l'ensemble du site de compensation soit une surface totale de 16 987 m²* » (CERAG, 2024).



Fig. 16. Carte des zones humides potentielles identifiées par le critère sol (Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG)

Le rapport d'Enquête hydrologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle – Lieu-dit « Moulin de la Cassadote » - N172-23 – Suivi NP – BIGANOS – v18112024 – NOVEMBRE 2024, CERAG et l'Etat initial du secteur de compensation - Etudes hydrologique et pédologique – BIGANOS – Les Cabanes du Bassin – janvier2025 sont intégrés en annexe 3 et 4.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

4.4. Synthèse (Etat de référence – 2024)

La première campagne de suivi naturaliste (état de référence) centrée sur la délimitation des zones humides basée sur les critère « végétation » et « sol » a mis en évidence le caractère humide de la majorité de la parcelle compensatoire.

Les opérations de gestions mises en place dans le plan de gestion de la zone humide compensatoire permettront de restaurer et pérenniser 17 379 m² de zones humides (Annexe 2).

Les métriques étudiées dans le tableau ci-dessous permettront ainsi d'avoir une comparaison de l'évolution du site de compensation au fil du temps et des travaux de génie écologique.

Tabl. 15. Evaluation des fonctionnalités du site de compensation avant travaux (Etat de référence – 2024)

Compensation Zone humide	Besoin compensatoire	Niveau de fonctionnalité de la zone humide		Pourcentage de l'obligation de résultat atteint	Synthèse Etat initial (2024)	Atteinte de l'obligation de résultat	Objectif de gestion principal pour atteindre l'obligation de résultat
		Sur l'emprise projet (avant-projet)	Parcelle de compensation (état initial - 2024)				
Etat de référence (2024) : ZH effective : **16 987** m² ○ Critère végétation : 14 508 m² ○ Critère sol : 16 987 m²	17 379 m²	Altéré (fermeture du milieu par la végétation pré-forestière)	Modéré	**97,74 %** (16 987 m²)	Le site compensatoire est composé d'une mosaïque humide dégradée sur les marges par la Fougère aigle (3 192 m² soit 10,9 % du site) et l'Aronie pourpre (943 m² soit 3,22 % du site).	Non évaluable (état de référence)	- Supprimer les diverses sources de dégradation et de fermeture du milieu, entretien des milieux en bon état et sanctuarisation de la zone globale de compensation. - Favoriser le gain de biodiversité et maintenir ces habitats à long terme en les sécurisant urbanistiquement.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

V. PLAN DE GESTION, DE PRESERVATION ET D'ENTRETIEN DE LA ZONE COMPENSATOIRE AU TITRE DES ESPECES PROTEGEES

5.1. Définition des objectifs à long terme et opérationnels

Au vu de l'état initial des habitats d'espèces protégées impactés par le projet, l'objectif principal sera de réorienter les pratiques de gestion sur la parcelle de compensation, en faveur du maintien d'une lande humide à Molinie bleue, d'îlot de sénescence et de milieux pré-forestiers. Ce plan de gestion sera mis en place sur une durée minimum de 50 ans et par période de 5 ans (bilan et une mise à jour tous les 5 ans si nécessaire).

Les lignes directrices de ce document font référence aux objectifs à long terme qui permettent d'atteindre ou de maintenir un état considéré comme idéal pour la zone de compensation.

Trois objectifs généraux ont été déterminés visant à adopter une stratégie à long terme pour le rétablissement et le maintien des milieux naturels ainsi que de la faune et la flore associées en lien avec la dette compensatoire. Ils ont ensuite été déclinés en objectifs opérationnels. Ces objectifs opérationnels visent à moduler l'influence de facteurs naturels ou anthropiques sur l'état de conservation du milieu (niveaux d'eau, fermeture du milieu, pollution, …) ou à maintenir l'équilibre si celui-ci est déjà satisfaisant à savoir :

- Objectif A – Rétablir la fonctionnalité écologique
- Objectif B – Suivi des indicateurs
- Objectif C – Coordination de la gestion

Ces trois objectifs à long terme sont eux même déclinés en objectifs opérationnels à savoir :

- A1 - Restauration des milieux humides landicoles
- A2 – Maintien d'une mosaïque de milieux forestiers et pré-forestiers
- B1 - Évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre
- C1 – Assurer la mise en œuvre du programme d'actions

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5.2. Mesures de gestion et unités de gestion

A partir des objectifs opérationnels, des mesures de gestion sont définies. Il s'agit d'actions concrètes mises en place afin de répondre aux objectifs à court, moyen et long terme. Celles-ci font l'objet de fiches actions précisant les travaux à réaliser, leur localisation, le planning prévisionnel de mise en œuvre, les démarches réglementaires à entreprendre le cas échéant et une estimation des coûts. Cinq catégories de mesures de gestion sont définies :

- Les études préalables (EP) : Etude préliminaire d'avant travaux ;
- Les travaux uniques (TU) : Travaux de restauration (réouverture de milieu,…) ;
- Les travaux d'entretien (TE) : Opérations visant à entretenir les milieux suite aux travaux de restauration ;
- Les suivis et études (SE) : Amélioration des connaissances du site mis en gestion, évaluation de l'efficacité des actions de gestion ;
- Mise en œuvre générale du plan de gestion (MG) : Missions associées à la coordination de l'équipe projet et à la bonne mise en œuvre du plan de gestion.

Ce programme d'action est lui-même associé à des unités de gestion. On entend par unité de gestion un espace délimité qui répond à un même objectif de préservation. Au total, cinq unités de gestion ont été retenues dans le cadre du présent plan de gestion. Ces unités de gestion sont cartographiées et présentées dans les éléments ci-après.

Tabl. 16. Tableau de synthèse du programme d'actions

Objectifs à long terme	Objectifs opérationnels	Opérations du plan de travail	Numéro de la mesure	Unités de gestion concernées
A - Rétablir la fonctionnalité écologique	A1 - Restauration des milieux humides landicoles	Restauration et entretien des landes humides	TU 1	UG 4 et UG 5
	A2 – Maintien d'une mosaïque de milieux forestiers et pré-forestiers	Réorientation des pratiques sylvicoles au profit d'îlots de sénescence et des milieux pré-forestiers	TE 1	UG 1, UG 2 et UG 3
B - Suivi des indicateurs	B1 - Évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre	Suivi des milieux naturels, de la flore et de la faune	SE 1	UG 1, UG 2, UG 3, UG 4 et UG 5
C – Coordination de la gestion	C1 - Assurer la mise en œuvre du programme d'actions	Pilotage et coordination à la mise en œuvre du plan de gestion et du programme d'actions	MG 1	UG 1, UG 2, UG 3, UG 4 et UG 5
		Mise à jour du plan de gestion et bilan de fin de mesure compensatoire	MG 2	UG 1, UG 2, UG 3, UG 4 et UG 5

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

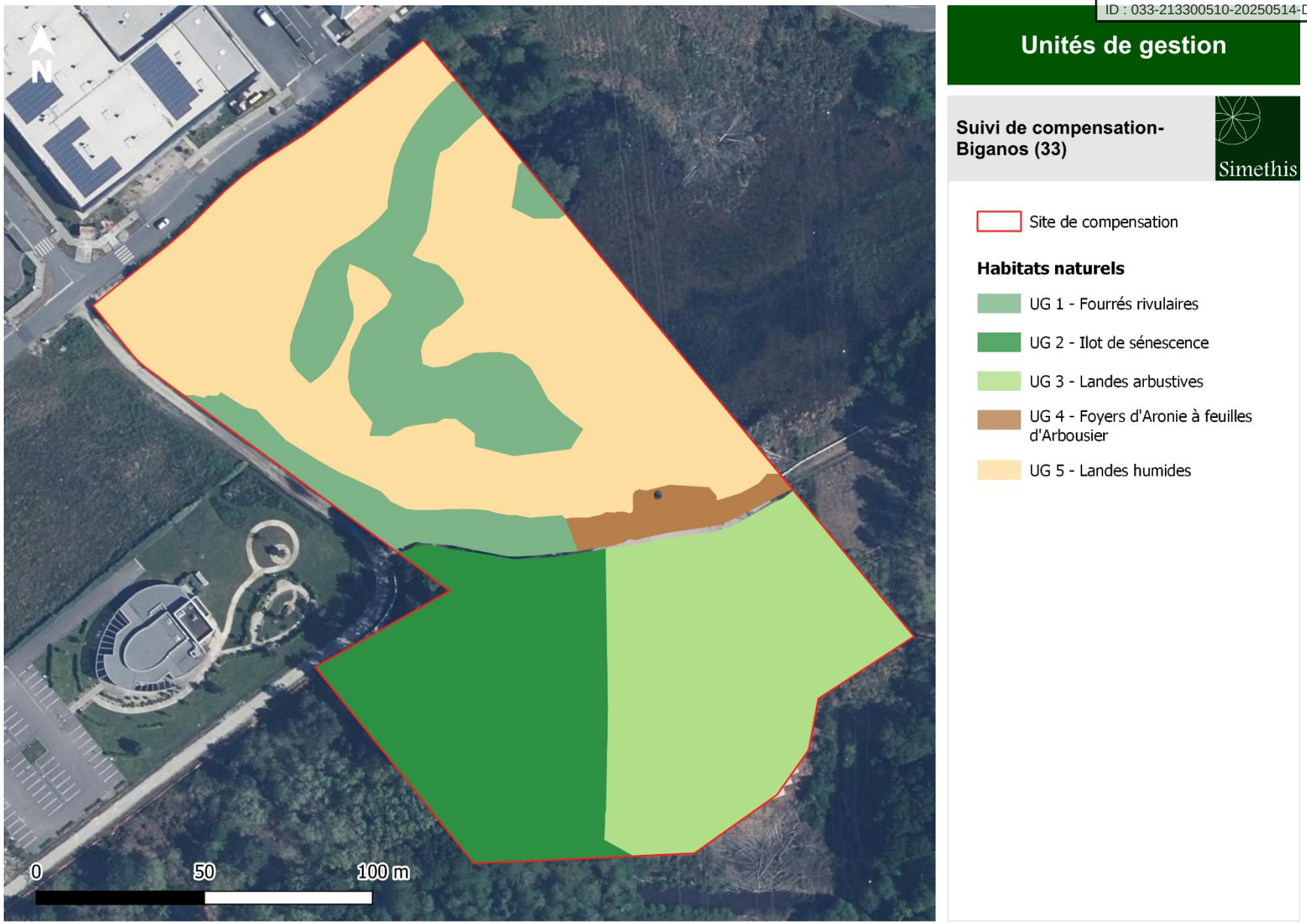


Fig. 17. Localisation des unités de gestion

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5.2.1. Description des actions prévues

5.2.1.1. *Etude préalable*

- ***Etat de référence***

Le site de compensation présenté dans le présent dossier a fait l'objet d'une expertise par les bureaux d'études Simethis et Cerag afin de vérifier l'éligibilité du site en vue d'une mesure compensatoire au titre des zones humides et espèces protégées. Cette première expertise a été complétée sur l'année 2024 par des relevés complémentaires afin de disposer d'un état de référence complet avant les premiers de travaux de génie écologique destinée à confirmer ou à réajuster le programme d'actions.

- ***Comptabilité vis-à-vis des objectifs du DOCOB du site Natura 2000 de la Vallées de la Grande et de la Petite Leyre***

La gestion du site de compensation est compatible avec les objectifs du DOCOB « Vallée de la Grande et de la Petite Leyre ».

5.2.1.2. *Travaux uniques (TU)*

TU 1 : Restauration et entretien des landes humides (cortège des milieux de landes humides)
Type de mesure : Mesure compensatoire
Objectif : Réorienter la gestion des entités de landes humides en faveur du maintien d'une lande humide à Molinie bleue.
Unités de gestion : UG 4 et UG 5
Espèces cibles : Damier de la Succise et autres espèces des milieux de landes humides (Fadet des Laîches, Miroir, Petit collier argentée, amphibiens…)
Résultats attendus : Landes humides à Molinie bleue
Description de la mesure : L'objectif de cette mesure est à terme de maintenir des espaces de landes herbacées dominées par la Molinie bleue par de génie écologique (gain écologique) et d'entretien régulier de la végétation. L'ensemble des actions à menées sur les unités de gestion est détaillé ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

1 – L'éradication des foyers d'Aronie pourpre et la création de nouveaux espaces pour le développement d'une [illegible] – UG n°4 (650 m² – Etat des lieux 2020) : Les travaux de génie écologique consisteront à une éradication des pieds d'Aronie pourpre. L'Aronie pourpre est une espèce végétale exotique à caractère envahissant se propageant par reproduction sexuée (graines) mais également asexuée (drageons).

1. Un décaissement des premiers horizons devra être effectué pour enlever les plants (tronc, couronne, racine…).
2. Les terres infestées devront être exportées en déchetterie Le décaissement des premiers horizons (30 cm) sera opéré sur la totalité de la zone matérialisée en préservant les arbres dans la mesure du possible.
3. Le reprofilage devra se faire en pente douce pour augmenter l'apport hydrique. Les éventuels pieds présents sur l'espace de compensation et non compris dans la zone de travail devront également être traité par un arrachage manuel.
4. En cas de non réussite de la mesure et/ou de repousses de nouvelles campagnes d'arrachage devront être engagées sur les deux premières années.



Fig. 18. Prise de vue de l'unité de gestion n°4

L'entretien de cette unité sera réalisé par une action de gyrobroyage sans export tous les trois ans à une hauteur d'environ 30 cm maximum, pour conserver les touradons de Molinie bleue, où se réfugient les chenilles du Fadet des Laîches. Il devra se faire sur la période Octobre – Mars : période favorable à l'entomofaune (les chenilles de Fadet sont dans les racines des touradons de Molinie) et à l'avifaune (hors période de nidification de l'avifaune nicheuse au sol). En complément, et si jugé nécessaire lors des suivis écologiques et de la dynamique d'évolution du milieu, une gestion complémentaire avec l'utilisation d'un brise-fougère pourra être prescrite en cas de reprise de la Fougère aigle sur cette espace.

Quantitatif : Surface à traiter = 360 m^3 + 2 campagnes d'arrachage des éventuelles repousses en 2026 et 2027

Période d'intervention : Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre

Calendrier :

Etat de référence : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074						

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2 - Restauration et entretien des faciès de landes humides à Molinie bleue - UG n°5 (12 360 m² dont 1 800 m² colonisés par la Fougère aigle - Etat des lieux 2020) : Les travaux sur cette unité de gestion consisteront à un entretien de landes humides à Molinie bleue en voie de fermeture par la fougère aigle.

- Une lutte contre la Fougère aigle sera opérée à minima sur les 3 premières années à l'aide d'un rouleau prise fougère (nombre de passage à déterminer suivant la réaction de la plante) à raison de deux passages par campagnes soit un total de 6 interventions sur les 3 premières années. Des interventions complémentaires pourront avoir lieu suivant les résultats obtenus à l'issue des suivis écologique menés par l'écologue.

- Les modalités d'entretien se feront par une fauche à 50 cm tous les 3 à 5 ans sans export selon la dynamique d'évolution du milieu sur la période septembre – mars. Les secteurs faisant l'objet d'une lutte contre la Fougère aigle seront à proscrire car ils pourraient générer l'effet inverse sur la Fougère en créant un stress et favoriser l'espèce.

Quantitatif : Surface à traiter par fauche à 30 cm tous les 3 ans = 12 360 m²
Surface à traitre au rouleau prise fougère en 2025, 2026 et 2027 = 1 800 m²

Période d'intervention :

Gyrobroyage haut

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

Rouleau prise fougère

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

Calendrier :

Gyrobroyage haut (à confirmer avec l'écologue en charge du suivi)

Etat des lieux : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074						

Rouleau prise fougère (à confirmer avec l'écologue en charge du suivi)

Etat des lieux : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074						

Des engagements de base devront également être respectés à savoir :

- Un ramassage des déchets présents sur le site de compensation ;
- Pas d'utilisation de produits phytosanitaires (herbicides, fongicides, insecticides, etc) ;
- Pas d'utilisation de fertilisants chimiques et/ou organiques ;
- Pas d'utilisation de rouleau landais ;
- Absence de travaux en période de nidification (mi-février à août) ;
- Une gestion sur une durée de 50 ans

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Mise en œuvre : Entreprise travaux en génie écologique



Fig. 19. Localisation des unités de gestion pour la mesure TU 1

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5.2.1.3. *Travaux d'entretien (TE)*

TE 1 : Réorientation des pratiques sylvicoles au profit d'îlots de sénescence et des milieux pré-forestiers (cortège des milieux forestiers et pré-forestiers)
Type de mesure : Mesure compensatoire
Objectif : Réorienter la gestion des entités boisées et pré-forestières au profit d'îlots de sénescence et des milieux pré-forestiers favorable à l'avifaune.
Unités de gestion : UG 1, UG 2 ET UG 3
Espèces cibles : Mésange à longue et autres espèces des milieux forestiers et pré-forestiers
Résultats attendus : Mosaïque d'habitats avec une alternance de milieux forestiers et pré-forestiers.
Description de la mesure : L'objectif de cette mesure de compensation qui sera mise en œuvre sur une partie des parcelles cadastrales OB n°211 et 213 (soit environ 17 300 m² retenus) sera de réorienter les pratiques sylvicoles en maintenant une alternance de milieux forestiers et pré-forestiers pour l'avifaune et autres espèces associées à ces milieux (mammifères, reptiles, amphibiens, chiroptères…). Les travaux de génie écologique et la gestion de cette entité se diviseront en quatre grandes unités de gestion à savoir :
1 - Le maintien de milieux pré-forestiers de types rivulaires - UG n°1 (4 000 m²) : L'objectif sera de maintenir les zones pré-forestières rivulaires composées de saules et de chênes. Le maintien et la gestion de ces espaces s'orientera dans un premier temps vers la non-intervention. Si jugé nécessaire par l'écologue lors des suivis, un entretien de ces fourrés pour être effectué pour éviter qu'ils ne gagnent trop sur les espaces limitrophes (moliniaies). Un élagage manuel pourra alors être préconisé avec une revalorisation des branchages sur site en petits tas. Quantitatif : Linéaire à entretenir tous les 3 ans (si jugé nécessaire) = 320 ml Période d'intervention : Janvier, Février, Septembre, Octobre, Novembre, Décembre Calendrier : Etat de référence : 2024, 2025, 2028, 2031, 2034, 2037, 2040, 2043, 2046, 2049, 2052, 2055, 2058, 2061, 2064, 2067, 2070, 2073

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2 - La création d'un îlot de sénescence - UG n°2 (5 800 m²) : L'objectif sera de mettre en œuvre une gestion au profit des espèces forestières. Actuellement au stade de futaie de Pin maritime avec un sous étage composé des chaméphytes, la gestion de cette unité sera réorientée (gain écologique) et respectera les prescriptions suivantes :

- Absence d'exploitation de résineux et de feuillus durant la totalité de la mesure de compensation (50 ans) afin des créer un îlot de vieillissement ;
- Abattage possible mais limité uniquement pour des raisons de santé de l'arbre ou de risque mécanique de chute pouvant présenter un danger pour le public en dehors de la période de nidification des oiseaux y compris les pics (mi-février à août) ;
- Pour les pics et les insectes saproxyliques, conserver du bois mort, sur pied ou à terre, réparti de manière homogène dans le peuplement, excepté dans les cas où cela représente un danger pour les personnes et les biens (à moins de 30 m du sentier pédestre par exemple).

Quantitatif : 350 ml de clôture ganivelle d'une hauteur minimum de 1,5 m + portail d'accès

Période d'intervention :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

Calendrier :

Etat de réf&érence : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074						

3 - Le maintien de milieux pré-forestiers de types landicoles - UG n°3 (6 500 m²) : L'objectif sera de maintenir des faciès de landes arbustives déjà plus ou moins présents en favorisant le développement de l'Ajonc d'Europe et de la Bruyère à balai.

1. Eradication des pieds d'Aronie pourpre par un arrachage manuel de l'ensemble des plants (les plants (tronc, couronne, racine…) à raison d'une campagne par an pendant trois ans. Les résidus devront être exportés en déchèterie dotée de plateformes spécifiques de classe 2 (Andernos-les-Bains ou Lanton) pour éviter tout risque de prolifération. En cas de non réussite de la mesure et/ou de repousses de nouvelles campagnes d'arrachage devront être engagées.
2. Les jeunes sujets de feuillus seront coupés et évacués sur la surface totale du l'UG 3 ;
3. La gestion de ces faciès landicoles se fera par un gyrobroyage à 50 cm tous les 5 à 8 ans sans export, en rotation (1 bande sur 2 – bande d'environ 8-10 mètres chacune) selon la dynamique d'évolution du milieu.

L'itinéraire technique sera préalablement validé par RTE, gestionnaire actuel de cet espace (présence d'une ligne haute tension). La gestion faite par RTE sera alors rétrocédée pour une durée de trente années au futur gestionnaire de l'espace de compensation.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

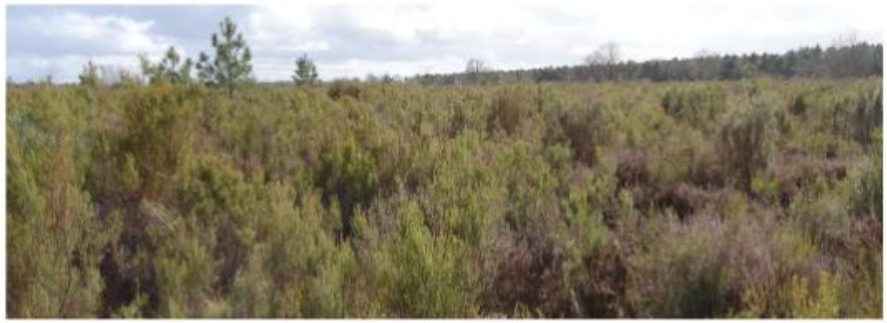


Fig. 20. Exemple d'une lande arbustive à Bruyère à balai et Ajonc d'Europe

Quantitatif : Surface à traiter vis-à-vis de l'Aronie pourpre : 1 190 m²
Surface à entretenir tous les 5 à 8 ans = 3 250 m²

Période d'intervention :

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

Calendrier :

Eradication des pieds d'Aronie pourpre

Etat de référence : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074							

Entretien des milieux

Etat de référence : 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	
2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	
2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074							

Des engagements de base devront également être respectés à savoir :

- Un ramassage des déchets présents sur le site de compensation ;
- Pas d'utilisation de produits phytosanitaires (herbicides, fongicides, insecticides, etc) ;
- Pas d'utilisation de fertilisants chimiques et/ou organiques ;
- Pas d'utilisation de rouleau landais ;
- Absence de travaux en période de nidification (mi-février à août) ;
- Une gestion sur une durée de 50 ans

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Mise en œuvre : Opérateur de compensation ou structure compétente



Fig. 21. Localisation des unités de gestion pour la mesure TE 1

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5.2.1.4. *Suivis et indicateurs de réussite (SE)*

SE 1 : Suivi des habitats naturels, de la flore et de la faune
Objectif à long terme : B – Suivi des indicateurs
Objectif opérationnel : B1 - Évaluer la gestion et le suivi des espèces faunistiques et floristiques
Unités de gestion : UG 1, UG 2, UG 3, UG 4 et UG 5
Constat et justification : Les suivis faune/flore du site de compensation et de la zone humide évitée doivent permettre de mesurer l'évolution des habitats naturels et des cortèges faunistiques associés répondant à la définition des zones humides. Ils doivent permettre également d'évaluer les bénéfices apportés par les travaux de génie écologique engagés dans le cadre de la compensation et de réadapter si besoin les actions de restauration et de gestion, voire la mise en place de mesures correctives (en cas de non attente de résultats sur le moyen terme).
Description de la mesure : Un suivi écologique devra être effectué par un écologue confirmé sur l'espace de compensation et sur la zone humide évitée dès 2024 (état zéro – Année N) et dès l'année suivant la fin des travaux de génie écologique à raison d'une campagne par an sur les 4 premières années puis tous les 5 ans jusqu'en 2044 et tous les 10 ans jusqu'en 2074, soit un total de 10 campagnes. Celui-ci devra prendre en compte les thématiques suivantes : o L'étude des formations végétales et de la végétation bio-indicatrice des zones humides par la mise en place de relevés phytosociologiques à raison de deux passages par campagne (Avril/Mai et Juin/Juillet). Une étude zone humide sur le critère végétation viendra également compléter cette analyse. Une attention particulière devra être portée à la surveillance des espèces exotiques envahissantes (Aronie pourpre notamment). o L'étude de l'avifaune o L'étude de l'entomofaune (papillons de jour et odonates) avec une détermination de la fonctionnalité des habitats naturels présents pour les espèces (reproduction, alimentation, zone de maturation,…) à raison trois passages par campagne (Mai/Août). Un bilan devra être effectué par l'écologue en charge des suivis après chaque campagne à travers un rapport qui sera transmis aux services de l'Etat (Annexe 5). Des résultats positifs (diversité d'espèces, développement de milieux humides, milieu à l'équilibre) ne nécessiteront pas de modification particulière. En revanche, en cas de constat d'une perte d'espèces sur le site, d'une faible diversité floristique dans les cortèges des milieux humides, des modifications seront à apporter, en accord avec l'écologue. Elles seront fonctions des résultats obtenues et viseront à une réorientation des mesures de gestion en faveur de la zone humide ou en la réalisation d'actions de génie écologique orientées.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tabl. 17. Programme de suivi écologique

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Flore				1 passage			1 passage					
Avifaune			1 passage			1 passage						
Entomofaune					2 passages			1 passage				

Indicateurs de suivi :

Suivi des formations végétales et de la flore :

- % de recouvrement des espèces indicatrices de zone humide
- Composition floristique et richesse spécifique
- Présence d'espèce patrimoniale
- Présence / absence d'espèce végétales exotiques envahissante

Suivi de la faune :

- Fonctionnalité du site pour les espèces (reproduction, repos,…)
- Richesse spécifique et présence d'espèce patrimoniale
- Dynamique des populations

Périodicité : Le suivi démarrera après la réalisation de travaux de réhabilitation et s'échelonneront sur une durée de 50 ans. Les suivis écologiques seront réalisés de façon annuelle pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans jusqu'en 2044 et tous les 10 ans jusqu'en 2074.

Etat de référence : 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042

2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061

2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074

Mise en œuvre : Ecologue/structure compétente en suivi écologique

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

MG 1 : Pilotage et coordination à la mise en œuvre du programme d'actions

Objectif à long terme : C - Coordination de la gestion

Objectif opérationnel : C1 - Assurer la mise en œuvre du programme d'actions

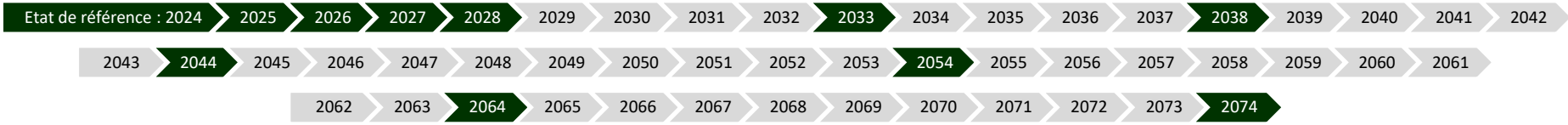
Constat et justification : Simethis assurera un rôle de coordonnateur de l'équipe projet nécessaire à la mise en œuvre d'un plan de gestion pendant toute la durée des engagements de FRANCELOT. Simethis, se devra d'effectuer un bilan après chaque campagne de suivi pendant 50 ans de l'état d'avancement du plan de gestion qui sera transmis aux services de l'Etat et à FRANCELOT en complément des suivis.

Description de la mesure : Simethis assurera pour le compte de FRANCELOT, le rôle d'opérateur de compensation dont les missions seront les suivantes :

- Pilotage et coordination des travaux de génie écologiques et des suivis : Simethis jouera le rôle d'AMO pour le compte de FRANCELOT en pilotant l'ensemble de l'équipe projet de la phase d'avant-projet (rédaction des cahiers des charges, analyses des offres, réunions d'avant chantier,…) à la mise en œuvre des travaux de génie écologique (réunions de chantier, encadrement écologique,…) et aux suivis (contrôle qualités des livrables produits).
- Dépôt des données naturalistes : Toutes les données naturalistes récoltées dans le cadre des suivis sont transmises au SINP à chaque fin de campagne. En complément, il devra également être fourni toutes les informations nécessaires, à la bonne tenue de l'outil national de géolocalisation des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité (GéoMCE).
- Comité de pilotage et de suivi : Des comités de pilotage et de suivis pourront être mis en place durant les 50 ans pour suivre le bon déroulement des opérations sur le long terme. À l'initiative du pétitionnaire, ce comité pourra se réunir annuellement les 5 premières années post-travaux puis tous les 5 ans. Il réunit a minima la DREAL (Service Patrimoine Naturel), la DDTM, Francelot – Khor Immobilier, l'écologue en charge du suivi du chantier et/ou du suivi écologique, l'opérateur de compensation et l'OFB.

Indicateurs de suivi : Remise des reportings aux services de l'Etat et à FRANCELOT / Certificat de dépôts des données biodiversité

Périodicité : Reporting après chaque campagne de suivi sous la forme d'un tableau de bord



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

MG 2 : Mise à jour du plan de gestion et bilan de fin de mesure compensatoire

Objectif à long terme : D – Coordination de la gestion

Objectif opérationnel : D1 - Assurer la mise en œuvre du programme d'actions

Constat et justification : Selon les résultats des suivis écologiques et hydrauliques obtenus, des ajustement au plan de gestion pourront être envisagés. Celui-ci fera notamment l'objet d'une mise à jour tous les 5 ans en concertation avec l'équipe projet si nécessaire.

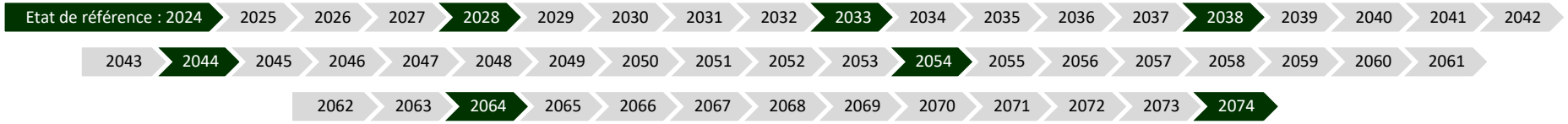
Description de la mesure : Sur la base des rapports des suivis écologique et hydrauliques (cf. fiche action SE1), une mise à jour du plan de gestion sera faite tous les 5 ans si nécessaire. Celui-ci intégrera notamment un bilan du précédent plan de gestion en ciblant les points positifs et négatifs. Ce préambule servira du support pour ajuster, réorienter ou corriger les actions définies dans l'ancien plan de gestion en concertation avec l'équipe projet. Il intégrera notamment une réactualisation des coûts si nécessaire (ajout d'une mesure corrective, changement d'entreprise travaux, variation des coûts,…). Les nouveaux plans de gestion seront transmis à la société FRANCELOT et aux services de l'Etat pour validation avant mise en œuvre.

En fin de mesure compensatoire (soit à N+49), l'écologue en charge du suivi, accompagné des experts dressera un bilan final de la compensation sur toute sa temporalité. Il aura pour objectif de conclure sur l'efficacité des mesures réalisées et les résultats obtenus par le biais des suivis pluriannuels des différents indicateurs de gestion retenus.

Indicateurs de suivi : Remise du plan de gestion et du bilan de fin de mesure compensatoire aux services de l'Etat et à la société FRANCELOT

Périodicité : Reporting après chaque campagne de suivi sous la forme d'un tableau de bord.

Si nécessaire :



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

VI. ANNEXES

6.1. Annexe 1 : Relevés phytosociologiques (2024)

Formation végétale	Landes à Fougère aigle			Landes humide à Molinie			Jonchaies hautes et pelouses amphibies des bords d'étangs			Jonchaies hautes et pelouses amphibies des bords d'étangs			Fourrés à Ajonc d'Europe et petits chênes		
Code Relevé	R1			R2			R3			R4			R5		
Date	21/06/2024			21/06/2024			21/06/2024			21/06/2024			21/06/2024		
Code Corine Biotope	31.861			31.13			53.5 x 22.313			53.5 x 22.313			31.85		
Code EUNIS	E5.31			F4.13			D5.3 x C3.413			D5.3 x C3.413			F3.15		
Zone humide (Oui / Non)	**p.**			**H**			**H**			**H**			**p.**		
Strates	A	a	h	A	a	h	A	a	h	A	a	h	A	a	h
Aronia prunifolia (Marshall) Rehder, 1938			1												
Carex elata All., 1785									1			2			
Carex pseudocyperus L., 1753												1			
Cistus lasianthus Lam., 1786		1													
Eleocharis multicaulis (Sm.) Desv., 1818						1									
epilobium						1									
Erica cinerea L., 1753			1												
Erica tetralix L., 1753			1												
Erica scoparia L., 1753			2			1									
Frangula alnus Mill., 1768		1			1										2
Galium palustre L., 1753						1									
Hedera helix L., 1753															
Hydrocotyle vulgaris L., 1753												1			
Hypericum elodes L., 1759															
Hypericum pulchrum L., 1753															

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Iris pseudacorus L., 1753									1			1			
Isolepis setacea (L.) R.Br., 1810												1			
Juncus acutiflorus Ehrh. ex Hoffm., 1791						2			1			1			
Juncus effusus L., 1753									3			3			
Lonicera periclymenum L., 1753		1													
Lycopus europaeus L., 1753									1			1			
Lysimachia vulgaris L., 1753												1			
Molinia caerulea (L.) Moench, 1794						4						2			
Phalaris arundinacea L., 1753									1						
Phragmites australis (Cav.) Trin. ex Steud., 1840															
Pinus pinaster Aiton, 1789	1														
Populus tremula L., 1753		1			1										
Pseudarrhenatherum longifolium (Thore) Rouy, 1922			1												
Pteridium aquilinum (L.) Kuhn, 1879			3												2
Quercus pyrenaica Willd., 1805															2
Quercus robur L., 1753					1										
Ranunculus flammula L., 1753												1			
Salix atrocinerea Brot., 1804															
Teucrium scorodonia L., 1753															
Ulex europaeus L., 1753			1												2
Ulex minor Roth, 1797			1			1									

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Formation végétale	Fourrés à Ajonc d'Europe, petits chênes et Fougère aigle rudéralisés par l'Aronie pourpre			Landes à Fougère aigle rudéralisées par l'Aronie pourpre			Pinède sur lande à chaméphytes			Tourbière à Molinie bleue en touradons et pelouse amphibie		
Code Relevé	R6			R7			R8			R9		
Date	21/06/2024			21/06/2024			21/06/2024			21/06/2024		
Code Corine Biotope	31.8 x 87			31.861 x 87			42.813			51.2 x 22.313		
Code EUNIS	F3.1 x I1.5			E5.31 x I1.5			G3.713			D1.121 x C3.413		
Zone humide (Oui / Non)	**p.**			**p.**			**Non**			**H**		
Strates	A	a	h	A	a	h	A	a	h	A	a	h
Aronia prunifolia (Marshall) Rehder, 1938		2			2			1				
Carex elata All., 1785												
Carex pseudocyperus L., 1753												
Cistus lasianthus Lam., 1786												
Eleocharis multicaulis (Sm.) Desv., 1818												
epilobium												
Erica cinerea L., 1753												
Erica tetralix L., 1753												
Erica scoparia L., 1753												
Frangula alnus Mill., 1768			1			1						
Galium palustre L., 1753												
Hedera helix L., 1753									1			
Hydrocotyle vulgaris L., 1753												
Hypericum elodes L., 1759												3
Hypericum pulchrum L., 1753			1									
Iris pseudacorus L., 1753												
Isolepis setacea (L.) R.Br., 1810												
Juncus acutiflorus Ehrh. ex Hoffm., 1791												
Juncus effusus L., 1753												

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Lonicera periclymenum L., 1753								1				
Lycopus europaeus L., 1753												
Lysimachia vulgaris L., 1753												
Molinia caerulea (L.) Moench, 1794												1
Phalaris arundinacea L., 1753												
Phragmites australis (Cav.) Trin. ex Steud., 1840												1
Pinus pinaster Aiton, 1789							3					
Populus tremula L., 1753								1				
Pseudarrhenatherum longifolium (Thore) Rouy, 1922			1									
Pteridium aquilinum (L.) Kuhn, 1879			3			2			2			
Quercus pyrenaica Willd., 1805		1										
Quercus robur L., 1753												
Ranunculus flammula L., 1753												
Salix atrocinerea Brot., 1804						1						
Teucrium scorodonia L., 1753			1									
Ulex europaeus L., 1753			1			1		1				
Ulex minor Roth, 1797												
Veronica scutellata L., 1753												

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6.2. Annexe 2 : Plan de gestion de la compensation zone humide (Envolis, 2020)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

PLAN DE GESTION ZONE HUMIDE

Mesures compensatoires proposées



Département de la Gironde (33)

Maître d'ouvrage : FRANCELOT

Commune : BIGANOS

Aménagement d'un lotissement « l'Airial du Delta »

Décembre 2020



EnVolis
Ingénierie - Environnement

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

SOMMAIRE

I. Introduction et presentation du projet 6
1. Description et caractéristiques des zones humides impactées sur le site du projet 7
2. Flore 11
3. Faune 11
4. Choix du site de compensation 14
I. Contexte général du site de compensation 17
1. Situation cadastrale 17
2. Zonage du PLU 17
3. Contexte topographique 18
4. Contexte géologique 19
5. Contexte hydrographique 20
6. Zones humides 21
7. Contexte écologique 25
II. Diagnostic de la zone De compensation 27
1. Habitats naturels et flore 27
2. Faune du terrain de compensation 30
3. Analyse des sols du terrain de compensation 31
4. Analyse du caractère humide du terrain de compensation 32
5. Evaluation générale des fonctionnalités zones humides du site du projet et du site de compensation 33
III. Objectifs de la compensation 37
1. Objectifs du plan de gestion 37
2. Opérations de gestion 37
3. Détails des opérations 38
IV. Actions à mettre en place 41
FICHE ACTION I 42
FICHE ACTION II 44
FICHE ACTION III 46
FICHE ACTION VI 48
FICHE ACTION VII 49

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

V. Evaluation : programme de suivi élaboré et mis en place afin d'assurer le suivi du site de compensation 50
1. Suivi écologique et piézométrique avec rapport annuel 50
2. Analyse des progrès effectués 50
3. Bilan des inventaires 50
FICHE ACTION VIII 51
FICHE ACTION IX 52
FICHE ACTION X 53
FICHE ACTION XI 54
FICHE ACTION XII 55
VI. Synthèse du plan de gestion 56
ANNEXES 57
Annexe 1 : Courrier du maire de BIGANOS relatif au terrain compensatoire 57
Annexe 2 : Profils de sol des sondages - ENVOLIS 57

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FIGURES

Figure 1 : Processus simplifié d'un plan de gestion....7

Figure 2 : Cartographie des habitats naturels du site du projet (Source : SIMETHIS, 2020) 9

Figure 3 : Cartographie des zones humides impactées sur le site du projet de lotissement (Source : ENVOLIS, 2019) 10

Figure 4 : Localisation des périmètre projet et de compensation zones humides 15

Figure 5 : Extrait du zonage du PLU localisant le site de compensation en zones UY et NS (Source : PLU de BIGANOS) 18

Figure 6 : Contexte topographique (Source : IGN) 19

Figure 7 : Extrait de la carte géologique des sites projet et compensatoire à 1/50 000 - BRGM (Source : Infoterre) 19

Figure 8 : Contexte hydrographique du site de compensation (Source : ENVOLIS) 20

Figure 9 : Sous-secteur hydrographique concerné (Source : ENVOLIS) 20

Figure 10 : Cartographie des zones humides d'importance majeure en France (source : ONZH) 21

Figure 11 : ZHIM à proximité du site (Source : SIGORE Aquitaine) 21

Figure 12 : Localisation du site de compensation par rapport aux zones humides recensées dans le cadre du SDAGE Adour-Garonne (Source : SIEAG) 22

Figure 13 : Localisation du site de compensation par rapport aux milieux humides du bassin Adour-Garonne recensés avant 2007 (Source : SIEAG) 23

Figure 14 : Zones humides du SAGE " Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés » 24

Figure 15 : Cartographie des habitats de la zone de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis) 27

Figure 16 : Cartographie des habitats de la zone de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis) 28

Figure 17 : Localisation des sondages de sol 32

TABLEAUX

Tableau 1 : Habitats naturels sur le site du projet (Source : SIMETHIS) 7

Tableau 2 : Avifaune nicheuse recensée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 11

Tableau 3 : Avifaune hivernante recensée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 12

Tableau 4 : Espèces des mammifères terrestres contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 12

Tableau 5 : Espèces des chiroptères contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 13

Tableau 6 : Espèce d'odonate contactée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 13

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 7 : Espèces de rhopalocère contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS) 14

Tableau 8 : Situation cadastrale du site de compensation 17

Tableau 9 : Caractéristiques des milieux naturels remarquables présents au niveau du périmètre de compensation (Source : DREAL Nouvelle Aquitaine) 25

Tableau 10 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis) 27

Tableau 11 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis) 28

Tableau 12 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2020 (Sources : Simethis et Envolis) 28

Tableau 13 : Faune patrimoniale recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis) 30

Tableau 14 : Faune recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis) 30

Tableau 15 : Faune recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en décembre 2020 (Source : Envolis) 31

Tableau 16 : Bilan des sondages de sol (Source : Envolis) 31

Tableau 17 : Indicateurs de la pertinence de l'action écologique de restauration 34

Tableau 18 : Evaluation simplifiée des fonctionnalités des zones humides du site impacté et du site de compensation (état initial) 36

Tableau 19 : Objectifs généraux du plan de gestion et actions à mener sur le site de compensation zones humides 38

Tableau 20 : Tableau de synthèse du plan de gestion 56

PLANCHES

Planche 1 : Milieux naturels remarquables 26

Planche 2 : Cartographie des habitats naturels 29

Planche 3 : Synthèse des objectifs de gestion 40

ANNEXES

Annexe 1 : Courrier du maire de BIGANOS relatif au terrain compensatoire

Annexe 2 : Profils de sol des sondages - ENVOLIS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

I. INTRODUCTION ET PRESENTATION DU PROJET

La **Société FRANCELOT** projette l'aménagement d'un lotissement de 96 logements « L'Airial du delta » au sein de la commune de **BIGANOS**. Le site projet s'étend sur un périmètre d'environ 4,3 ha, au nord-est du centre bourg, dans une dent creuse urbaine. Il est inscrit en zone urbaine de moyenne densité à vocation exclusivement résidentielle et qui concentre des opérations de logements collectifs (zone UCa*) du PLU actuellement en vigueur.

Il est à noter que ce projet a déjà fait l'objet d'études terrains et de dossiers réglementaires en 2015-2016 (diagnostic écologique, expertise zone humide, examen au cas par cas, dossier de déclaration loi sur l'eau, plan de gestion compensatoire des zones humides et dossier dérogatoire au titre des espèces protégées).

Ceux-ci avaient mis en évidence la présence d'une zone humide floristique d'environ 0.18 ha et de plusieurs espèces protégées (Fauvette pitchou, Fadet des Laîches et Damier de la Succise).

Le projet d'aménagement « Airial du delta » avait alors obtenu les arrêtés d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et des espèces protégées en 2016, mais ces derniers sont aujourd'hui caducs (mis en suspend jusqu'à ce jour, indépendamment de la volonté du porteur de projet, à cause de problèmes de servitudes). Par conséquent et conformément aux échanges avec les services de l'état (DDTM Police de l'eau et service patrimoine naturel de la DREAL Nouvelle-Aquitaine), la régularisation du dossier doit se faire par le biais d'un nouveau dépôt.

Ainsi la totalité de l'emprise projet a fait l'objet de nouvelles investigations de terrain afin de mettre à jour les diagnostics établis en 2015. Dans le cadre des investigations environnementales du périmètre d'aménagement, **les sociétés SIMETHIS et ENVOLIS ont confirmé la présence d'une zone humide totale d'une superficie d'environ 1 800 m²** au sein de l'emprise de la zone d'étude, selon les critères floristiques et pédologiques de l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 (modifié le 1er octobre 2009) en application des articles L.214-7-1 et R2111-108 du Code de l'Environnement et de la loi portant création de l'Office français de la biodiversité du 26 juillet 2019.

L'analyse des incidences du projet sur cette zone humide a conduit à la démonstration de la destruction de la totalité de la surface de cette entité. En effet, sa position centrale a rendu impossible son évitement fonctionnel sans compromettre la faisabilité du projet.

La disposition D40 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 indique **qu'une compensation des zones humides détruites à hauteur de 150% de la superficie impactée** devra être mise en place en cas de destruction avérée. Dans le cas présent, la superficie minimale attendue est donc d'environ **2700 m².**

Ici, le plan de gestion détaille les mesures à mettre en œuvre afin de restaurer, de pérenniser et de sanctuariser 17 000 m² de zones humides.

Cette surface, largement supérieure à celle attendue par la disposition D40 du SDAGE, permettra d'assurer la plus-value écologique bénéfique au succès des mesures compensatoires et de restauration.

Le procédé pour l'application de ces mesures est détaillé ci-dessous. L'élaboration d'un plan de gestion et de restauration implique la mise en œuvre de plusieurs étapes qui sont indiquées dans le schéma suivant :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

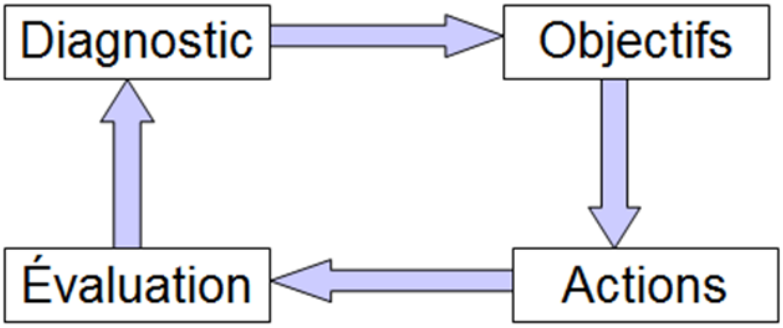


Figure 1 : Processus simplifié d'un plan de gestion

1. Description et caractéristiques des zones humides impactées sur le site du projet

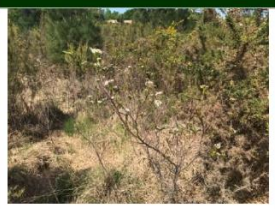
a. *Habitats naturels et zones humides*

Le projet s'étend sur une emprise foncière de près de 43 408 m² au sein de la commune de BIGANOS (33).

Le site du projet a fait l'objet d'investigations faunistiques et floristiques d'avril à novembre 2020, ayant permis de cartographier les habitats naturels ainsi que les espèces présentes.

Ces expertises ont été menées par la société SIMETHIS. Le terrain du projet se décline sous la forme d'habitats diversifiés de nature boisée et semi-ouverte. Le détail des habitats naturels figure au sein du tableau suivant.

Tableau 1 : Habitats naturels sur le site du projet (Source : SIMETHIS)

Formations	Photos	Description
Landes humides pré-forestières Code CB : 31.13 x 31.23 Code Natura 2000 : -		Type : Landes humide à Molinie bleue en voie de fermeture par les espèces préforestières (Ajoncs, Bruyères et Bourdaine) Espèces indicatrices : *Molinia caerula* ZH : Oui Enjeux botaniques : -
Landes sèches pré-forestières Code CB : 42.81 x 31.23 Code Natura 2000 : -		Type : Landes sèches pré-forestières dominée par les bruyères, l'Ajonc d'Europe et la Fougère aigle Espèces indicatrices : *Calluna vulgaris, Ulex europaeus, Erica scoparia, Pinus pinaster,* ZH : Non Enjeux botaniques : -

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

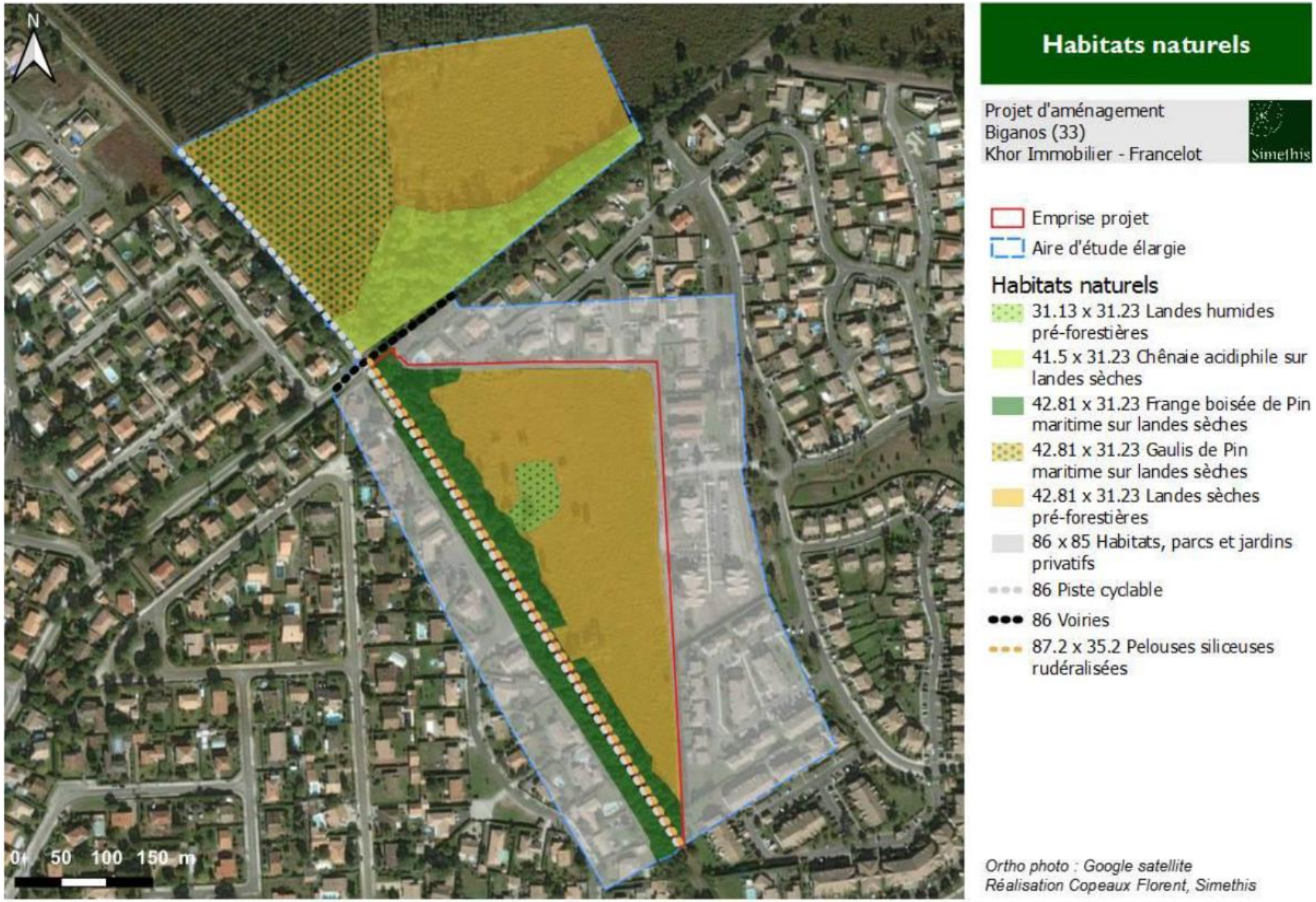
Formations	Photos	Description
Frange boisée de Pin maritime sur landes sèches Code CB : 42.81 x 31.23 Code Natura 2000 : -		**Type :** Frange boisée par le pin maritime présentant un sous-étage de type landes sèches **Espèces indicatrices :** *Ulex europaeus, Erica scoparia, Pinus pinaster,* **ZH :** Non **Enjeux botaniques :** -
Chênaie acidiphiles sur landes sèches Code CB : 41.5 x 31.23 Code Natura 2000 : -	Pas de photographie	**Type :** Boisement acidiphile à Chêne pédonculé sur landes sèches **Espèces indicatrices :** *Quercus robur, Pteridium aquilinium, Ilex aquifolium* **ZH :** Non **Enjeux botaniques :** -
Gaulis de Pin maritime sur landes sèches Code CB : 42.81 x 31.23 Code Natura 2000 : -		**Type :** Pinède de production sur landes sèches **Espèces indicatrices :** *Ulex europaeus, Erica scoparia, Pinus pinaster* **ZH :** Non **Enjeux botaniques :** -

Une cartographie de ces communautés végétales est visible ci-après sur la planche dédiée.

Au total, **5 habitats ont pu être identifiés sur site, dont un habitat de type zone humide** « Landes humides pré-forestières (Code CB : 31.13 x 31.23) » d'après le critère floristique de l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 (modifié le 1er octobre 2009).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Figure 2 : Cartographie des habitats naturels du site du projet (Source : SIMETHIS, 2020)



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

b. *Incidences sur les zones humides*

La création des bâtiments d'habitations implique la réalisation de surfaces imperméabilisées qui altèrent de manière directe et irréversible les habitats naturels situés au droit de ces surfaces. La zone humide située au sein du projet est donc impactée par l'aménagement.

La figure suivante illustre l'emplacement de la zone humide dans le plan de masse du projet. Sa position centrale et déconnectée de toute mosaïque d'habitats naturels rend son évitement fonctionnel impossible, sans compromettre la faisabilité globale du projet.



Figure 3 : Cartographie des zones humides impactées sur le site du projet de lotissement (Source : ENVOLIS, 2019)

Le projet entraîne donc la destruction d'environ **1 800 m² de zones humides.**

La dette de compensation implique ainsi une **lande humide pré-forestière qui correspond à une lande humide à Molinie bleue (Code CB : 31.13) dégradée par un cortège d'espèces arbustives de nature forestière (Code CB : 31.23).**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2. Flore

❖ Flore patrimoniale

Aucune espèce végétale n'a été recensée dans l'emprise projet lors des investigations de terrain.

❖ Plantes exotiques envahissantes

Une espèce floristique exotique envahissante émergente a été retrouvée en plusieurs foyers de taille réduite dans l'emprise projet, l'Aronie à feuilles d'Arbousier (*Aronia arbutifolia*).

3. Faune

Les investigations de terrain recensant la faune du site du projet sont synthétisées dans les tableaux ci-dessous (Voir le diagnostic écologique pour plus de détails).

❖ Avifaune nicheuse

Tableau 2 : Avifaune nicheuse recensée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale			Rareté au niveau local		Statut biologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées en France	Directive Oiseaux (Annexe)	Protection Nationale	Déterminante ZNIEFFs (ex Nouvelle-Aquitaine)	Rareté Régionale	Périmètre projet en 2020
Cortège du milieu landicole - pré-forestier							
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Fauvette pitchou	***Sylvia undata***	**EN**	**I**	**Article 3**	-	**PCL**	**NN**
Merle noir	*Turdus merula*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	NP
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Verdier d'Europe	*Carduelis chloris*	LC	-	Article 3	-	C	NN
Cortège du milieu forestier							
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	NN
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	LC	-	**Article 3**	-	TC	NP
Mésange charbonnière	*Parus major*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Mésange huppée	*Lophophanes cristatus*	LC	-	Article 3		PCL	NN
Milan noir	***Milvus migrans***	**LC**	**I**	**Article 3**	-	TC	**NN (en vol)**
Pie bavarde	*Pica pica*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	NN
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	NN
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapillus*	LC	-	Article 3	-	C	NP dans pinède
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	LC	-	Article 3	-	TC	NP
Cortège du milieu anthropique (bâti, gouttière, toiture…)							
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	NN
Hirondelle rustique	***Hirundo rustica***	**NT**	-	**Article 3**	-	**TC**	**NN (en vol)**
Martinet noir	***Apus apus***	**NT**	-	**Article 3**	-	**TC**	**NN (en vol)**
Moineau domestique	*Passer domesticus*	LC	-	Article 3	-	TC	NN
Rougequeue noir	*Phoenicurus ochruros*	LC	-	Article 3	-	TC	NN

*En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial : espèces d'intérêt communautaire / espèces protégées au niveau national et dont le statut de conservation est défavorable d'après la liste rouge nationale, (UICN France, 2016) : statut "Quasi menacée", "Vulnérable ", "En danger", etc.
Liste rouge : LC: Préoccupation mineure ; NT: Quasi menacée ; Vu: Vulnérable ; EN: En danger ; CR: En danger critique ; RE : Disparue de métropole ; NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation) ; DD: Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes),
Rareté régionale : TR: Très rare ; R: Rare ; PCL: Peu commun ou localisé ; C: Commun ; TC: Très commun.
Statut nicheur : NN = non nicheur ; NP = nicheur possible (mâle chanteur présent en période de nidification), NPr = nicheur probable (couple présent en période de nidification)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

❖ Avifaune hivernante

Tableau 3 : Avifaune hivernante recensée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale			Rareté au niveau local		Statut biologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées en France	Directive Oiseaux (Annexe)	Protection Nationale	Déterminante ZNIEFFs (Région Nouvelle-Aquitaine)	Rareté Régionale	Périmètre projet en 2020
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	H
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Fauvette pitchou	***Sylvia undata***	**EN**	**I**	**Article 3**	-	**PCL**	**H**
Merle noir	*Turdus merula*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	H
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Mésange charbonnière	*Parus major*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Moineau domestique	*Passer domesticus*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Pie bavarde	*Pica pica*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	H
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	H
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	LC	-	Article 3	-	TC	H
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	LC	-	Espèce chassable	-	TC	H

Rareté régionale : TR: Très rare ; R: Rare ; PCL: Peu commun ou localisé ; C: Commun ; TC: Très commun.
Statut biologique : H = hivernant

❖ Mammifères

Tableau 4 : Espèces des mammifères terrestres contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale						Rareté au niveau locale		
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées au niveau mondial (UICN)	Liste rouge des espèces menacées au niveau européen (UICN)	Liste rouge des espèces menacées au niveau nationale (UICN)	Directive Habitats (Annexe)	Protection Nationale	Espèce chassable	Rareté régionale	Déterminante ZNIEFF Nouvelle-Aquitaine	Statut biologique sur l'aire d'étude
Écureuil roux	Sciurus vulgaris	LC	LC	LC	-	article 2	-	C	oui	Présence d'habitats favorables à l'ensemble du cycle de vie
Lapin de garenne	*Oryctolagus cuniculus*	NT	NT	NT	-	-	oui	TC	-	
Chevreuil européen	Capreolus capreolus	LC	LC	LC	-	-	oui	TC	-	

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial** : espèces protégées au niveau national
Liste rouge : LC: Préoccupation mineure ; NT: Quasi menacée ; Vu: Vulnérable ; EN: En danger ; CR: En danger critique ; RE : Disparue de métropole ; NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation) ; DD: Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes),
Rareté régionale : TR: Très rare ; R: Rare ; PCL: Peu commun ou localisé ; C: Commun ; TC: Très commun.
Protection nationale : Article 2 et 3 : Espèce dont les individus, quelle que soit leur forme, et leur habitats sont strictement protégés

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 5 : Espèces des chiroptères contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale				Rareté au niveau local	Statut biologique	
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées au niveau national	Liste rouge des espèces menacées en Nouvelle-Aquitaine	Directive Habitats (Annexe)	Protection Nationale	Déterminante ZNIEFF Aquitaine	Type de contact / Comportement	Potentialité de gîte
							Emprise projet	
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	LC	LC	II, IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Grande noctule	***Nyctalus lasiopterus***	VU	VU	IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	LC	LC	II, IV	Article 2	Oui	Transit/ chasse	Non
Murin de Daubenton	*Myotis daubentonii*	LC	LC	IV	Article 2	-	Transit	Non
Murin de Natterer	***Myotis nattereri***	LC	NT	IV	Article 2	-	Transit/ chasse	Non
Noctule commune	***Nyctalus noctula***	VU	VU	IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Noctule de Leisler	***Nyctalus leisleri***	NT	LC	IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Oreillard gris	*Plecotus austriacus*	LC	LC	IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Pipistrelle commune	***Pipistrellus pipistrellus***	NT	LC	IV	Article 2	-	Transit/ chasse	Non
Pipistrelle de Kuhl	*Pipistrellus kuhlii*	LC	LC	IV	Article 2	-	Transit/ chasse	Non
Sérotine commune	***Eptesicus serotinus***	NT	LC	IV	Article 2	Oui	Transit/ chasse	Non
Groupe indéterminé ou possible								
Chiroptera sp.							Transit	Non
Myotis sp.	***Myotis sp.***	-	-	-	Article 2	-	Transit	Non
Murin de Bechstein	***Myotis bechsteinii***	NT	NT	II, IV	Article 2	Oui	Transit	Non
Pipistrelle de Nathusius ou Pipistrelle de Kuhl	***Pipistrellus nathusii***	NT	NT	IV	Article 2	Oui	Transit	Non

*En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial : espèces d'intérêt communautaire / espèces protégées au niveau national et dont le statut de conservation est défavorable d'après la liste rouge nationale, (UICN France, 2016) : statut "Quasi menacée", "Vulnérable ", "En danger", etc.

Liste rouge : LC: Préoccupation mineure ; NT: Quasi menacée ; Vu: Vulnérable ; EN: En danger ; CR: En danger critique ; RE : Disparue de métropole ; NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation) ; DD: Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes)

❖ Amphibiens et Reptiles

Aucune espèce d'amphibien n'a été vue et/ou entendue lors des inventaires. Cette absence de données se justifie par une absence totale de milieux attractifs à la reproduction (absence de pièce d'eau temporaire ou permanente). La zone projet ne joue donc aucun rôle fonctionnel pour ce groupe d'espèce.

Concernant les reptiles, une seule espèce a été observée dans l'emprise projet, il s'agit du Lézard des murailles (*Podarcis muralis*). Une espèce anthropophile très abondante et non menacée en Aquitaine faisant toutefois l'objet d'une inscription à l'annexe IV de la directive habitats et d'une protection nationale (Article 2).

❖ Entomofaune

Tableau 6 : Espèce d'odonate contactée au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale			Rareté au niveau local		Statut biologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées au niveau national (UICN)	Directive Habitats (Annexe)	Protection Nationale	Déterminante ZNIEFF Nouvelle-Aquitaine	Rareté régionale	Périmètre projet
Leste brun	*Sympecma fusca*	LC	-	-	-	LC	Alimentation et/ou maturation

***En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial** : espèces protégées au niveau national

Liste rouge : LC: Préoccupation mineure ; NT: Quasi menacée ; Vu: Vulnérable ; EN: En danger ; CR: En danger critique ; RE : Disparue de métropole ; NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation) ; DD: Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes),

Rareté régionale : TR: Très rare ; R: Rare ; PCL: Peu commun ou localisé ; C: Commun ; TC: Très commun.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 7 : Espèces de rhopalocère contactées au cours des investigations de terrain (Source : SIMETHIS)

Espèces		Valeur patrimoniale			Rareté au niveau local		Statut biologique
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge des espèces menacées au niveau national (UICN)	Directive Habitats (Annexe)	Protection Nationale	Déterminante ZNIEFF Nouvelle-Aquitaine	Rareté régionale	Périmètre projet
Argus vert	*Callophrys rubi*	LC	-	-	-	LC	Alimentation et reproduction
Azuré commun	*Polyommatus icarus*	LC	-	-	-	LC	
Citron	*Gonepteryx rhamni*	LC	-	-	-	LC	
Cuivré commun	*Lycaena phlaeas*	LC	-	-	-	LC	
Damier de la succise	***Euphydryas aurinia***	LC	II	article 3	Oui	LC	
Flambé	*Iphiclides podalirius*	LC	-	-	-	LC	
Piéride du chou	*Pieris brassicae*	LC	-	-	-	LC	
Tircis	*Pararge aegeria*	LC	-	-	-	LC	
Vulcain	*Vanessa atalanta*	LC	-	-	-	LC	

*En gras : les espèces à fort intérêt patrimonial : espèces protégées au niveau national

Liste rouge : LC: Préoccupation mineure ; NT: Quasi menacée ; Vu: Vulnérable ; EN: En danger ; CR: En danger critique ; RE : Disparue de métropole ; NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation) ; DD: Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes),

Rareté régionale : TR: Très rare ; R: Rare ; PCL: Peu commun ou localisé ; C: Commun ; TC: Très commun.

Protection nationale : Article 2 et 3 : Espèce dont les individus, quelle que soit leur forme, et leur habitats sont strictement protégés

Directive Habitats : II : Espèce inscrite à l'annexe 2 de la Directive Habitats Faune Flore regroupant les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (ZSC). IV : Espèce inscrite à l'annexe 4 de la Directive Habitats Faune Flore, nécessitant des mesures de protection stricte

4. Choix du site de compensation

La zone humide impactée par le projet sera compensée sur une parcelle située également à BIGANOS, à 1,1 km au Sud-Est de la zone aménagée. Celle-ci se place dans un contexte landicole à proximité de parcelles sylvicoles présentant une flore à gradient d'humidité variable, qui présente des potentialités de restauration écologique.

En effet, le site est présent en partie dans :

- le périmètre d'une **zone humide recensée par l'agence de l'eau Adour-Garonne** (issue d'inventaires antérieurs à 2007)

- le périmètre d'une **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 « Vallée de l'Eyre, de la grande et de la petite Leyre »**

- le périmètre d'une **ZNIEFF de type 1 « Zone inondable de la basse vallée de l'Eyre »**

- le périmètre d'une zone humide prioritaire du SAGE « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés »

Et le site est présent à proximité immédiate :

- d'une Zone Humide d'Importance Majeure (ZHIM) (~20 m)

- d'un site désigné au titre de la Directive « Habitats, Faune, Flore » du réseau Natura 2000 comme une Zone Spéciale de Conservation (ZSC), « Vallées de la Grande et de la petite Leyre » (~150 m)

La parcelle se trouve dans une zone dépressionnaire alimentée par la nappe et les ruissellements comme la zone humide projet. Elle est également occupée par les mêmes types d'habitats que ceux retrouvés dans l'emprise projet sous des faciès plus ou moins dégradés. **Elle possède ainsi toutes les caractéristiques permettant la restauration optimale d'une lande humide à Molinie bleue typique semblable et même en meilleur état de conservation que celle impactée par le projet.** Ses particularités sont présentées et détaillées par la suite.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Afin de compenser les 1 800 m² de zones humides détruites sur l'emprise du projet, il s'agira de restaurer et de gérer une parcelle d'une superficie minimum de 2700 m² sur l'emprise du terrain de compensation**.**

Ici, le pétitionnaire s'engage à **restaurer et conserver les zones humides de compensation sur une assiette foncière de 17 000 m². Cette compensation consiste à restaurer des landes à Molinie fonctionnelle sur des patchs dégradés, à supprimer et gérer les dégradations anthropiques diverses auxquelles la parcelle est exposée et à sanctuariser une mosaïque humide d'ores et déjà intéressante écologiquement et fonctionnelle hydrographiquement.** La surface de compensation, supérieure à la surface exigée par le ratio de compensation de 150 %, permettra de disposer d'une emprise foncière supplémentaire à même de faciliter le succès des mesures de gestion, d'apporter une plus-value écologique et de permettre le maintien d'une zone humide cohérente.

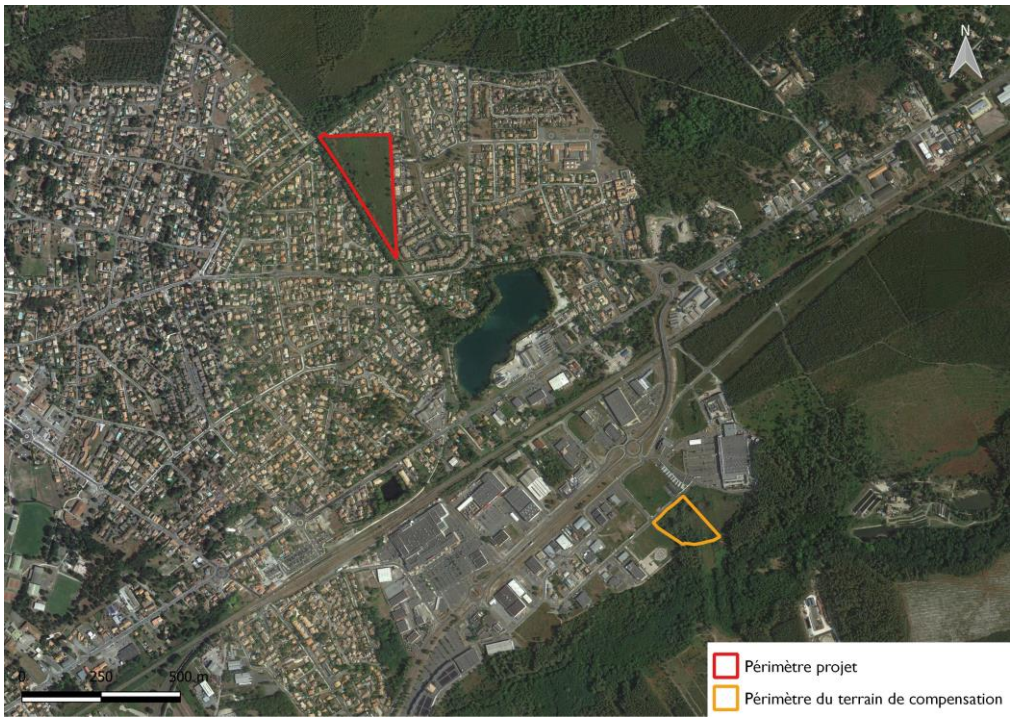
En effet, la restauration écologique des sites naturels se trouve soumise à de nombreux aléas qui viennent conditionner le succès des mesures proposées. Ainsi, il est pertinent de disposer d'une surface de restauration supérieure à la surface exigée au titre de la compensation de la zone humide initialement détruite.

La zone humide restaurée sur le terrain de compensation éligible sera pérennisée via des mesures **d'entretien sur une période de 30 ans à partir du démarrage des travaux de restauration.**

Les 5 premières années, il sera question de restaurer et gérer les parcelles destinées à la compensation avec mise en œuvre des actions indiquées dans ce plan de gestion (actions de remise en état, d'entretien et suivi). Les 25 années suivantes, si les objectifs de la mesure compensatoire sont atteints, un entretien courant sera mené, couplé à un suivi de l'évolution de la zone humide selon un calendrier prédéfini. En cas de divergence avec les objectifs formulés, des actions correctives pourront être entreprises.

La figure suivante illustre la localisation des sites de projet et de compensation.

Figure 4 : Localisation des périmètre projet et de compensation zones humides



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Le contexte des deux sites est similaire. Ils sont tous les deux à proximité immédiate de l'urbanisation et sont occupés par une mosaïque landicole à arborée typique des landes de Gascogne (milieu sylvicole).

Le choix du site s'est porté sur ce terrain de compensation étant donné qu'il possède de nombreux points favorables :

- sa localisation à proximité immédiate du projet ;

- la présence d'habitats hygrophiles dégradés et fonctionnels afin de permettre une sauvegarde globale cohérente et fonctionnelle ;

- sa position au sein d'un réseau connecté de zones humides pré-identifiées (SAGE Leyre et milieux associés et zones humides recensées par l'agence de l'eau) permettant ainsi une restauration pertinente à échelle plus globale.

- sa position au sein et à proximité d'un réseau connecté d'entités à intérêt écologique (ZNIEFF de type 1 et 2 et site Natura 2000). En effet, ce site possède ainsi un intérêt écologique supplémentaire qui est la restauration de continuité écologique avec les milieux humides contigus en bon état de conservation.

- sa facilité d'accès pour réaliser l'entretien ;

- l'appartenance au même système géomorphologique ;

- le potentiel démontré d'accueil du site pour une faune et une flore d'intérêt.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

I. CONTEXTE GENERAL DU SITE DE COMPENSATION

1. Situation cadastrale

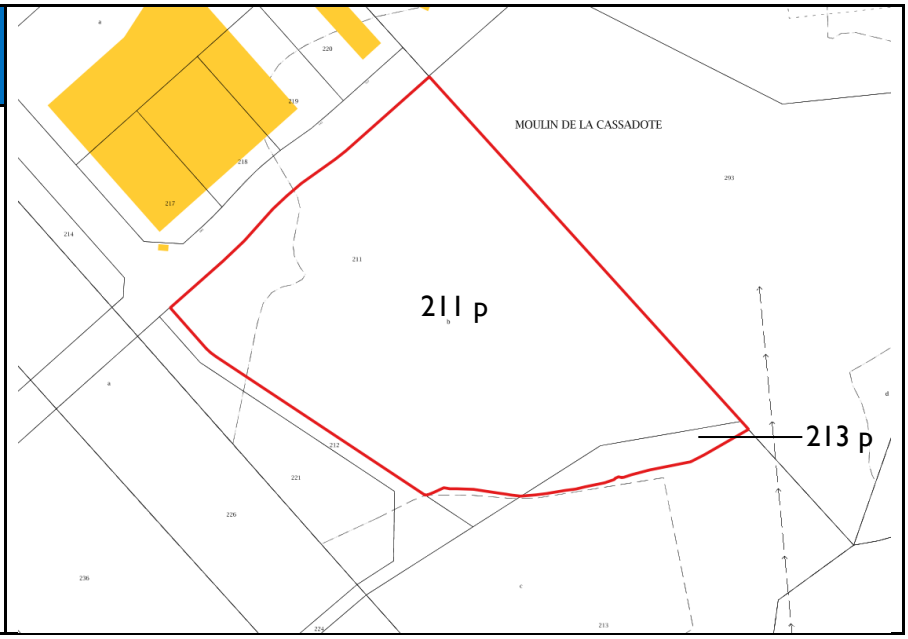
La parcelle où s'établira cette compensation se situe dans la commune de Biganos, à 1,1km au Sud-Est de la zone d'aménagement. Il s'agit des parcelles n°211 en partie et 213 en partie de la section BO, au lieu-dit « Moulin de la Cassadote », d'une superficie de 16 987 m².

Les parcelles cadastrales éligibles à la compensation sont la propriété de la mairie de BIGANOS.

Les références cadastrales des parcelles de compensation éligibles sont listées dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Situation cadastrale du site de compensation

Section	Parcelle	Surface
BO	211p 213p	16 987 m²



2. Zonage du PLU

Le site de compensation est inscrit en partie en zone Naturelle (NS) et en partie en zone urbaine (UY) au PLU de Biganos comme illustré dans l'extrait PLU ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

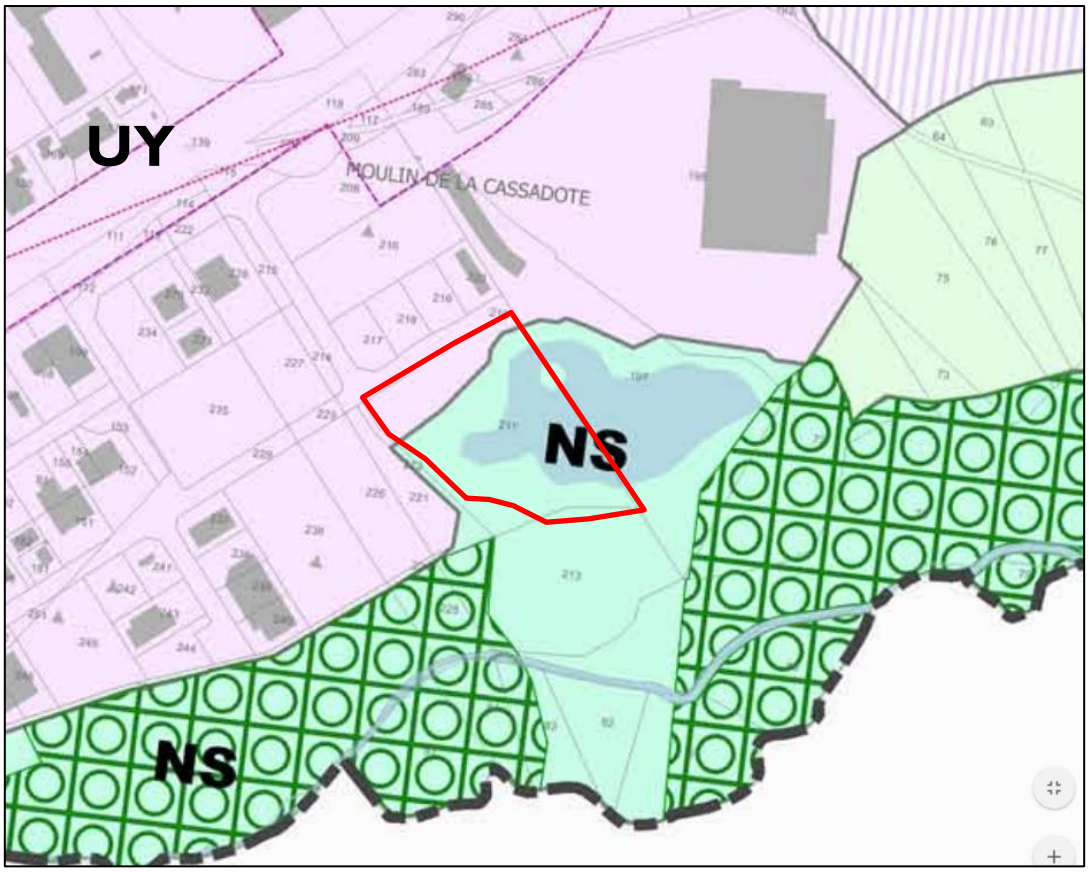


Figure 5 : Extrait du zonage du PLU localisant le site de compensation en zones UY et NS (Source : PLU de BIGANOS)

3. Contexte topographique

Sources : - Carte IGN ©

Le site de compensation s'inscrit dans un contexte topographique global relativement homogène et plat, avec des altitudes comprises entre +14, +13 et +17 mNGF.

Toutefois la micro-topographie à l'échelle du site en lui-même est assez marquée. La zone de compensation forme nettement une zone dépressionnaire entourée en pointillé bleu sur la vue de l'IGN suivante.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

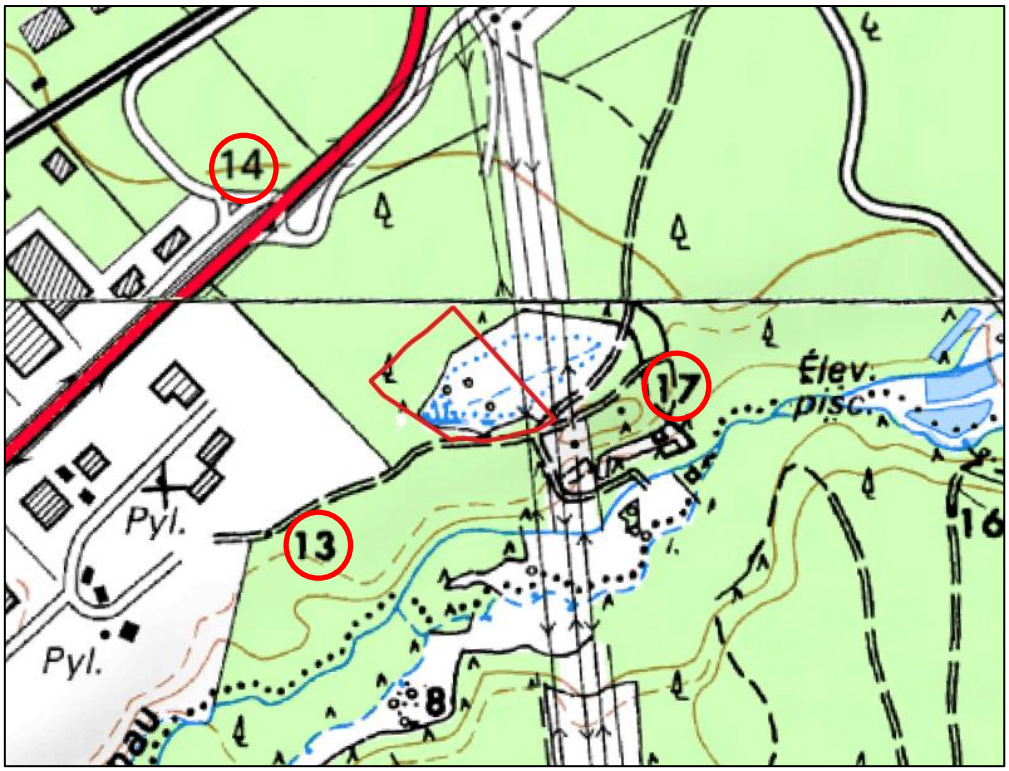


Figure 6 : Contexte topographique (Source : IGN)

4. Contexte géologique

↳ *Source :* *- Carte géologique d'AUDENGE à 1/50 000 n° 826 – Editions du BRGM*
- Site internet Infoterre et BSS

D'après les données de la carte géologique d'AUDENGE, la formation affleurante correspond à la formation d'Onesse (partie supérieure), notée IVb. Elle se présente en majorité sous la forme de graviers arrondis blanchâtres emballés dans des sables fins à grossiers blanc grisâtre, parfois gris-perle ou gris bleuté. Le site de compensation se place ainsi dans le même contexte géologique que le projet.

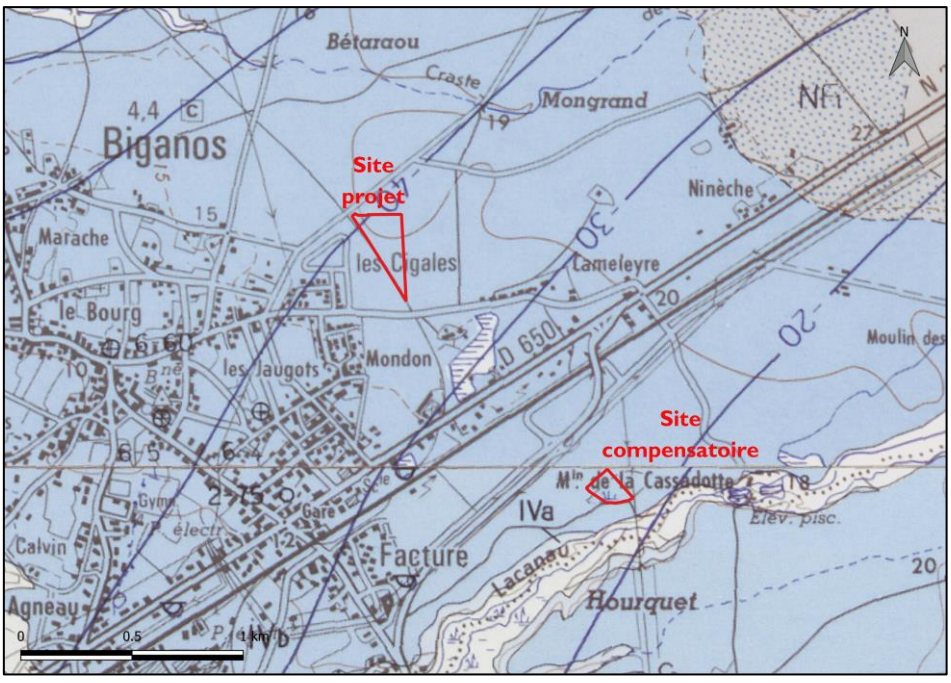


Figure 7 : Extrait de la carte géologique des sites projet et compensatoire à 1/50 000 - BRGM (Source : Infoterre)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5. Contexte hydrographique

Le site de compensation est assez proche (~100 m) d'un cours d'eau, le ruisseau de Lacanau, au Sud.



Figure 8 : Contexte hydrographique du site de compensation (Source : ENVOLIS)

L'exutoire de cette rivière, la Grande Leyre, se situe à 4 km au Nord-Ouest du terrain de compensation. Les sites de compensation et de projet, distants d'environ 1 km, sont compris dans le même sous-secteur hydrographique « La Leyre du confluent de la Petite Leyre au bassin d'Arcachon ».

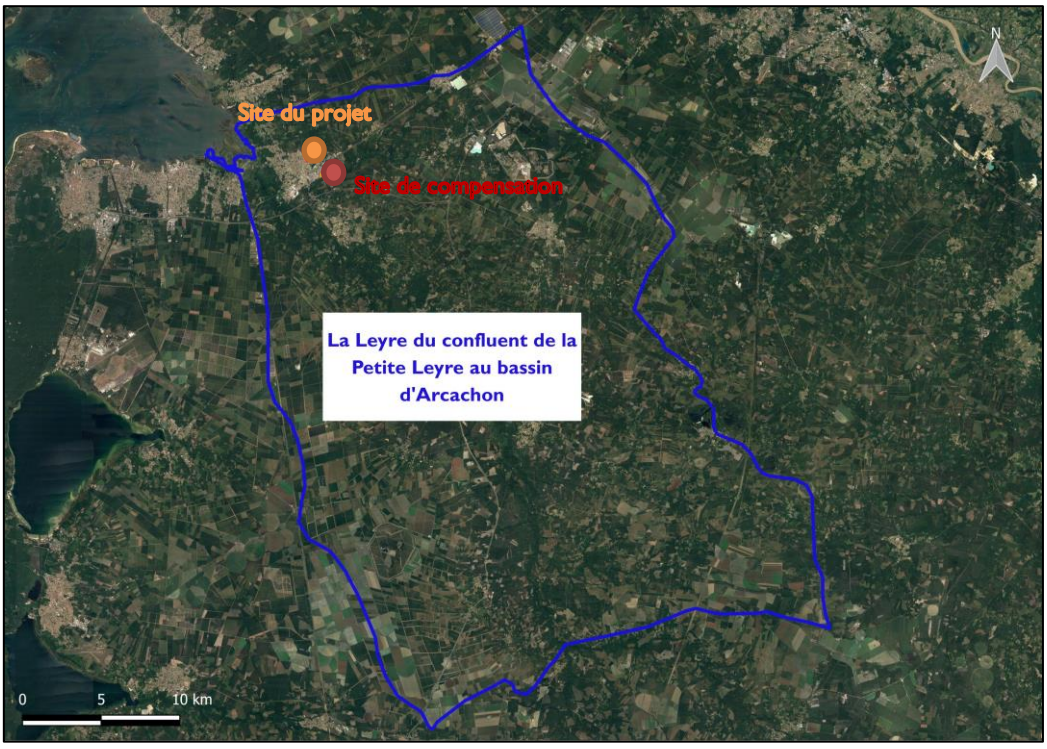


Figure 9 : Sous-secteur hydrographique concerné (Source : ENVOLIS)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6. Zones humides

❖ ZHIM (Zones Humides d'Importance Majeure)

L'Observatoire National des Zones Humides (ONZH), créé en 1995 et animé par le SOeS (Service d'Observation et de Statistiques), a pour vocation de suivre l'évolution de 152 zones humides d'importance majeure du territoire métropolitain. La carte ci-dessous présente les 152 sites d'observation suivis.



Figure 10 : Cartographie des zones humides d'importance majeure en France (source : ONZH)

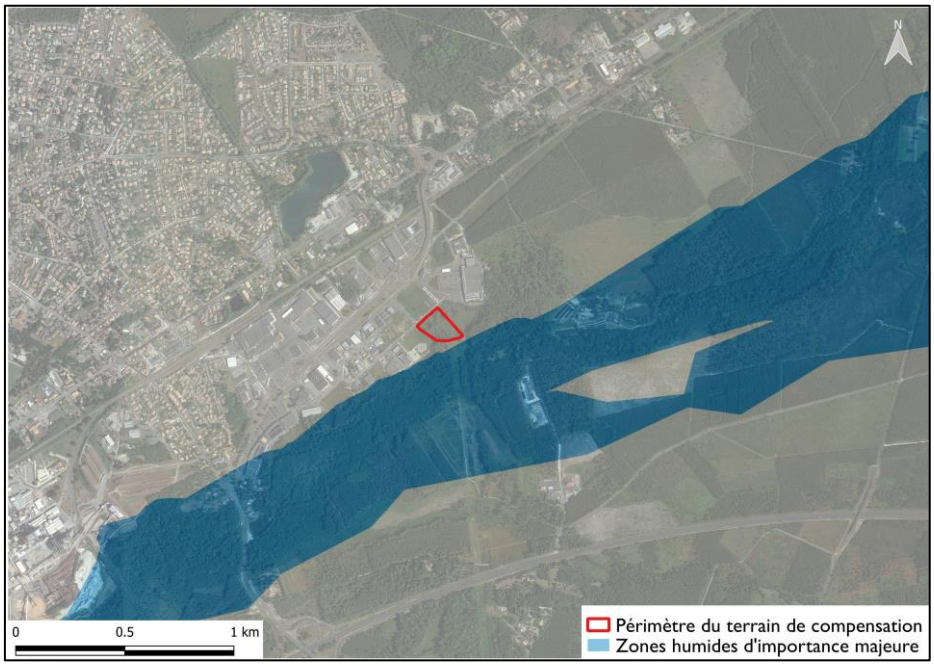


Figure 11 : ZHIM à proximité du site (Source : SIGORE Aquitaine)

Le site de compensation choisi ne fait pas partie intégrante d'une zone humide d'importance majeure, il en est toutefois particulièrement proche (~20 m).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

❖ **SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne 2016-2021**

Le **SDAGE « Adour-Garonne 2016 – 2021 »**, approuvé le 1er décembre 2015, vise entre autres à **préserver et restaurer les zones humides** sur le bassin Adour-Garonne.

Dans le cadre de l'**orientation D38** (cartographier les zones humides), une cartographie indicative des zones humides élémentaires du bassin Adour-Garonne a été réalisée.

Ces zones humides dites « élémentaires » caractérisent les terrains potentiellement hygrophiles du périmètre du SDAGE Adour-Garonne, et se situent généralement à proximité des grands cours d'eau et autres chevelus hydrographiques d'importance.

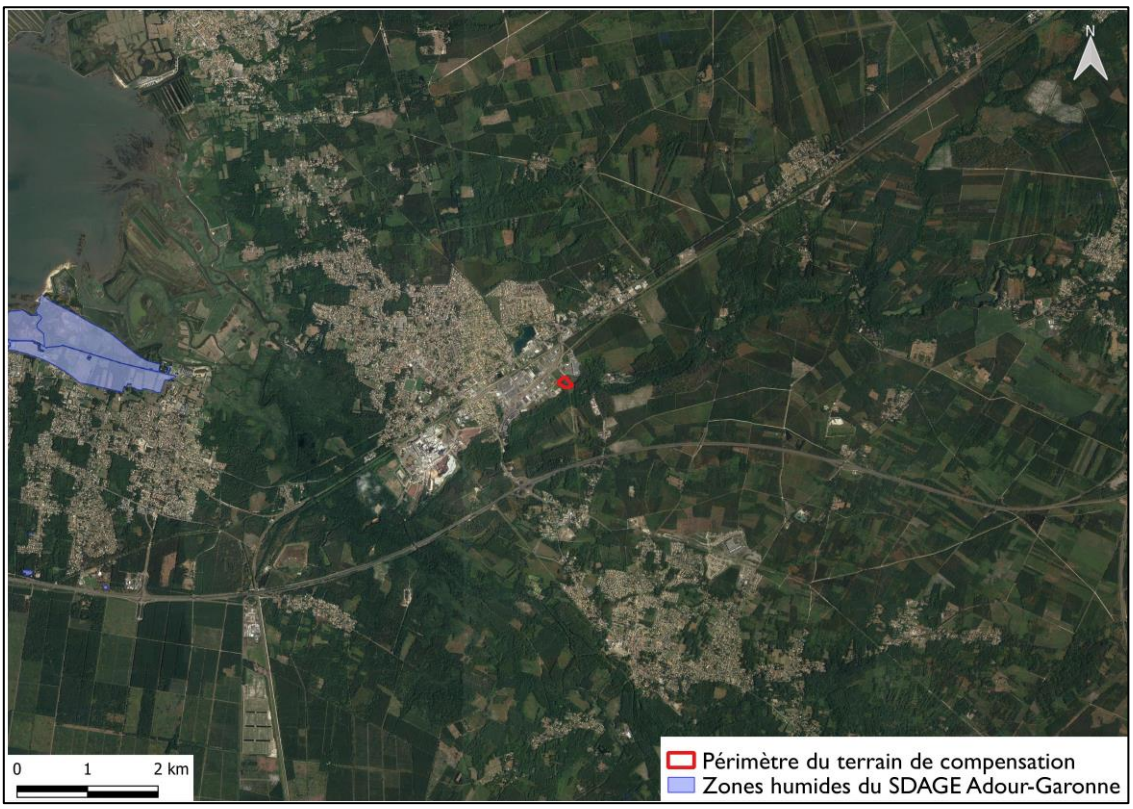


Figure 12 : Localisation du site de compensation par rapport aux zones humides recensées dans le cadre du SDAGE Adour-Garonne (Source : SIEAG)

Le site de compensation choisi n'est pas concerné par une zone humide élémentaire définie dans le cadre du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021.

Toutefois, une couche SIG produite par l'Agence de l'eau Adour-Garonne concerne les zones humides relevées avant 2007. La figure suivante localise le périmètre du terrain de compensation vis-à-vis de ces zones humides.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

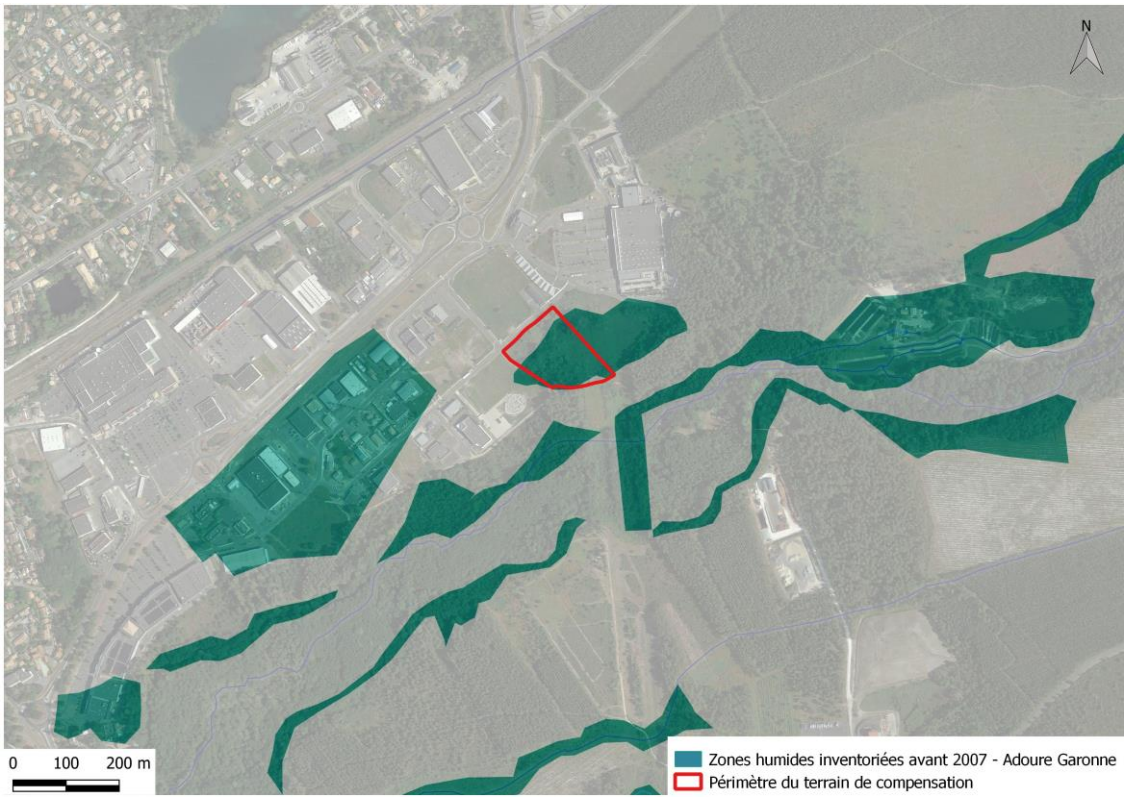


Figure 13 : Localisation du site de compensation par rapport aux milieux humides du bassin Adour-Garonne recensés avant 2007 (Source : SIEAG)

Le site de compensation choisi est compris dans une zone humide recensée par l'Agence de l'eau Adour-Garonne avant 2007.

❖ SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

La commune de BIGANOS est concernée par le SAGE « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés », actuellement mis en œuvre, dont le périmètre a été fixé par l'arrêté du 13 juillet 2001 modifié par l'arrêté du 9 décembre 2013. Ce SAGE a également été approuvé par arrêté préfectoral en date du 13 février 2013.

Une cartographie des zones humides prioritaires est consultable au sein d'un « Atlas des zones humides prioritaires du bassin de la Leyre et des bassins versants côtiers » mis à jour lors de la première révision du SAGE du 13 février 2013.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

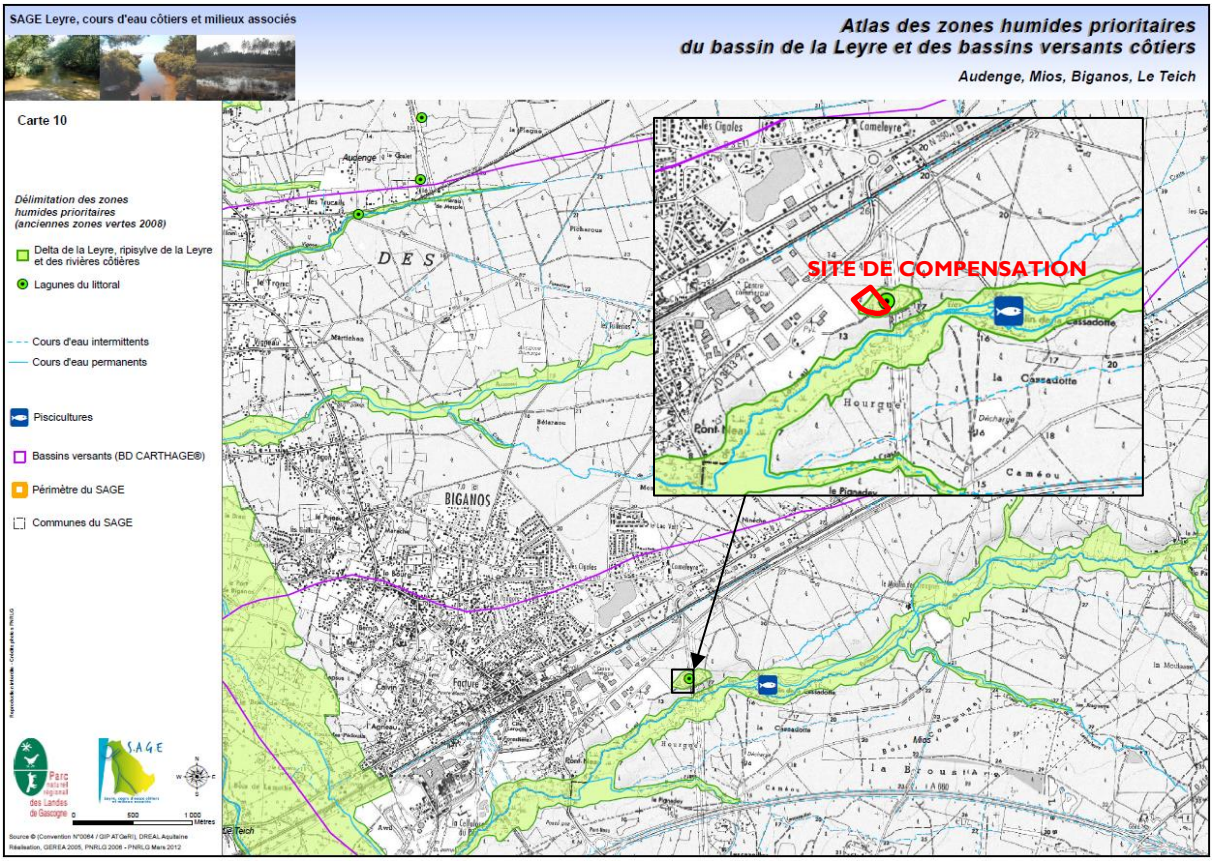


Figure 14 : Zones humides du SAGE " Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés »

Il fixe quatre enjeux emblématiques :

- Améliorer la qualité des eaux superficielles dans l'objectif d'atteinte et de conservation du bon état des eaux.
- Assurer une gestion hydraulique satisfaisante pour les milieux aquatiques, les nappes plio-quaternaires et les usages.
- Assurer une gestion raisonnée des réseaux superficiels pour le maintien de l'équilibre biologique et hydromorphologique.
- Préserver et gérer les zones humides du territoire pour renforcer leur rôle fonctionnel et patrimonial.

Le projet d'aménagement est intégré au sein d'un des périmètres des zones humides du SAGE.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

7. Contexte écologique

L'emprise du site de compensation n'est concernée par aucun zonage de type ZICO (Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux) ou Directive oiseaux, ni par des protections patrimoniales telles qu'un APPB (Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope), site inscrit et site classé.

En revanche, le terrain de compensation est inclus en partie **dans une ZNIEFF de type 1, une ZNIEFF de type 2** et se trouve à proximité immédiate d'un site de la directive habitats du réseau natura 2000.

Toutes ces entités sont décrites dans le tableau ci-dessous et localisées sur la planche ci-après.

Tableau 9 : Caractéristiques des milieux naturels remarquables présents au niveau du périmètre de compensation (Source : DREAL Nouvelle Aquitaine)

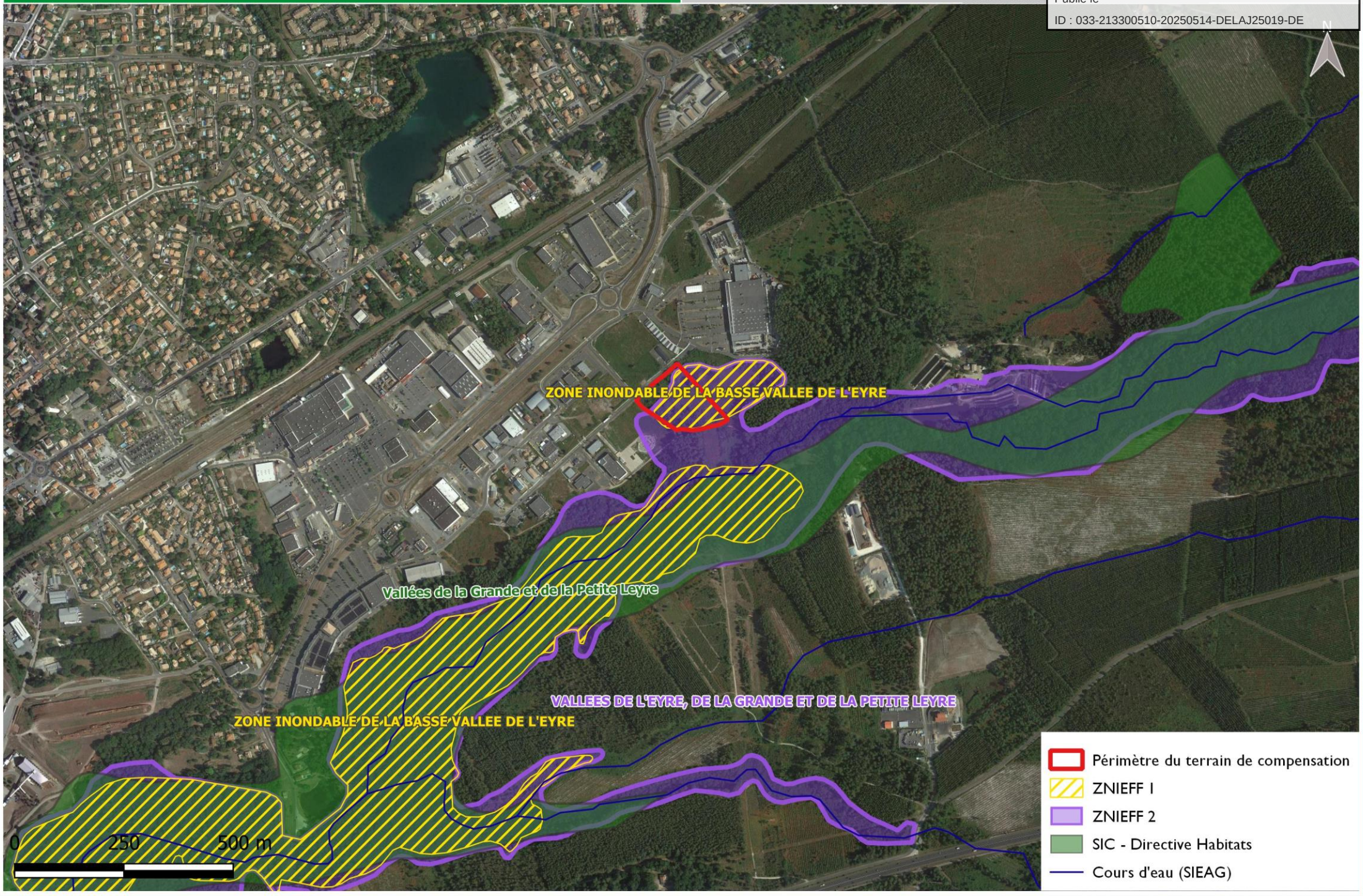
Nom de la zone	Distance au projet	Superficie	Extrait des espèces justifiant le zonage (espèce déterminantes ZNIEFF, d'intérêt communautaire, etc,)
Natura 2000 Directive Habitats *Vallées de la Grande et de la Petite Leyre* **FR7200721**	150 m au Sud	5686 ha	**Entomofaune :** Agrion de Mercure, Lucane Cerf-volant **Poissons :** Lamproie de Planer, Toxostome **Reptiles :** Cistude d'Europe **Mammifères :** Loutre d'Europe, Vison d'Europe **Flore :** Dichélyme étroite
ZNIEFF Type II *Vallées de l'eyre, de la grande et de la petite leyre* **720001994**	Inclus en partie	6529,06 ha	**Amphibiens** : Grenouille rousse **Entomofaune** : Fadet des Laîches, Miroir, Aeschne printanière, Agrion joli, Naïade aux yeux rouges, Leste des bois, Leucorrhine à front blanc, Leucorrhine à gros thorax **Mammifères** : Loutre d'Europe, Vison d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Grand rhinolophe **Oiseaux** : Chouette chevêche **Flore** : Callitriche à crochets, Thorella, Rossolis intermédiaire, Gentiane des marais, Hottonie des marais, Jacinthe sauvage, Narthécie des marais, Polystic à aiguillons **Poissons** : Anguille d'Europe, Brochet, Lamproie de Planer, Vandoise, Lamproie marine, Truite de mer **Reptiles** : Cistude d'Europe, Vipère aspic
ZNIEFF Type I *Zone inondable de la basse vallée de l'Eyre* **720001997**	Inclus en partie	563,35 ha	**Amphibiens** : Rainette verte, Grenouille rousse **Entomofaune** : Fadet des Laîches, Damier de la succise, Aeschne affine, Aeschne printanière, Agrion de mercure, Gomphe semblable **Bryophytes :** *Dichelyma capillaceum* **Mammifères** : Loutre d'Europe **Oiseaux** : Faucon hobereau **Flore** : Petit souchet, Fluteau nageant, Renoncule de Baudot, Romulée bulbodicum, Ruppie maritime, Isoète épineux **Poissons** : Anguille d'Europe, Brochet, Lamproie de Planer, Vandoise, Lamproie marine, Truite de mer **Reptiles** : Cistude d'Europe

Milieux naturels remarquables

Compensation zone humide
Commune de BIGANOS (33)

Source : Google
Auteur : ENVO
Date : 08/12/2020

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

II. DIAGNOSTIC DE LA ZONE DE COMPENSATION

Le site de compensation a fait l'objet d'investigations faunistiques et floristiques à différentes temporalités. En effet, en 2009, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC à proximité, des inventaires ont été réalisés par le parc naturel régional des landes de Gascogne (PNRLG) (dates d'inventaires inconnues) et le bureau d'études Simethis (11 août 2009). Ces inventaires avaient alors classé l'intégralité du site de compensation en zone humide et permis un relevé d'espèces patrimoniales. Suite à cela un inventaire écologique avait été mené le 18 juin 2014 par la société Simethis pour évaluer l'état écologique de la zone suite à l'aménagement de la ZAC. Cet inventaire classait également l'intégralité de l'emprise en zone humide et avait permis un relevé d'espèces patrimoniales. Enfin dans le cadre de ce plan de gestion des inventaires faunistiques, floristiques et pédologiques ont été menés les 01/12/2020 et 08/12/2020 par la société Envolis.

1. Habitats naturels et flore

L'expertise de 2009 a permis le relevé des habitats suivants :

Tableau 10 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis)

Habitats relevés	Code Corine Biotope ou Directive Habitat
Gazon amphibien oligotrophe	DH 3110-1
Lande paratourbeuse	DH 4020-1
Fourré à piment royal sur sphaigne	DH 7110-1*
Bas marais à Schoenus nigricans	CB 54.21
Phragmitaie	CB 53.11

CB = Code Corine biotopes
DH = Code Directive habitats

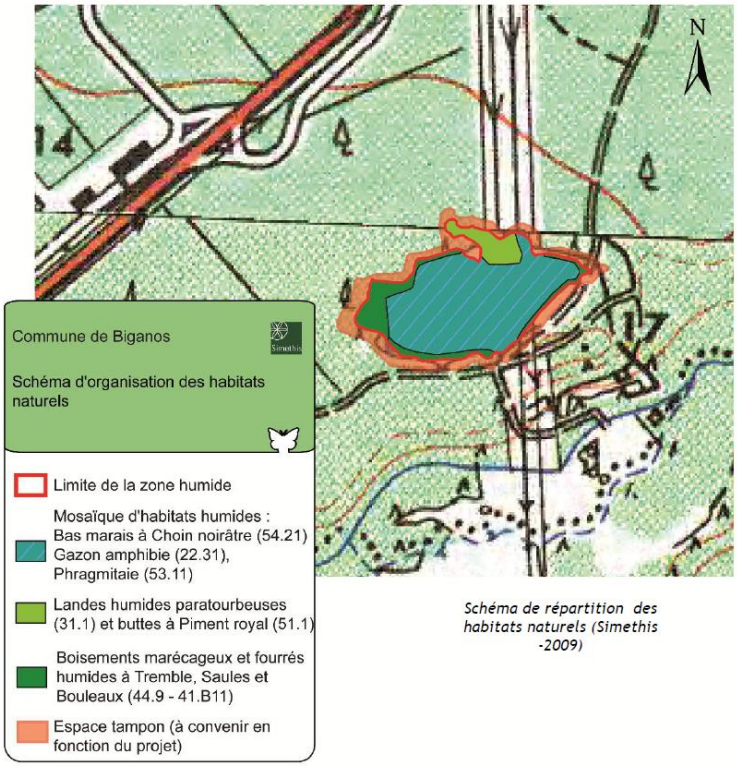


Schéma de répartition des habitats naturels (Simethis -2009)

Figure 15 : Cartographie des habitats de la zone de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

L'expertise de 2014 a permis le relevé des habitats suivants :

Tableau 11 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis)

Nomenclature	Code Corine Biotopes	Caractère humide d'après arrêté du 1er octobre 2009
Végétations flottantes et enracinées partiellement dominées par le Roseau commun	22.31 x 22.41 x 53.111	H
Landes humides paratourbeuses et fourrés à piment royal	31.1 x 44.93	H
Saulaie à Saule roux sur jonchaies hautes à Jonc diffus	44.9 x 53.5	H
Lande humide à Molinie bleue	31.13	H

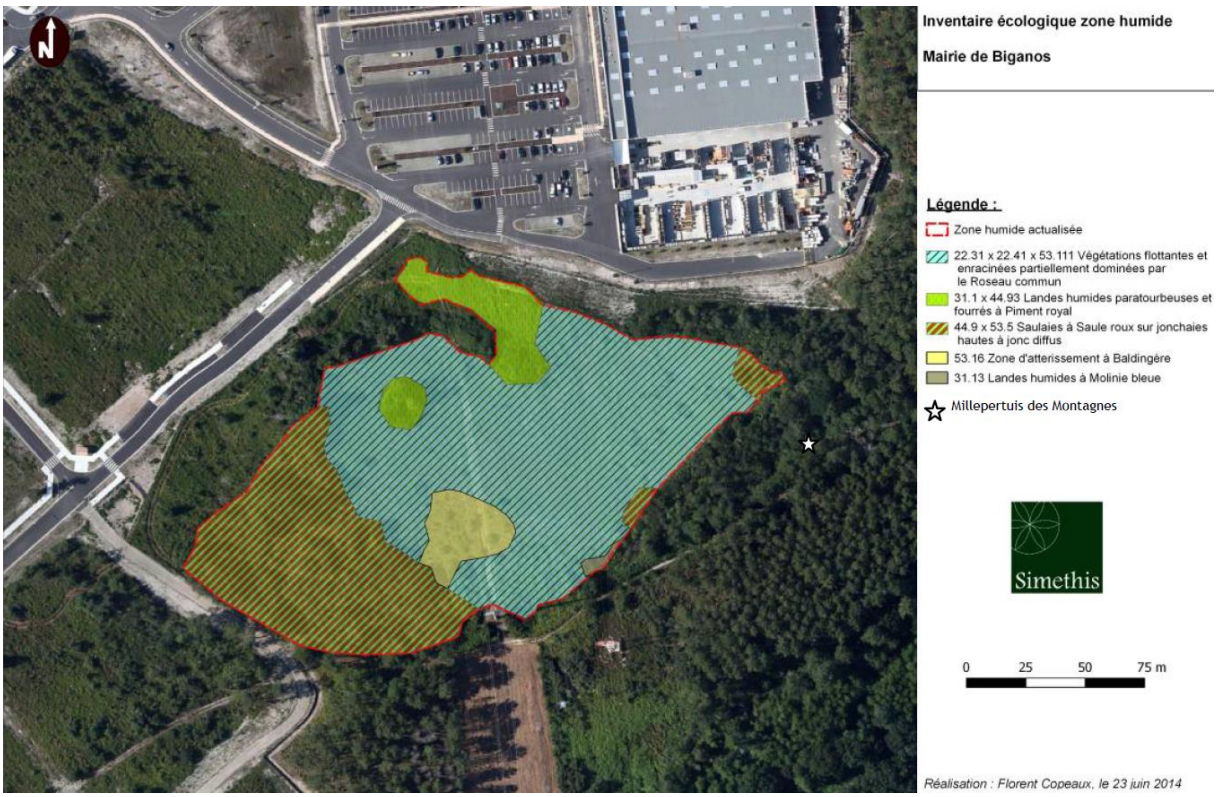


Figure 16 : Cartographie des habitats de la zone de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis)

Enfin l'expertise de 2020 a permis le relevé des habitats suivants :

Tableau 12 : Habitats recensés dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2020 (Sources : Simethis et Envolis)

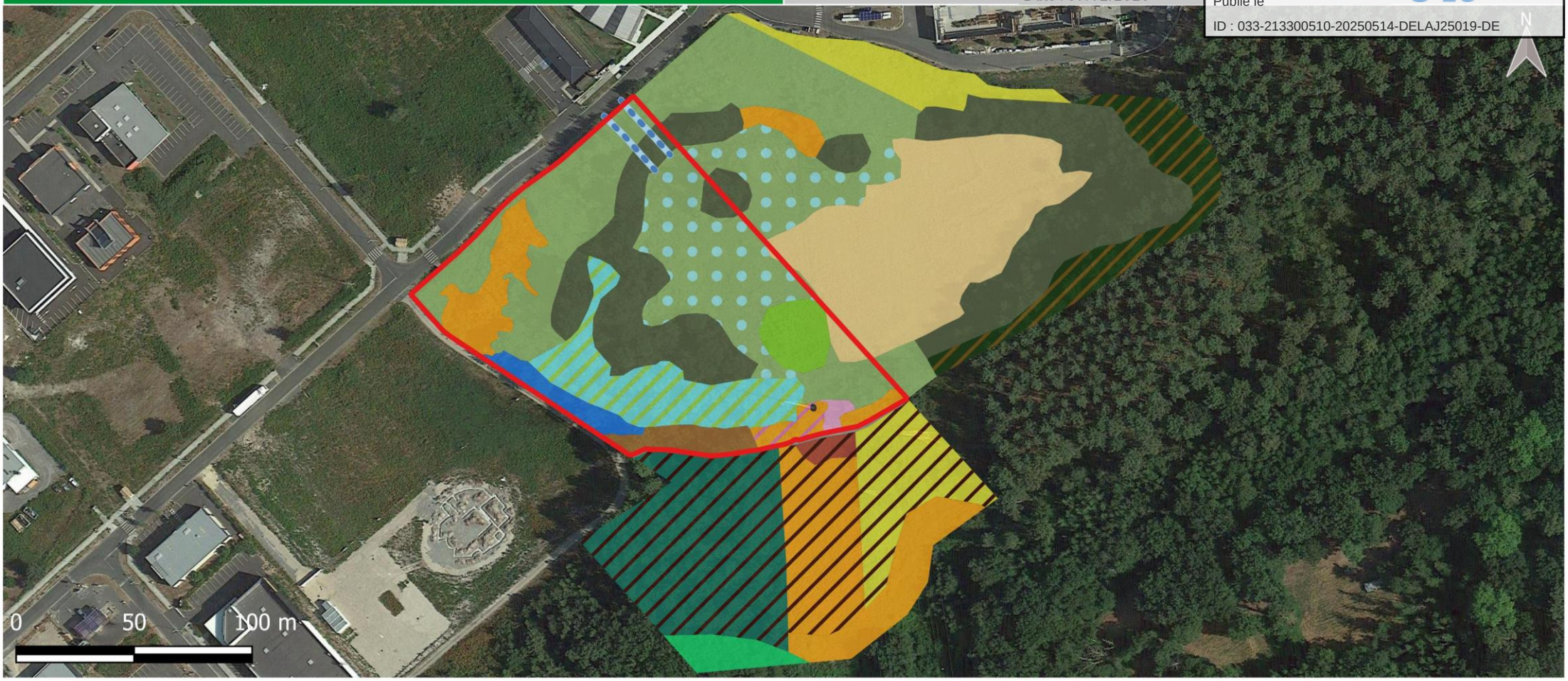
Nomenclature	Code Corine Biotopes	Caractère humide d'après arrêté du 1er octobre 2009
Zone broyée récemment à gazons pionniers et hélophytes	22.31 x 53.14	H
Lande à Fougère aigle	31.861	p
Lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre	31.861 x 87	p
Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre	41.5 x 31.861 x 87	p
Boisement humide de Chêne à Molinie	41.51	H
Saulaie marécageuse	44.92	H
Tourbière desséchée à Molinie bleue et touradons de grandes Laîches	51.2 x 53.211	H
Phragmitaie	53.11	H
Végétation à Baldingère faux-roseau	53.16	H
Zone rudéralisée	87.2	p

Cartographie des habitats

Projet d'aménagement
Commune de BIGANOS (33)

Sources : Google satellite, ENVOLIS et SIMETHIS
Auteur : ENVOLIS
Date : 09/12/2020

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Périmètre du terrain de compensation zone humide

Habitats

- Boisement mixte acidiphile à Pin et Chêne (CB : 43)
- Chênaie acidiphile (CB : 41.5)
- Fourré à Ajonc d'Europe et jeune Chêne (CB : 31.8)
- Fourré à Ajonc d'Europe, jeune Chêne et Fougère aigle (CB : 31.8 x 31.86)
- Fourré à Ajonc d'Europe, jeune Chêne et Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (CB : 31.861 x 87)
- Lande humide à Molinie (CB : 31.13)
- Lande à Ajonc d'Europe (CB : 31.23)
- Lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (CB : 31.861 x 87)
- Landes à Fougère aigle (CB : 31.861)
- Phragmitaies (CB : 53.11)
- Pinède sur lande à chaméphytes (CB : 42.813)
- Piste (CB : 86)
- Ripisylve arborée du Lacanau (CB : 44.33)
- Saulaie marécageuse (CB : 44.92)
- Tourbière desséchée à Molinie bleue et touradons de grandes laîches (CB : 51.2 x 53.211)
- Végétation à Baldingère faux-roseau (CB : 53.16)
- Zone broyée récemment à gazons pionniers et hélophytes (CB : 22.31 x 53.14)
- Zone rudéralisée (CB : 87.2)
- Zone bitumée - Poteau électrique
- Boisement humide de Chêne à Molinie (CB : 41.51)
- Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (CB : 41.5 x 31.861 x 87)
- Fossés temporaires (CB : 89.22)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Concernant la flore patrimoniale, aucune espèce n'a été contactée dans l'emprise de la zone de compensation zone humide en 2009, 2014 et 2020.

2. Faune du terrain de compensation

L'expertise de 2009 a permis le relevé des espèces faunistiques suivantes :

Tableau 13 : Faune patrimoniale recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2009 (Source : Simethis)

Type de donnée	Espèces inventoriées	Statut de protection
Amphibiens d'enjeux patrimoniaux	Rainette verte	DH IV - PN
	Triton marbré	DH IV - PN
	Grenouille agile	DH IV - PN
Lépidoptères d'enjeux patrimoniaux	Miroir	Non protégé
	Fadet des laîches	DH II & IV - PN
	Damier de la succise	DH II - PN
Insectes aquatiques d'enjeux patrimoniaux	Gyrinus natator	Non protégé
	Drymus pumilio	Non protégé

DH IV : Directive Habitat Annexe IV
PN : Protection Nationale

L'expertise de 2014 a permis le relevé des espèces faunistiques suivantes :

Tableau 14 : Faune recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en 2014 (Source : Simethis)

Nom vernaculaire	Nom latin	Valeur patrimoniale				
		LR Europe	LR France	DH	PN	Rareté régionale
Aeshne empereur	*Anax imperator*	LC	LC	-	-	C
Agrion élégant	*Ischnura elegans*	LC	LC	-	-	C
Agrion jouvencelle	*Coenagrion puella*	LC	LC	-	-	C
Cériagrion délicat	*Ceriagrion tenellum*	LC	LC	-	-	C
Crocothémis écarlate	*Crocothemis erythraea*	LC	LC	-	-	C
Leste sp	*Leste sp*	?	?	?	?	?
Libellule à quatre tâches	*Libellula quadrimaculata*	LC	LC	-	-	C

LR : Liste Rouge ; DH : Directive Habitat PN : Protection Nationale ; LC : Préoccupation mineure, C : Commun

Nom vernaculaire	Nom latin	Valeur patrimoniale				
		LR Europe	LR France	DH	PN	Rareté régionale
Citron	*Gonepteryx rhamni*	LC	LC	-	-	TC
Fadet des laîches	*Coenonympha oedippus*	EN	NT	Ann II et IV	Oui	AC
Le miroir	*Heteropterus morpheus*	LC	LC	-	-	C
Souci	*Colias crocea*	LC	LC	-	-	TC

LR : Liste Rouge ; DH : Directive Habitat PN : Protection Nationale ; LC : Préoccupation mineure ; EN : En Danger ; NT : Quasi Menacée ; TC : Très Commun ; C : Commun ; AC : Assez Commun

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

L'expertise de 2020 a permis le relevé des espèces faunistiques suivantes :

Tableau 15 : Faune recensée dans l'emprise du terrain de compensation zone humide en décembre 2020 (Source : Envolis)

Nom commun	Nom latin	Protection nationale	Directive Oiseaux/ Habitats	Liste rouge France	Rareté
Avifaune					
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	Art. 3	/	LC	CC
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	Art. 3	/	LC	CC
Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	Art. 3	Annexe I	VU	C
Mésange bleue	*Parus caeruleus*	Art. 3	/	LC	CC
Mésange charbonnière	*Parus major*	Art. 3	/	LC	CC
Pipit des arbres	*Anthus trivialis*	Art. 3	/	LC	CC
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	Art. 3	/	LC	CC
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	Art. 3	/	LC	CC
Amphibiens					
Grenouille agile	*Rana damaltina*	Art. 2	Annexe IV	LC	CC

3. Analyse des sols du terrain de compensation

Au sein de l'emprise du site de compensation zone humide, 4 sondages de sol ont été réalisés permettant de caractériser la nature des sols des habitats non humides floristiquement pour lesquels des actions de restauration sont à engager.

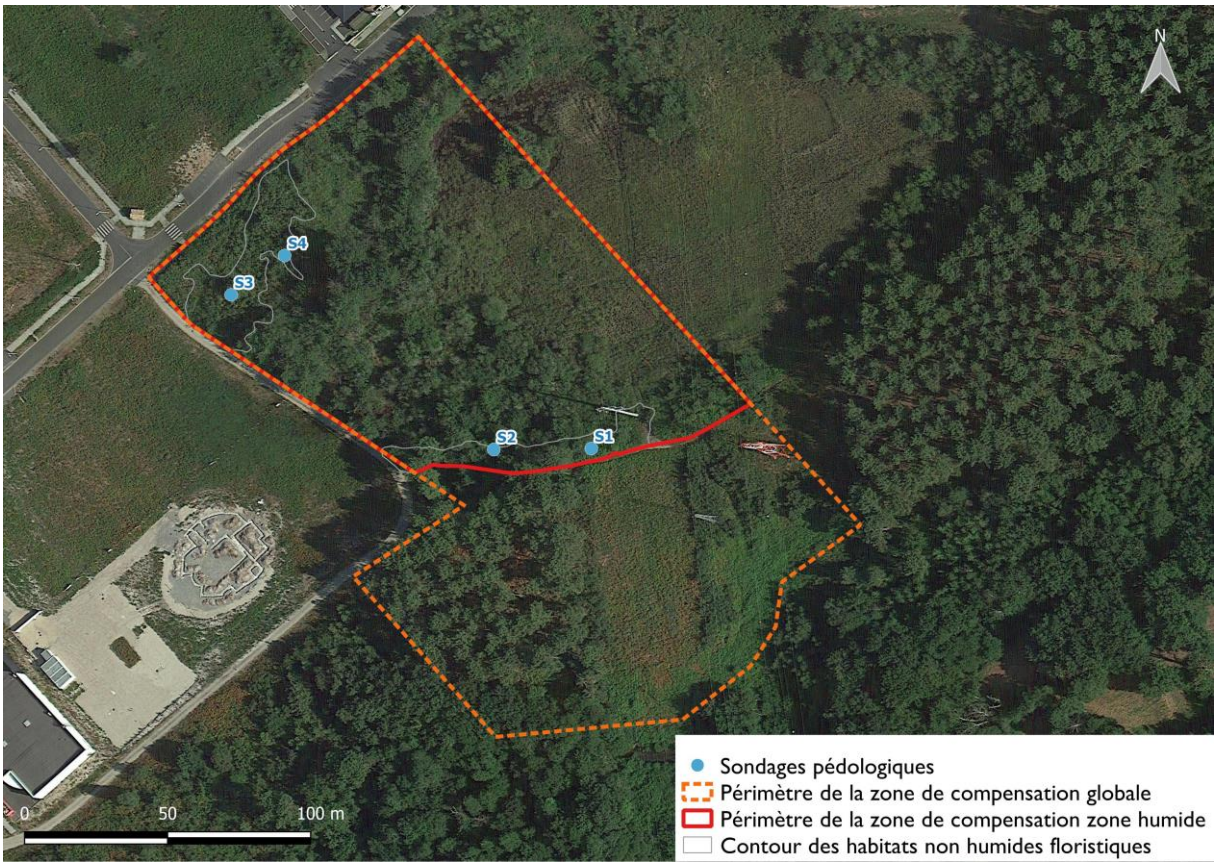
Il s'agit ainsi de sols sableux présentant d'épais horizons histiques (tourbe) de 0 à 0,50 m, caractéristique déterminante d'un sol humide. Le tableau suivant permet de récapituler la présence/absence de traits et horizons, et la figure permet de localiser l'emplacement des sondages.

Tableau 16 : Bilan des sondages de sol (Source : Envolis)

Sondage	Traits réductiques <0,5m	Traits réductiques 0,8 - 1,2m	Traits rédoxiques <0,25m	Traits rédoxiques <0,50m	Horizon histique 0 - 0,50m	Nappe	Zone Humide
S1	oui	oui	non	non	oui	0,40 m/TN	oui
S2	non	non	non	non	oui	0,20 m/TN	oui
S3	non	non	non	non	oui	0,40 m/TN	oui
S4	non	non	non	non	oui	0,40 m/TN	oui

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Figure 17 : Localisation des sondages de sol



4. Analyse du caractère humide du terrain de compensation

Les habitats recensés au droit de l'emprise du site de compensation proposé correspondent pour une majorité à des **milieux caractéristiques de zones humides**.

Seuls 4 habitats ne permettent pas de statuer sur leur caractère humide au vu de la végétation, il s'agit de :

- La lande à Fougère aigle (Code CB : 31.861)

- La lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (Code CB : 31.861 x 87)

- La zone rudéralisée (Code CB : 87)

- La chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre (Code CB : 41.5 x 31.861 x 87).

Ainsi des sondages pédologiques ont été réalisés afin de caractériser la nature des sols. Il s'avère que l'ensemble des sondages pédologiques menés révèle des sols de type humide d'après la réglementation en vigueur.

Le terrain de compensation proposé correspond donc à **une zone humide sur 17 000 m²** d'après l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, par la décision du Conseil d'Etat du 22 février 2017 et par la loi portant création de l'Office français de la biodiversité du 26 juillet 2019.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

5. Evaluation générale des fonctionnalités zones humides du site du projet et du site de compensation

a. *Contexte des sites impactés et restaurés et pertinence de l'action de restauration*

Le présent plan de gestion vise à la restauration de zones humides altérées par un projet d'aménagement, par l'intermédiaire d'actions de gestion mobilisant les compétences du génie écologique. Ces actions prennent place au sein de terrains éligibles à la compensation écologique.

Cette démarche implique une analyse globale préliminaire de la pertinence du choix du site de compensation au regard des caractéristiques du site abritant les zones humides détruites. A ce titre, un certain nombre de principes régissent la pertinence de l'action de restauration, principes qui figurent au sein d'un document de synthèse mis au point par l'ONEMA en 2015[1].

Notamment, les principes de proximité géographique et temporelle, ainsi que le principe d'équivalence permettent de statuer sur le bien-fondé du choix du site de compensation. Le tableau suivant détaille les indicateurs choisis et leur évaluation dans le cadre du présent plan de gestion :

[1] *Pour une conception et une réalisation des IOTA de moindre impact environnemental - Modalités d'expertise, préconisations techniques et retours d'expériences* -Tome 5. Collection « Guides et protocoles », ONEMA, 2015.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 17 : Indicateurs de la pertinence de l'action écologique de restauration

Indicateur	Evaluation	Validation de l'indicateur
Distance entre les zones humides altérées et restaurées	Les deux sites sont distants d'environ 1,1 km et sont donc très proches.	**OUI**
Masse d'eau de surface	L'exutoire de réseau hydrographique du site projet et du site de compensation appartiennent au même sous-secteur hydrographique, à savoir "La Leyre du confluent de la Petite Leyre au bassin d'Arcachon".	**OUI**
Composantes du milieu et du paysage	Les deux sites s'inscrivent au sein de milieux dont les composantes sont similaires : Landes humides dans un contexte sylvicole péri-urbain.	**OUI**
Système hydrogéomorphologique	Les deux sites sont inclus dans un système hydrogéomorphologique de dépression. En effet, bien qu'ils présentent tous deux un relief assez plat à échelle plus éloignée, ils restent marqués par une microtopographie à échelle locale formant nettement des dépressions au niveau des zones humides qui sont alimentées par une décharge de nappe affleurante et par des apports de subsurface.	**OUI**
Habitats naturels	Les habitats des sites sont relativement proches. La lande humide détruite par le projet reste particulièrement dégradée, l'objectif de la compensation sera donc de préserver et d'entretenir une lande humide en meilleur état de conservation afin d'apporter une plus-value conséquente à cette compensation. La finalité recherchée est de former une mosaïque humide fonctionnelle intégrant une lande humide à Molinie bleue non dégradée.	**OUI**

Au regard des indicateurs choisis, il apparaît que le site éligible à la compensation montre des caractéristiques favorables à la restauration d'une équivalence fonctionnelle entre le site impacté et la zone de compensation. La démarche de compensation écologique est donc pertinente dans le contexte présenté.

b. *Evaluation des fonctionnalités des zones humides détruites et des zones humides à restaurer*

Les fonctions des milieux naturels et en particulier des zones humides sont la résultante des caractéristiques physico-chimiques et biologiques et de leur interaction avec l'écosystème dans lequel elles se trouvent incluses. Ainsi, les fonctions des zones humides découlent naturellement de l'ensemble de ces paramètres.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Elles sont généralement distinguées en trois grandes classes sous divisées en sous-fonction :

- Fonction hydrologique
  - Ralentissement des ruissèlements ;
  - Recharge des nappes ;
  - Rétention des sédiments.
- Fonction biogéochimique
  - Dénitrification des nitrates ;
  - Assimilation végétale de l'azote ;
  - Adsorption, précipitation du phosphore ;
  - Assimilation végétale des orthophosphates ;
  - Séquestration du carbone.
- Fonction d'accomplissement du cycle biologique des espèces
  - Support des habitats ;
  - Connexion des habitats.

Dans le respect du principe de proportionnalité de la compensation, et au vu de l'analyse effectuée lors de l'évaluation de la pertinence de l'action écologique, une caractérisation simplifiée des fonctions vraisemblables des zones humides sera présentée. En effet, le site impacté et le site restauré présentent des caractéristiques similaires, et les actions écologiques visent ici à une restauration surfacique des zones humides impactées dont découlera une amélioration des fonctions actuellement assurées par la zone humide du site de compensation. L'itinéraire technique entre par ailleurs en accord avec la disposition D40 du SDAGE « Adour-Garonne » 2016-2021 et s'inscrit dans la démarche du Guide d'évaluation des fonctions des zones humides édité par l'ONEMA[2].

Le tableau qui suit synthétise les fonctionnalités du site du projet (site impacté) et du site éligible à la compensation avant la mise en œuvre des actions de restauration qui sont proposées et détaillées dans la suite du plan de gestion.

Les fonctions évoquées ici sont plus spécifiquement liées aux zones humides et font ainsi office d'indicateurs pertinents dans l'évaluation de la restauration fonctionnelle des milieux altérés par le projet.

La restauration écologique, par l'intermédiaire des actions de gestion, vise donc à améliorer les fonctions du site de compensation qui sont d'ores et déjà supérieures (ou égales notamment pour la rétention des sédiments ou le ralentissement des ruissèlements) à celles du site de projet qui présente une zone humide particulièrement dégradée et peu fonctionnelle. Les opérations de restauration conduiront à l'amélioration partielle de ces fonctions. Elles sont détaillées dans la suite du rapport.

[2] Gayet et al., 2016. *Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides – version 1.0*. ONEMA, Collection « Guides et protocoles », 186 pages.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 18 : Evaluation simplifiée des fonctionnalités des zones humides du site impacté et du site de compensation (état initial)

			Site impacté (état initial)		Site de compensation (état initial)
Fonctions hydrologiques	Rétention des sédiments		Site montrant une couverture végétale herbacée et arbustive assez dense. Rugosité du couvert végétal moyenne. Cours d'eau assez éloigné. Absence de fossés près du site. Absence de drains souterrains.		Site montrant une couverture végétale herbacée et arbustive assez dense, en partie non humide. Rugosité du couvert végétal moyenne. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Absence de drains souterrains.
	Ralentissement des ruissellements		Rugosité du couvert végétal moyenne. Cours d'eau assez éloigné. Absence de fossés près du site. Topographie peu marquée sauf au niveau de la zone humide qui est légèrement dépressionnaire.		Rugosité du couvert végétal moyenne, en partie non humide. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Topographie peu marquée sauf au niveau de la zone humide qui est dépressionnaire.
	Expansion des crues		Site non urbanisé pouvant servir à l'expansion des crues, dépression de faible superficie permettant un stockage de l'eau très limité. Distance au cours d'eau assez importante. Sol perméable.		Présence d'une dépression inondable marquée et assez grande pouvant permettre un stockage efficace susceptible de servir de zone d'expansion lors des épisodes de crues.
	Recharge des nappes		Zone humide isolée, pouvant stocker puis restituer les eaux vers la nappe de manière limitée au vue de sa faible surface.		Zone humide dépressionnaire de surface assez importante, proche de la nappe, pouvant stocker puis restituer les eaux vers la nappe de manière conséquente.
Fonctions biogéochimiques	Régulation de l'azote et du phosphore		Couverture végétale permanente sur site, herbacée à arbustive. Absence de fossé. Couche de matière organique peu épaisse.		Couverture végétale permanente sur site, herbacée à arbustive, en partie non humide. Rugosité du couvert végétal moyenne. Couche de matière organique épaisse. Absence de ravine sans végétation. Absence de drains souterrains.
	Dénitrification des nitrates		Couvert végétal permanent. Absence de fossé. Absence de drains souterrains. Horizon humifère peu épais. Sols sableux perméables.		Couverture végétale herbacée à arbustive discontinue en partie non humide, permanente et à rugosité moyenne. Sol tourbeux en surface puis sableux. Absence de drains souterrains. Horizon humifère épais.
	Séquestration du carbone		Pas de couvert arborescent au sein de la zone humide. Pas d'horizon histique épais ou d'horizon humière important.		Couvert arbustif moyen avec des espèces ligneuses telles que le Saule. Présence de tourbe en surface.
Fonctions biologiques	Support des habitats et diversité		Faible diversité d'habitats (3). Présence de zones bâties à proximité. Présence de plusieurs espèces protégées et/ou patrimoniales. Présence d'espèce invasive.		13 habitats ont été recensés sur site. Site compris dans plusieurs zones d'intérêt écologique (ZNIEFF) et à proximité directe d'un site Natura 2000. Marges du terrain dégradées. Impact anthropique notable (présence d'invasives et de déchets)
	Corridors écologiques		Absence de fossé. Zone humide isolée. Site projet enclavé dans un dent creuse urbaine. Présence d'une frange boisée en limite Ouest du projet pouvant être utilisée entre autres par les chiroptères, l'entomofaune et l'avifaune.		Zone humide d'ampleur, insérée dans un réseau humide à intérêt écologique identifié. Marges du terrain dégradées.
Intensité de la fonction :			Faible		
			Moyenne		
			Assez forte		
			Forte		

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

III. OBJECTIFS DE LA COMPENSATION

1. Objectifs du plan de gestion

Au sein des parcelles éligibles à la compensation, il est proposé de mettre en œuvre **un plan de gestion visant à restaurer et à pérenniser près de 17 000 m² de zones humides.**

L'état initial du site a permis de dresser une cartographie des habitats naturels. Concernant les relevés faunistiques et floristiques, la période d'inventaire n'était pas favorable à l'observation de tous les taxons. Du plus, dans le cadre de la mutualisation des actions avec la compensation espèces protégées, un diagnostic 4 saisons complet sera réalisé en 2021 afin d'évaluer précisément les populations d'espèces évoluant sur site. Celui-ci constituera un état de référence qui fera figure d'étalon vis-à-vis des évaluations futures qui sont amenées à être effectuées.

Le site de compensation est actuellement occupé par une mosaïque d'habitats humides non entretenus qui sont dégradés floristiquement sur leurs marges par la colonisation progressive de Fougère aigle et d'Aronie pourpre. De plus la proximité de cette zone avec le tissu urbain induit l'apport de déchets qui viennent dénaturer cet espace remarquable.

Les objectifs principaux de la gestion s'articuleront donc autour de **la conversion et de la restauration des secteurs les plus dégradés en lande humide à Molinie et de l'entretien et de la sanctuarisation de la totalité de cette mosaïque humide remarquable.**

Le milieu humide qui sera détruit au sein du périmètre des futurs bâtiments d'habitations est actuellement composé d'une lande humide pré-forestière particulièrement dégradée, en cours de fermeture et peu fonctionnelle. Il s'agira donc de recréer un habitat écologiquement plus intéressant au sein du terrain de compensation choisi afin d'assurer une plus-value écologique.

Ce type d'habitat étant également particulièrement attractif pour des espèces d'intérêt comme les rhopalocères, les opérations de gestion seront favorables à leur implantation et notamment les espèces protégées (Damier de la Succise et Fadet des laîches).

2. Opérations de gestion

Les objectifs de gestion se déclinent en opérations de gestion qui constituent le volet pratique des mesures entreprises. Elles se déroulent sur un laps de temps similaire à la durée de la convention et sont encadrées par un suivi permettant d'évaluer leur pertinence et les résultats obtenus.

En accord avec les objectifs du plan de gestion, les **opérations de gestion** programmées sont les suivantes :

- **Restauration d'une lande humide à Molinie sur les secteurs dégradés**
- **Sécurisation urbanistique des parcelles à long terme**
- **Suivi de la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires**

Le tableau suivant constitue une synthèse des objectifs et des opérations de gestion à mener sur l'ensemble du site de compensation.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Tableau 19 : Objectifs généraux du plan de gestion et actions à mener sur le site de compensation zones humides

	Réf	Opérations de gestion	Réf	Actions à mener
Gestion pérenne d'une zone humide de	A	Restauration d'une lande humide à Molinie sur les secteurs dégradés	A1	Nettoyage du site et des zones embroussaillées
			A2	Etrépage des secteurs colonisés par la Fougère et l'Aronie
			A3	Entretien de la lande humide
	B	Sécurisation urbanistique des parcelles à long terme	B1	Classement urbanistique des zones de compensation
			B2	Conventionnement de type ORE
	C	Suivi de la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires	C1	Réalisation d'un état initial écologique complet
			C2	Suivi de la flore du site
			C3	Suivi de la faune du site
			C4	Suivi piézométrique
			C5	Rédaction des comptes rendus

Les opérations de gestion sont mises en œuvre par l'intermédiaire d'actions. Ces actions concourent ensemble à la réalisation des objectifs du plan de gestion compensatoire. Le détail technique et opérationnel des actions à mener est précisé par la suite au sein des fiches dédiées. Une même opération de gestion peut être incluse au sein d'objectifs distincts, et peut donc apparaître à plusieurs reprises dans ce tableau synthétique.

3. Détails des opérations

L'opération de gestion la plus importante à mettre en œuvre sur site est la restauration d'une lande humide continue et notamment sur les marges de l'habitat qui sont progressivement colonisées par l'Aronie pourpre et la Fougère aigle. Cette mesure alliée à l'entretien sur 30 ans de la lande dans sa globalité permettra un maintien du milieu ouvert. Ceci est favorable aux espèces protégées recensées sur site mais est également favorable à large échelle, car le milieu restauré se place au cœur d'une vaste mosaïque de milieux humides d'intérêt (ZNIEFF et Natura 2000). Celui-ci assurera ainsi la continuité avec les milieux humides présents à proximité. Pour ceci, les mesures suivantes seront réalisées : Nettoyage du site et des zones embroussaillées, Etrépage des secteurs colonisés par la Fougère aigle et l'Aronie pourpre et entretien de la lande humide sur 30 ans.

Le but étant de reconstituer des landes humides à Molinie bleue au niveau des secteurs « Lande à Fougère aigle » et « Lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre ». De manière secondaire l'habitat boisé dégradé « Chênaie acidiphile colonisée par une lande à Fougère aigle rudéralisée par l'Aronie pourpre » sera également restauré via les mêmes mesures afin de reconstituer un boisement humide de Chêne à Molinie comme il existe à proximité immédiate de cet habitat. Ceci permettra entre autres de supprimer tous les foyers d'espèce envahissante présents à proximité immédiate susceptible de dégrader le milieu.

Afin d'évaluer au mieux la plus-value écologique de la restauration, mais également de fournir un état des lieux écologique précis de ce secteur ZNIEFF utilisé également dans le cadre de la compensation espèces protégées (Damier de la Succise et avifaune forestière), un diagnostic écologique 4 saisons de l'emprise globale de compensation sera réalisé en 2021 avant la réalisation des travaux de gestion. Ce diagnostic servira d'état initial, il s'en suivra des suivis écologiques et piézométriques annuels pendant 4 ans puis tous les 5 ans. Ceci permettra d'observer les évolutions floristique et faunistique vis-à-vis des attendus annoncés. Ils permettront également de réajuster les actions de gestions si un écart est noté.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Les fonctionnalités attendues du site de compensation zones humides après la mise en œuvre des mesures de gestion sont présentées dans le tableau visible ci-dessous.

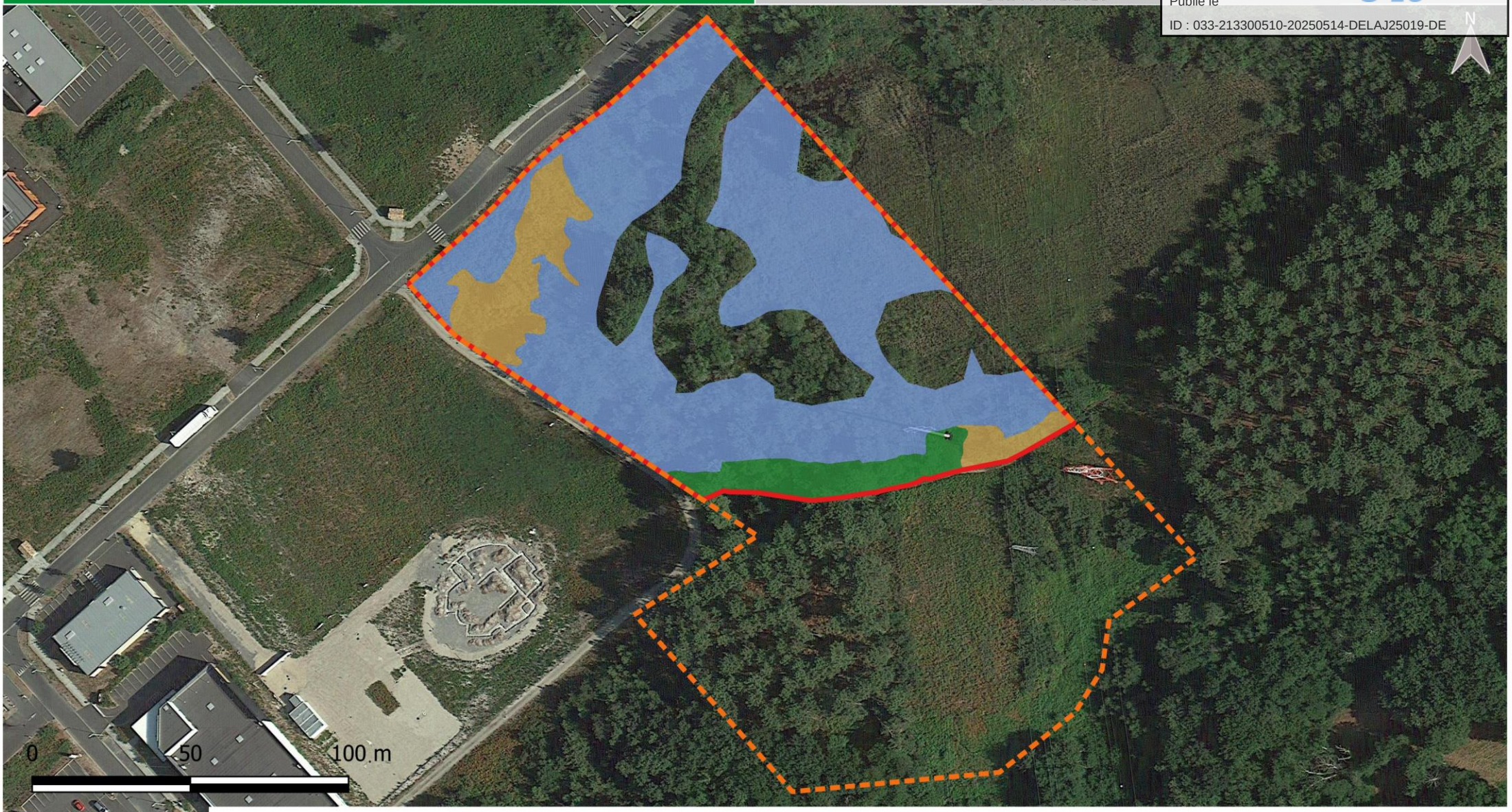
			Site de compensation (état initial)		Site de compensation (état initial)
Fonctions hydrologiques	Rétention des sédiments		Site montrant une couverture végétale herbacée et arbustive assez dense, en partie non humide. Rugosité du couvert végétal moyenne. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Absence de drains souterrains.		Site montrant une couverture végétale herbacée et arbustive humide assez dense. Rugosité du couvert végétal moyenne. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Absence de drains souterrains.
	Ralentissement des ruissellements		Rugosité du couvert végétal moyenne, en partie non humide. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Topographie peu marquée sauf au niveau de la zone humide qui est dépressionnaire.		Rugosité du couvert végétal moyenne, végétation hygrophile. Cours d'eau assez proche. Présence de deux fossés de taille réduite et d'origine anthropique. Topographie peu marquée sauf au niveau de la zone humide qui est dépressionnaire.
	Expansion des crues		Présence d'une dépression inondable marquée et assez grande pouvant permettre un stockage efficace susceptible de servir de zone d'expansion lors des épisodes de crues.		Présence d'une dépression inondable marquée et assez grande pouvant permettre un stockage efficace susceptible de servir de zone d'expansion lors des épisodes de crues.
	Recharge des nappes		Zone humide dépressionnaire de surface assez importante, proche de la nappe, pouvant stocker puis restituer les eaux vers la nappe de manière conséquente.		Zone humide dépressionnaire de surface assez importante, proche de la nappe, pouvant stocker puis restituer les eaux vers la nappe de manière conséquente.
Fonctions biogéochimiques	Régulation de l'azote et du phosphore		Couverture végétale permanente sur site, herbacée à arbustive, en partie non humide. Rugosité du couvert végétal moyenne. Couche de matière organique épaisse. Absence de ravine sans végétation. Absence de drains souterrains.		Couverture végétale humide permanente sur site, herbacée à arbustive. Rugosité du couvert végétal moyenne. Couche de matière organique épaisse. Absence de ravine sans végétation. Absence de drains souterrains.
	Dénitrification des nitrates		Couverture végétale herbacée à arbustive discontinue en partie non humide, permanente et à rugosité moyenne. Sol tourbeux en surface puis sableux. Absence de drains souterrains. Horizon humifère épais.		Couverture végétale herbacée à arbustive humide continue, permanente et à rugosité moyenne. Sol tourbeux en surface puis sableux. Absence de drains souterrains. Horizon humifère épais.
	Séquestration du carbone		Couvert arbustif moyen avec des espèces ligneuses telles que le Saule. Présence de tourbe en surface.		Couvert arbustif moyen avec des espèces ligneuses telles que le Saule. Présence de tourbe en surface.
Fonctions biologiques	Support des habitats et diversité		13 habitats ont été recensés sur site. Site compris dans plusieurs zones d'intérêt écologique (ZNIEFF) et à proximité directe d'un site Natura 2000. Marges du terrain dégradées. Impact anthropique notable (présence d'invasives et de déchets)		11 habitats tous humides sur site. Site compris dans plusieurs zones d'intérêt écologique (ZNIEFF) et à proximité directe d'un site Natura 2000.
	Corridors écologiques		Zone humide d'ampleur, insérée dans un réseau humide à intérêt écologique identifié. Marges du terrain dégradées.		Zone humide d'ampleur, insérée dans un réseau humide à intérêt écologique identifié. Ensemble des habitats humides.
Intensité de la fonction :			Faible		
			Moyenne		
			Assez forte		
			Forte		

Cartographie des actions à mener

Projet d'aménagement
Commune de BIGANOS (33)

Sources : Google satellite, EN
Auteur : ENVOLIS
Date : 09/12/2020

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Emprise totale de la zone de compensation (29 296 m²)
= Mesures B1, B2, C1 et A1 (Ramassage des déchets)

Périmètre du terrain de compensation zone humide
= Mesures C2, C3, C4 et C5 (Suivi faune, flore et piézométrie)

Zone colonisée par l'Aronie (1000 m²)= Mesures A1 (débroussaillage), A2 (étrepage) et A3 (Entretien sur 30 ans après 3 ans de repousse)

Zone colonisée par la Fougère aigle (1500 m²) = Mesure A2 (étrepage) et A3 (Entretien sur 30 ans après 3 ans de repousse)

Lande ouverte à Molinie suceptible de se refermer (10 300 m²) = Mesure A3 (Entretien sur 30 ans)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

IV. ACTIONS A METTRE EN PLACE

L'entretien sera mené par le pétitionnaire du projet, la société FRANCELOT, en accord avec la convention de compensation environnementale signée avec le propriétaire du terrain de compensation et jointe en annexe.

Les fiches techniques de ces mesures sont insérées ci-après.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION I

A1 – Nettoyage du site et des zones embroussaillées

∝ *Enjeux :*

Dans un premier temps, l'élimination des plants d'Aronie pourpre les plus développés qui perturbent l'expression d'une lande humide typique est à planifier. Puis, au cours de la phase de suivi, il se peut que des plants d'Aronie ou d'autres ligneux envahissants ou espèces arbustives invasives constituent un facteur de ralentissement et de perturbation conséquent dans l'établissement d'une lande humide caractéristique. La maîtrise de ces formations actuelles ou futures, par un nettoyage dès leur apparition permettra de supprimer tout risque de déséquilibre écologique à plus long terme.

De plus, la proximité du secteur avec la ZAC favorise l'apport de nombreux déchets (papiers, plastiques…). Afin de limiter cette pollution du milieu et donc sa dégradation, le ramassage de ces éléments est nécessaire.

∝ *Objectif :*

L'objectif est de supprimer les sources anthropiques de dégradation du milieu, soit les espèces invasives et les déchets. En effet, concernant l'Aronie pourpre présente sur le terrain, elle risque d'empêcher l'expression de la potentielle lande humide, tout comme les espèces ligneuses qui peuvent recoloniser le milieu plus tardivement. Si elles sont repérées sur le terrain de compensation elles seront donc rapidement traitées par arrachage manuel pour éviter une invasion biologique. Cette mesure sera alliée à un conventionnement relatif à l'entretien des espaces verts présents à proximité immédiate (près du crématorium). Ceux-ci sont laissés à l'abandon ce qui permet l'expression de nombreuses invasives (Vergerette du Canada, Bident trifolié, Aronie pourpre…). Une fauche avant fructification sera donc réalisée afin de les contenir et de limiter leur propagation.

∝ *Descriptif technique :*

Il s'agira des sesssions d'arrachage manuel des deux secteurs présentant une strate arbustive dominée par l'Aronie. Ces secteurs occupent environ 1000 m². Cette étape est nécessairement à réaliser avant l'étrepage, qu'elle facilitera.

La portance du sol et la fragilité du couvert végétal influencent le choix de la méthode.

Concernant le ramassage des déchets, une personne sera mobilisée afin de prendre en charge cette mission.

✓ *Travaux :*

	Outils	Porte-outils
Chargement – exportation	Bac ou remorque auto-chargeur	Tracteur
Adaptions aux contraintes environnementales	Adapté pour les fauches d'entretien de couvert herbacé et semi-ligneux	

Les résidus d'arrachage seront exportés pour ne pas enrichir le milieu, et seront amenés en déchetterie au niveau des conteneurs dédiés aux espèces floristiques invasives.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

∝ *Période d'intervention :*

Les plants d'Aronie seront arracher manuellement entre septembre et novembre.

Le ramassage des déchets aura lieu *a minima* 1 fois par an et peut être plus intense en fonction de la densité d'éléments observés sur site au moment des passages écologiques.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Année d'intervention	Tarif	Budget annuel
Arrachage manuel	1 passage 1 journée	Septembre - fin novembre	2021	50€ /heure	250 €
Ramassage des déchets	1 passage / an	/	Tous les ans	50€ /heure	150€
BUDGET TOTAL		**2021 - 2051**	~ 4750 € / 30 ans		

∝ *Opérateur(s) potentiel(s)*

Au choix du pétitionnaire :

- Gestionnaire du terrain,
- Exploitant forestier,
- Service espaces verts de la commune,
- Entreprises spécialisées.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

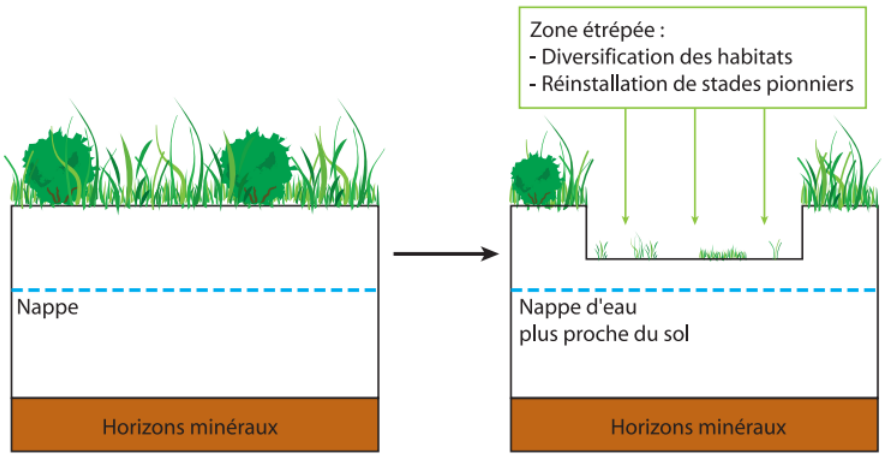
FICHE ACTION II

A2 – Etrépage des secteurs colonisés par la Fougère et l'Aronie

∝ *Objectif :*

Il s'agit de récréer des conditions favorables à l'expression d'habitats humides de type lande humide à Molinie et de favoriser une plus large biodiversité. En effet, l'abaissement du niveau du sol permet de se rapprocher du niveau de nappe et ainsi d'assurer des conditions hydriques préférentielles (hydromorphie du sol plus marquée) pour le développement d'une végétation hygrophile.

Par ailleurs, l'étrépage joue un rôle important dans la réinstallation de stades pionniers de la végétation et l'expression de banque de graines contenues dans le sol en place. De plus il permet l'évacuation d'une majorité des graines d'Aronie contenues dans le sol.



∝ *Descriptif technique :*

L'étrépage d'un sol consiste à supprimer la végétation en place ainsi que l'horizon humifère de surface. **Cette action concernera les secteurs où la Fougère aigle est présente de manière importante au niveau de la strate herbacée** (cf. Planche « Actions à mener »). La surface concernée est de près de **2500 m²**.

Dans le cas présent, les étapes suivantes sont recommandées :

- Etrépage de la couche de matière organique sur les 20 premiers centimètres ;
- Stockage temporaire de cette matière organique à proximité (benne, tombereau, sac étanche) ;
- Export du matériel excavé.

✓ *Matériel nécessaire :*

Gants, lunettes de protection, chaussures de sécurité, tractopelle ou pelleteuse à chenille, remorque, tracteur.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

✓ *Travaux :*

	Outils	Porte-outils
Etrépage	Mini-pelle à chenille avec godet large	
Chargement – exportation	Remorque	Tracteur 50 CV
Adaptions aux contraintes environnementales	Adapté aux sols portants ainsi qu'à des surfaces d'étrépage importantes	

Il est recommandé de ne pas utiliser les matériaux issus de l'étrépage sur site car ils contiennent des graines d'Aronie et sont susceptibles de former un nouveau foyer. Ils pourront être acheminés en déchetterie (conteneurs spécial invasives) ou subir un traitement adapté afin de décontaminer la terre et alors pourront être utilisés sur site en merlon.

∝ *Période d'intervention :*

L'étrépage réalisé au sein de ce site sera mené entre septembre et novembre afin de ne pas impacter la période de reproduction de la faune et de ne pas s'inscrire en période de floraison et de germination de la végétation. Par ailleurs, cette période correspond à une période d'étiage, plus aisée pour réaliser cette opération.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Année d'intervention	Tarif	Budget
Etrépage +exportation des matériaux	1 fois	Septembre-Novembre	1ère année uniquement (2021)	900 € la journée	900 €

∝ *Main d'œuvre :*

Au choix du pétitionnaire :

- Services communaux,
- Entreprises spécialisées.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION III

A3 – Entretien de la lande humide

∝ *Objectif :*

Les espèces ligneuses peuvent progressivement coloniser les landes humides restaurées et entrainer une fermeture du milieu si aucune action n'est menée.

L'action ici détaillée concerne le maintien de cette zone en milieu ouvert afin de préserver et pérenniser la lande humide à Molinie bleue. Ceci permettra d'entretenir un habitat fonctionnel et, en mutualisation avec la compensation espèces protégées, d'accueillir des populations de rhopalocères protégés inféodées à ce type de milieu (Damier de la succise et Fadet des laîches).

∝ *Descriptif technique :*

Au vu de la présence potentielle du Fadet des Laîches, il s'agira, dans le cadre des mesures compensatoires, de réaliser des fauches des landes à Molinie adaptées à son cycle de vie. Ainsi la fauche sera réalisée tous les 3 ans, avec un décalage d'un an possible si la portance du sol ne permet pas l'intervention. Elle sera effectuée par gyrobroyage à 30 cm du sol et sera cantonnée entre novembre et décembre. En effet bien que le CEN laisse une fenêtre de fauche plus large (novembre à février) au vu du cycle de vie du Fadet des Laîches, l'engorgement du site et la portance des sols ne permettront pas la circulation des engins après décembre. La fauche est donc à réaliser préférentiellement dès début novembre si les conditions d'hydromorphie ou de portance des sols sont favorables.

Lors des fauches, les broyats issus de ces travaux seront laissés sur site. Ceci aura une double fonction : ralentir la succession secondaire de l'habitat en empêchant la germination des arbustes et fournir une couche de litière supplémentaire favorable au cycle biologique du Fadet.

La surface concernée par cette mesure représente la totalité des secteurs herbacés colonisés par la Molinie bleue (7200 m²) mais également les boisements à Molinie (570 m²) et les secteurs étrépés (2500 m²) (fauche à partir de la 3ème année afin de laisser le temps à la végétation se s'implanter). La zone à faucher concerne donc une surface totale de près de 10 300 m². Cette fauche sera effectuée via des engins mécaniques appropriés. La portance du sol et la fragilité du couvert végétal influencent le choix de la méthode.

✓ *Matériel nécessaire :*

Gants, lunettes de protection, chaussures de sécurité, faucheuse, remorque, tracteur.

✓ *Travaux :*

	Outils	Porte-outils
Coupe	Broyeur à axe vertical	Tracteur
Chargement – exportation	Bac ou remorque auto-chargeur	Tracteur
Adaptions aux contraintes environnementales	Adapté pour les fauches d'entretien de couvert herbacé et à faible densité de ligneux	

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

∝ *Période d'intervention :*

La fauche menée sur ce terrain sera effectuée en période la moins gênante pour la faune et notamment pour le Fadet des Laîches et la flore (dissémination et repousse), hors période de fortes pluviométries et pendant que les sols permettent encore la circulation des engins : de novembre à décembre.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Année d'intervention	Tarif HT	Budget par fauche
Fauche	1 fois/ 3 ans (2021-2051)	Novembre à février	2021, 2024, 2027, 2030, 2033, 2036, 2039, 2042, 2045, 2048 et 2051	~500 €/ha	~ 500 €
BUDGET TOTAL			**2021 - 2051**	**~5500 € / 30 ans**	

La gestion par fauchage sera réalisée sur une journée avec un conducteur pour le tracteur portant le broyeur et un conducteur pour le tracteur tirant la remorque.

∝ *Main d'œuvre :*

Entreprise privée, particulier, collectivité etc.

∝ *Remarque :*

Les délais entre deux fauches pourront être plus importants en fonction de la vitesse de développement des végétaux. Et il peut être choisi de ne pas faucher certains secteurs en fonction de la recolonisation de la flore (notamment les secteurs étrépés).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION VI

B1 – Classement urbanistique de la zone de compensation

∝ *Enjeux :*

Bien que le maintien de ces habitats remarquables soit bien suivi pendant 30 ans, la parcelle peut changer de vocation après ce délai. Pour sécuriser urbanistiquement les parcelles de compensation et limiter les activités anthropiques dans leur emprise, plusieurs procédures peuvent être réalisées pour interdire ce type d'activité.

∝ *Objectif(s) :*

Faire reconnaître l'intérêt écologique et protéger les parcelles de changement de vocation ou de toutes activités anthropiques après les 30 ans de gestion.

∝ *Descriptif technique :*

Plusieurs articles du code de l'urbanisme sont applicables sur l'emprise des parcelles de compensation afin de faire reconnaître la sensibilité des habitats restaurés et leur intérêt écologique.

- **Article L 113-8** : Permet de classer les parcelles (boisée ou non) en Espace Naturel Sensible. Institution par le département par délibération du Conseil général.
- **Article L 113-15** : Permet de mettre en œuvre une politique de protection des espaces agricoles et naturels périurbains. Institution par le département, un établissement public de coopération intercommunale, un syndicat mixte…
- **Article L113-29** : Permet de classer au PLU les espaces de continuités écologiques en éléments de la trame verte et bleue. Institution par la commune.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION VII

B2 – Conventionnement de type ORE « Obligation Réelle Environnementale » de toute l'emprise compensatoire

∝ *Enjeux :*

Le propriétaire d'une parcelle conclut un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, une obligation réelle environnementale.

∝ *Objectif(s) :*

Ce dispositif foncier de protection de l'environnement permet de pérenniser un espace naturel à long terme renforcé par un attachement à un bien plutôt qu'à une personne. Il permet notamment le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.

∝ *Descriptif technique :*

Le régime juridique de l'obligation réelle environnementale est défini par l'article L.132-3 du code de l'environnement. Le contrat établi entre les partis fixera :

- La durée de l'obligation réelle environnementale,

- Leurs engagements réciproques,

- Les possibilités de révision et de résiliation du contrat.

Ce contrat sera réalisé sur l'emprise totale du site compensatoire (zones humides et espèces protégées), une assiette foncière cadastrale de 29 296 m².

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

V. EVALUATION : PROGRAMME DE SUIVI ELABORE ET MIS EN PLACE AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU SITE DE COMPENSATION

1. Suivi écologique et piézométrique avec rapport annuel

Dans le cadre de ce projet, un **plan de gestion sur trente ans** a été proposé, dans le but de **suivre l'évolution des milieux mais aussi les cortèges floristiques et faunistiques** sur la zone. **Des inventaires faunistiques et floristiques seront donc réalisés tout au long de la période. Un relevé piézométrique sera également réalisé aux périodes intéressantes pour rendre compte du niveau de nappe.** Les données ainsi récoltées seront comparées à celles établies lors de l'état initial. Pour cela et en mutualisation avec la compensation espèces protégées, un état initial complet du site compensatoire (zones humides et espèces protégées) sera produit sur 4 saisons d'inventaire en 2021.

Le suivi permettra également de **vérifier la bonne mise en œuvre de l'ensemble des actions proposées**.

Après chaque prospection de terrain, un compte rendu sera réalisé afin d'apporter les informations nécessaires à l'évaluation de l'état des mesures compensatoires. A l'exception de la première année qui fera l'objet d'un diagnostic écologique complet à la fin de la campagne d'inventaire.

Les rapports contiendront les données nécessaires pour déterminer la progression vers les objectifs fixés précédemment.

Le plan de gestion pourra être réajusté ainsi que les actions associées, si les résultats obtenus ne sont pas suffisants.

2. Analyse des progrès effectués

Les données recueillies lors des investigations de terrain feront l'objet d'analyses qui permettront de conclure sur l'évolution du site en termes faunistique et floristique afin de déterminer si le site de compensation évolue vers la reconstitution d'une lande humide. **La présence d'une flore et d'une faune spécifique de milieux hygrophiles landicoles attestera de la réussite des actions menées.**

La gestion du site pourra être rectifiée si cela s'avère nécessaire.

3. Bilan des inventaires

Un résumé des inventaires menés sur la période du suivi sera également rédigé et une conclusion sera apportée sur l'intérêt faunistique et floristique que cette zone représente.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION VIII

C.1. – Réalisation d'un état initial écologique complet

∝ *Enjeux :*

Les compensations zones humides et espèces protégées seront menées conjointement. Et dans le cadre de la compensation espèces protégées un état initial 4 saisons sera nécessaire afin de comptabiliser précisément les populations évoluant sur site.

∝ *Objectif(s) :*

L'objectif est de fournir un diagnostic écologique complet et précis de cette zone patrimoniale afin de calibrer au mieux les mesures de compensation et d'évaluer la plus-value écologique du programme.

∝ *Descriptif technique et période d'intervention :*

Les inventaires terrain mobiliseront un écologue qui réalisa plusieurs passages sur site à différentes périodes afin d'inventorier plusieurs taxons.

- Passage(s) nocturne(s) entre février et mai pour l'inventaire des amphibiens et de l'avifaune nicheuse nocturne

- Passage(s) diurne(s) entre février et juin pour l'inventaire de l'avifaune nicheuse, des reptiles et des mammifères.

- Passage(s) diurne(s) entre avril et septembre pour l'inventaire de l'entomofaune.

- Passage(s) nocturne(s) entre fin mai et septembre pour l'inventaire des chiroptères.

- Passage(s) diurne(s) entre novembre et janvier pour l'inventaire de l'avifaune hivernante.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Année d'intervention	Budget
Réalisation d'un diagnostic écologique 4 saisons	1 fois la première année	Février à novembre	2021	~7000€

∝ *Main d'œuvre :*

La réalisation du diagnostic sera assurée par un écologue.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

C.2. – Suivi de la flore du site

∝ *Enjeux :*

Les différentes actions de gestion menées sur la parcelle éligible conduisent à modifier, parfois de manière marquée, les habitats naturels diagnostiqués au droit du site. Dans le cadre de l'évaluation de la bonne mise en œuvre du plan de gestion et de la reconstitution d'une lande humide, un suivi des habitats naturels et de la flore du site est proposé.

∝ *Objectif(s) :*

L'installation des habitats naturels hygrophiles recherchés doit être manifeste et pérenne au cours des 30 années dédiées à la gestion. Cette action doit donc se traduire par une mise en place des cortèges d'espèces caractéristiques de ces milieux.

∝ *Descriptif technique :*

Le suivi aura lieu chaque année durant les 4 années suivant la réalisation du diagnostic écologique complet de 2021 puis tous les 5 ans jusqu'au terme de la convention.

Des relevés phytosociologiques et floristiques permettront d'apprécier les conséquences des différentes actions entreprises sur les sites dans le but de restaurer les milieux ouverts humides. L'effort de prospection ciblera particulièrement les espèces à forte valeur patrimoniale ou communautaire. La richesse spécifique de faune présente sur site doit tendre vers une augmentation au cours des 30 années dédiées à la gestion.

Une cartographie des habitats naturels et des espèces patrimoniales recensés sera intégrée au suivi.

∝ *Période d'intervention :*

Il s'agira d'intervenir durant la période la plus propice à l'observation de la flore (période de végétation). La période indicative s'étale donc de mai à juillet.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Années d'intervention	Tarif	Budget
Suivi de la flore du site	1 fois/an	Mai à Juillet	Chaque année les 4 années suivant 2021 puis tous les 5 ans par la suite (9 suivis au total)	~600 €/Suivi	5 400 €

∝ *Main d'œuvre :*

La réalisation des suivis peut être assurée par un écologue ou toute structure habilitée à effectuer ce type de suivi. Cette opération peut être couplée au suivi des espèces invasives du site.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION X

C.3. – Suivi de la faune du site

∝ *Enjeux :*

La restauration des milieux permet de rendre ses secteurs plus attractifs pour la faune. Un état initial a été effectué lors de la recherche des parcelles éligibles mais également dans le cadre de la rédaction du plan de gestion. Ces données doivent être complétées par des prospections aux périodes favorables de manière régulière au cours de la période de gestion.

∝ *Objectif(s) :*

La richesse spécifique de la faune présente sur site doit tendre vers une augmentation au cours des 30 années dédiées à la gestion. Cette action doit donc se traduire par une diversification des espèces présentes au sein du site.

∝ *Descriptif technique :*

Le suivi aura lieu chaque année durant les 4 années suivant la réalisation du diagnostic écologique complet de 2021 puis tous les 5 ans jusqu'au terme de la convention.

Des investigations dédiées à la faune seront menées aux périodes les plus propices à l'observation d'un maximum d'espèces. Ces investigations seront répétées aux mêmes périodes lors des passages suivants afin de permettre la comparaison.

Une cartographie des espèces patrimoniales et des habitats d'espèces recensés sera intégrée au suivi.

∝ *Période d'intervention :*

Il s'agira d'intervenir durant la période la plus propice à l'observation de la faune (rhopalocères en particulier). La période indicative s'étale donc de mai à juillet.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence	Période d'intervention	Années d'intervention	Tarif	Budget
Suivi de la faune du site	1 fois/an	Mai à juillet	Chaque année les 4 années suivant 2021 puis tous les 5 ans par la suite (9 suivis au total)	~600 €/Suivi	5 400 €

∝ *Main d'œuvre :*

La réalisation des suivis peut être assurée par un écologue ou toute structure habilitée à effectuer ce type de suivi.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION XI

C.4. – Suivi piézométrique

∝ *Objectif(s) :*

Ce suivi permettra de suivre l'évolution de la hauteur de nappe au cours des saisons et au cours des années et de mieux évaluer le niveau d'hygrométrie de la zone humide.

∝ *Descriptif technique :*

Les variations de hauteur des nappes restent inconnues sur ce site.

Dans un premier temps trois piézomètres équipés de sondes automatiques (sonde HOBO U2OL-04) doivent être posés par un organisme spécialisé.

Suite à cela, une mesure annuelle et un relevé des enregistrements sur 12 mois des sondes sera réalisée dans un premier temps pour mettre en place un état des lieux avant les travaux. Ensuite, les mesures seront faites dans les mêmes périodes afin d'être recoupées avec les informations écologiques observées sur site et en moindre mesure de voir l'influence des actions de compensation sur le niveau de la nappe durant les cinq premières années du plan de gestion.

∝ *Période d'intervention :*

La pose des piézomètres est à réaliser préférentiellement en dehors de la période de hautes eaux car les terrains ne seront plus accessibles après décembre au vu de l'engorgement du site. Ils sont également à réaliser en dehors de la période de reproduction de la faune afin d'éviter le dérangement de celle-ci avec les engins. La période optimale est donc de début septembre à mi-novembre. Concernant la mesure manuelle, elle sera réalisée après 1 an d'enregistrement des sondes.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Fréquence annuelle	Période d'intervention	Année d'intervention	Tarif	Budget annuel
Pose d'un piézomètre	1 fois par an	/	2021	1700€ / piézomètre	5100€
Suivi piézométrique	1 fois par an puis 1 fois tous les 5 ans	/	2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050	1700€ le 1er rapport et le 1er relevé puis ~200€ le relevé	3500€
BUDGET TOTAL			**2021-2051**	**8 600€**	

∝ *Main d'œuvre :*

Le piézomètre sera mis en place par les personnes formées à cet effet : bureau d'étude ou entreprises compétentes en la matière et équipées du matériel adéquat. Une attention sera à apporter lors de l'installation des piézomètres afin de limiter la dégradation de ce secteur sensible.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

FICHE ACTION XII

C.5. – Rédaction des comptes rendus

∝ *Enjeux :*

La définition des objectifs du plan de gestion s'est traduite par la formulation d'opérations de gestion visant à atteindre les finalités fixées. La bonne mise en œuvre des actions et la réalisation des objectifs nécessitent un suivi régulier sous la forme d'évaluations. Ces comptes rendus seront la synthèse des différents suivis réalisés et intégreront également les éventuelles évolutions du milieu, qu'elles soient naturelles ou liées aux opérations de gestion.

∝ *Objectif(s) :*

La rédaction des comptes rendus vise à s'assurer de l'atteinte des objectifs du plan de gestion au terme de la durée de la convention.

∝ *Descriptif technique :*

Chaque compte-rendu fera le bilan des actions réalisées et des relevés réalisés (faune, flore et piézométrique) depuis le bilan précédent. Les éventuelles difficultés de mise en place seront précisées et des solutions apportées à ce niveau. L'évaluation s'attachera également à mesurer l'atteinte des objectifs fixés. En cas d'écart face aux résultats attendus, des actions correctives seront mises en place. Ces dernières seront ensuite évaluées lors du bilan suivant. Le cas échéant, les actions qui n'ont pas encore été menées sur l'année seront mentionnées. Si nécessaire, de nouvelles opérations de gestion peuvent être proposées, elles devront être validées par l'ensemble des parties prenantes de la compensation avant mise en œuvre. L'évolution de la végétation sera matérialisée sous la forme d'une cartographie et les espèces remarquables faunistiques et floristiques seront positionnées à l'aide de relevés GPS.

Tous les bilans seront transmis au maître d'ouvrage, au propriétaire ainsi qu'à l'Autorité Environnementale.

∝ *Période d'intervention :*

Un premier bilan est proposé l'année suivant la validation du plan de gestion afin de permettre la mise en œuvre des premières actions, puis les quatre années suivantes.

Par la suite, des comptes rendus intermédiaires seront rédigés tous les 5 ans jusqu'au terme de la convention.

∝ *Programmation et coût :*

Action	Années d'intervention	Tarif	Budget
Rédaction des comptes rendus	Chaque année pendant les 4 suivant 2021. Tous les 5 ans par la suite (9 comptes rendus au total)	~850 €/ Compte-rendu	~7650 €

∝ *Main d'œuvre :*

La rédaction des comptes-rendus sera réalisée par la structure effectuant les suivis du site (bureau d'études en environnement, associations naturalistes, …).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

VI. SYNTHESE DU PLAN DE GESTION

Le tableau ci-dessous résume le plan d'action prévu pour la gestion du site de compensation zone humide objet du plan de gestion.

Tableau 20 : Tableau de synthèse du plan de gestion

PLAN DE GESTION	
Descriptif des sites	Site de compensation composé d'une mosaïque humide dégradée sur les marges par la Fougère aigle et l'Aronie pourpre. Site situé dans une zone humide du SAGE et dans une ZNIEFF 1 et 2. Le site se trouve à environ 1 km du terrain de projet.
Objectifs de gestion	Supprimer les diverses sources de dégradation et de fermeture du milieu, entretien des milieux en bon état et sanctuarisation de la zone globale de compensation. Favoriser le gain de biodiversité et maintenir ces habitats à long terme en les sécurisant urbanistiquement.
Budget global sur 30 ans	**Environ 45 200 euros pour 30 ans**
Type d'intervenant	Entreprise privée, services communaux, bureau d'étude, association, etc.
Durée	30 ans
Programme de suivi	Etat initial 4 saisons complet en 2021 et suivi annuel les 4 années suivantes puis un suivi tous les 5 ans jusqu'au terme de la période de gestion.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

ANNEXES

Annexe 1 : Courrier du maire de BIGANOS relatif au terrain compensatoire

Annexe 2 : Profils de sol des sondages - ENVOLIS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Annexe 1 : Courrier du maire de BIGANOS relatif au terrain compensatoire

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

BIGANOS
Porte du bassin

Service Urbanisme
Affaire suivie par :
Laure GUYARD
serviceurbanisme@villedebiganos.fr
Tél : 05 56 03 94 58
Réf :BL/LG -61/2020

KHOR IMMOBILIER
Edison Parck
31 Avenue Gustave Eiffel
Bât n°1
33600 PESSAC

A l'attention de M. Guillaume ROSSIAUD

Objet : Projet BIGANOS – Projet Airial du Delta – 97 logements

Monsieur,

Je fais suite à nos échanges concernant le projet d'implantation de 97 logements à Biganos au lieudit Pujeau Mongrand et vous confirme mon accord pour la compensation « zone humide et destruction d'espèces protégées » du fait de l'opération immobilière précitée sur les parcelles communales cadastrées BO 211 et BO 213.

Mes services se tiennent à votre disposition pour la mise en œuvre de la convention à établir qui fixera les modalités d'intervention sur ce site.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations distinguées.

Biganos, le 23 novembre 2020

Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Annexe 2 : Profils de sol des sondages - ENVOLIS

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Client : FRANCELOT

Projet : AIRIAL DU DELTA

N° Sondage : S1

Date : 08/12/2020

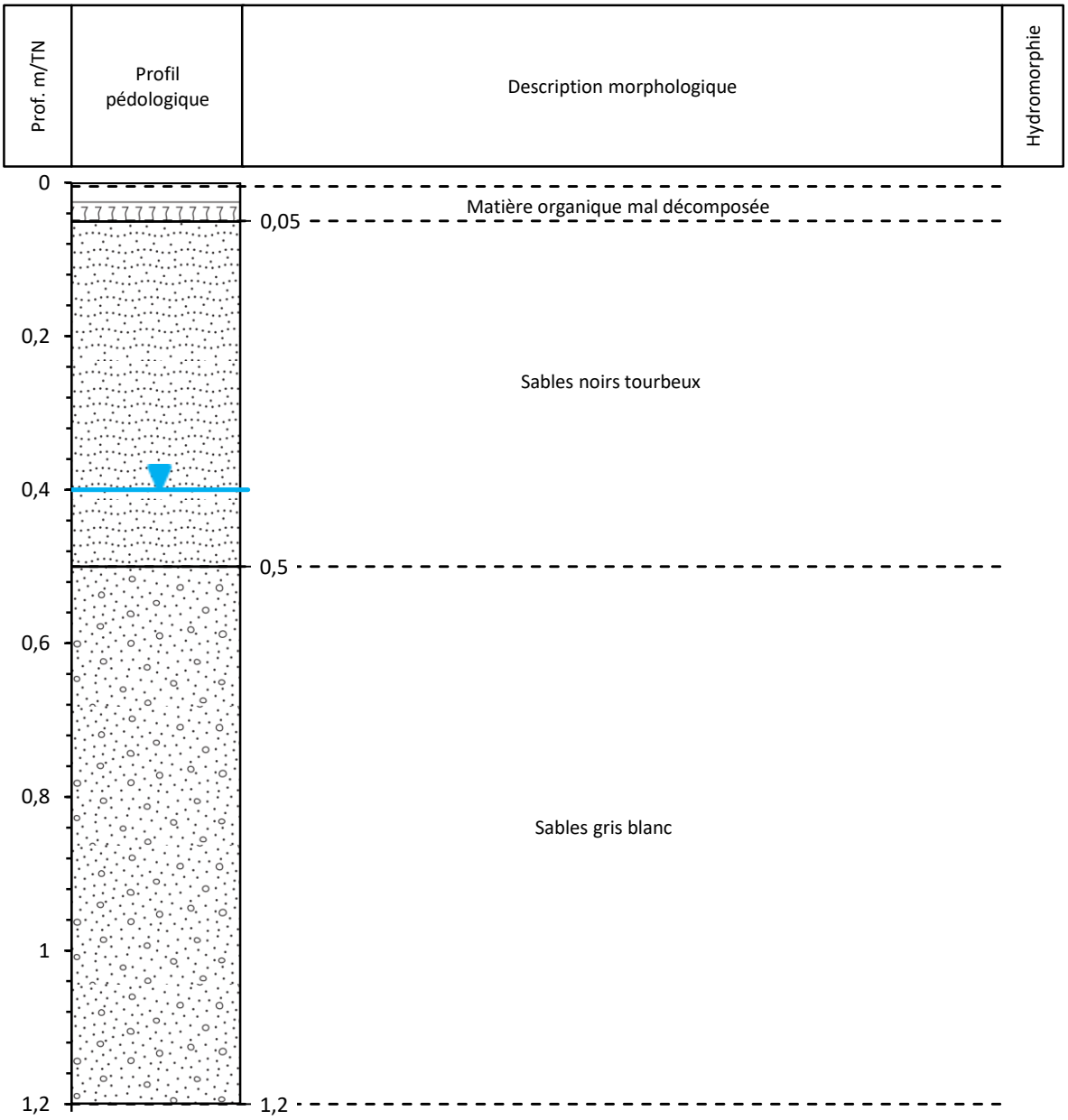
Méthode sondage : Tarière manuelle

Météo : Ensoleillé

Niveau d'eau : 0,4 m/TN

Couvert : Lande

Niveaux hautes eaux : Ø



Remarques : Zone humide

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Client : FRANCELOT

Projet : AIRIAL DU DELTA

N° Sondage : S2

Date : 08/12/2020

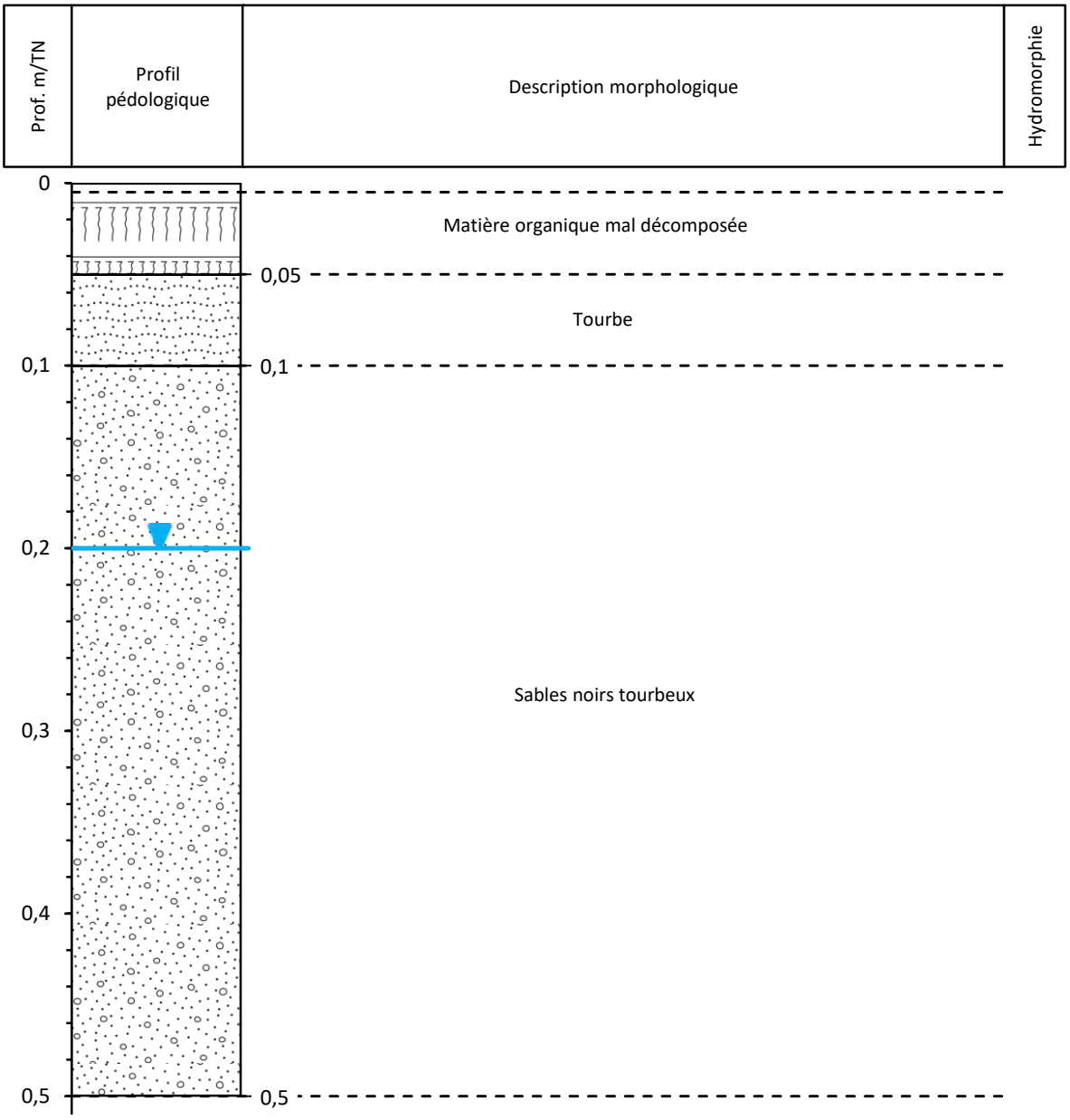
Méthode sondage : Tarière manuelle

Météo : Ensoleillé

Niveau d'eau : 0,2 m/TN

Couvert : Lande

Niveaux hautes eaux : Ø



Remarques : Zone humide

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Client : FRANCELOT

Projet : AIRIAL DU DELTA

N° Sondage : S3

Date : 08/12/2020

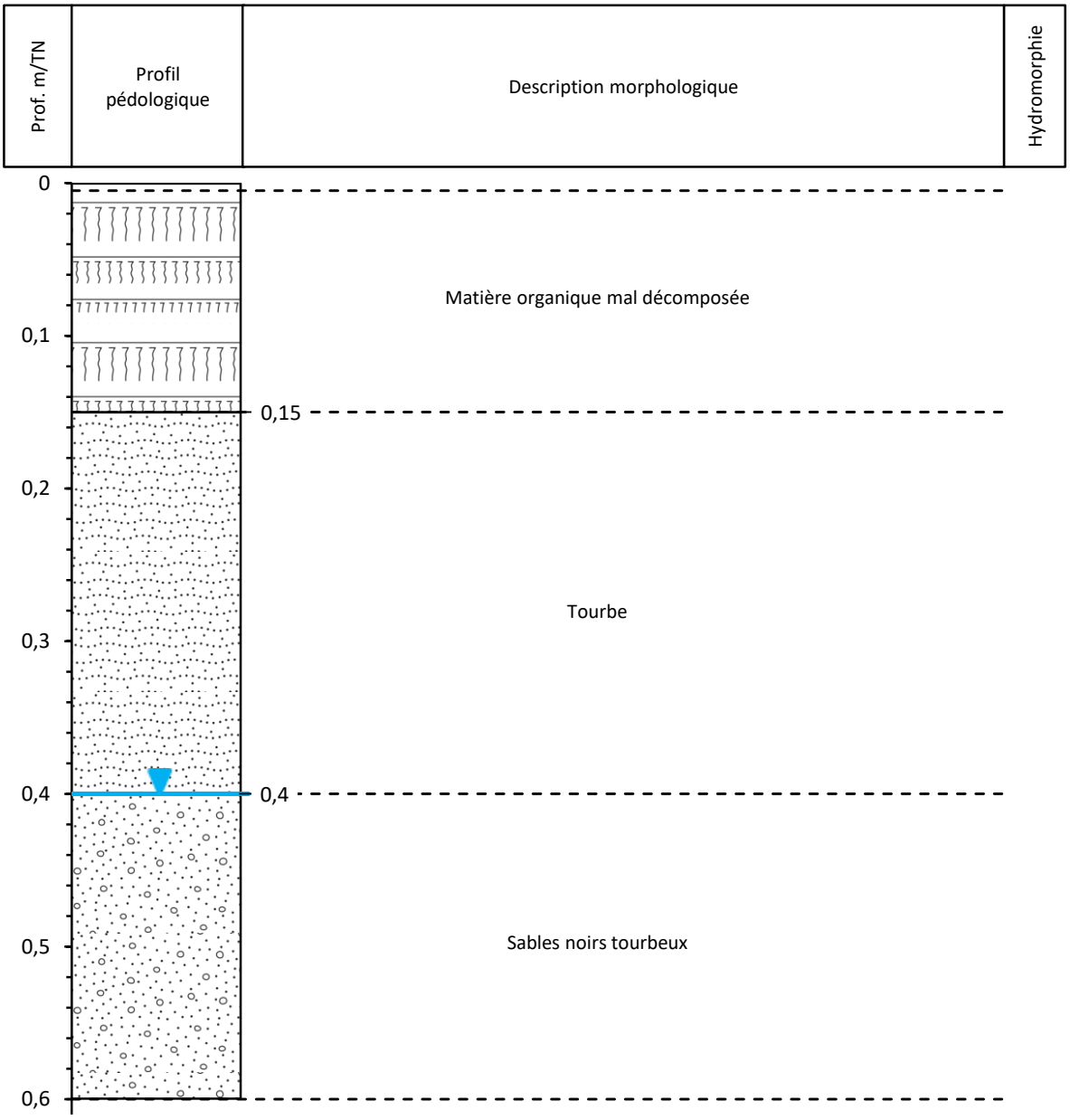
Méthode sondage : Tarière manuelle

Météo : Ensoleillé

Niveau d'eau : 0,4 m/TN

Couvert : Lande

Niveaux hautes eaux : Ø



Remarques : Zone humide

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Client : FRANCELOT

Projet : AIRIAL DU DELTA

N° Sondage : S4

Date : 08/12/2020

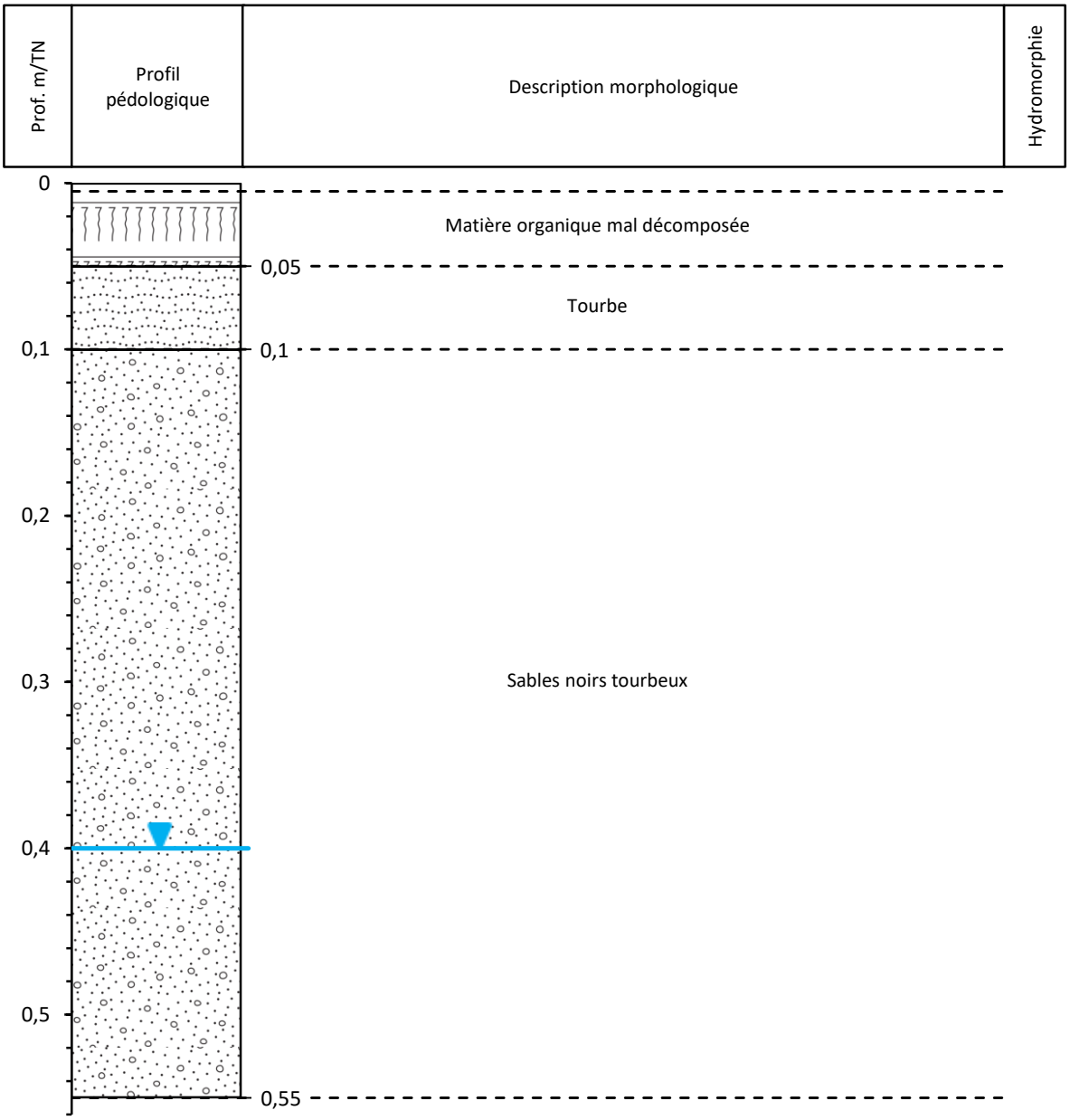
Méthode sondage : Tarière manuelle

Météo : Ensoleillé

Niveau d'eau : 0,4 m/TN

Couvert : Lande

Niveaux hautes eaux : Ø



Remarques : Zone humide

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6.3. Annexe 3 : Enquête hydrologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle - Lieu-dit « Moulin de la Cassadote » - N172-23 – Suivi NP – BIGANOS – v13052024 – MAI 2024, CERAG

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

COMMUNE DE BIGANOS

- Gironde -

CERAG
Centre Européen de Recherches et d'Applications Géologiques

Etat de référence de la parcelle de compensation zone humide



Enquête hydrogéologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle

Lieu-dit « Moulin de la Cassadote »

KHOR IMMOBILIER

VERSION PROVIOSIRE 1 – 20/11/2023	*VERSION PROVISOIRE 2 – 15/02/2024*	*VERSION PROVISOIRE 3 – 13/05/2024*	*VERSION PROVISOIRE 4 – 02/08/2024*	*VERSION FINALE – 18/11/2024*

N172-23 – SUIVI NP – BIGANOS– v18112024 - NOVEMBRE 2024

- Siège Social et Bureaux : 11 allée Jacques Latrille
33650 MARTILLAC
Tél : 05 56 64 83 00 – contact@cerag.fr
Société à responsabilité limitée au capital de 100 000 € – R.C.S. BORDEAUX B 378 500 581

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Sommaire

I. LOCALISATION ET CONTEXTE DE L'ETUDE 2

1. Localisation du site 2

2. Contexte de l'étude 3

3. Auteurs de l'étude 3

II. CADRE ENVIRONNEMENTAL DU SITE D'ETUDE 4

1. Occupation du sol et de l'espace 4

2. Contexte géologique 5

3. Cadre hydrogéologique 6

a - Hydrogéologie du secteur 6

b - Contexte hydrogéologique local 7

c - Risque inondation de nappe 8

4. Cadre hydrographique 9

5. Zone de répartition des eaux (ZRE) 9

6. Captage EDCH 9

7. Plan de prévention du risque inondation 9

III. EXAMEN SPECIFIQUE DU SITE 10

1. Géologie-Hydrogéologie 10

a - Données géologiques 10

b - Niveaux de la nappe 12

2. Suivi piézométrique 12

IV. determination des niveaux caracteristiques de la nappe d'EAU SOUTERRAINE 14

V. SYNTHESE ET PRECONISATIONS 15

Liste des figures

Figure 1 : Plan de situation - Extrait carte IGN 2
Figure 2 : Extrait du plan cadastral 2
Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'étude 4
Figure 4 : Extrait de la carte géologique au 1/50 000 de la feuille de BELIN n°850 5
Figure 5 : Localisation des entités hydrogéologiques de la base de données LISA 7
Figure 6 : Cartographie du risque de remontée de nappe 8
Figure 7 : Contexte hydrographique du secteur d'étude 9
Figure 8 : Plan de localisation du piézomètre installé sur site 10
Figure 9 : Coupe technique et lithologique du piézomètre PzCERAG 11
Figure 10 : Suivi du niveau piézométrique en mNGF au sein du Pz1 et pluviométrie journalière mesurée au niveau de la station de Bordeaux-Mérignac 13

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

I. LOCALISATION ET CONTEXTE DE L'ETUDE

1. Localisation du site

L'emprise projet se situe au Sud-Est de la commune de Biganos (33), au niveau du lieu-dit « Moulin de la Cassadote ».

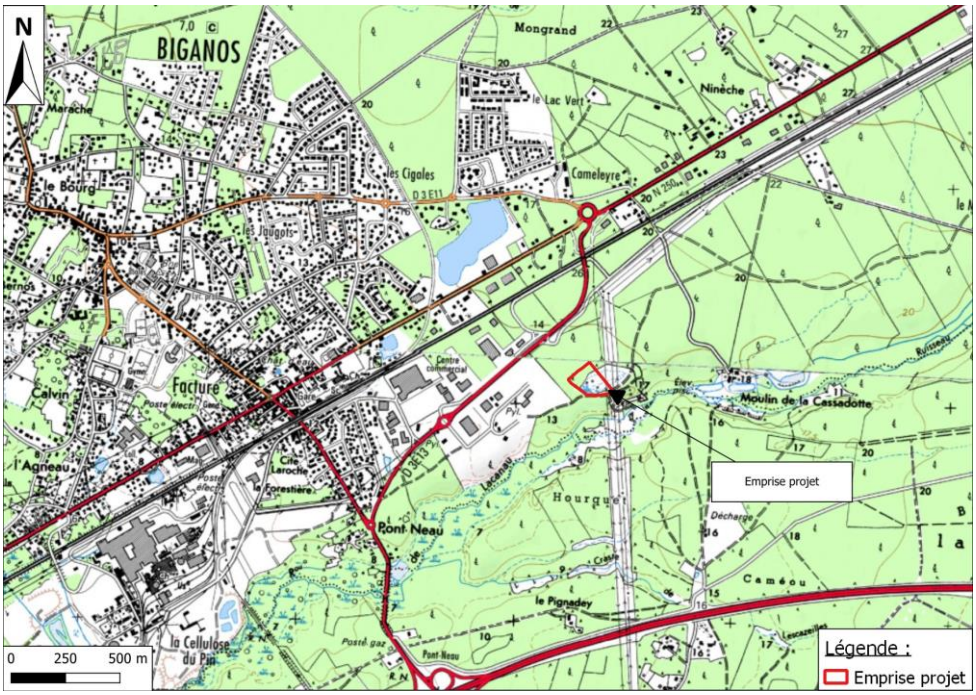


Figure 1 : Plan de situation - Extrait carte IGN
(Source : SCAN 25 ©IGN ; Réalisation : CERAG)

L'emprise projet concerne les parcelles cadastrées section BO n°211p et 213p du plan cadastral communal. La surface du terrain est d'environ 17 000 m².

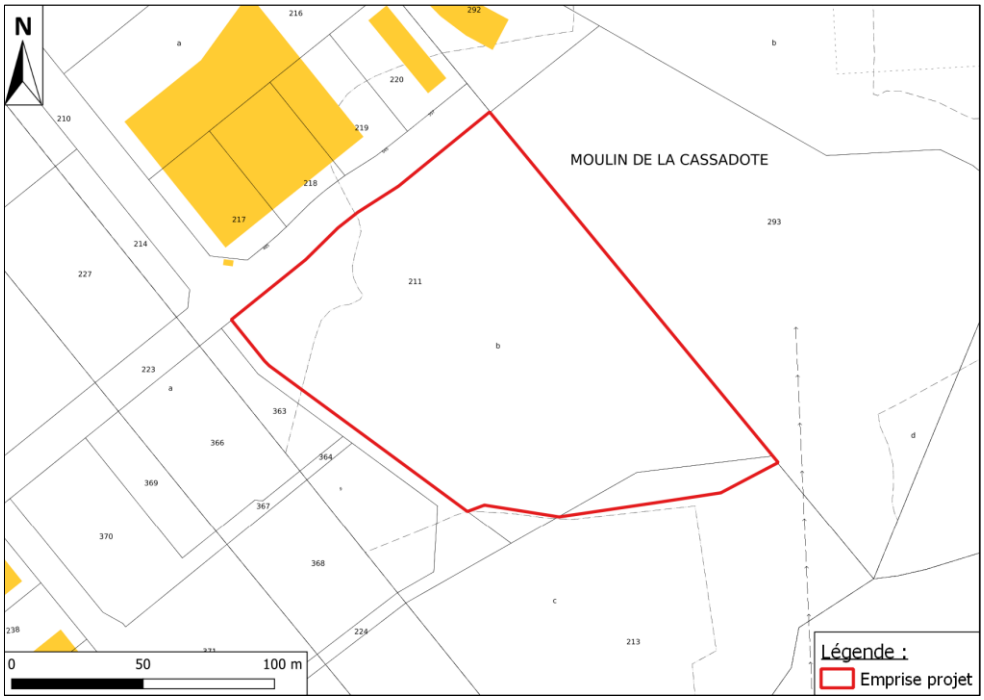


Figure 2 : Extrait du plan cadastral
(Source : cadastre.gouv.fr ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2. Contexte de l'étude

Dans le cadre d'une compensation de zone humides sur la commune de Biganos au niveau du lieu-dit « Moulin de Cassadote » le bureau d'études CERAG a procédé à la réalisation d'une étude hydrogéologique relative aux fluctuations de la nappe superficielle.

A la demande et pour le compte de :

KHOR IMMOBILIER
1 Rue Alfred de Vigny
78112 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Les observations et investigations in situ ont été effectuées le 16 novembre 2023.

3. Auteurs de l'étude

Auteur	Spécialité	Intervention
Théo JULLIEN	Technicien Hydrogéologue	Prospections terrain Rédaction rapport
Lucien DUCASSE	Responsable du pôle Hydrogéologie	Contrôle
Perrine LARTIGUE	Ingénieure urbanisme et environnement Gérante	Validation

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

II. CADRE ENVIRONNEMENTAL DU SITE D'ETUDE

1. Occupation du sol et de l'espace

L'emprise projet est actuellement occupée par une parcelle en friches végétalisé. Elle jouxte :

- Au Nord et à l'Ouest, la zones d'activités et commerciales de Biganos ;
- Au Sud et à l'Est, des boisements et des parcelles en friches.

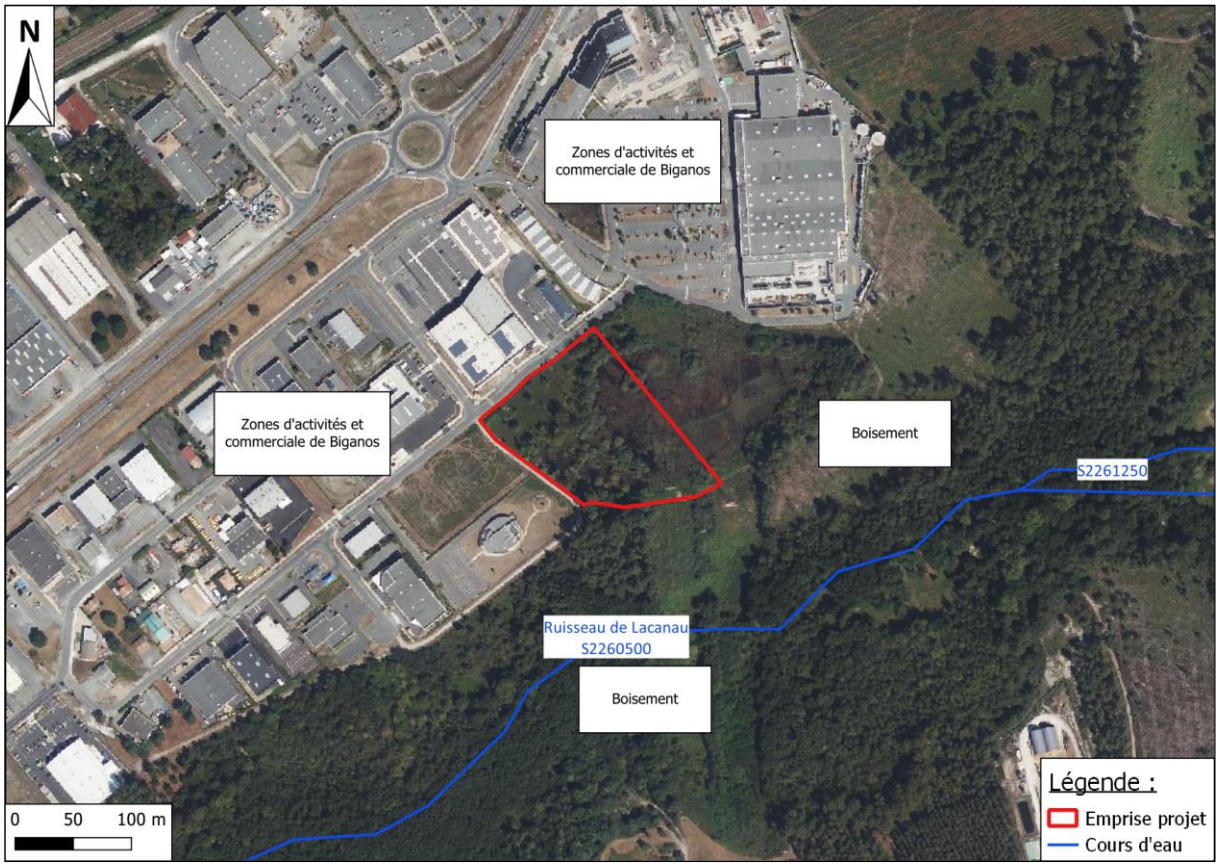


Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'étude
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2. Contexte géologique

D'après la carte géologique de BELIN (feuille n° 850) du BRGM au 1/50 000, l'emprise projet est recouverte par la formation **Ivb** composée de graviers et de sables grossiers.

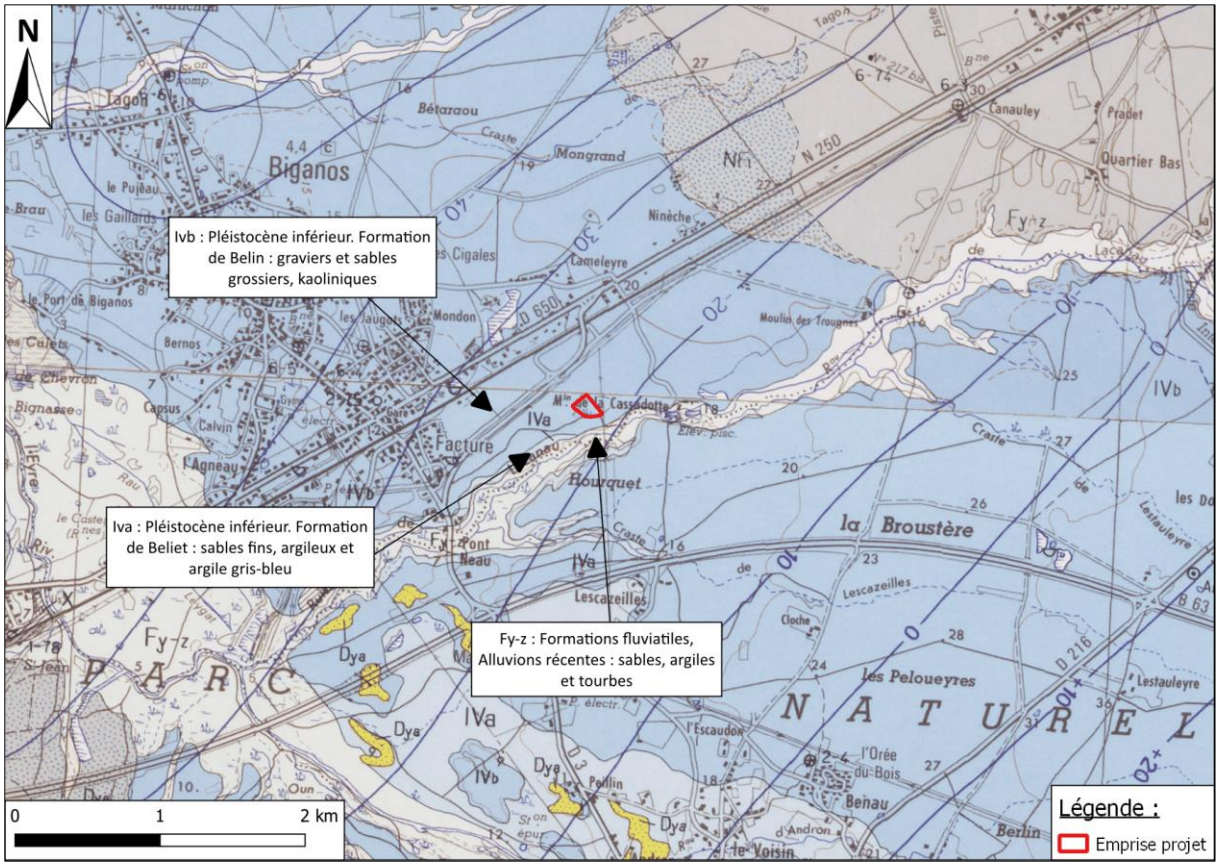


Figure 4 : Extrait de la carte géologique au 1/50 000 de la feuille de BELIN n°850
(Source : BRGM *Infoterre* ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3. Cadre hydrogéologique

a - Hydrogéologie du secteur

Plusieurs entités géologiques mis en évidence par sondage sont susceptibles de supporter une nappe d'eau souterraine. De la surface en profondeur on trouve :

- Nappe supérieure du Mio-Plio-Quaternaire :

Cet aquifère est composé de sables argileux, de calcaires gréseux avec quelques intercalations argilo-marneuses que l'on retrouve dans la partie inférieure du Miocène. La nappe ne présente pas d'autre écran imperméable.

Ce complexe aquifère est important par sa capacité d'emmagasinement mais aussi par ses possibilités d'infiltration depuis la surface du sol, avec tous les risques que ça comporte.

Les débits obtenus dans les ouvrages varient entre 10 et 30 m^3/h avec une transitivité proche de 1,5 m^2/s. Une présence importante de fer a été noté dans un forage.

- Nappe multicouche Eocène moyen - Oligocène

Cet aquifère multicouche comporte des communications qui permettent en plus d'une homogénéité de faciès d'obtenir une perméabilité de l'ordre de 5.10^{-5} m/s. De nombreux forages intervenant sur cet aquifère peuvent donner des débits disparates : 200 m^3/h à Andernos captant Oligocène et Eocène moyen, et 50 m^3/h à Audenge, prenant en compte le sommet de l'Oligocène.

Peu de matériaux imperméables séparent cet aquifère des terrains miocènes. Par conséquent, seul l'effet de filtre s'oppose à toute pollution.

- Nappe du Crétacé – Eocène inférieur

C'est un complexe hydraulique à grande porosité constitué par des faciès dolomitiques à l'origine du Crétacé supérieur et de l'Eocène inférieur. Les eaux ont un facies bicarbonatée calcique et sodique, tout en conservant une faible minéralisation.

Cette nappe est seulement exploitée par quelques forages rendant l'approche précise de la piézométrie difficile car ces captages sont mixtes incluant plusieurs aquifères. Cependant en 1988, un gradient piézométrique a pu être identifié. Penté vers l'Ouest, le gradient s'étant de +35 mNGF sur la limite Est de la carte géologique, à la côte +20 mNGF proche de la limite Ouest.

L'ouvrage d'Andernos qui capte plutôt l'Eocène inférieur, a permis un débit de 200 m3/h pour une transmissivité calculée de 5.10^{-3} m^2/s.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

b - Contexte hydrogéologique local

D'après la Base de données BD LISA (référentiel national hydrogéologique), les entités hydrogéologiques rencontrées au droit du site d'étude sont :

- L'entité 308AC03 : Sables et graviers d'Onesse et de Belin (Plio-Quaternaire), unité aquifère à nappe libre ;
- L'entité 308AC05 : Sables et graviers d'Arengosse (Plio-Quaternaire), unité aquifère à nappe libre ;
- L'entité 312AA05 : Sables verts et fauves du Miocène moyen du Bassin aquitain, unité aquifère semi-perméable.

La figure suivante illustre les entités hydrogéologiques cartographiées sur le site.

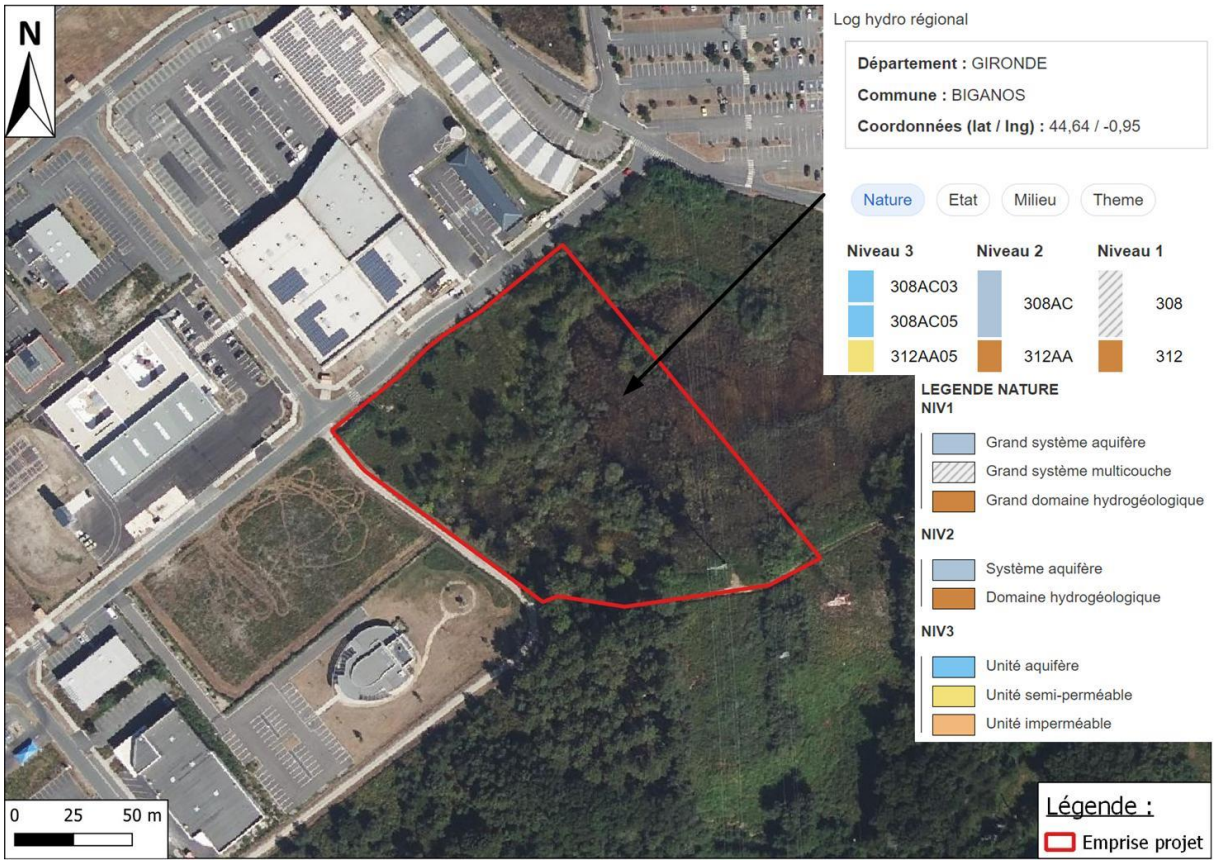


Figure 5 : Localisation des entités hydrogéologiques de la base de données LISA
(Source : BD LISA – Google satellite 2018 ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

c - Risque inondation de nappe

La réalisation de la carte nationale de sensibilité aux remontées de nappe a reposé sur l'exploitation de données piézométriques qui, après avoir été validées ont permis par interpolation de définir les isopièzes des cotes maximales probables, elles-mêmes permettant par soustraction aux côtes du Modèle Numérique de Terrain (MNT) d'obtenir les valeurs de débordement potentielles.

Cotes altimétriques du MNT – Cotes Points niveau maximal = Zones potentielles de débordement

Au regard des incertitudes liées aux cotes altimétriques, trois catégories sont présentées :

- « Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est négative ;
- « Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est comprise entre 0 et 5 m ;
- « Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est supérieure à 5 m.

Au regard des inondations par remontée de nappe, l'emprise du projet se situe dans une zone **potentiellement sujette aux débordements de nappe, avec une fiabilité forte.**

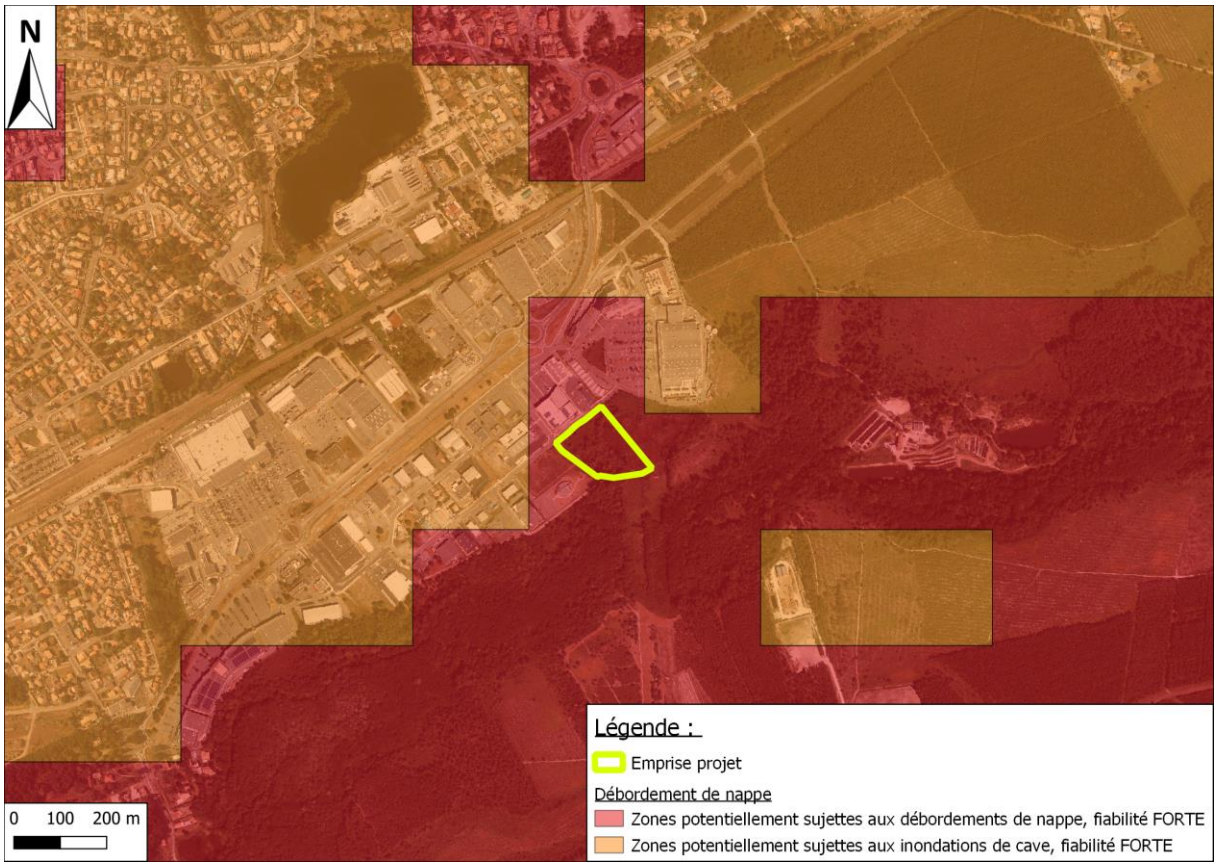


Figure 6 : Cartographie du risque de remontée de nappe
(Source : Géorisques.fr – Google Satellite ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

4. Cadre hydrographique

L'emprise projet est implantée dans le bassin versant hydrographique « Le Lacanau » d'après le Système d'Information sur l'Eau Adour-Garonne (SIEAG).

Le **« Ruisseau de Lacanau »,** référencé **S2260500** s'écoule à environ 100 m au Sud de l'emprise projet en direction du Sud-ouest.

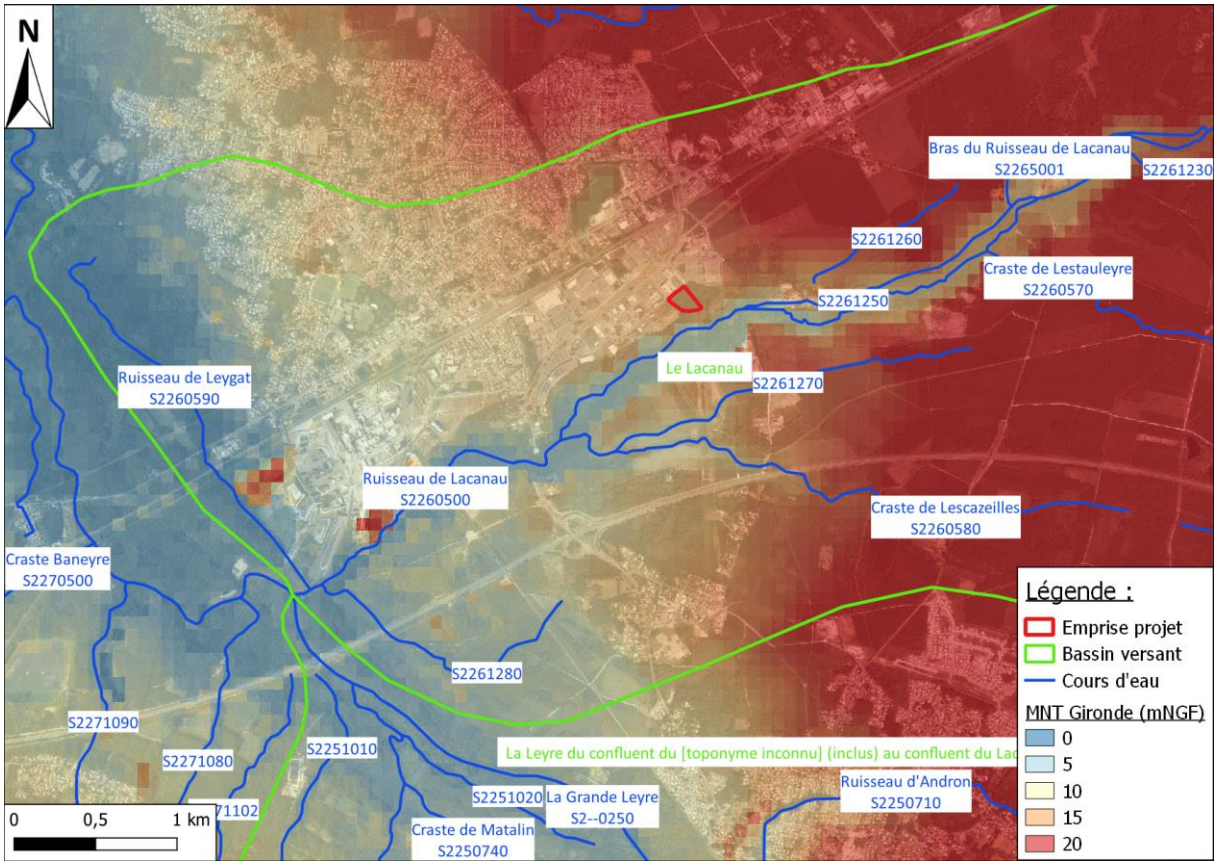


Figure 7 : Contexte hydrographique du secteur d'étude
(Sources : Google Satellite - MNT Gironde ; Réalisation : CERAG)

5. Zone de répartition des eaux (ZRE)

Selon l'arrêté préfectoral n°2013-1748, la commune de Biganos est incluse dans la Zone de Répartition des Eaux de « l'Oligocène à l'Ouest de la Garonne » à partir de la cote de -95 mNGF. L'emprise projet se situe à une altimétrie oscillant autour de +15,00 mNGF.

L'emprise du projet n'est donc pas susceptible d'intercepter la zone de répartition des eaux.

6. Captage EDCH

L'emprise projet n'est pas implantée au sein d'un périmètre de protection de captage d'Eau Destiné à la Consommation Humaine.

7. Plan de prévention du risque inondation

La commune de Biganos est concernée par le Plan de Prévention du Risque de Submersion Marine du Bassin d'Arcachon, approuvé le 19 avril 2019.

L'emprise du projet est située en dehors du zonage règlementaire du PPRSM.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

III. EXAMEN SPECIFIQUE DU SITE

1. Géologie-Hydrogéologie

a - Données géologiques

La reconnaissance géologique a consisté en la pose d'un piézomètre jusqu'à une profondeur de 3,14 m/TA.

Sa localisation, ses caractéristiques ainsi que sa coupe technique et lithologique sont exposées ci-après :



Figure 8 : Plan de localisation du piézomètre installé sur site
(Source : Google Satellite 2018 ; Réalisation : CERAG)

Piézomètre	Easting	Northing	Elévation	Profondeur	Diamètre
PzCERAG	-0,950767	44,638872	+ 14,10 mNGF	3,14 m	Ø 51/60mm

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

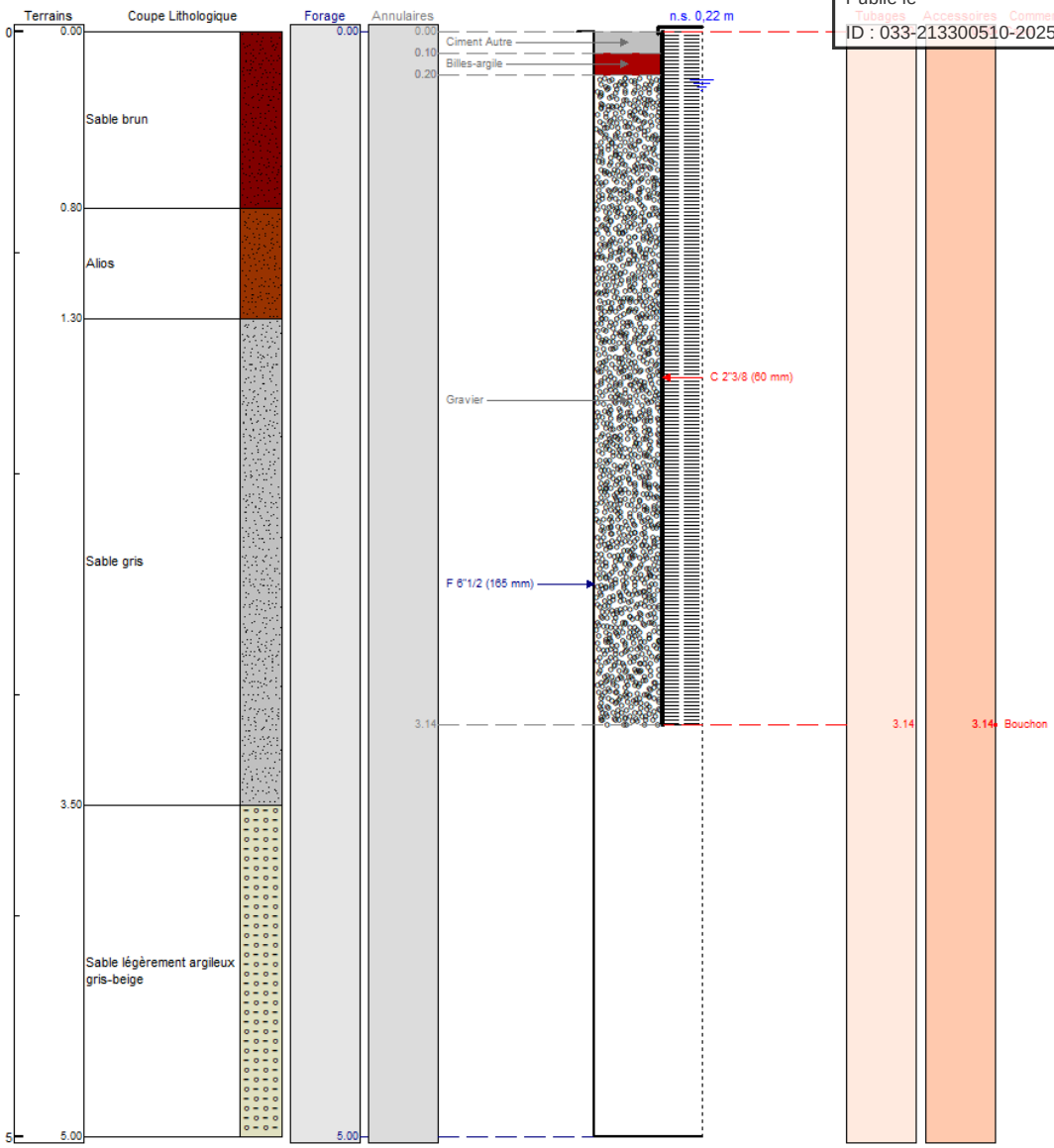


Figure 9 : Coupe technique et lithologique du piézomètre PzCERAG
(Réalisation : CERAG) :

La pose du piézomètre met en évidence une lithologie **sableuse de couleurs variables à passage aliotisé, relayée par des sables légèrement argileux.**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

b - Niveaux de la nappe

Le jour des investigations in-situ, le 16 novembre 2023, soit en période de recharges des nappes superficielles, un niveau piézométrique a été mesuré dans le piézomètre installé par le CERAG.

	Pz CERAG
Cote sol	+ 14,10 mNGF
Nappe interceptée	Nappe superficielle
Niveau d'eau stabilisé le 16/11/2023	0,22 m/TN
Cote altimétrique de la nappe rencontrée	+ 13,88 mNGF

En période de recharge, le niveau de la nappe superficielle se situe à une profondeur de 0,22 m/TN, soit à une cote altimétrique de +13,88 mNGF.

Le 16 novembre 2023, jours des investigations, la majeure partie du terrain était inondée, avec localement jusqu'à 30 cm d'eau au dessus du terrain naturel.

Ce phénomène peut s'expliquer par un cumul pluviométrique très important au cours du dernier mois. En effet entre le 18 octobre et le 16 novembre, la station pluviométrique de Bordeaux-Mérignac indique un cumul d'environ 340 mm.

2. Suivi piézométrique

Un suivi piézométrique a été réalisé sur une période d'un an.

La détermination des fluctuations de la nappe superficielle a été effectué en comparaison des données pluviométriques de la station de Bordeaux-Mérignac.

.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

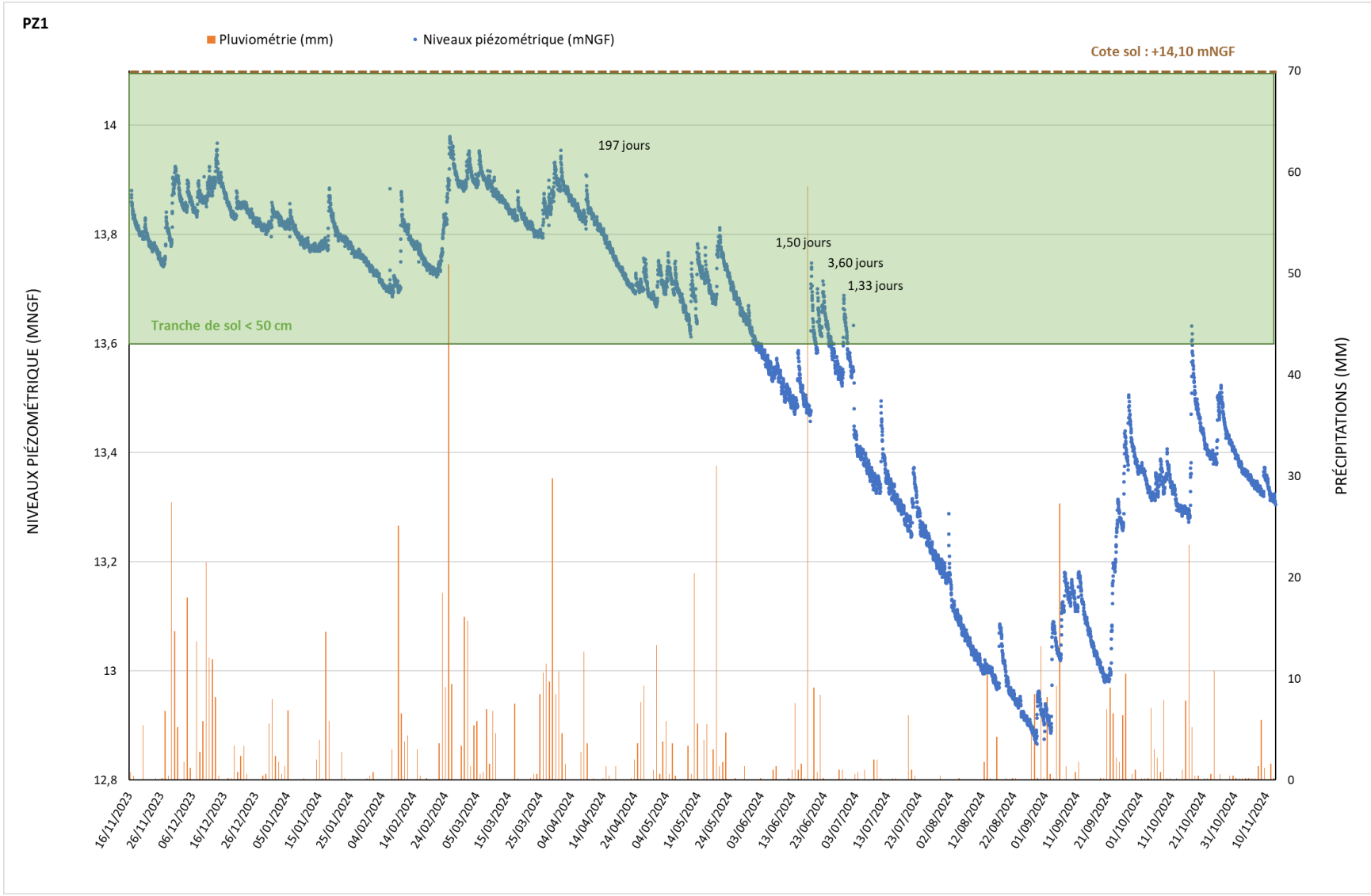


Figure 10 : Suivi du niveau piézométrique en mNGF au sein du Pz1 et pluviométrie journalière mesurée au niveau de la station de Bordeaux-Mérignac
(Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

IV. DETERMINATION DES NIVEAUX CARACTERISTIQUES DE LA NAPPE D'EAU SOUTERRAINE

D'après les données des investigations réalisées par le CERAG, au niveau du Pz1, les **niveaux caractéristiques** retenus sont :

- **Le niveau de Hautes Eaux (HE) peut être défini à partir du suivi piézométrique à une profondeur de 0,12 m/TN soit à une cote altimétrique de +13,98 mNGF ;**
- **Le niveau de Basses Eaux (BE) peut être défini à partir du suivi piézométrique à une profondeur de 1,23 m/TN soit à une cote altimétrique de +12,87 mNGF ;**
- **Le niveau Intermédiaire (NI) peut être défini à partir du suivi piézométrique à une profondeur de 0,41 m/TN soit à une cote altimétrique de +13,69 mNGF.**

	Cote sol Pz1	Hautes Eaux	Niveau Intermédiaire	Basses Eaux
Altimétrie en mNGF	**+14,10 mNGF**	**+13,98 mNGF**	**+13,69 mNGF**	**+12,87 mNGF**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

V. SYNTHESE ET PRECONISATIONS

Il est prévu la compensation d'une zone humide sur la commune de Biganos (33), au niveau du lieu-dit « Moulin de Cassadote » nécessitant un suivi piézométrique afin de déterminer les fluctuations de la nappe en fonction des périodes hydrologiques.

Les matériaux superficiels mettent en évidence une lithologie sableuse de couleurs variables à passage aliotisé, relayée par des sables légèrement argileux.

- **Suivi piézométrique**

Un suivi piézométrique automatisé a été réalisé dans le piézomètre Pz1 sur une période d'un an (novembre 2023 à novembre 2024).

Le tableau suivant retranscrit **les niveaux piézométriques caractéristiques** issues du suivi piézométrique.

	Cote sol Pz1	Hautes Eaux	Niveau Intermédiaire	Basses Eaux
Altimétrie en mNGF	**+14,10 mNGF**	**+13,98 mNGF**	**+13,69 mNGF**	**+12,87 mNGF**

- **Durée engorgement tranche de sol [0,00 – 0,50 m]**

Au droit du Pz1, la tranche de sol des cinquante premiers centimètres a été saturée par la nappe superficielle pendant 205 jours sur un suivi d'une durée de 364 jours. La durée maximale de saturation consécutive des cinquante premiers centimètres est de 197 jours.

A noter que le décompte des jours de saturation commence après plus de trois jours consécutifs hors précipitation. Pour ce piézomètre, sous ces conditions, la durée d'engorgement maximale de la tranche de sol des cinquante premiers centimètres a été de 3 jours.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6.4. Annexe 4 : Etat initial du secteur de compensation - Etudes hydrologique et pédologique - BIGANOS - Les Cabanes du Bassin - JANVIER 2025 -CERAG

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

CERAG

Bureau d'étude en Géologie, Hydrogéologie et Environnement
Siège social : 11 allée Jacques Latrille 33650 MARTILLAC
☎ 05 56 64 83 00 - ✉ *contact@cerag.fr* - *www.cerag.fr*

Etat initial du secteur de compensation

Etudes hydrologique et pédologique



Commune de BIGANOS – Rue Joseph Marie Jacquard

OPERATION D'AMENAGEMENT

Janvier 2025

Maître d'ouvrage :

francelot

1 Rue Alfred de Vigny – 78 100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
N°SIRET : 319 086 963 001 17

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE DE L'ETUDE 3

1. RAPPEL 3
2. CONTEXTE 4

II. PRESENTATION DE LA ZONE HUMIDE COMPENSATOIRE 5

1. LOCALISATION 5
2. ETAT INITIAL DE LA ZONE HUMIDE COMPENSATOIRE 6

a) Données météorologiques 6
b) Etude hydrologique et suivi piézométrique 7
c) Etude pédologique 11

3. CONCLUSION 16

LISTE DES ILLUSTRATIONS

FIGURE 1 : LOCALISATION DU SECTEUR DE COMPENSATION PAR RAPPORT AU SITE IMPACTE 5
FIGURE 2 : PLAN DE LOCALISATION DU PIEZOMETRE INSTALLE SUR SITE 7
FIGURE 3 : SUIVI DU NIVEAU PIEZOMETRIQUE EN MNGF AU SEIN DU PZ1 ET PLUVIOMETRIE JOURNALIERE MESUREE AU NIVEAU DE LA STATION DE BORDEAUX-MERIGNAC 9
FIGURE 4 : PHOTOGRAPHIES DU SITE DE COMPENSATION 10
FIGURE 5 : CARTE DES SONDAGES PEDOLOGIQUES REALISES 11
FIGURE 6 : ILLUSTRATION DE COUPES-TYPES DE PODZOSOLS ET DES COUPES OBSERVEES SUR LE TERRAIN 13
FIGURE 7 : CARTE DES ZONES HUMIDES POTENTIELLES IDENTIFIEES PAR LE CRITERE SOL 13
FIGURE 8 : CARTE DES SONDAGES PEDOLOGIQUES REALISES 14
FIGURE 9 : COUPES ET PHOTOS DES HISTOSOLS OBSERVES SUR LE TERRAIN 15
FIGURE 10 : CARTE DES ZONES HUMIDES POTENTIELLES IDENTIFIEES PAR LE CRITERE SOL 16

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

I. CONTEXTE DE L'ETUDE

1. Rappel

La Société FRANCELOT projette l'aménagement d'un lotissement de 96 logements « L'Airial du delta » au sein de la commune de BIGANOS. Le site projet s'étend sur un périmètre d'environ 3,9 ha, au Nord-Est du centre bourg, dans une dent creuse urbaine (parcelles situées en section BP n°1 et 468 du cadastre communal).

Il est à noter que ce projet a déjà fait l'objet d'études terrains et de dossiers réglementaires en 2015- 2016 (diagnostic écologique, expertise zone humide, examen au cas par cas, dossier de déclaration loi sur l'eau, plan de gestion compensatoire des zones humides et dossier dérogatoire au titre des espèces protégées).

Ceux-ci avaient mis en évidence la présence d'une zone humide floristique d'environ 0,18 ha et de plusieurs espèces protégées (Fauvette pitchou, Fadet des Laîches et Damier de la Succise).

Dans le cadre de la régularisation du dossier, a dû se faire un nouveau dépôt. Ainsi la totalité de l'emprise projet a fait l'objet de nouvelles investigations de terrain afin de mettre à jour les diagnostics établis en 2015. Dans le cadre des investigations environnementales du périmètre d'aménagement, les sociétés SIMETHIS et ENVOLIS ont confirmé la présence d'une zone humide totale d'une superficie d'environ 1 800 m^2 au sein de l'emprise de la zone d'étude, selon les critères floristiques et pédologiques de l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 (modifié le 1er octobre 2009) en application des articles L.214-7-1 et R2111-108 du Code de l'Environnement et de la loi portant création de l'Office français de la biodiversité du 26 juillet 2019.

L'analyse des incidences du projet sur cette zone humide a conduit à la démonstration de la destruction de la totalité de la surface de cette entité. En effet, sa position centrale a rendu impossible son évitement fonctionnel sans compromettre la faisabilité du projet.

La disposition D40 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 indique qu'une compensation des zones humides détruites à hauteur de 150% de la superficie impactée devra être mise en place en cas de destruction avérée. Dans le cas présent, la superficie minimale attendue est donc d'environ 2700 m^2.

Dans ce cadre, le bureau d'études CERAG a été missionné de manière spécifique pour la réalisation du présent état initial du secteur de compensation proposé (études hydrologique et pédologique).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2. Contexte

Parcelles	Surface en m²	Topographie	Zonage PLU	Géologie	Pédologie (GisSol)	Réseau hydro-graphique présent	Bassin versant	SAGE	Sensibilité aux remontées de nappes	Zones humides effectives (RPDZH)	Risque de retrait-gonflement des argiles	Impact sur la ZRE	Impact d'un périmètre de protection d'un captage	Plan de prévention des risques naturels
BO n°211p et 213p	16 987	Entre +13,90 et +14,87 mNGF	**NS** : zone naturelle de protection stricte qui couvre les secteurs de la commune où les enjeux écologiques et environnementaux sont les plus forts. Elle comprend notamment les secteurs identifiés au titre du réseau Natura 2000 tels que la vallée de la Leyre et les abords des principaux cours d'eau, mais également les espaces remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral identifiés au titre de la loi littoral, ainsi que les principales continuités écologiques et zones humides présentes sur le territoire ; **Uy :** zone urbaine destinée à l'accueil d'activités économiques et d'activités commerciales de moyennes et grandes surfaces (GMS). Elle comporte un sous-secteur UY* au sein duquel les ICPE sont admises, sans distinction d'obligation de déclaration ou d'autorisation.	Feuille 850 (Belin) **Ivb** correspondant à la formation de Belin, composée de graviers et de sables grossiers kaoliniques (Pléistocène inférieur).	Podzosols et Rédoxisols (au Sud du site étudié)	« Le Ruisseau de Lacanau » - 100 m au Sud du site étudié	« Le Lacanau »	Oui : « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés »	Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe	Oui « Zone humide de la Cassadotte » n° 49319 (inclus)	Risque modéré - Exposition moyenne	Non « Oligocène à l'Ouest de la Garonne : -95 m NGF) »	Non	Oui Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Incendies de Forêt Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine du Bassin d'Arcachon (**non-inclus**)
TOTAL			16 987 m²											

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

II. PRESENTATION DE LA ZONE HUMIDE COMPENSATOIRE

1. Localisation

Le site de compensation se situe à 1,1 km du site impacté, au Sud-Est du centre-ville de la commune de Biganos (33), à l'Est du bassin d'Arcachon, dans le département de la Gironde (33). Ce site est localisé au sein du bassin versant nommé « Le Lacanau », situé au Sud du bassin versant de « La Leyre du confluent de la Petite Leyre au bassin d'Arcachon », dans lequel est situé le site impacté.

Le site de compensation envisagé est ponctuellement composé de boisements, mais également de zones colonisées par l'Aronie, la Fougère aigle, et plus majoritairement par une lande ouverte à Molinie susceptible de se refermer. D'une superficie totale de 16 987 m², il occupe les parcelles cadastrées section BO n°211p et 213p.

Ces parcelles sont potentiellement drainées par un fossé présumé sous roncier en bordure Nord-Ouest. Cependant, au vu de son enfrichement, celui-ci semble peu fonctionnel.

Par ailleurs, le site tire son importance de par son intégration dans des périmètres de protection de l'environnement : « Milieux humides et marécageux de la basse vallée de l'Eyre » (ZNIEFF 1), « Vallées de l'Eyre, de la grande et de la petite Leyre » (ZNIEFF 2), « Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne » (PNR). Également, se trouve à proximité immédiate le site Natura 2000 Directive Habitats « Vallées de la Grande et de la Petite Leyre » (87 m au Sud) et le site ZICO « Bassin d'Arcachon et Réserve Naturelle du banc d'Arguin » (54 m au Sud-Ouest). Enfin, celui-ci se situe au cœur d'une zone humide répertoriée au RPDZH nommée « Zone humide de la Cassadotte » et référencée n° 49319.

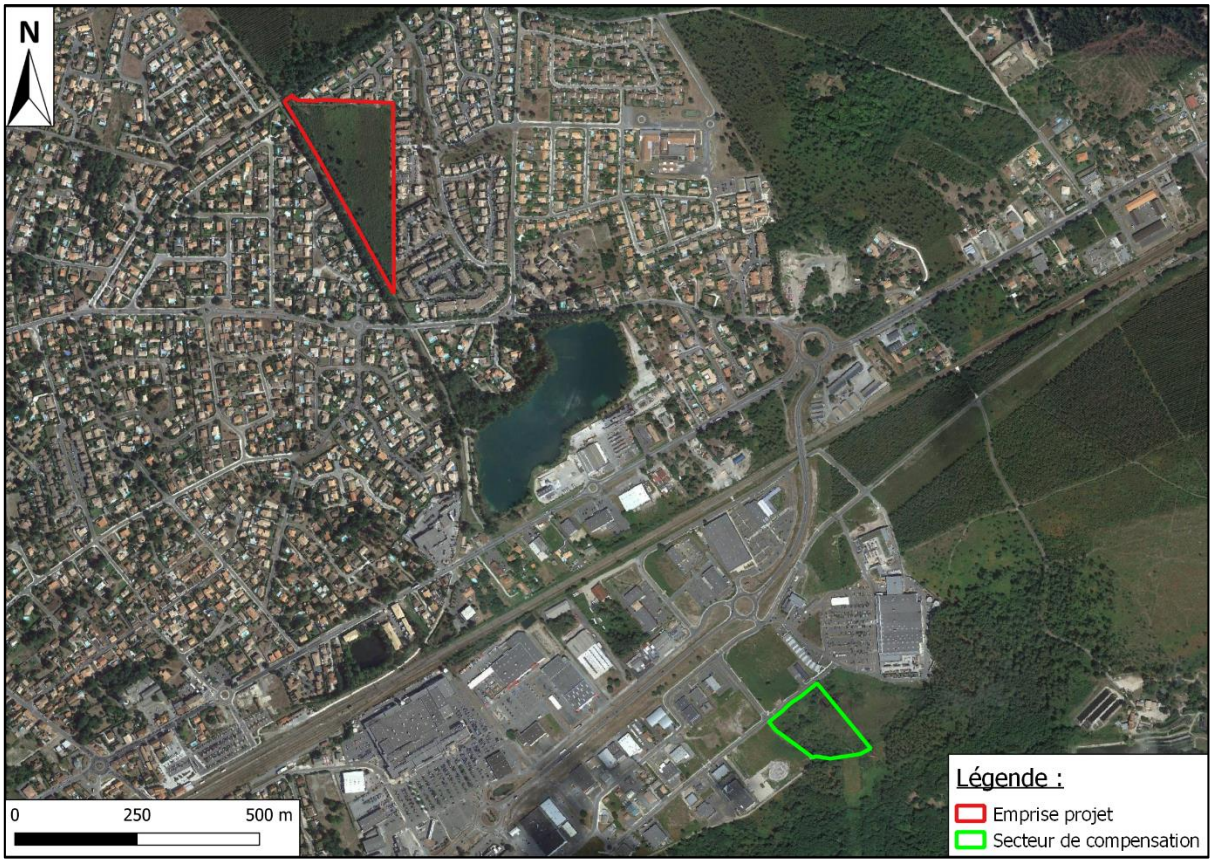


Figure 1 : Localisation du secteur de compensation par rapport au site impacté
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

2. Etat initial de la zone humide compensatoire

Le site de compensation a fait l'objet d'une première campagne de terrain, le **16 novembre 2023**, afin de disposer d'un état de référence avant travaux.

Le site de compensation a été observé engorgé en eau dans sa quasi-totalité, en dehors des zones colonisées par la Fougère Aigle. En effet, un niveau d'eau compris entre 0,20 et 0,50 m au-dessus de la surface du terrain naturel a pu être noté. Ce phénomène peut s'expliquer par un cumul pluviométrique très important au cours du mois précédent les prospections.

Au sein des sondages réalisés dans les zones colonisées par la Fougère Aigle et l'Aronie, un niveau piézométrique a été mesuré à des profondeurs comprises entre 0,15 et 0,30 m/TN.

Le site de compensation a fait l'objet d'une seconde campagne de terrain, le **31 mai 2024**, afin de compléter les résultats de la première campagne.

La zone engorgée précédemment identifiée a peu diminuée depuis les dernières investigations. Les sondages effectués ont permis d'apporter qu'une faible surface de prospections supplémentaires.

a) Données météorologiques

Première campagne (16/11/2023) :

Au jour des investigations, le temps était nuageux avec une température maximale avoisinant les 17,5°C. D'après les données de la station météorologique de Cazaux-La Teste de Buch, de nombreux épisodes pluvieux ont eu lieu la semaine précédant les investigations, avec un cumul des précipitations de 39,8 mm enregistré sur la période du 9 au 15 novembre inclus.

Deuxième campagne (31/05/2024) :

Au jour des investigations, le temps était nuageux avec une température maximale avoisinant les 19,5°C. D'après les données de la station météorologique de Cazaux-La Teste de Buch, quelques épisodes pluvieux ont eu lieu la semaine précédant les investigations, avec un cumul des précipitations de 7,8 mm enregistré sur la période du 23 au 30 mai inclus.

Par ailleurs, il convient de noter que ce secteur présente un excèdent pluviométrique sur la période de novembre 2023 à mai 2024 (787,4 mm), par rapport aux normales de saison, calculées sur la période 1991–2020 (612,9 mm).

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

b) Etude hydrologique et suivi piézométrique

Les parcelles semblent drainées par un fossé présumé sous roncier en bordure Nord-Ouest. Cependant, au vu de son enfrichement, celui-ci semble peu fonctionnel. Enfin, au jour des investigations, les parcelles au droit du site ne semblent pas être utilisées. Aucun signe de pâturage n'est visible (piétinement).

Un suivi piézométrique a été effectué sur une période d'un an. Celui-ci a démarré en date du 16 novembre 2023, jour de la pose de l'ouvrage piézométrique Pz CERAG réalisée par le BE CERAG. La détermination des fluctuations de la nappe superficielle en comparaison des données pluviométriques de la station de Bordeaux-Mérignac sera effectuée à la suite du suivi piézométrique.

La localisation de l'ouvrage Pz CERAG est exposée ci-après :

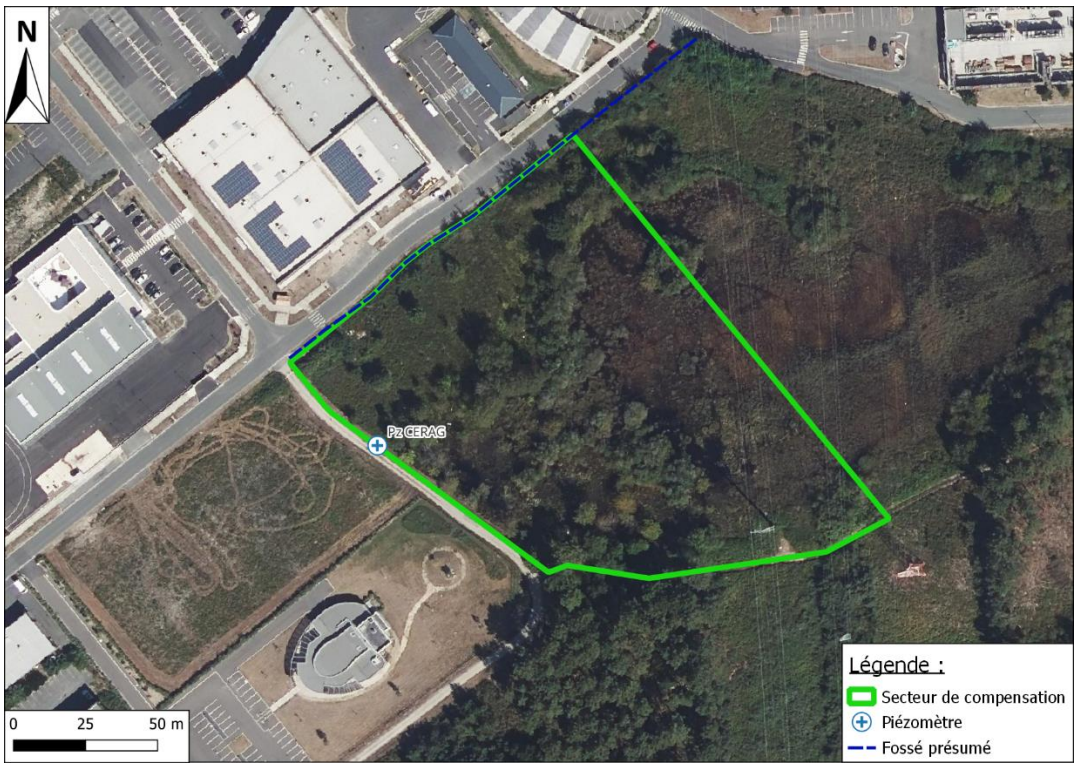


Figure 2 : Plan de localisation du piézomètre installé sur site
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG)

Le jour des investigations in-situ, le 16 novembre 2023, soit en période de recharge des nappes superficielles, un niveau piézométrique a été mesuré dans le piézomètre installé par le CERAG.

	Pz CERAG
Cote sol	+ 14,10 mNGF
Nappe interceptée	Nappe superficielle
Niveau d'eau stabilisé le 16/11/2023	0,22 m/TN
Cote altimétrique de la nappe rencontrée	+ 13,88 mNGF

En période de recharge, le niveau de la nappe superficielle se situe à une profondeur de 0,22 m/TN, soit à une cote altimétrique de +13,88 mNGF.

Le 16 novembre 2023, jour des investigations, la majeure partie du terrain était inondée, avec localement jusqu'à 30 cm d'eau au-dessus du terrain naturel.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Le tableau suivant retranscrit les niveaux piézométriques caractéristiques issus du suivi piézométrique sur une période d'un an.

	Cote sol Pz1	Hautes Eaux	Niveau Intermédiaire	Basses Eaux
Altimétrie en mNGF	**+14,10 mNGF**	**+13,98 mNGF**	**+13,69 mNGF**	**+12,87 mNGF**

- **Durée engorgement tranche de sol [0,00 – 0,50 m]**

Au droit du Pz1, la tranche de sol des cinquante premiers centimètres a été saturée par la nappe superficielle pendant 205 jours sur un suivi d'une durée de 364 jours. La durée maximale de saturation consécutive des cinquante premiers centimètres est de 197 jours.

Afin de statuer sur le caractère humide d'un sol, le décompte des jours de saturation commence après plus de trois jours consécutifs hors précipitation. Pour ce piézomètre, sous ces conditions, la durée d'engorgement maximale de la tranche de sol des cinquante premiers centimètres a été de 3 jours.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

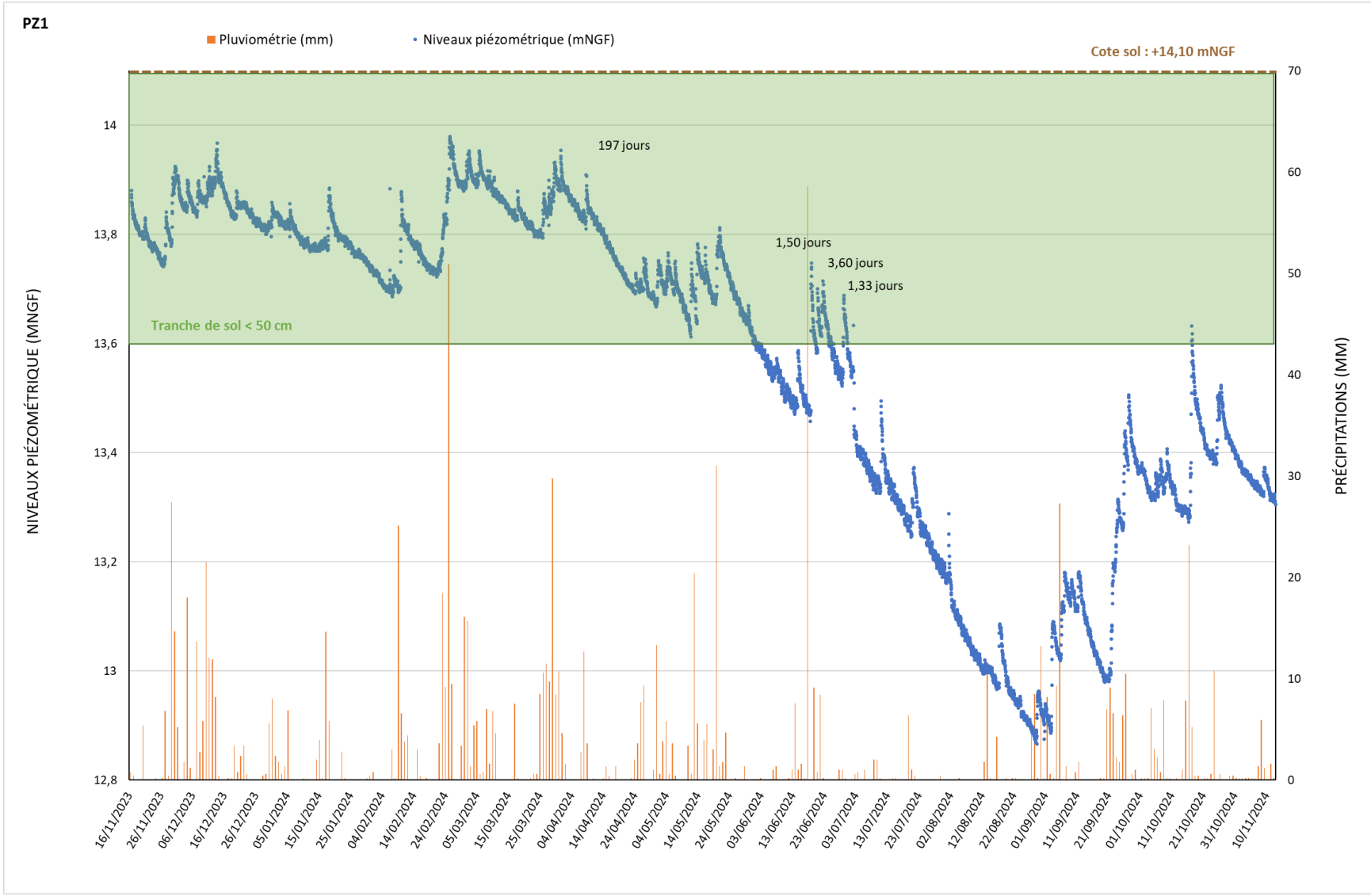


Figure 3 : Suivi du niveau piézométrique en mNGF au sein du Pz1 et pluviométrie journalière mesurée au niveau de la station de Bordeaux-Mérignac
(Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE



Figure 4 : Photographies du site de compensation
(©CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

c) Etude pédologique

i. Campagne de prospection – 16/11/2023

Une première campagne de prospection a été réalisée sur le site de compensation le **16 novembre 2023** et a consisté en l'exécution de **4 sondages** à la tarière manuelle jusqu'à une profondeur maximale de 0,90 m/TN. Cette expertise pédologique a pour but d'évaluer les caractéristiques actuelles du sol afin de cibler de manière pertinente les actions de restauration à mettre en œuvre.

A noter que la présence d'un engorgement important sur la quasi-totalité du site a fortement limité la zone prospectable. De ce fait, seuls 4 sondages ont pu être réalisés au niveau des zones colonisées par la Fougère Aigle et également sur une partie de la zone colonisée par l'Aronie.

La localisation des sondages réalisés est donnée ci-dessous :



Figure 5 : Carte des sondages pédologiques réalisés
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG

Les sondages ont révélé un sol assez homogène à l'échelle des parcelles visées.

En effet, l'ensemble des sondages (**S1, S2, S3 et S4**) a permis d'observer des sols sableux, avec des solums différenciés dont les horizons de surface sont très riches en matières organiques : il s'agit de **podzosols humiques** et **humo-duriques**.

La succession d'horizons la plus souvent observée est la suivante, de haut en bas :

- Un horizon organo-minéral, noté **Ae**, de couleur « poivre et sel » se développant à partir d'une végétation acidophile (bruyère, ajonc, callune, pin, fougère) ;
- Un horizon éluvial humique, noté **Eh**, de couleur grise, riche en matière organique et assez épais ;

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

- Un horizon d'accumulation de couleur brun-ocre à brun rouille où se concentrent des complexes organo-minéraux composés de matière organique, d'aluminium et de fer, ayant migré à travers le solum et précipité. Il s'observe soit sous forme meuble notée **BPs** (podzosol humique), soit sous forme indurée, appelée ***alios,*** et notée **BP** (podzosol humo-durique). Cet horizon est souvent situé dans la zone de battement du niveau de nappe.
- Un horizon de sables beiges correspondant à la formation sédimentaire sous jacente.

Les podzosols humiques et humo-duriques correspondent à des cas particuliers de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié puisqu'il s'agit de sols engorgés en eau mais sans les traits d'hydromorphie « classiques » définis par le GEPPA. Dans ce cas, une expertise des conditions hydrogéomorphologiques est demandée.

L'appréciation des conditions hydrogéomorphologiques du site implique le croisement de différentes observations du milieu (sol, drainage, nappe) afin de mieux cerner son fonctionnement hydrologique.

Du point de vue textural, la présence de l'horizon aliotique est un marqueur témoin d'une zone de battement de la nappe. Lorsqu'il est induré, ses propriétés physiques lui donnent les caractéristiques d'un niveau peu perméable pouvant engendrer l'apparition de « nappes perchées » par la stagnation des eaux météoriques dans les horizons de surface. De plus, l'horizon Eh est caractéristique d'un horizon éluvié humique riche en matière organique qui n'ont pas migré vers le fond. Il est donc aussi en relation avec ce mouvement de nappe.

Ainsi, la position de l'horizon aliotique dans le solum et la présence de cet horizon Eh sont des éléments indicateurs de la présence d'une nappe phréatique atteignant temporairement les horizons de surface en période hivernale.

Cependant, le temps moyen de résidence des matières organiques pouvant être de l'ordre du millier d'années, cette morphologie peut être héritée de périodes plus humides ou avant drainage. La nappe étant la principale source d'alimentation des zones humides de plateau, l'observation du niveau piézométrique est le meilleur outil pour statuer de l'engorgement des horizons superficiels du sol.

Pour cette raison, un piézomètre noté Pz CERAG a été installé sur site par le BE CERAG le 16 novembre 2023 et fera l'objet d'un suivi du niveau de nappe tout au long de la période de recharge et ainsi, confirmer ou infirmer l'engorgement des horizons de surface (50 premiers centimètres) de manière prolongée (hors précipitations).

A noter qu'au jour des investigations, les sondages pédologiques réalisés ont permis d'observer un niveau de nappe à des profondeurs comprises entre 0,15 et 0,30 m/TN.

Les coupes schématiques et photographies ci-après illustrent les sols rencontrés au droit de ces sondages :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

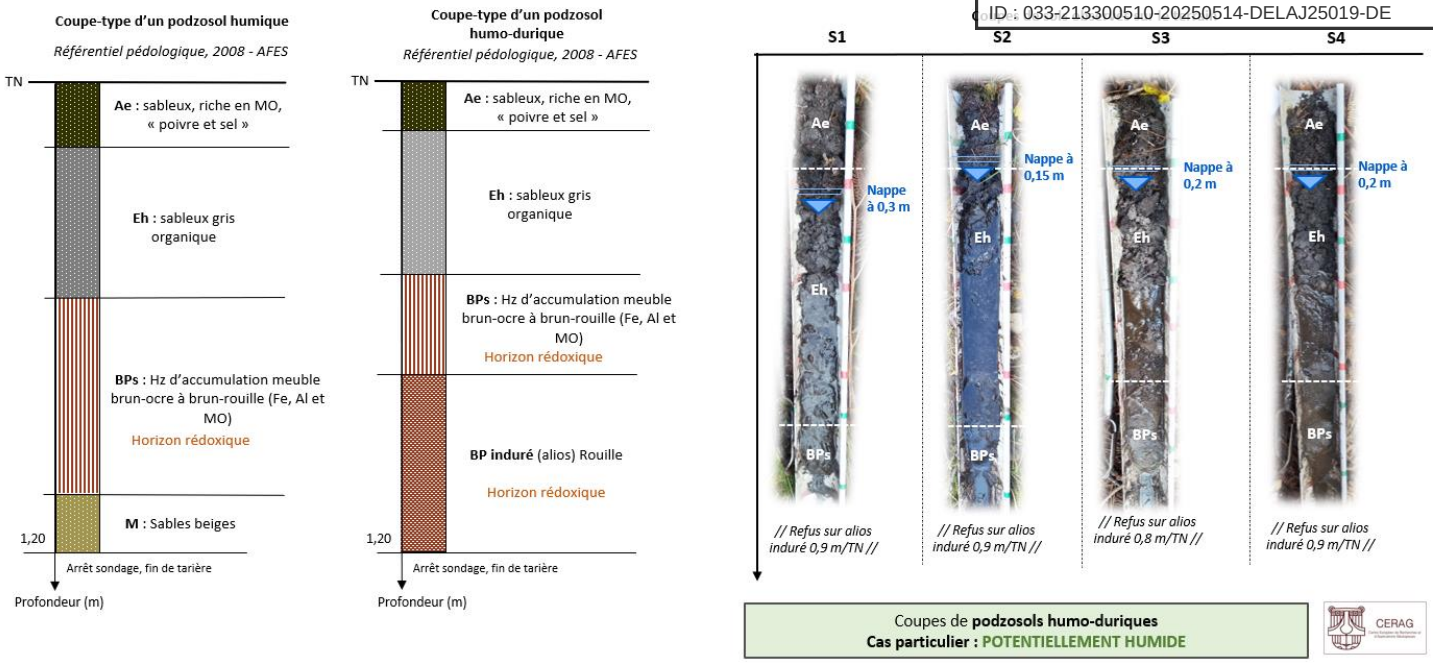


Figure 6 : Illustration de coupes-types de podzosols et des coupes observées sur le terrain
(Réalisation : CERAG)

Ainsi, la première campagne de prospection a permis d'identifier une **zone humide potentielle au droit de l'ensemble du site de compensation soit une zone humide potentielle d'une surface totale de 16 987 m². Cette conclusion est amenée à évoluer en fonction du suivi piézométrique, et des futures prospections à une période plus favorable.**

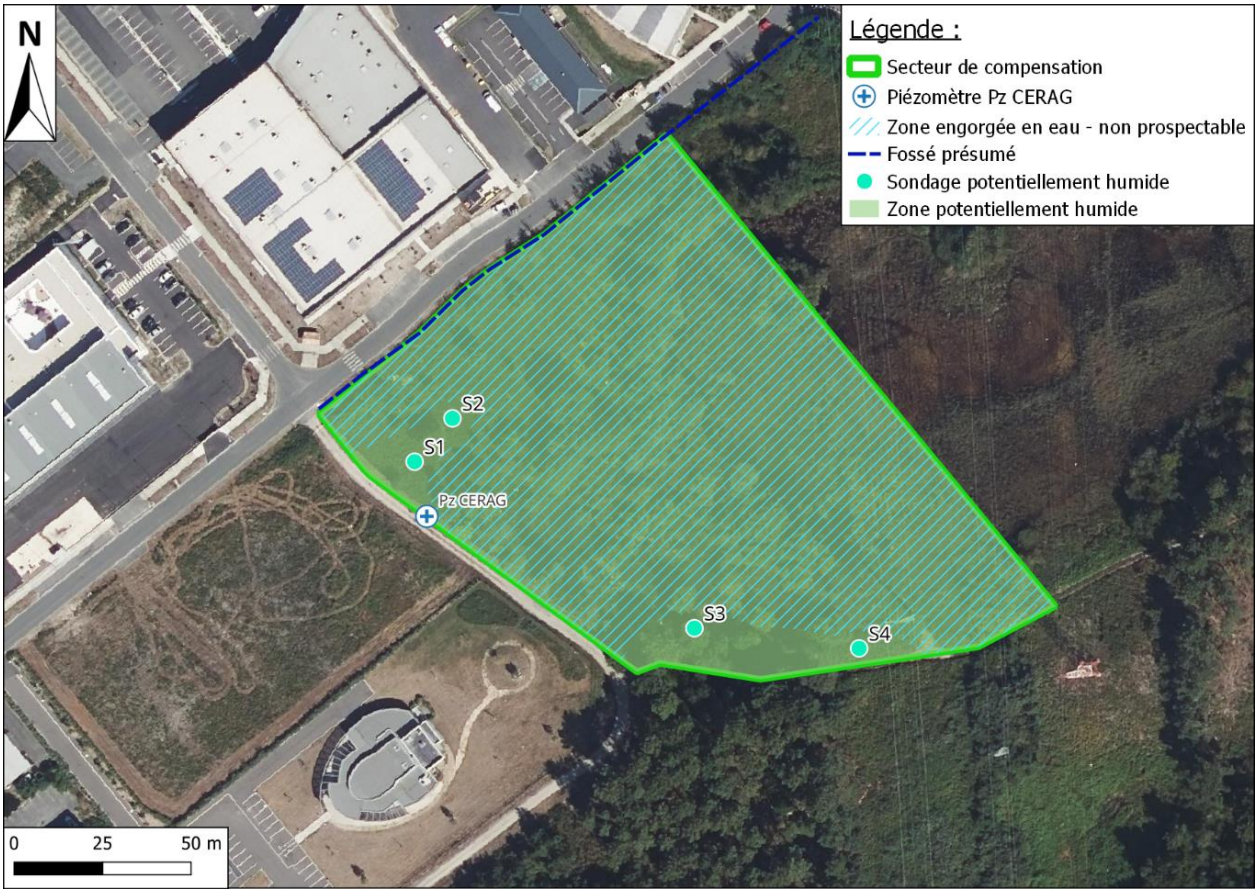


Figure 7 : Carte des zones humides potentielles identifiées par le critère sol
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

ii. Campagne de prospection – 31/05/2024

Une seconde campagne de prospection a été réalisée sur le site de compensation le **31 mai 2024** et a consisté en l'exécution de **3 sondages** à la tarière manuelle jusqu'à une profondeur maximale de 0,90 m/TN. Cette expertise pédologique a pour but de compléter la précédente campagne et ainsi d'évaluer les caractéristiques actuelles du sol afin de cibler de manière pertinente les actions de restauration à mettre en œuvre.

A noter que la présence d'un engorgement important sur la quasi-totalité du site a fortement limité la zone prospectable. De ce fait, seuls 3 sondages ont pu être réalisés au droit des zones pas encore prospectées lors de la première campagne.

La localisation des sondages réalisés est donnée ci-dessous :



Figure 8 : Carte des sondages pédologiques réalisés
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG

Les sondages ont révélé un sol assez homogène à l'échelle des parcelles visées. En effet, l'ensemble des sondages (**S5, S6 et S7**) ont permis d'observer des sols sableux chargés en matière organique. Le test à l'orthophénantroline s'est montré positif dans tous les sondages à une profondeur comprise entre la surface et 0,20 m/TA, signe d'un horizon réductique. D'après le GEPPA, ces sols correspondent à la typologie des **histosols**.

A noter qu'au jour des investigations, les sondages pédologiques réalisés ont permis d'observer un niveau de nappe à des profondeurs comprises entre la surface et 0,20 m/TA.

Les coupes schématiques et photographies ci-après illustrent les sols rencontrés au droit de ces sondages :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

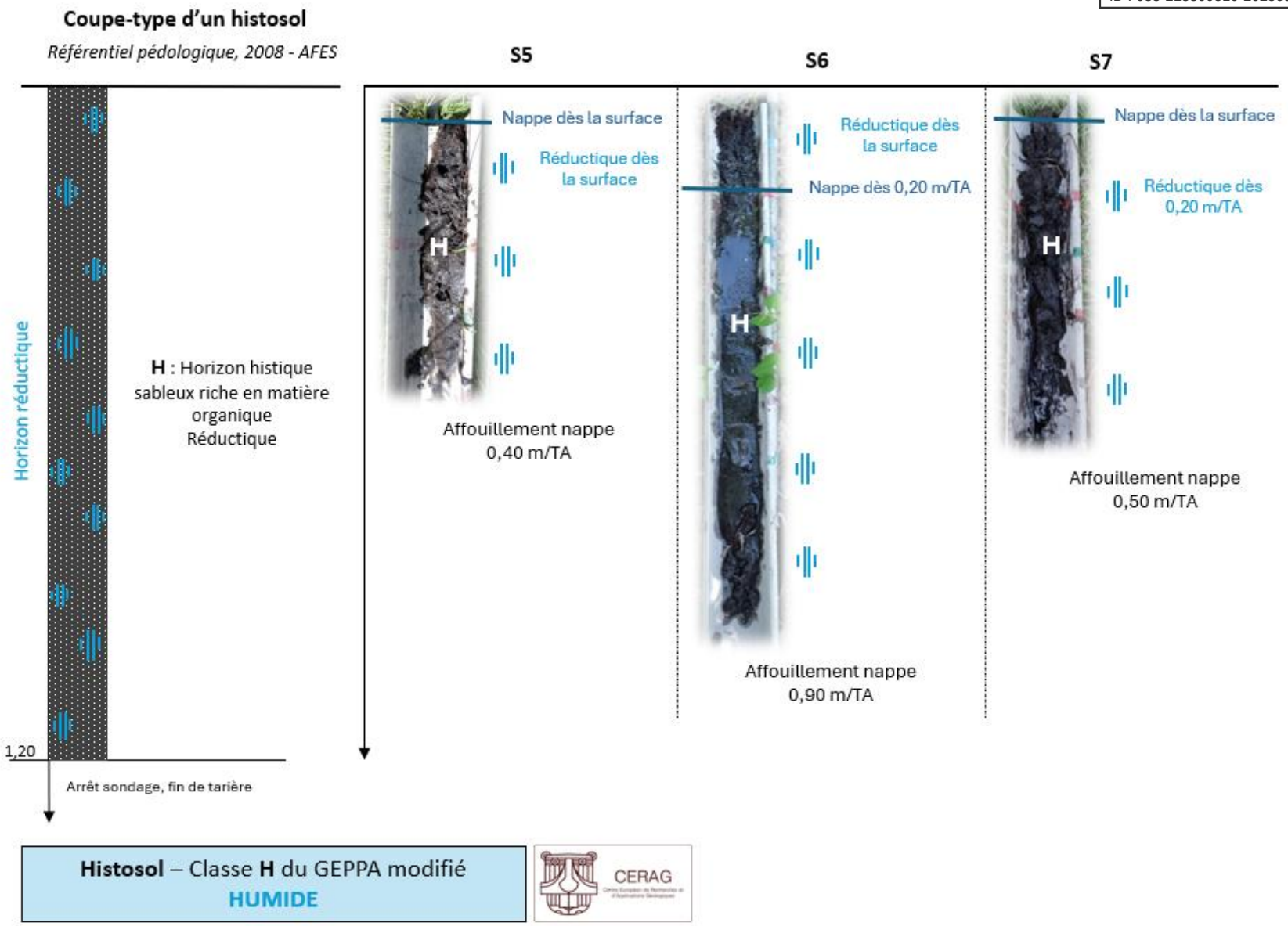


Figure 9 : Coupes et photos des histosols observés sur le terrain
(Réalisation : CERAG)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

Ainsi, la seconde campagne de prospection a permis d'identifier des histosols au droit du site de compensation. De plus, le site est toujours en eau (nappe entre 20 et 30 cm au-dessus du terrain naturel aux abords des zones prospectables) en période de niveaux intermédiaires.

Au vu des premiers résultats du suivi piézométrique, de la typologie du sol, et de l'engorgement actuel du site, une zone humide est présente au droit de l'ensemble du site de compensation sur une surface totale de 16 987 m².



Figure 10 : Carte des zones humides potentielles identifiées par le critère sol
(Source : Google Satellite ; Réalisation : CERAG

3. Conclusion

L'expertise pédologique et le suivi piézométrique sur une durée d'un an ont permis d'identifier une **zone humide au droit de l'ensemble du site de compensation soit une surface totale de 16 987 m².**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

6.1. Annexe 5 : Certificat de dépôt des données brutes de biodiversité acquises (2024)



Import ID : 25471

Date d'import : 2025-02-17 16:32:35.411290

Nom du fichier d'import : DEPOBIO_2024.csv

Zone géographique



Taxons
10

Données importées/totales
13 / 13

Fiche descriptive

Identification

Auteur : PAIN Cedric
SRID : 2154
Encodage : ISO-8859-1
Format : csv
Jeux de données : Suivi 2024

Répartition taxonomique



Erreurs

Type d'erreur	Champ	Nombre d'erreur(s)

Voir le rapport dans le module d'import

2025-02-17 16:32:35.411290

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

CONTRAT D'OBLIGATION RÉELLE ENVIRONNEMENTALE

Entre les soussignés :

COMMUNE DE BIGANOS, demeurant, 52, Avenue de la Libération, CS 80450, BIGANOS
Ci-après dénommée, « **Le PROPRIETAIRE** »,

FRANCELOT SAS 1 rue Alfred de Vigny Business Park 78 112 ST GERMAIN EN LAYE, ci-après dénommé « **LE PETITIONNAIRE** »

SIMETHIS, demeurant à impasse de Calonge, Parc d'Activités du Courneau 33 610 CANEJAN
Ci-après dénommé « **GESTIONNAIRE** »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet du contrat

En application des articles **L.132-3 et suivants du Code de l'environnement**, Les parties conviennent de constituer une Obligation Réelle Environnementale sur les parcelles cadastrées BO 211 et BO213, située à BIGANOS, en GIRONDE.

Ces obligations visent à préserver, restaurer et gérer durablement les écosystèmes présents sur ces parcelles.

Article 2 – Description des obligations environnementales

Le PETITIONNAIRE, ET LE GESTIONNAIRE s'engagent à respecter et mettre en œuvre les actions suivantes

1) **Obligations de préservation** :

- Ramassage des déchets,
- Réorientation des pratiques sylvicoles au profit d'îlots de sénescence (sur 5 800 m²), à savoir :
  - Absence d'exploitation durant la totalité de la mesure,
  - Abattage possible mais limité (raisons de santé de l'arbre, risque de chute pouvant présentant un danger pour le public) en dehors de la période de nidification des oiseaux (mi-février à août),
  - Conservation du bois mort sur pied ou à terre de façon homogène dans le peuplement en faveur des pics et des insectes saproxyliques.

2) **Obligations de gestion et d'entretien** :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

- Maintien de milieux pré-forestiers de type rivulaires (sur 5 000 m²) :
  - Conservation des saules et des chênes,
  - Entretien des fourrés pour éviter qu'ils ne gagnent sur les espaces limitrophes (molinaies),
  - Élagage manuel avec revalorisation des branchages sur site en petits tas.

- Maintien de milieux pré-forestiers de types landicoles (sur 6 500 m²) : l'objectif est de maintenir des faciès de landes arbustives en faveur du développement de l'Ajonc d'Europe et de la Bruyère à balai.
  Les jeunes feuillus sont coupés et revalorisés sur site en petits tas aux abords de la pièce d'eau pour créer des zones de refuges.
  La gestion du secteur est réalisée par bandes parcellaires de 10 mètres de large environ : gyrobroyage à 30 cm tous les 5 à 8 ans sans export, en rotation (1 bande sur 2) en fonction de l'évolution du milieu.
  Les travaux d'entretien s'organisent comme suit : aucun entretien les 4 premières années, entretien des bandes paires (n+5, n+10, n+15, n+20, n+25), entretien des bandes impaires (n+8, n+13, n+18, n+23, n+28).

- L'éradication des foyers d'Aronie pourpre par le décaissement des premiers horizons du sol (20 à 40 cm) sur l'ensemble de l'unité de gestion en préservant les arbres présents, ce qui permettra d'enlever les plants (troncs, couronnes, racines…). Reprofilage en pente douce. Revégétalisassions des 1 200 m² décapés de manière naturelle.

- La gestion post-travaux de cette unité est un gyrobroyage sans export tous les 3 ans à une hauteur de 30 cm environ, afin de conserver les touradons de Molinie bleue. La gestion réalisée hors période de sensibilité des espèces (octobre à mars). Si jugé nécessaire lors des suivis écologiques (reprise de la Fougère aigle sur le site), une gestion complémentaire avec l'utilisation d'un rouleau brise-fougères est réalisé.

- La restauration et l'entretien des faciès de landes humides à Molinie bleue (sur 11 000 m²) : passage d'un rouleau brise-fougères les premières années (fréquence à déterminer et adapter en fonction de la réaction de la plante).

  Puis gyrobroyage sans export tous les 3 ans à une hauteur de 30 cm sur la période d'octobre à mars (hors secteurs faisant l'objet d'une lutte contre la Fougère aigle).

- Les travaux de restauration et de gestion sont réalisés hors période de sensibilité des espèces, soit d'octobre à mi-février.

- Le plan de gestion est annexé aux présentes

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

3) Obligations spécifiques :

Le suivi écologique sera réalisé de façon annuelle pendant les cinq premières années, puis tous les 5 ans jusqu'en 2042 et tous les 10 ans jusqu'en 2075.

Article 3 – Durée et modalités de renouvellement

Le présent contrat est conclu pour une durée de **50 ans**, prenant effet à compter de sa signature.

À l'expiration de cette période, tous les engagements pris dans le cadre du présent contrat cesseront de plein droit, sans qu'aucune reconduction tacite ne puisse être invoquée.

Article 4 – Droits et obligations du Propriétaire

Le Propriétaire :

- Conserve la pleine propriété du bien et peut l'exploiter dans le respect des obligations définies.
- Informe tout acquéreur ou locataire des engagements pris en vertu du présent contrat.
- Autorise le pétitionnaire, l'ASL (lorsque la cession de l'assiette des voieries et parties communes du programme aura été actée par voie notariée) et Le gestionnaire à accéder aux parcelles concernées pour contrôle et suivi (selon des modalités définies en **article 5**).

Article 5 – Modalités de suivi et contrôle

Un suivi écologique sera effectué par le Pétitionnaire, puis par l'ASL après la cession de l'assiette des voiries et ouvrages communs, selon les modalités suivantes : le suivi écologique sera réalisé de façon annuelle pendant les cinq premières années, puis tous les 5 ans jusqu'en 2042 et tous les 10 ans jusqu'en 2072.

Le pétitionnaire prend toutes les mesures pour garantir que les obligations en matière de suivi écologique seront transférées à la future ASL coiffant le programme, lorsque l'assiette des voiries et équipements communs lui aura été cédée.
Le propriétaire s'engage à laisser l'accès aux personnes habilitées par le pétitionnaire et le gestionnaire sans restriction aucune. Le gestionnaire devra au préalable informer la commune de son besoin d'accès aux parcelles.
La commune sera également destinataire des comptes-rendus du gestionnaire, envoyés aux services de l'environnement (DREAL) compétents.

Article 6 – Conséquences en cas de non-respect

Si le Propriétaire ne respecte pas les engagements du présent contrat, après mise en demeure restée sans effet, le Bénéficiaire pourra :

- Demander l'exécution forcée des obligations par voie judiciaire.
- Demander réparation du préjudice écologique causé par la violation des obligations.

Dans tous les cas, le contrat **reste attaché au bien**, y compris en cas de vente ou de

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

transmission de la propriété.

Article 7 – Changement du GESTIONNAIRE

Pendant toute la durée des présentes, le suivi de la mesure sera assuré par un gestionnaire pour une période initiale de dix (10) ans, renouvelable par tacite reconduction.

En cas de changement de gestionnaire à l'initiative de la société SIMETHIS ou de tout autre gestionnaire qui serait en charge de cette mission, cette dernière ou ce dernier s'engage à proposer un remplaçant à l'ASL, qui se substituera au pétitionnaire.

Le nouveau gestionnaire sera tenu de respecter l'ensemble des obligations relatives au suivi de la mesure.

Article 8 – Publicité du contrat

Le présent contrat sera **publié au service de la publicité foncière** afin d'être opposable aux tiers

Article 9 – Frais et responsabilités

Les frais liés à la publication du contrat sont à la charge du pétitionnaire puis de l'ASL dès que cette dernière sera devenue propriétaire de l'assiette des voiries et équipements communs.

Article 10 – Loi applicable et juridiction compétente

Le présent contrat est régi par le **droit français** et tout litige sera soumis aux tribunaux compétents du ressort du **lieu de situation de la parcelle**.

Article 11 – Signature des parties

Fait à Biganos, le 1er Avril 2025

En **deux exemplaires**.

Le Propriétaire :
(Nom de la commune, signature cachet éventuel de l'organisme)

Le Pétitionnaire :
(Nom de la société, signature)

Le Gestionnaire : SIMETHIS
(Nom de la société, signature)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 MAI 2025

ANNEXE - PROJET IMMOBILIER « LES CABANES DU BASSIN » - MISE EN PLACE D'UN CONTRAT D'OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE

Le site de compensation retenu permet d'assurer la conservation et la gestion écologique d'une zone identifiée comme prioritaire en matière de protection environnementale. En effet, les parcelles concernées sont situées au sein d'une zone humide prioritaire selon le SAGE Leyre. L'initiative repose sur une **Obligation Réelle Environnementale** (ORE), garantissant un engagement à long terme pour la préservation du site.

Actions réalisées :

1. Mise en place du cadre juridique et administratif

- Signature d'un **conventionnement tripartite** entre **FRANCELOT** (porteur du projet), la **COMMUNE** (propriétaire du terrain) et un **écologue** (chargé du suivi écologique).
- Engagement dans une **Obligation Réelle Environnementale (ORE)**, garantissant la conservation à long terme de la zone humide.

2. Aménagement et restauration écologique du site

- **Identification et préservation** des habitats naturels et semi-naturels existants.
- **Restauration de la zone humide** pour améliorer ses fonctions écologiques (régulation de l'eau, biodiversité, qualité des sols).
- **Gestion des espèces invasives** qui pourraient menacer l'équilibre écologique du site.

3. Suivi et gestion écologique sur le long terme

- Mise en place d'un **plan de suivi écologique** sur 50 ans.
- **Contrôles réguliers** des milieux naturels pour assurer la réussite des mesures compensatoires.
- Suivi de la **faune et de la flore**, avec des ajustements si nécessaire pour garantir le bon fonctionnement des écosystèmes.
- Implication potentielle d'associations locales ou d'acteurs environnementaux dans la gestion du site.

4. Sensibilisation et valorisation du site

- Communication auprès des habitants et des acteurs locaux sur l'importance de la conservation de cette zone.
- Intégration éventuelle du site dans des **actions pédagogiques ou écotouristiques** pour valoriser son rôle écologique.

Avantages pour la commune :

- Protection durable d'un espace naturel sensible.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25019-DE

- Contribution à la biodiversité locale et aux écosystèmes humides.
- Valorisation du patrimoine naturel de la commune.

Ce projet permet de concilier développement et préservation environnementale sur le long terme.

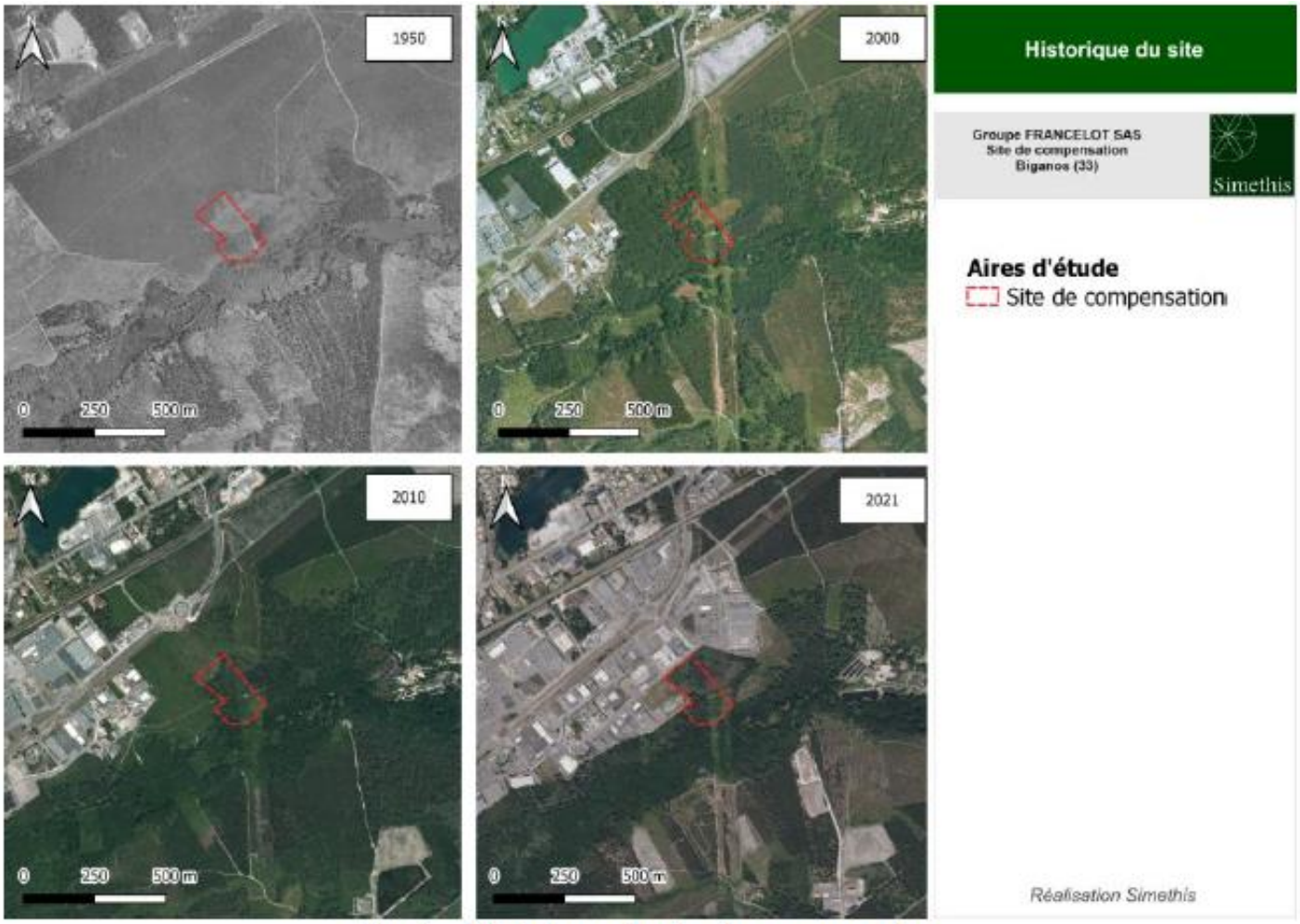


Fig. 6. Historique du site de compensation

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25020-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 020 :

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA GESTION DU SITE DE L'ILE DE MALPRAT ET DU PORT DES TUILES

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25020-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Alain BALLEREAU
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Alain BALLEREAU, conseiller municipal, indique que l'île de Malprat, située sur le territoire communal, propriété du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres depuis juillet 2001, est actuellement gérée par la commune de Biganos.

Lors de la signature de la convention de gestion tripartite avec le Conservatoire du Littoral et le Conseil Départemental de la Gironde en 2006, la commune de Biganos s'est engagée à préserver et à gérer l'île de Malprat et le site du port des Tuiles. Ces deux espaces possèdent une très forte valeur patrimoniale et écologique et constituent une richesse naturelle indéniable pour la commune. Cet entretien et cette gestion demandent néanmoins à la commune des ressources humaines et financières importantes.

Afin de l'accompagner dans la gestion de ces sites, la commune sollicite financièrement chaque année plusieurs partenaires : Agence de l'eau, Région Nouvelle-Aquitaine et Département de la Gironde.

Pour l'année 2025, la gestion de l'île de Malprat et du Port des Tuiles représente un coût prévisionnel réel de 90 483 € TTC. Le plan de financement prévisionnel retenu est le suivant :

DEPENSES		RECETTES		
Dépenses de fonctionnement	6 483 €	Agence de l'eau*	45 242 €*	50%
Prestations de services		Région Nouvelle-Aquitaine	4 500 €	5%
Travaux de broyage	8 000 €	Département de la Gironde	22 621 €	25 %
Travaux de fauchage	18 000 €	Autofinancement	18 120 €	20%
Dépenses de personnel (avec charges)	58 000 €			
TOTAL TTC	**90 483 €**	**TOTAL**	**90 483 €**	**100%**

** Le présent plan de financement est proratisé sur les dépenses prévisionnelles réelles. La dépense subventionnable prise en compte par l'Agence de l'eau inclut des frais forfaitaires sur les frais de structure qui s'élève à 15 400 €, soit un total éligible (dépenses de personnel + frais forfaitaires) de 62 035,72 € pour le dispositif animation et gestion du site. La subvention réelle s'élève ainsi à 47 621,86 €.*

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** le plan de financement prévisionnel, tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter le concours financier de l'Agence de l'eau ; de la Région Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde ;
- **S'ENGAGER** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager et signer les demandes de subvention.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25020-DE

• **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager et signer toute décision afférente à ce projet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

• **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel, tel que présenté ci-dessus ;

• **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter le concours financier de l'Agence de l'eau ; de la Région Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde ;

• **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ;

• **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et signer les demandes de subvention.

• **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager et signer toute décision afférente à ce projet.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN



Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 022 :

CONVENTION D'IMPLANTATION D'UN POSTE DE TRANSFORMATION DE COURANT ELECTRIQUE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que :

Vu la convention de servitude sous seing privé du 22 avril 2008, ainsi que le plan pour convention transmis par ENEDIS ; ***(cf. annexe n°12)***

En prévision de la régularisation de ladite convention par acte authentique et de sa publication au fichier immobilier en vue de son opposabilité des tiers le projet d'acte est joint en annexe.

Au titre de la servitude, la ville de Biganos concède au distributeur EDF, le droit d'occuper un emplacement de 10 m² pour implanter un poste de transformation de courant électrique.

La réalisation de cet ouvrage est constitutive de servitudes sur la parcelle BP 477 au lieu-dit PUJEAU MONGRAND.

Cette constitution de jouissance spéciale est consentie sans aucune indemnité.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le maire à signer tout document permettant la réalisation de ce projet, notamment la convention de servitude sur les terrains privés de la commune ainsi que les actes notariés afférents.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tout document permettant la réalisation de ce projet, notamment la convention de servitude sur les terrains privés de la commune ainsi que les actes notariés afférents.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

EDF-GAZ DE FRANCE DISTRIBUTION

CONVENTION DE SERVITUDE POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE TRANSFORMATION DE COURANT ELECTRIQUE ou ARMOIRE DE DERIVATION

****

CUISINE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Electricité de France,
société anonyme au capital de 8 129 000 000 d'euros,
dont le siège social est situé, 22-30, avenue de Wagram, 75008 PARIS
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317
faisant élection de domicile à EDF Gaz de France Distribution Gironde 4, rue Isaac Newton, 33700 Mérignac
et représenté par son Directeur, dûment habilité à cet effet

Désigné ci-après "**Le Distributeur EDF**".

D'UNE PART,

ET : Nom - Prénom Commune de BIGANOS
demeurant : MAIRIE 52 Av. de la LIBERATION
33380 BIGANOS

propriétaire du terrain sis à : (adresse des travaux)
Rue des BERGERONNETTES 33380 BIGANOS

Dont les références cadastrales sont : Section BP Numéro 251 tel que cela ressort des titres de propriété détenus en l'étude de :

Maître Pierre BRUN
Notaire à
STMEES 33770

et ci-après désigné "**LE PROPRIETAIRE**"

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le Distributeur EDF se proposant de construire un poste de distribution publique sur la parcelle ci-dessus désignée.

Le propriétaire concède au Distributeur EDF, à titre de servitude de droit commun telles que régies par le Code Civil, les droits suivants :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

ARTICLE 1

A titre de servitude, le propriétaire concède au Distributeur EDF. le droit d'occuper un emplacement de 10 m² environ, représenté en couleur sur le plan joint en annexe et inclus dans la parcelle désignée au chapitre "EXPOSE".

ARTICLE 2 :

A titre de droits accessoires à celui reconnu ci-dessus, le propriétaire donne au Distributeur EDF. le droit d'installer, entretenir, modifier ou remplacer tous appareils, outillages et dispositifs annexes concourant à la bonne marche de l'ouvrage et, de ce fait, d'y avoir accès, par ses agents et ceux des entreprises accréditées par lui, à tout moment du jour et de la nuit et avec leur véhicule si besoin est, afin d'être en mesure d'assurer la continuité, du service.

ARTICLE 3 :

Le propriétaire reconnaît au Distributeur EDF le droit d'établir et maintenir sur la parcelle ci-dessus désignée tout support et toute canalisation aérienne ou souterraine desservant le poste de transformation.

ARTICLE 4 :

Il est également reconnu au Distributeur EDF. sur la parcelle dont il s'agit, le droit en tant que de besoin, de faire élaguer, étêter ou couper, par ses préposés ou ses mandataires, les arbres sur une largeur et une hauteur suffisante, de façon à assurer la sécurité des lignes aériennes.

ARTICLE 5 :

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées, mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de l'ouvrage. Il s'interdit en outre de ne rien faire qui puisse porter atteinte à la sécurité de l'installation et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation, d'en gêner l'accès ou de procéder à des constructions ou plantations d'arbres sur le passage des canalisations souterraines ou à proximité immédiate.

ARTICLE 6 :

Ces servitudes sont consenties moyennant une indemnité de : NEANT € forfaitaire globale et définitive qui sera payée lors de la régularisation par acte authentique.

ARTICLE 7 :

Les dégâts qui pourraient être éventuellement causés aux cultures et aux biens, à l'occasion de la construction des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

ARTICLE 8 :

La présente convention est conclue pour une période correspondant à celle de la durée de la concession de distribution publique d'énergie électrique et de toutes celles qui pourraient lui être substituées et, en tout état de cause, pour la durée d'exploitation de l'ouvrage.

ARTICLE 9 :

La présente convention sera régularisée par acte authentique passé par-devant Notaire, le propriétaire s'engageant à procéder à la signature du dit acte dans **le mois de la demande** qui lui en sera faite par le Distributeur EDF, et ainsi publiée et enregistrée au Bureau des Hypothèques aux frais du Distributeur EDF

ARTICLE 10 :

Le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur la parcelle considérée notamment en cas de transfert de propriété.

ARTICLE 11 :

Eu égard aux impératifs de la distribution d'électricité, le propriétaire autorise le Distributeur EDF. à commencer les travaux de construction du poste dès la signature de la présente convention et avant même sa régularisation par acte notarié.

Fait en triple exemplaire,

Le, 04 mars 2008

LE PROPRIETAIRE,
Signature précédée de la mention " LU ET APPROUVE "
Inscrire nom et prénom en clair
Si Mr et Mme les deux signatures sont obligatoires

Le Maire de BIGANOS,
Marthe CAZAUX
Lu et approuvé

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le, 22 AVR. 2008

POUR EDF,

C. LEDIN

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

BIGANOS

Commune de BIGANOS



Liste des parcelles				
Section	**Parcelle**	**Superficie**	**Adresse**	**Commune**
BP	251	42 129 m²	Pujeau Mongrand	051

Liste des propriétaires			
Parcelle	**Nom**	**Adresse**	**Ville**
BP0251	Commune De Biganos	Hotel De Ville 52 Av De La Liberation	33380 Biganos

Impression réalisée par la commune de BIGANOS	Plan au 1 / ème	Edition du : 05/02/2008 10:12:00

SIGNATURE MAIRIE

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

A retourner A conserver

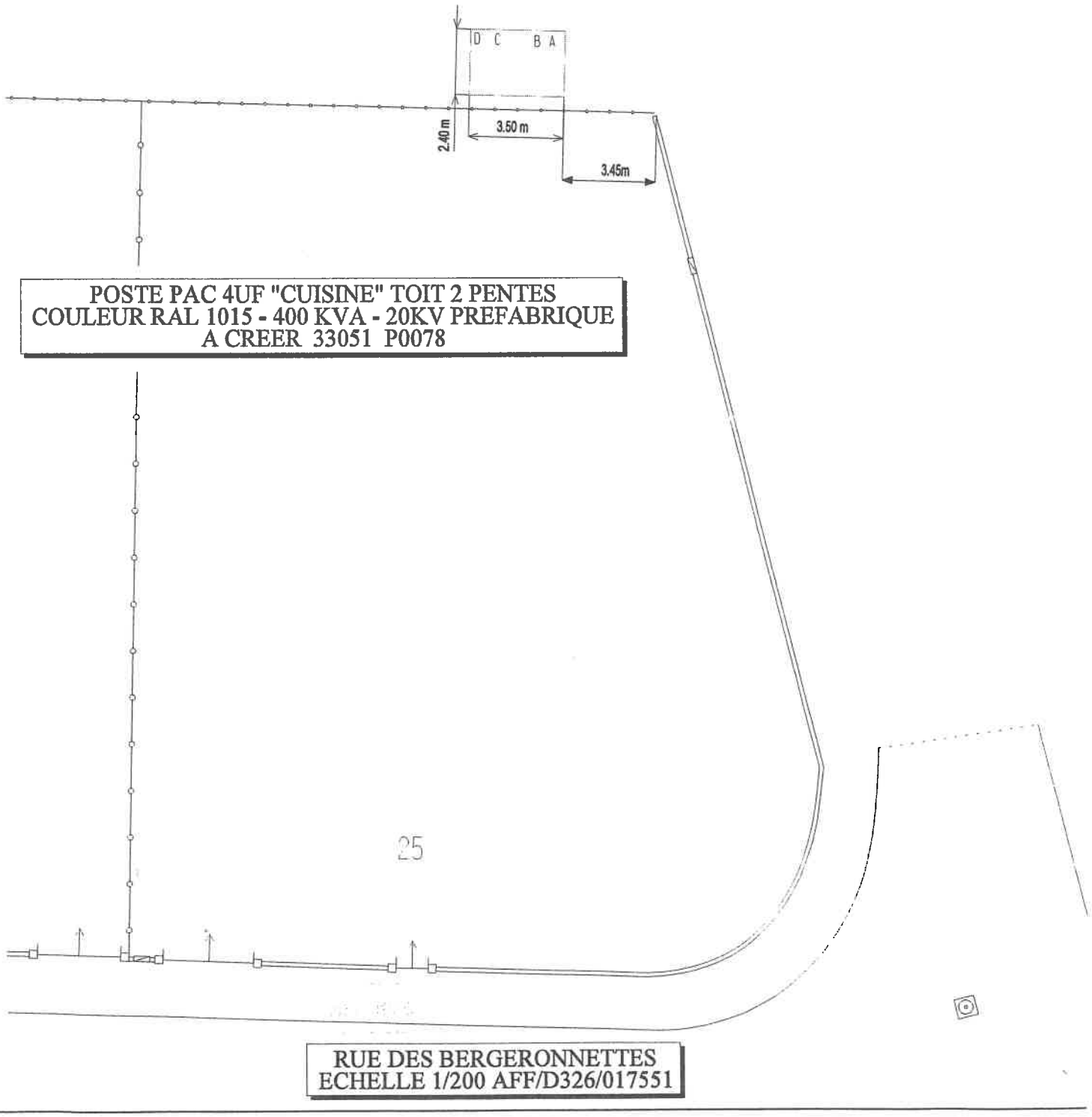
Commune : BIGANOS
Section : BP
Parcelle (s) : 251

Echelle : 1/200e

PROPRIETAIRE(S) : COMMUNE DE BIGANOS

Signature :

MAIRIE DE BIGANOS 33380



**POSTE PAC 4UF "CUISINE" TOIT 2 PENTES
COULEUR RAL 1015 - 400 KVA - 20KV PREFABRIQUE
A CREER 33051 P0078**

**RUE DES BERGERONNETTES
ECHELLE 1/200 AFF/D326/017551**

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

ANNEXE

LA PRESENTE PAGE
NE CONSTITUE PAS UNE ANNEXE

Notaires

Pierre-Olivier FOURNIER
Notaire

BORDEAUX (33200), 349, Boulevard du Président Wilson
Tel : *05.56.44.23.07* – Fax : *05.56.81.15.83* - @mail : *pierre.olivier.fournier@notaires.fr*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25022-DE

Département :
GIRONDE

Commune :
BIGANOS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : BP
Feuille : 000 BP 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 05/02/2025
(fuseau horaire de Paris)

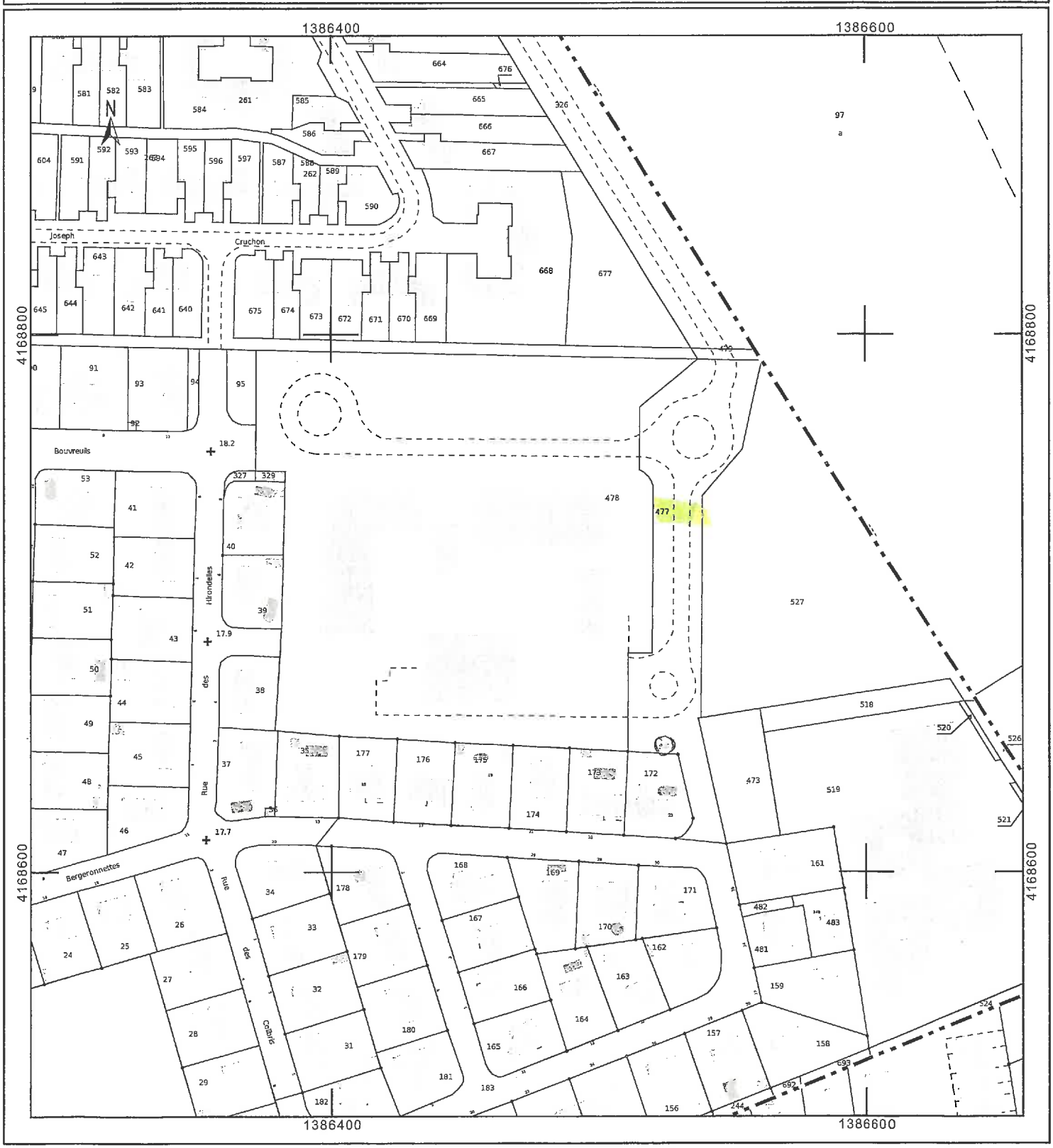
Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

Le plan visualisé sur cet extrait a été délivré par le centre des impôts foncier suivant :

Pôle Topographique et de Gestion
Cadastrale Cité administrative 33090
33090 BORDEAUX CEDEX
tél. 05 56 24 85 97 -fax
sdif33.ptgc@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 023 :

RACCORDEMENT SNCF SOUS STATION CANAULEY– CREATION D'UNE LIGNE SOUTERRAINE 20 000 VOLTS POUR RACCORDEMENT ET CONVENTION DE SERVITUDES

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que :

Vu la convention de servitude RAC -24-22IGGW3YY1 RAC C2 7000 KW SOUS STATION CANAULEY, ainsi que le plan pour convention transmis par ENEDIS ; ***(cf. annexe n°13)***

En prévision Du raccordement d'une sous-station SNCF au quartier de CANAULEY, une construction d'une ligne souterraine de 20 000 volts est nécessaire.

Les travaux se traduiront sur le terrain par :

- la pose de câbles HTA/ 20 000v sous chaussée de la place du château d'eau

La réalisation de cet ouvrage est constitutive de servitudes sur les parcelles BS 0055 et BO 118. La convention permet à ENEDIS d'établir à demeure dans une bande de 3.00 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 259 mètres ainsi que ses accessoires.

Au titre de l'intangibilité des ouvrages, la commune accepte une indemnité unique et forfaitaire de dix euros (10€).

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **EMETTRE** un avis sur le projet de canalisations souterraines à réaliser ;
- **AUTORISER** Monsieur le maire à signer tout document permettant la réalisation de ce projet, notamment la convention de servitude sur les terrains privés de la commune ainsi que les actes notariés afférents ;
- **DIRE** que la recette en résultant sera imputée au budget de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **EMET** un avis sur le projet de canalisations souterraines à réaliser ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tout document permettant la réalisation de ce projet, notamment la convention de servitude sur les terrains privés de la commune ainsi que les actes notariés afférents ;
- **DIT** que la recette en résultant sera imputée au budget de la commune.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication..*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Biganos

Département : GIRONDE

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-24-22IGGW3YY1 RAC C2 7000 KW SNCF SOUS STATION CANAULEY

Chargé de projet Enedis : SANTOS David

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Jean-Marc BAIZÉ agissant en qualité de Directeur Régional Enedis Aquitaine NORD, 4 rue Isaac NEWTON 33700 MERIGNAC, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE BIGANOS représenté(e) par son (sa) Brune LAFON, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0052 AV DE LA LIBERATION, 33380 BIGANOS**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Biganos		BS	0055	MOULIN DES TROUGNES	
Biganos		BO	118		

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 259 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 10 € (dix euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception [illegible] d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Monsieur Jean-Marc BAIZÉ agissant en qualité de Directeur Régional Enedis Aquitaine NORD, 4 rue Isaac NEWTON 33700 MERIGNAC**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître A DEFINIR notaire à A DEFINIR, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

(1) LE PROPRIETAIRE (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et Approuvé »)

Date de signature :

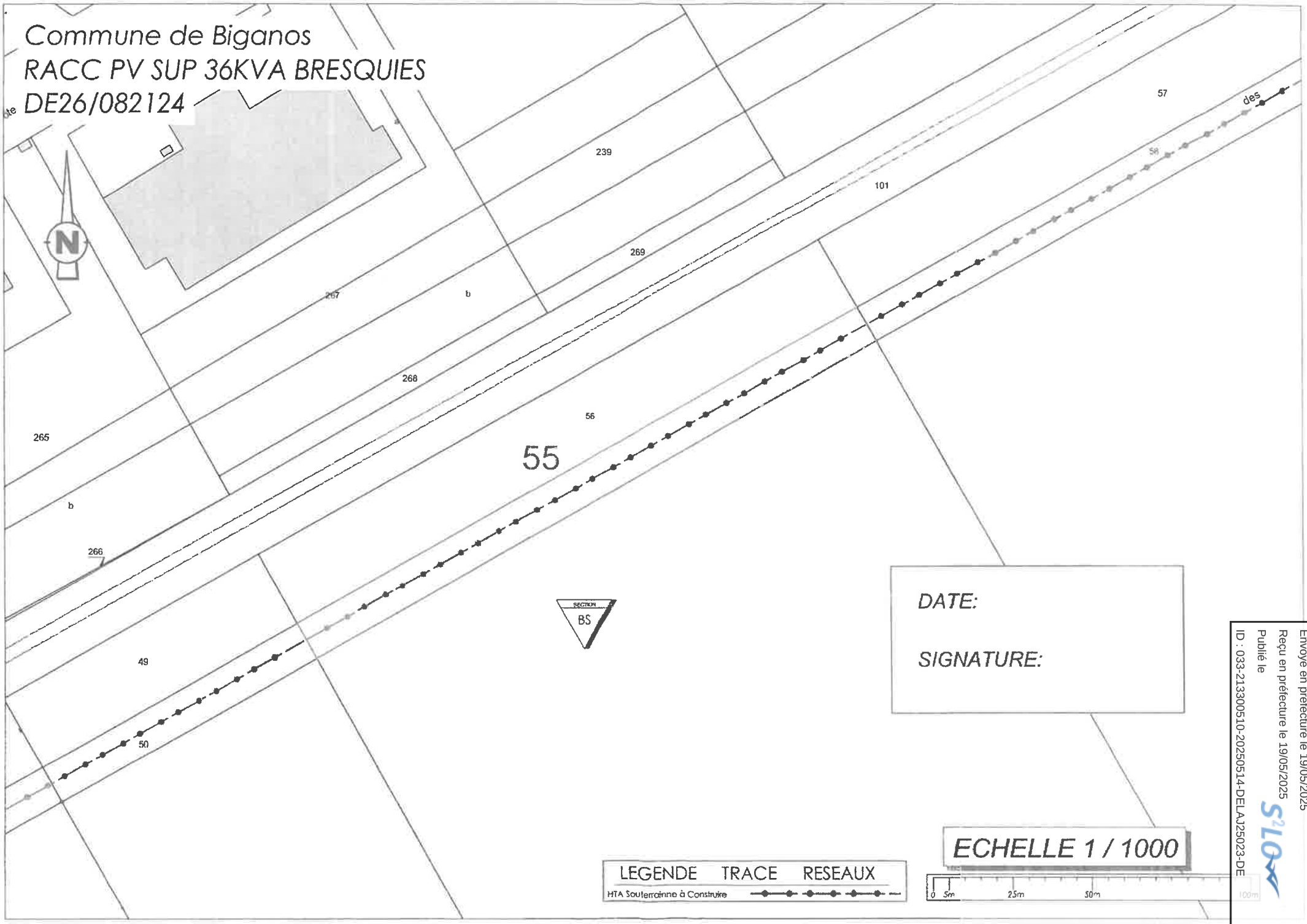
Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE BIGANOS représenté(e) par son (sa) Brune LAFON, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

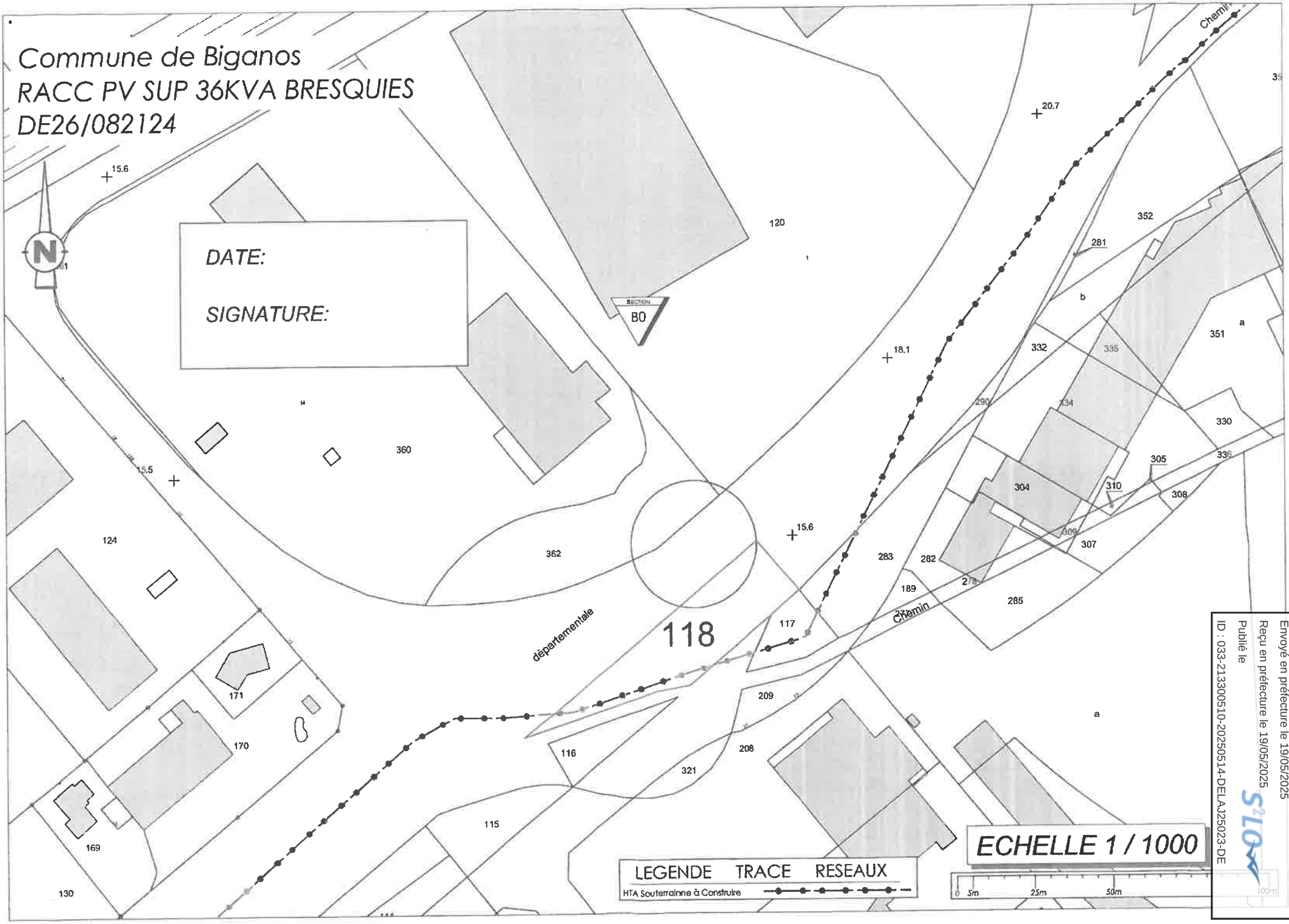
(2) ENEDIS

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25023-DE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 024 :

SIGNATURE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE D'UNE CONVENTION POUR L'AMENAGEMENT D'UN PLATEAU RALENTISSEUR AVENUE DES BOÏENS

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que la ville de Biganos est amenée à effectuer des aménagements de sécurité routière sur l'avenue des Boïens. Après une campagne de comptage et d'analyse des comportements routiers sur cet axe, diverses dispositions ont été prises, notamment la création d'une zone 30 matérialisée par du marquage routier spécifique (ellipses au sol, signalisation verticale, bande double axiale). Pour compléter le dispositif, la commune est autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale RD 3E12 du PR 0+512 au PR 0+542 et sous sa maîtrise d'ouvrage la création d'un plateau ralentisseur pour sécuriser les usagers empruntant cette Avenue des Boïens.

Les travaux seront donc les suivants :

- Création d'un plateau surélevé sur la RD 3E12.
- Réalisation d'une signalisation horizontale et verticale.
- Mise aux normes PMR.

La présente convention proposée à l'approbation du Conseil Municipal a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation de cet aménagement réalisé sur l'emprise de la route départementale en agglomération. ***(cf. annexe n°14)***

Le programme détaillé de l'opération et les plans figurent dans la présente convention.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

Gironde
LE DÉPARTEMENT

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Route départementale n°3E12

Commune de BIGANOS

Aménagement d'un plateau ralentisseur

Du PR 0+512 au PR 0+ 542.

CONVENTION

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc GLEYZE, autorisé par délibération de la Commission Permanente n°..... en date du.....

d'une part,

et

La Commune de Biganos, représentée par Monsieur le Maire Bruno LAFON, agissant au nom et pour le compte de la Commune, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du .....,

Il a été décidé ce qui suit :

Préambule :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1615-2 (deuxième alinéa),
VU le Code de la Route et notamment l'article R 411-2,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article 131-2,
VU la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la délibération n°2024.86 du Conseil départemental en date du 24 Juin 2024,

Considérant qu'une partie du réseau routier départemental est située en agglomération,
Considérant que la Commune, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, est amenée à effectuer des travaux sur les dépendances de la voirie départementale située en agglomération,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La Commune de Biganos est autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale la RD 3E12 du PR 0+512 au PR 0+ 542 et sous sa maîtrise d'ouvrage la création d'un plateau ralentisseur pour sécuriser les usagers empruntant cette Avenue des Boîens.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

Les travaux seront donc les suivants :

- Création d'un plateau surélevé sur la RD 3E12.
- Réalisation de la signalisation horizontale et verticale.
- Mise aux normes PMR.

Lors de travaux ultérieurs réalisés sur la RD 3E12 et à l'initiative du Département de la Gironde, la dépose et la repose éventuelles des aménagements réalisés, l'adaptation des ouvrages qui le nécessiterait et la réfection de la signalisation horizontale seront à la charge de la commune et feront l'objet d'une convention particulière.

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION TECHNIQUE :

Les caractéristiques et signalisations des plateaux surélevés devront être conformes au guide CERTU « Coussins et plateaux » (édition 2010) notamment en ce qui concerne les rampes dont la pente devra être comprise entre 5 % et 7 %.
Les matériaux utilisés pour les plateaux surélevés ou à plat devront avoir un coefficient de frottement SRT supérieur ou égal à 0,45.
Les passages piétons, doivent être aménagés conformément aux normes sur l'accessibilité (dalles podotactiles, poteaux haute visibilité et bordures abaissées), Il conviendra également d'aménager aux normes sur l'accessibilité les traversées complètes des passages piétons même celles qui ne sont pas touchées par les travaux neufs.
Pas de coloration autour des passages piétons et ils devront respecter l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 7ème partie marques sur chaussée,
Les cheminements et trottoirs sont à aménager conformément aux décrets 2006-1657 et 1658 sur l'accessibilité handicapés et personnes à mobilité réduite.
Respect des prescriptions technique du Département concernant la réfection définitive de structure de chaussée.

ARTICLE 3 - MODE DE FINANCEMENT :

Le financement des travaux décrits à l'Article 1 sera assuré par la Commune de Biganos.

La Commune de Biganos pourra, le cas échéant, solliciter l'aide du Département de la Gironde selon les modalités définies par l'Assemblée Délibérante du Département.

ARTICLE 4 - GESTION ET ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS :

La Commune de Biganos prendra en charge la gestion et l'entretien de ces aménagements, et assureront l'instruction des réclamations éventuelles relatives à ces aménagements émanant des riverains et des usagers de la route départementale n°3E12.

ARTICLE 5 - TRAVAUX :

Les travaux faisant l'objet de la présente convention ne sont pas liés à des travaux départementaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental,

Fait à Biganos, le

Pour la Commune de Biganos,
Le Maire,

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

Plan de situation :

Du PR 0+512 au PR + 542

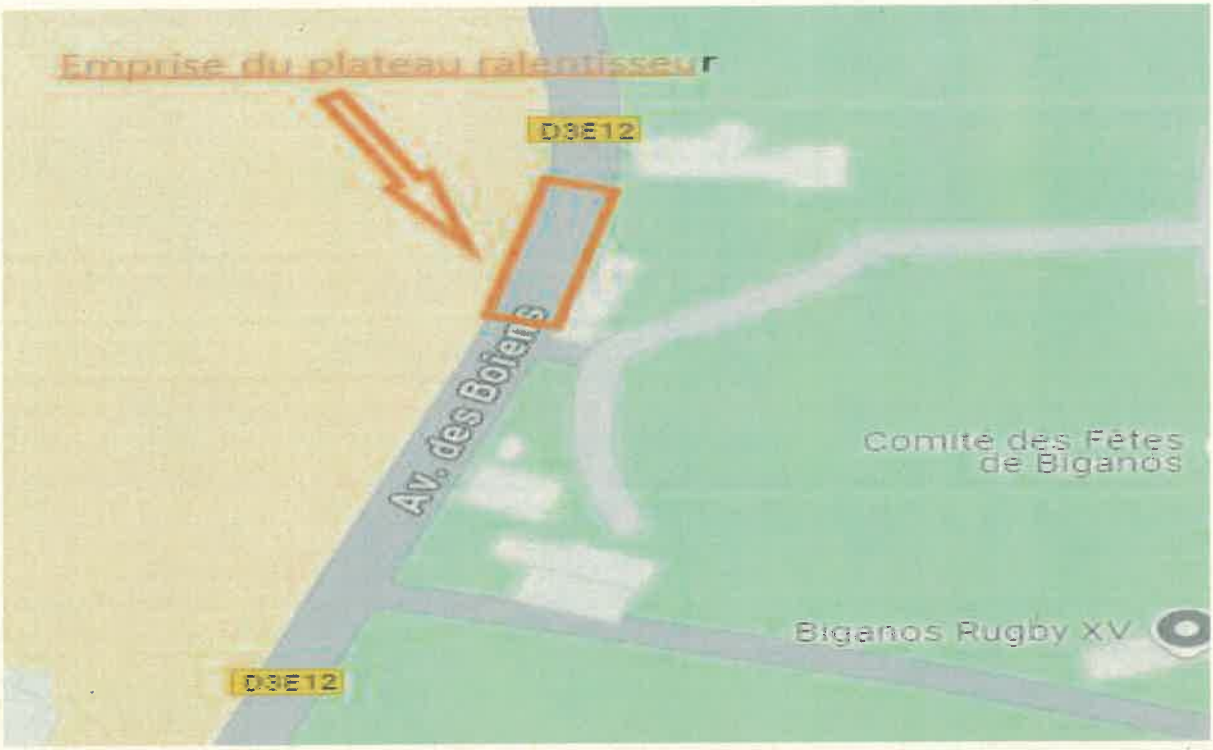
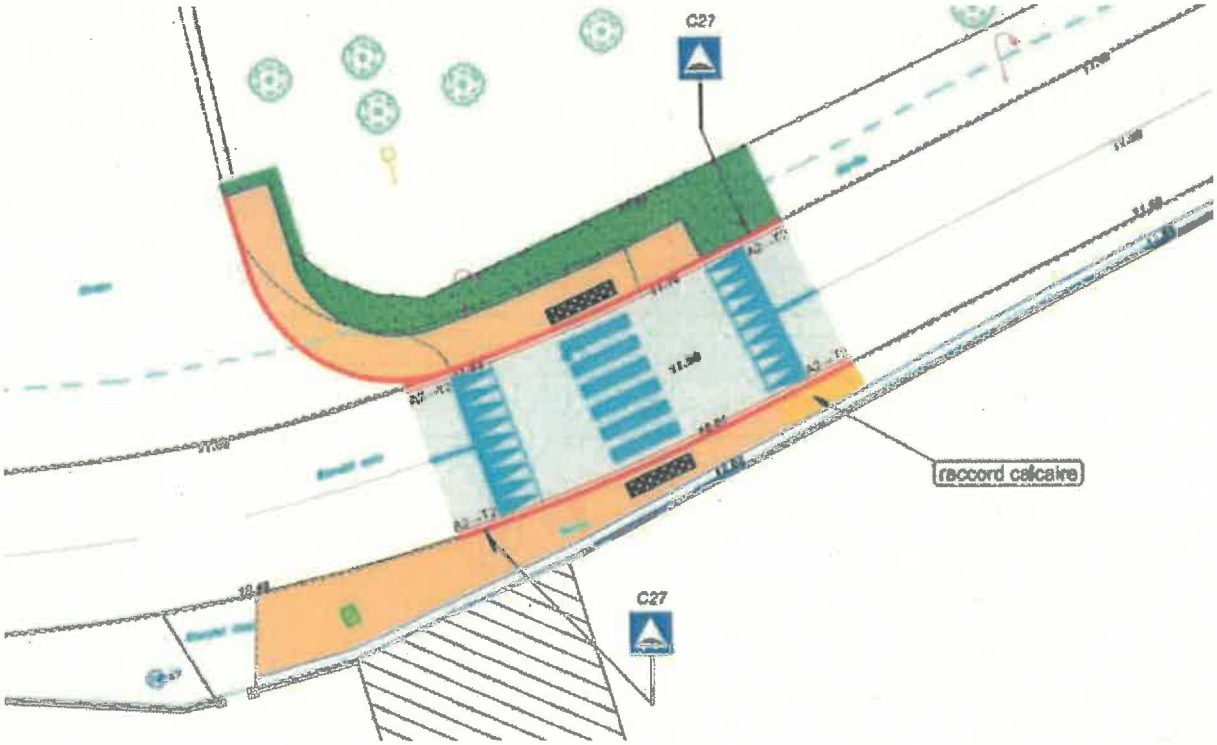


Photo des travaux réalisés



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25024-DE

Plan travaux :



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 025 :

SIGNATURE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE D'UNE CONVENTION POUR L'AMENAGEMENT D'UN PLATEAU RALENTISSEUR AU CARREFOUR DE L'AVENUE RAYMOND POINCARE ET A L'ANGLE DU CHEMIN JEAN BASQUE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que la Ville de Biganos est amenée à effectuer des aménagements de sécurité routière sur l'avenue Raymond Poincaré. Dans le cadre des études qui ont été menées pour élaborer le plan de mobilité communal, cet axe a été classé en voirie départementale de 1e catégorie (< 12 500 véhicules/jour). Le comportement des usagers de la route rend difficile les accès aux intersections des voies adjacentes avec l'avenue Raymond Poincaré ce quoi nécessite la réalisation de dispositifs de ralentissement. Le carrefour de l'Avenue Raymond Poincaré avec le chemin Jean Basque a été identifié comme particulièrement dangereux, la commune est donc autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale RD 3 (de 1e catégorie) du PR 96+214 au PR 96+230 et sous sa maîtrise d'ouvrage la création d'un plateau ralentisseur pour sécuriser les usagers empruntant ce carrefour.

Les travaux seront donc les suivants :

- Création d'un plateau surélevé sur la RD 3.
- Réalisation d'une signalisation horizontale et verticale.
- Mise aux normes PMR.

La présente convention proposée à l'approbation du Conseil Municipal a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation de cet aménagement réalisé sur l'emprise de la route départementale en agglomération. ***(cf. annexe n°15)***

Le programme détaillé de l'opération et les plans figurent dans la présente convention.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN



Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Gironde
LE DÉPARTEMENT

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Route départementale n°3

Commune de BIGANOS

Aménagement d'un plateau ralentisseur

Du PR 96+214 au PR 96+ 230.

CONVENTION

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc GLEYZE, autorisé par délibération de la Commission Permanente n°..... en date du.....

d'une part,

et

La Commune de Biganos, représenté par Monsieur le Maire Bruno LAFON, agissant au nom et pour le compte de la Commune, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du .....,

Il a été décidé ce qui suit :

Préambule :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1615-2 (deuxième alinéa),
VU le Code de la Route et notamment l'article R 411-2,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article 131-2,
VU la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la délibération n°05.044 du Conseil Général en date du 21 décembre 2004,

Considérant qu'une partie du réseau routier départemental est située en agglomération,
Considérant que la Commune, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, est amenée à effectuer des travaux sur les dépendances de la voirie départementale située en agglomération,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La Commune de Biganos est autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale la RD 3 (de 1ère catégorie) du PR 96+214 au PR 96+ 230 et sous sa maîtrise d'ouvrage la création d'un plateau ralentisseur pour sécuriser les usagers empruntant ce carrefour d'Avenue Raymond Poincaré et à l'angle du Chemin Jean Basque.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Les travaux seront donc les suivants :

- **Création d'un plateau surélevé** sur la RD 3.
- Réalisation de la signalisation horizontale et verticale.
- Mise aux normes PMR.

Lors de travaux ultérieurs réalisés sur la RD 3 et à l'initiative du Département de la Gironde, la dépose et la repose éventuelles des aménagements réalisés, l'adaptation des ouvrages qui le nécessiterait et la réfection de la signalisation horizontale seront à la charge de la commune et feront l'objet d'une convention particulière.

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION TECHNIQUE :

Les caractéristiques et signalisations des plateaux surélevés devront être conformes au guide CERTU « Coussins et plateaux » (édition 2010) notamment en ce qui concerne les rampes dont la pente devra être comprise entre 5 % et 7 %.
Les matériaux utilisés pour les plateaux surélevés ou à plat devront avoir un coefficient de frottement SRT supérieur ou égal à 0,45.
Les passages piétons, doivent être aménagés conformément aux normes sur l'accessibilité (dalles podotactiles, poteaux haute visibilité et bordures abaissées), Il conviendra également d'aménager aux normes sur l'accessibilité les traversées complètes des passages piétons même celles qui ne sont pas touchées par les travaux neufs.
Pas de coloration autour des passages piétons et ils devront respecter l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 7ème partie marques sur chaussée,
Les cheminements et trottoirs sont à aménager conformément aux décrets 2006-1657 et 1658 sur l'accessibilité handicapés et personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 3 - MODE DE FINANCEMENT :

Le financement des travaux décrits à l'Article 1 sera assuré par la Commune de Biganos.

La Commune pourra, le cas échéant, solliciter l'aide du Département de la Gironde selon les modalités définies par l'Assemblée Délibérante du Département.

ARTICLE 4 - GESTION ET ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS :

La Commune de Biganos prendra en charge la gestion et l'entretien de ces aménagements, et assureront l'instruction des réclamations éventuelles relatives à ces aménagements émanant des riverains et des usagers de la route départementale n° 3.

ARTICLE 5 - TRAVAUX :

Les travaux faisant l'objet de la présente convention ne sont pas liés à des travaux départementaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental,

Fait à Biganos, le

Pour la Commune de Biganos,
Le Maire,

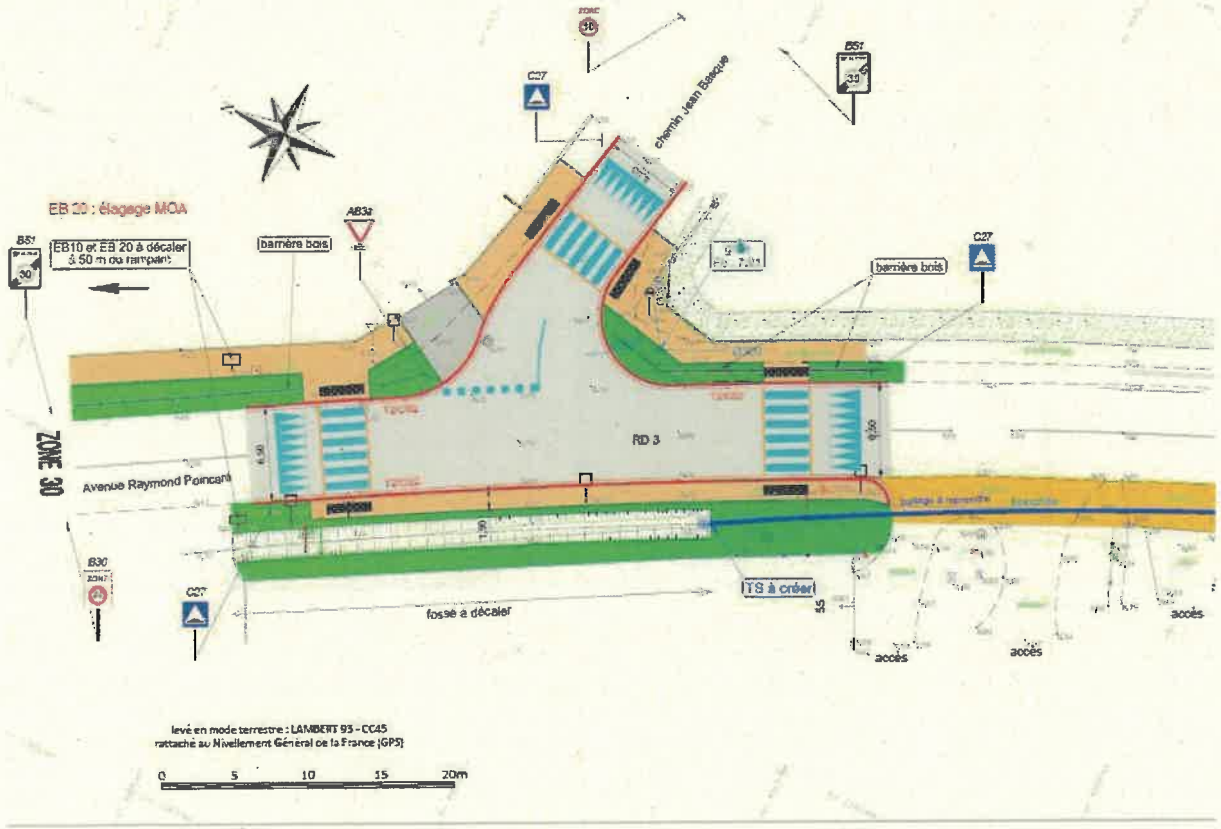
Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Plan de situation :

Du PR 96+214 au PR 96+ 230



Plan travaux :



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25025-DE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 026 :

SIGNATURE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE D'UNE CONVENTION POUR L'AMENAGEMENT D'UN PASSAGE PIETONS ET D'UN TROTTOIR A L'ANGLE DU CARREFOUR DU CHEMIN DES FLANDRES ET DE LA RUE DE MASSAN

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Georges BONNET
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Monsieur Georges BONNET, 1er adjoint au maire, indique que la Route Départementale RD3 est classée en 1e catégorie (trafic > à 12 500 véhicules/jour). La traversée du lieu-dit « Vigneau » en agglomération ne dispose pas d'un passage piéton pour assurer la liaison entre les parties Est et Ouest du quartier. La ville de Biganos est amenée à réaliser un passage piéton sur cet axe et à compléter cet équipement par un trottoir aux normes PMR, la commune est donc autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale RD 3 (de 1e catégorie) du PR 95+40 au PR 95+124 et sous sa maîtrise d'ouvrage la création d'un passage piétons et d'un trottoir pour sécuriser les usagers traversant cet axe.
Les travaux seront donc les suivants :

- Création d'un passage piétons aux normes PMR sur la RD 3 avec un espace central sécurisé ;
- L'aménagement d'un trottoir aux normes PMR ;
- Réalisation d'une signalisation horizontale et verticale.

La présente convention proposée à l'approbation du Conseil Municipal a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation de cet aménagement réalisé sur l'emprise de la route départementale en agglomération. ***(cf. annexe n°16)***

Le programme détaillé de l'opération et les plans figurent dans la présente convention.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre le département de la Gironde et la Commune de Biganos, ainsi que tous les documents permettant la réalisation de ce projet.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Route Départementale n°3

Commune de BIGANOS

Aménagement d'un passage piétons et d'un trottoir

A l'angle du carrefour du Chemin des Flandres et la Rue de Massan.

Du PR 95+ 80 au PR 95 + 124

CONVENTION

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc GLEYZE, autorisé par délibération de la Commission Permanente n°..... en date du

d'une part,

et

La Commune de Biganos, représenté par le Maire Monsieur Bruno LAFON, agissant au nom et pour le compte de la Commune, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du .....,

d'autre part.

Il a été décidé ce qui suit :

Préambule :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1615-2 (deuxième alinéa),
VU le Code de la Route et notamment l'article R 411-2,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article 131-2,
VU la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la délibération n°05.044 du Conseil Général en date du 21 décembre 2004,

Considérant qu'une partie du réseau routier départemental est située en agglomération,
Considérant que la Commune, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, est amenée à effectuer des travaux sur les dépendances de la voirie départementale située en agglomération,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La commune de Biganos est autorisée à réaliser en agglomération dans l'emprise de la route départementale RD3 et à l'angle du Chemin des Flandres du PR 95+ 80 au PR 95 +124 et sous sa maîtrise d'ouvrage l'aménagement d'un trottoir et d'un passage piétons.

Les travaux seront donc les suivants :

- Création d'un passage piétons aux normes PMR sur la RD 3 à l'angle du carrefour du Chemin des Flandres et de la Rue de Massan .
- Aménagement de trottoirs aux normes PMR
- Réalisation de la signalisation horizontale et verticale,

Lors de travaux ultérieurs réalisés sur la RD 3 à l'initiative du Département de la Gironde, la dépose et la repose éventuelles des aménagements réalisés, l'adaptation des ouvrages [illegible] la réfection de la signalisation horizontale seront à la charge de la com[illegible] d'une convention particulière.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION TECHNIQUE :

Le passage piétons, doit être aménagé conformément aux normes sur l'accessibilité (dalles podotactiles, poteaux haute visibilité et bordures abaissées), Il conviendra également d'aménager aux normes sur l'accessibilité la traversée du passage piétons même celles qui ne seraient pas touchées par les travaux neufs.
Pas de coloration autour des passages piétons et ils devront respecter l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 7 ème partie marques sur chaussée,
Les cheminements et trottoirs sont à aménager conformément aux décrets 2006-1657 et 1658 sur l'accessibilité handicapés et personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 3 - MODE DE FINANCEMENT :

Le financement des travaux décrits à l'Article 1 sera assuré par la Commune de Biganos.

La Commune pourra, le cas échéant, solliciter l'aide du Département de la Gironde selon les modalités définies par l'Assemblée Délibérante du Département.

ARTICLE 4 - GESTION ET ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS :

La Commune de Biganos prendra en charge la gestion et l'entretien de ces aménagements, et assureront l'instruction des réclamations éventuelles relatives à ces aménagements émanant des riverains et des usagers de la route départementale n° 3.

ARTICLE 5 - TRAVAUX :

Les travaux faisant l'objet de la présente convention ne sont pas liés à des travaux départementaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental,

Fait à Biganos, le

Pour la Commune de Biganos,
Le Maire,

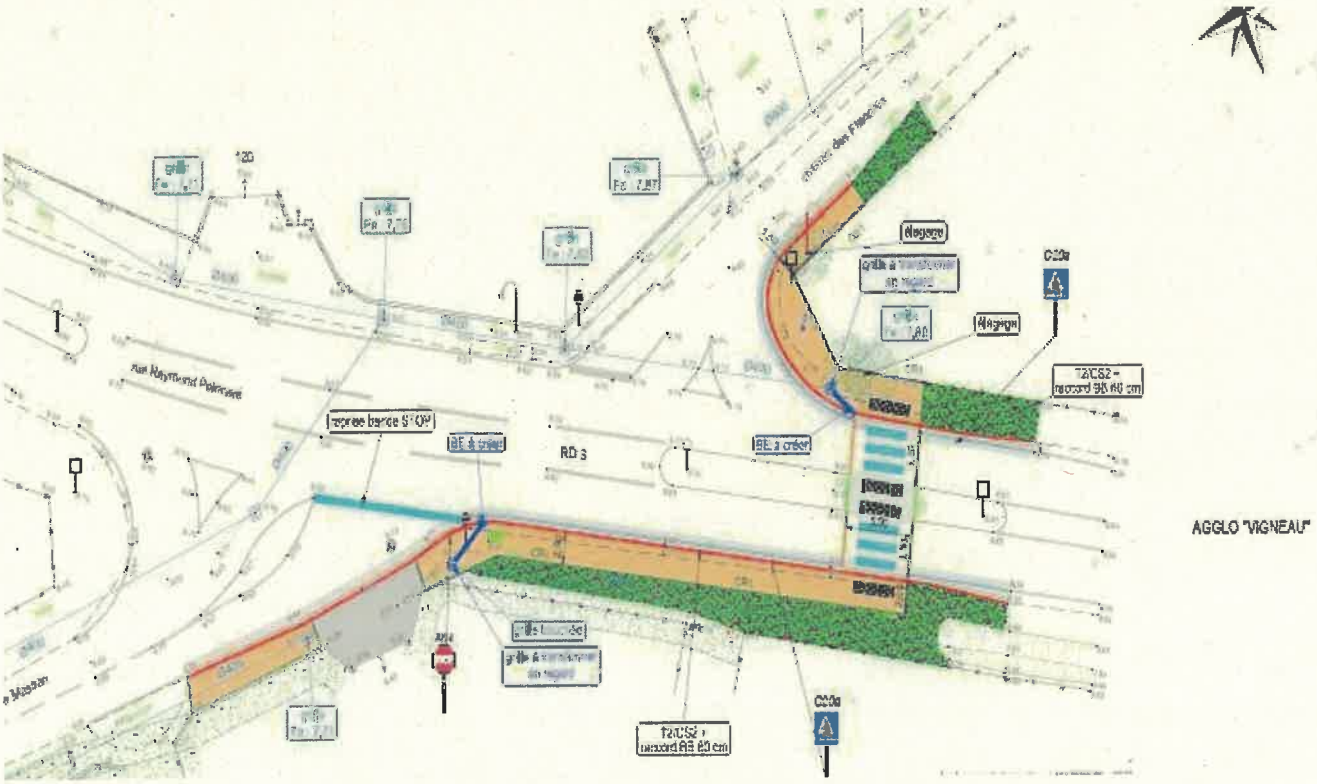
Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

- **Plan de situation :**

Du PR 95+ 80 au Pr 95 + 124



- **Plan travaux :**



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25026-DE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25027-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 027 :

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE POUR 2026

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN -- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI --**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25027-DE

Rapporteur en charge du dossier : Mme Corinne CHAPPARD
Présentation en commission municipale « Aménagement et Cadre de Vie » : le 6 mai 2025

Madame Corinne CHAPPARD, adjointe au maire, indique que **:**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2333-6 ;

Vu le code des impositions des biens et des services, notamment ses articles L.454-39 à L 454-77 ;

Vu la délibération du 24 juin 2014 du conseil municipal instituant la T.L.P.E ;

Considérant :

- Que les tarifs normaux et maximaux de la taxe sont indexés sur l'inflation ;

- Que les montants normaux de la T.L.P.E en fonction de la taille des collectivités, s'élèvent pour 2026 à :

✓ **<u>Pour les dispositifs publicitaires et pré enseignes *(affichage non numérique)*</u>**

TARIF EN 2026 POUR LES FACES DES DISPOSITIFS ET DES PRÉENSEIGNES NON NUMÉRIQUES (€/m²)	POPULATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (en milliers d'habitants)		
	Inférieure à 50	Supérieure ou égale à 50 et inférieure à 200	Supérieure ou égale à 200
Superficie inférieure ou égale à 50 m²	18,90	24,80	37,70
Superficie supérieure à 50 m²	37,80	49,70	75,40

✓ **<u>Pour les dispositifs publicitaires et pré enseignes *(affichage numérique)*</u>**

TARIF EN 2026 POUR LES FACES DES DISPOSITIFS ET PRÉENSEIGNES NUMÉRIQUES (€/m²)	POPULATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (en milliers d'habitants)		
	Inférieure à 50	Supérieure ou égale à 50 et inférieure à 200	Supérieure ou égale à 200
Superficie inférieure ou égale à 50 m²	56,70	74,70	112,90
Superficie supérieure à 50 m²	113,30	147,50	220,80

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25027-DE

✓ **Pour les enseignes**

TARIF EN 2026 POUR LES ENSEMBLES DE FACES D'ENSEIGNES (€/m²)	POPULATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (en milliers d'habitants)		
	Inférieure à 50	Supérieure ou égale à 50 et inférieure à 200	Supérieure ou égale à 200
Superficie inférieure ou égale à 12 m²	18,90	24,80	37,70
Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	37,70	49,70	75,40
Superficie supérieure à 50 m²	75,60	99,50	148,90

- Qu'il est possible de réduire chaque tarif normal à un niveau inférieur à ceux mentionnés sur les tableaux qui précèdent ;

- Que les collectivités peuvent augmenter ou réduire leurs tarifs aux conditions cumulatives suivantes :

✓ La délibération doit être prise avant le 1er juillet de l'année précédant l'année d'application (soit avant le 1er juillet 2025 pour une application au 1er janvier 2026) ;

✓ Sous réserve que l'augmentation du tarif par m² d'un support soit limitée à 5 € par rapport au tarif de base de l'année précédente.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **MODIFIER** les tarifs de la T.L.P.E pour l'année 2026 comme suit :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré enseignes *(supports non numériques)*		Dispositifs publicitaires et pré enseignes ***(supports numériques)***	
Superficie inférieure ou égale à 12 m²	*Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²*	*Superficie supérieure à 50 m²*	*Superficie inférieure ou égale à 50 m²*	*Superficie supérieure à 50 m²*	*superficie inférieure ou égale à 50 m²*	*superficie supérieure à 50 m²*
18,90 €/m²	37,70 € /m²	75,60 €/m²	18,90 €/m²	37,80 €/m²	56,70 €/m²	113,30 €/m²

- **EXONERER** en application de l'article L. 454-66 du CIBS, totalement, les ensembles d'enseignes dont la superficie est inférieure ou égale à 7 m² ;
- **EXONERER** en application des articles L454-64 à L 454-66 du CIBS, totalement :

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25027-DE

- les enseignes non scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m² ;

- les dispositifs publicitaires dépendant d'une concession conclue dans le cadre de l'exercice des compétences communales ;

- les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **MODIFIE** les tarifs de la T.L.P.E pour l'année 2026 comme suit :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré enseignes *(supports non numériques)*		Dispositifs publicitaires et pré enseignes ***(supports numériques)***	
Superficie inférieure ou égale à 12 m²	*Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²*	*Superficie supérieure à 50 m²*	*Superficie inférieure ou égale à 50 m²*	*Superficie supérieure à 50 m²*	*superficie inférieure ou égale à 50 m²*	*superficie supérieure à 50 m²*
18,90 €/m²	37,70 € /m²	75,60 €/m²	18,90 €/m²	37,80 €/m²	56,70 €/m²	113,30 €/m²

- **EXONÈRE** en application de l'article L. 454-66 du CIBS, totalement, les ensembles d'enseignes dont la superficie est inférieure ou égale à 7 m² ;
- **EXONÈRE** en application des articles L454-64 à L 454-66 du CIBS, totalement :

- les enseignes non scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m² ;

- les dispositifs publicitaires dépendant d'une concession conclue dans le cadre de l'exercice des compétences communales ;

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25027-DE

➢ les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain.

<u>Vote</u> :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN



Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25028-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 028 :

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25028-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte de gestion et du compte administratif ;

Le Conseil municipal,

Après s'être fait présenter le budget primitif 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des deniers et valeurs ;

Considérant que tout est régulier ;

- **APPROUVE** le compte de gestion dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable.

Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations, ni réserves de sa part sur la tenue des comptes. ***(cf. annexe n°17)***

<u>Vote</u> :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 029 :

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN -- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI --**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu l'article L.2121-31 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Vu l'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le conseil municipal élit son Président ». Le Maire peut assister aux discussions, mais doit se retirer au moment du vote.

Considérant que le compte administratif retrace l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la commune sur une année ;

Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur. Il permet de contrôler la gestion de la commune et de vérifier que les dépenses annoncées lors du budget primitif 2024 ainsi que des décisions modificatives 2024 sont bien celles réalisées. ***(cf. annexes n°18 et n°19)***

Monsieur Bruno LAFON, ordonnateur, a normalement administré pendant le cours de l'exercice écoulé les finances du budget principal de la commune de Biganos, en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et en ordonnançant que les dépenses justifiées ;

Considérant que la présentation des résultats comptables de l'exercice peut se résumer comme suit :

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**	**Dépenses**	**Recettes**
Opérations de l'exercice	13 684 455.07 €	16 084 121.37 €	5 462 202.03 €	3 537 531.86 €
LIBELLE	**Excédent**	**Déficit**	**Excédent**	**Déficit**
Résultat de l'exercice (Recettes-Dépenses)	2 399 666.30 €			1 924 670.17 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur	7 011 622.00 €		1 995 493.53 €	
Résultat cumulé	9 411 288.30 €		70 823.36 €	
Restes à réaliser (solde)				333 882.62 €
Résultats définitifs	**9 411 288.30 €**			**- 263 059.26 €**

D'une part, la **section de fonctionnement** se solde par un excédent de clôture de **9 411 288.30 €** qui devra faire l'objet d'une affectation.

D'autre part, la **section d'investissement** se solde par un déficit de clôture de **- 263 059.26 €,** qui révèle un besoin de financement devant obligatoirement être couvert par la section de fonctionnement.

Considérant les éléments précités,

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **DECLARER** toutes les opérations de l'exercice définitivement closes et les crédits non consommés ni reportés comme annulés ;
- **ARRETER** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;
- **VOTER** le compte administratif 2024 soumis à son examen.

Ne prenant pas part au vote, monsieur le Maire quitte la séance.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **DECLARE** toutes les opérations de l'exercice définitivement closes et les crédits non consommés ni reportés comme annulés ;

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

- **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;
- **VOTE** le compte administratif 2024 soumis à son examen.

<u>Vote</u> :
Pour : 25
Abstention : 7 (Mme BANOS – Mme LEWILLE - Mme NEUMANN – Mme WARTEL par procuration – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE)
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

ANNEXE A LA DELIBERATION

Note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles du compte administratif 2024 (article L2313-1 du CGCT) :

Le compte administratif 2024 retrace l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la commune sur une année.
Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur. Il permet de contrôler la gestion de la commune et de vérifier que les dépenses annoncées lors du budget 2024 sont bien celles réalisées.
Le compte administratif 2024 présente les résultats comptables de l'exercice. Il se caractérise par des dépenses réelles de fonctionnement contenues malgré le contexte fortement inflationniste (+4.1% par rapport à l'année 2023) et des recettes réelles de fonctionnement en hausse (+2.0% par rapport à l'année 2023) traduisant les effets positifs de la gestion de la commune et une santé financière qui se maintient.

Les réalisations de la section de fonctionnement seront étudiées dans un premier temps (I), puis celles de la section d'investissement retiendront notre attention dans un second temps (II).

I – Section de fonctionnement

Les dépenses totales s'établissent à 13 684 455.07 € et les recettes totales s'élèvent à 16 084 121.37 € soit un excédent de fin d'exercice d'un montant de 2 399 666.30 €. A cela s'ajoute l'excédent reporté de l'année 2023 d'un montant de 7 011 622.00 €.
La section de fonctionnement se solde donc par un excédent de clôture de 9 411 288.30 € (8 011 622.00 € en 2023).

A- Dépenses de fonctionnement : 13 684 455.07 €

A-1 - Dépenses réelles de fonctionnement : 12 950 442.60 €

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement est de 94%.

Chapitre 011 - Charges à caractère général : 3 524 693.01 €
Les charges à caractère général correspondent à l'ensemble des dépenses destinées à l'activité des services, à l'entretien du patrimoine communal, aux fluides et aux cotisations d'assurance.
Ce chapitre enregistre une évolution qui se limite à 1.3% qui témoigne d'une stabilité malgré le contexte inflationniste et contraint.

Chapitre 012 - Charges de personnel : 7 897 841.59 €
Ce chapitre augmente de 5.2% par rapport à l'année 2023, principalement en raison des mesures nationales imposées parmi lesquelles la double revalorisation du point d'indice, les mesures spécifiques de bas de grille ainsi que l'organisation des élections législatives et européennes.

Chapitre 014 - Atténuations de produits : 159 434 €

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

Le chapitre 014 concerne le reversement au titre du Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC). Le montant de la contribution a augmenté au niveau de la Coban, ce qui se répercute sur l'ensemble des communes contributrices.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : 939 011.83 €
Ce chapitre contient les indemnités versées aux élus, l'ensemble des participations versées au profit des organismes extérieurs ainsi que les subventions aux associations. Il augmente par rapport à l'année 2023, de 7.9 %, suite à la hausse de la cotisation au PNRLG, les subventions exceptionnelles versées et l'ajustement de la subvention versée au CCAS qui se justifie principalement par la mutation de 2 agents.

Chapitre 66 - Charges financières : 400 262.55 €
La baisse de 4.9 % de ce chapitre correspond à la baisse du remboursement des intérêts de la dette actuelle et témoigne désendettement progressif de la collectivité.

Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 9 199.62 €
Ces charges concernent essentiellement en 2024 des annulations de titres sur années antérieures et des transferts de chapitres suite passage à la M57.

A-2 - Dépenses d'ordre de fonctionnement : 734 012.47 €

Chapitre 042 – Opérations d'ordre entre sections : 734 012.47 €
Ce chapitre concerne les opérations d'ordre budgétaire relatives aux sorties de l'actif des immobilisations et aux amortissements.

B - Recettes de fonctionnement : 16 084 121.37 €

B-1 – Recettes réelles de fonctionnement : 16 015 896.72 €

Le taux de réalisation des recettes réelles de fonctionnement est de 107%.

Chapitre 013 - Atténuations de charges : 220 846.70 €
Ce chapitre concerne, chaque année, les remboursements liés au contrat d'assurances risques statutaires du personnel (indemnité en cas d'arrêt maladie…). Il comprend également les remboursements au titre du FIPHP, des contrats d'apprentissage et des décharges d'activités de services. En 2024, est à noter la régularisation des dossiers de subventions MALPRAT sur les années antérieures (remboursement du salaire du gardien) qui a permis d'accroître ces recettes.

Chapitre 70 - Produits des services : 907 037.96 €
Ce chapitre enregistre une baisse de 7.8% par rapport à l'année précédente, notamment en raison de la baisse de l'effectif scolaire. De plus, l'année 2023 avait enregistré une recette importante liée à la refacturation des frais de chauffage à l'EHPAD.

Chapitre 73 - Impôts et taxes : 12 101 524.07 €
Ce chapitre augmente de 2.1% par rapport à l'année 2023, en particulier en raison d'une revalorisation élevée des bases d'imposition (+3.9%), et ce malgré la baisse des droits de mutations à titre onéreux (- 41 500 euros par rapport à 2023).

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

Chapitre 074 - Dotations et participations : 2 420 466.13 €
Ces recettes intègrent principalement les dotations et participations versés par l'Etat et autres organismes. Ce chapitre enregistre une baisse de près de 160 000 euros par rapport à l'an passé notamment en raison de la baisse des subventions des partenaires institutionnels (Département et Région) et la baisse progressive des dotations de l'Etat (DGF, allocations compensatrices de taxes foncières et dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle).

Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante : 287 774.31 €
Ce chapitre concerne les contrats de location des propriétés communales. Il est en hausse de 43.7% en raison de l'ajustement des loyers et de la refacturation de charges, ainsi que grâce à l'installation de nouveaux services au sein de bâtiments municipaux (Mission locale, Presbytère). Un réel dynamisme de la gestion patrimoniale est à souligner.

Chapitre 76 - Produits financiers : s'élève à 19.07 euros et correspond à des parts sociales.

Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 68 475.59 €
Ce chapitre consigne les remboursements d'assurances et les remboursements divers (avoirs sur factures…).

Chapitre 78 – Reprise sur provisions : 9 752.89 €
Ce chapitre est relatif à la reprise annuelle sur la provision correspondant au montant des créances irrecouvrables.

B-2 – Recettes d'ordre de fonctionnement : 68 224.65 €

Chapitre 042 - Opération d'ordre de transfert entre section : 68 224.65 €
Le chapitre 042 concerne des opérations d'amortissements de subventions ainsi que des recettes liées aux produits de cessions de biens.

II - Section d'investissement

Les dépenses s'établissent à 5 462 202.03 € et les recettes s'élèvent à 3 537 531.86 €.
Il ressort un déficit de fin d'exercice d'un montant de 1 924 670.17 € pour l'exercice 2024.
A cela s'ajoute l'excédent reporté de l'année 2023 d'un montant de 1 995 493.53 €.
La section d'investissement se solde donc par un excédent de clôture de 70 823.36 €.
Ce résultat, corrigé par le solde des restes à réaliser, s'établit à – 263 059.26 €. Il y a donc un déficit à couvrir obligatoirement par la section de fonctionnement.

A - Dépenses d'investissement : 5 462 202.03 €

A-1 – Dépenses réelles d'investissement : 5 143 562.40 €

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

Parmi les différentes opérations d'investissement réalisées tout au long de l'exercice 2024, les plus significatives sont les suivantes :

- La poursuite du projet de création d'un lieu de vie « Le Chahut » : 1 922 644.14 €
- Le lancement des travaux pour la création de l'épicerie sociale et solidaire : 158 610.16 €
- Le démarrage des études pour la reconfiguration de l'école Jules Ferry : 92 690.36 €
- Les travaux de voirie divers y compris la signalisation verticale et horizontale, le démarrage de la rue Georges Clémenceau et la fin des travaux de la rue Victor Hugo : 1 217 142.41 €
- La rénovation progressive de tout l'éclairage public : 67 298.01 €
- Les gros travaux bâtiments y compris l'achèvement des travaux de la cuisine centrale : 253 491.91 €
- L'acquisition de matériel informatique et l'amélioration de la cybersécurité : 59 209.29 €
- L'acquisition de mobilier ergonomique pour les écoles et les services : 35 473.34 €

Ces dépenses sont imputées aux chapitre 20 pour les frais d'études et au chapitre 21 pour les acquisitions de matériel et au chapitre 23 pour les travaux en cours.

Les chapitres 204 et 27 enregistrent, respectivement, les participations versées à Aquitanis pour la ZAC du centre-ville à savoir 95 827 € au titre de l'équilibre global de l'opération et 139 200 € au titre des travaux de création d'équipements publics.

Le chapitre 16 concerne le remboursement des emprunts en capital et représente pour l'année 2024 la somme de 639 978.39 €.

Les restes à réaliser en dépenses s'élèvent à 554 624.94 € en 2024.

Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement est de 77 %.

A-2 – Dépenses d'ordre d'investissement : 250 414.98 €

Ces dépenses concernent l'amortissement des subventions et les intégrations de frais d'études.

B- Recettes d'investissement : 3 537 531.86 €

B-1 – Recettes réelles d'investissement : 2 553 104.41 €

Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 845 246.04 €
Les principales subventions perçues en 2024 concernent le projet du CHAHUT (450 000 €) le produit des amendes de police, le fonds vert pour les travaux sur l'éclairage public, la Caisse d'Allocations Familiales suite au solde des travaux de la Maison de la jeunesse.

Chapitre 10 - Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) : 707 858.37 €

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25029-DE

Cette somme correspond au produit de la taxe d'aménagement, en forte baisse cette année, et du FCTVA.

Chapitre 10 - Compte 1068 – affectation du résultat 2022 : 1 000 000 €

Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 220 742.32 € en 2024.

Le taux de réalisation des recettes réelles d'investissement est de 95 %.

B-2 – Recettes d'ordre d'investissement : 734 012.47 €

Ces recettes concernent l'amortissement des biens et les intégrations de frais d'études.

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ250030-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 030 :

AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs : **Mme CHENU à M. BONNET**
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ250030-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la balance réglementaire des comptes 2024 et les états de consommations des crédits 2024 validés par le comptable ;

Vu l'état des restes à réaliser 2024 constatés en investissement,

Vu le compte administratif 2024 ;

Considérant que le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2024 doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal, soit en report pour incorporer une partie de ce résultat en section de fonctionnement 2025, soit en réserves pour assurer le financement de la section d'investissement 2025, soit une combinaison des deux. Dans tous les cas, cette affectation doit permettre, en priorité, de couvrir le solde d'exécution de la section d'investissement ;

Considérant les résultats ci-dessous suite à clôture de l'exercice 2024 :

1/Résultat de la section de fonctionnement	
Résultat de l'exercice (a)	+ 2 399 666.30 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (*ligne 002 du CA*) (b)	+ 7 011 622.00 €
Résultat cumulé à affecter (A = a + b)	**+ 9 411 288.30 €**
2/Résultat de la section d'investissement	
Résultat de la section d'investissement de l'exercice (c)	- 1 924 670.17 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (*ligne 001 du CA*) (d)	+ 1 995 493.53 €
Résultat cumulé (B = c - d)	**+ 70 823.36 €**
3/ Besoin réel de financement de la section d'investissement	
Recettes d'investissement engagées non perçues (restes à réaliser) (f)	220 742.32 €
Dépenses d'investissement engagées non mandatées (restes à réaliser) (e)	554 624.94 €
Solde des restes à réaliser recettes - dépenses (C = f - e)	**- 333 882.62 €**
Besoin réel de financement (B + C) = solde d'exécution	**- 263 059.26 €**

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ250030-DE

Considérant l'affectation des résultats à réaliser au budget supplémentaire de l'exercice 2025 :

4/Affectation du résultat de la section de fonctionnement	
Affectation obligatoire pour couverture du besoin réel de financement de la section d'investissement	263 059.26 €
Affectation complémentaire en réserves au profit de la section d'investissement	3 000 000.00 €
Report du résultat excédentaire en section de fonctionnement, après affectation en investissement	6 148 229.04 €

Il est proposé au conseil municipal l'affectation des résultats telle que résumée ci-dessous :

- **CONSTATER** le résultat cumulé de la section de fonctionnement à hauteur de **9 411 288.30 €** ;
- **CONSTATER** le résultat cumulé de la section d'investissement à hauteur de **– 263 059.26 €** ;
- **CONSTATER le solde des restes à réaliser** à hauteur de **– 333 882.62 € ;**
- **DE PROCEDER** au report du résultat cumulé d'investissement au **compte 001, en recettes d'investissement,** à hauteur de **70 823.36 €** ;
- **DE PROCEDER** à l'affectation obligatoire au **compte 1068** à hauteur de **263 059.26 €** afin de couvrir le besoin de financement ;
- **DE PROCEDER** à l'affectation facultative au **compte 1068** à hauteur de **3 000 000 €** afin de financer les investissements ;
- **DE PROCEDER** au report du résultat cumulé de fonctionnement au **compte 002**, après affectation, pour un montant de **6 148 229.04 €**.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **CONSTATE** le résultat cumulé de la section de fonctionnement à hauteur de **9 411 288.30 €** ;
- **CONSTATE** le résultat cumulé de la section d'investissement à hauteur de **– 263 059.26 €** ;
- **CONSTATE le solde des restes à réaliser** à hauteur de **– 333 882.62 € ;**
- **PROCÈDE** au report du résultat cumulé d'investissement au **compte 001, en recettes d'investissement,** à hauteur de **70 823.36 €** ;
- **PROCÈDE** à l'affectation obligatoire au **compte 1068** à hauteur de **263 059.26 €** afin de couvrir le besoin de financement ;
- **PROCÈDE** à l'affectation facultative au **compte 1068** à hauteur de **3 000 000 €** afin de financer les investissements ;

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ250030-DE

- **PROCÈDE** au report du résultat cumulé de fonctionnement au **compte 002**, après affectation, pour un montant de **6 148 229.04 €**.

Vote :
Pour : 31
Abstention : 2 (Mme BANOS – Mme LEWILLE)
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25031-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 031 :

MODIFICATION N°2 DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT POUR LE PROJET D'EPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25031-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu les articles L.2311-3 I et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Vu la délibération n°23-081 du 02 octobre 2023 portant création de l'autorisation de programme pour le projet de création d'une épicerie sociale et solidaire ;

Vu la délibération n°24-027 du 26 mars 2024 portant modification n°1 de l'autorisation de programme pour le projet de création d'une épicerie sociale et solidaire ;

Considérant qu'il convient d'adapter la répartition des crédits annuels au calendrier d'exécution de l'opération ;

Le montant global reste inchangé. La répartition des crédits de paiement par exercice budgétaire est désormais la suivante :

AP/CP - CREATION D'UNE EPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (OPERATION D'INVESTISSEMENT N°24) - MODIFICATION 2				
AUTORISATION DE PROGRAMME (EUROS TTC)		**CREDITS DE PAIEMENT (EUROS TTC)**		
		2023	**2024**	**2025**
DEPENSES	930 000 €	25 000 €	159 000 €	746 000 €
Dont Etudes		*25 000 €*	*65 000 €*	*31 000 €*
Dont Travaux			*94 000 €*	*695 000 €*
Dont Mobilier				*20 000 €*

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **MODIFIER** l'autorisation de programme suivante et d'**ADOPTER** la répartition des crédits de paiement susvisée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **MODIFIE** l'autorisation de programme suivante et **ADOPTE** la répartition des crédits de paiement susvisée.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

MAIRIE DE BIGANOS 33380

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

Le Maire,
- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25032-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 032 :

VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25032-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu les articles L.1612-4, L.1612-6, L.1612-7 ainsi que les articles L.2311-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales régissant les finances communales,

Vu l'instruction comptable M57 mise en place depuis le 1er janvier 2024,

Vu le rapport d'orientations budgétaires 2025,

Vu le vote du budget primitif 2025,

Considérant l'adoption d'un nouveau calendrier budgétaire, fondé sur le respect du principe d'annualité budgétaire, visant à voter le budget primitif avant le 31 décembre de l'année n-1 ;

Considérant la nécessité de voter un budget supplémentaire ayant une triple fonction :

- la reprise des résultats de l'exercice n-1
- l'intégration des restes à réaliser de l'exercice n-1
- la réalisation d'ajustements permet de rectifier les imprécisions du budget primitif au regard de la loi finances 2025 votée en février 2025

Le budget supplémentaire doit être soumis au vote du Conseil municipal dans les mêmes formes que le budget primitif. ***(cf. annexe n°20)***

Le budget supplémentaire 2025, soumis à l'approbation du Conseil municipal, se présente comme suit :

FONCTIONNEMENT		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**MONTANT**
011	Charges à caractère général	49 000,00 €
012	Charges de personnel	128 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	2 189 812,00 €
	TOTAL BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**2 366 812,00 €**
	TOTAL BUDGET PRIMITIF + BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**17 653 637,00 €**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**MONTANT**
002	Excédent antérieur reporté	6 148 229,04 €
73	Impôts et taxes	186 000,00 €
74	Dotations et participations	- 48 803,00 €
	TOTAL BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**6 285 426,04 €**
	TOTAL BUDGET PRIMITIF + BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**21 572 251,04 €**

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25032-DE

INVESTISSEMENT		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**MONTANT**
20	Immobilisations incorporelles	31 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	-55 000,00 €
23	Immobilisations en cours	223 700,00 €
	TOTAL BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**199 700,00 €**
	TOTAL RESTES A REALISER	**554 624,94 €**
	TOTAL BUDGET PRIMITIF + BUDGET SUPPLEMENTAIRE + RESTES A REALISER	**10 278 734,94 €**
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**MONTANT**
001	Solde d'exécution d'investissement reporté	70 823,36 €
021	Virement de la section de fonctionnement	2 189 812,00 €
024	Produits de cessions	50 000,00 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	*3 263 059,26 €*
13	Subventions d'investissement reçues	116 000,00 €
16	Emprunts	- 5 156 112,00 €
	TOTAL BUDGET SUPPLEMENTAIRE	**533 582,62 €**
	TOTAL RESTES A REALISER	**220 741,32 €**
	TOTAL BUDGET PRIMITIF + BUDGET SUPPLEMENTAIRE + RESTES A REALISER	**10 278 734,94 €**

Soit un budget total qui se décompose comme suit :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	**SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**Total**
Dépenses	**10 278 734.94 €**	**17 653 637.00 €**	**27 932 371.94 €**
Recettes	**10 278 734.94 €**	**21 572 251.04 €**	**31 850 985.98 €**

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **ADOPTER** le budget supplémentaire 2025 de la Commune de Biganos tel que résumé ci-dessus ;
- **VOTER** le budget supplémentaire au niveau du chapitre en section de fonctionnement et au niveau du chapitre et de l'opération en section investissement ;
- **CHARGER** Monsieur le Maire, ou son représentant, et lui donner tout pouvoir d'exécuter le budget supplémentaire 2025.

Envoyé en préfecture le 20/05/2025
Reçu en préfecture le 20/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25032-DE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** le budget supplémentaire 2025 de la Commune de Biganos tel que résumé ci-dessus ;
- **VOTE** le budget supplémentaire au niveau du chapitre en section de fonctionnement et au niveau du chapitre et de l'opération en section investissement ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire, ou son représentant, et lui donner tout pouvoir d'exécuter le budget supplémentaire 2025.

Vote :
Pour : 26
Abstention : 7 (Mme BANOS – Mme LEWILLE - Mme NEUMANN – Mme WARTEL par procuration – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE)
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 033 :

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADHÉSION AU GROUPEMENT D'ACHAT PUBLIC GROUPEMENT DE GIRONDE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN –- Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –-**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que la collectivité s'est engagée depuis plusieurs années à offrir une restauration collective de qualité, accessible à tous, tout en respectant les exigences environnementales et sanitaires.

Conformément aux engagements de la loi EGALIM, la Ville a à cœur de privilégier des produits issus de l'agriculture biologique, des circuits courts et d'assurer une alimentation durable à nos concitoyens, notamment aux enfants dans nos cantines scolaires.

Afin de poursuivre et d'amplifier cette dynamique, il est proposé aujourd'hui l'adhésion de la commune au Groupement d'Achat Public Groupement de Gironde. Ce groupement permettrait de renforcer notre démarche en centralisant les achats de denrées alimentaires, garantissant ainsi un approvisionnement optimisé, sécurisé et en adéquation avec nos objectifs de qualité et de durabilité.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi "EGALIM", renforçant les exigences en matière d'approvisionnement en produits de qualité et durables pour la restauration collective ;
VU la volonté de la commune de renforcer son engagement en faveur d'une alimentation de qualité, durable et respectueuse de l'environnement ;
VU les objectifs du Groupement d'Achat Public Groupement de Gironde, qui centralise les achats de denrées alimentaires pour ses adhérents, afin de garantir une alimentation de qualité, durable et économique ;

CONSIDERANT que l'adhésion à ce groupement permettrait à la commune de :

- Promouvoir une alimentation durable et responsable, en lien avec les objectifs de la loi EGALIM ;
- Soutenir les producteurs locaux et les filières courtes, contribuant ainsi au développement économique local et à la réduction de l'empreinte carbone ;
- Assurer la qualité et la sécurité des produits fournis à la restauration collective ;
- Bénéficier des valeurs portées par le groupement : transparence, durabilité, qualité et engagement envers les adhérents et les fournisseurs.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à adhérer et le représenter à toutes les instances du Groupement d'Achat Public Groupement de Gironde, afin d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de la restauration collective dans le respect des engagements de la commune en faveur d'une alimentation de qualité et durable ;

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la présente convention ainsi que tout document afférent à cette convention. ***(cf. annexe n°21)***

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à adhérer et le représenter à toutes les instances du Groupement d'Achat Public Groupement de Gironde, afin d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de la restauration collective dans le respect des engagements de la commune en faveur d'une alimentation de qualité et durable ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la présente convention ainsi que tout document afférent à cette convention. ***(cf. annexe n°21)***

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

CONVENTION CONSTITUTIVE

GROUPEMENT DE COMMANDES DE DENRÉES ALIMENTAIRES DE GIRONDE

MARCHÉ 2025

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

1) Groupement de commandes

Article 1 : Il est créé un Groupement de commandes de denrées alimentaires dont le siège est situé au Lycée Victor Louis de Talence.

Article 2 : Ce groupement comprend les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement du département de la Gironde (Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture) qui ont fait une demande d'adhésion, acceptée par l'établissement coordonnateur, ainsi que l'INSPE et la commune de Lacanau. Il peut accueillir toute structure publique soumise au Code de la Commande Publique qui décide de souscrire aux clauses générales de la présente convention.
Chaque adhérent est représenté selon les modalités définies par les articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la Commande Publique.
L'établissement coordonnateur du groupement est membre de l'Association des Coordonnateurs des EPLE de Nouvelle Aquitaine (ACENA).

Article 3 : Chaque membre du groupement définit ses besoins avec la plus grande précision possible, et les communique à l'établissement coordonnateur dans les délais prescrits par ce dernier. Il veille notamment à respecter le minimum de commandes pour lequel il s'est engagé.
Chaque établissement membre du groupement s'engage en adhérant à la présente convention à commander au cocontractant retenu les denrées alimentaires à hauteur de ses besoins propres, tel qu'il les a préalablement déterminés. Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement du groupement ou son représentant s'assure de la bonne exécution de ce marché pour ce qui le concerne et répond des contentieux contractuels concernant l'exécution de son marché. En outre, chaque adhérent tient informé le coordonnateur de la bonne exécution de son marché.

Article 4 : Le Chef d'établissement du Lycée Victor Louis est désigné coordonnateur du Groupement. Il est représenté par l'Adjoint-gestionnaire de l'établissement, ci-dessous désigné « le Représentant du coordonnateur ». Ce dernier préside la Commission d'Appel d'Offres (CAO).
La CAO du groupement donne mandat au chef d'établissement coordonnateur pour conclure, signer et notifier les marchés et les avenants éventuels aux fournisseurs retenus.

Article 5 : Les fournitures faisant l'objet du présent groupement de commandes sont réparties en lots. Ces lots sont regroupés par familles de produits.

Ce marché est passé en application de la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles R. 2113-1, R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2131-16, R. 2131-17, R. 2161-2, R. 2161-4, R. 2161-5 et R. 2162-2 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique.

Les marchés correspondant à chaque lot de la consultation sont des accords-cadres tels que définis à l'article L. 2125-1 du Code de la Commande Publique. Passés en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 et R. 2162-5 du Code de la Commande Publique, ils fixent toutes les stipulations contractuelles et sont exécutés

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

au fur et à mesure par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13, R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

2) Bureau du Groupement

Article 6 : Des coordonnateurs adjoints constituent le Bureau du Groupement, commission technique présidée par le « Représentant du coordonnateur ». Ils sont désignés par l'Assemblée Générale des adhérents.
Le Bureau est chargé de l'animation du Groupement et de son fonctionnement. Il a la responsabilité de l'ouverture des plis, et propose l'analyse technique et financière des candidatures et des offres à la Commission d'Appel d'Offres.

3) Commission d'Appel d'Offres (CAO)

Article 7 : La CAO du groupement est constituée :
- d'un représentant de chaque adhérent qui aura été désigné comme personne habilitée en fonction des textes qui régissent le fonctionnement des structures publiques concernées (article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).
- pour chaque membre titulaire est prévu un suppléant.

La CAO se réunit en Assemblée Générale. Elle est présidée par le « représentant du coordonnateur ». Elle est seule compétente pour effectuer le choix des titulaires de chaque lot sur la base des propositions qui lui sont faites par le Bureau.
Chaque membre adhérent du Groupement dispose d'une voix à la CAO. Les décisions se prennent à la majorité absolue des membres.
Les convocations aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.
Le quorum est atteint lorsque la moitié plus un des membres ayant voix délibérative sont présents.
Si le quorum n'est pas atteint, la CAO se réunit à nouveau dans un délai pouvant être réduit à une heure en cas d'urgence, et dans un délai maximum de 10 jours. Elle peut alors délibérer sans quorum, les décisions étant prises à la majorité absolue des membres présents.
Le comptable assignataire de chaque membre du groupement, le représentant de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, le représentant des services vétérinaires, le représentant du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine, le représentant du Conseil Départemental de la Gironde et le représentant du Recteur de l'Académie peuvent siéger avec voix consultative à la CAO.

De même, peuvent participer avec voix consultative aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Article 8 : Modalités de choix des titulaires de chaque lot :

La Commission d'Appel d'Offres choisit le titulaire du marché, en application des règles prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-8, R. 2144-1 à R. 2144-4, R. 2144-6, R. 2144-7, R. 2152-1 à R. 2152-7 et R. 2152-11 à R. 2152-13 du Code de la Commande Publique.

Dans ce dispositif de choix des offres, chaque coordonnateur adjoint, sous la responsabilité du « représentant du coordonnateur » est chargé de réaliser des tests et analyses des échantillons et des fiches techniques tels que définis dans les documents de consultation pour les lots dont il a la charge dans le respect des règles édictées par « **la Charte déontologique du testeur** ».

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

Chaque coordonnateur adjoint peut également être amené à participer à des jurys de sélection quand ceux-ci ont été prévus au règlement de consultation du marché.

Il peut être fait appel à des adhérents volontaires ou à des représentants des collectivités pour aider les coordonnateurs adjoints lors des tests et analyses des échantillons et des fiches techniques.
Il peut également être fait appel à un bureau d'étude ou laboratoire indépendant à des fins d'analyse des fiches techniques ou d'échantillons.

4) Mutualisation

Article 9 : Les frais afférents au fonctionnement du Groupement sont répartis entre tous les adhérents, et concernent :

- le salaire d'un personnel contractuel, de formation juridique, recruté par l'établissement coordonnateur pour les travaux de secrétariat
- les frais de publicité
- les frais administratifs, de téléphone et d'affranchissements
- les frais de mobiliers et d'équipement informatique nécessaires au fonctionnement du secrétariat
- les remboursements éventuels de frais de déplacements et de repas pour les membres du groupement assistant aux réunions de bureau,
- les frais d'analyse de fiches techniques et d'échantillons
- les frais de formation ou d'animation du groupement (conférences, réceptions, opérations de sourçage...).

La cotisation annuelle est fixée selon trois tarifs, en fonction des repas assurés par chaque adhérent :

- moins de 300 repas par jour : 200.00 €
- de 300 à 600 repas par jour : 300.00 €
- au-delà de 600 repas par jour : 400.00 €

Nombre de repas journaliers dans la structure : _____ *(A compléter par l'adhérent)*

Lorsqu'une charge exceptionnelle doit être supportée par le Groupement, la part afférente à chaque adhérent est arrêtée en Assemblée générale selon les modalités de prise de décision de la CAO.

5) Durée de la Convention

Article 10 : Durée du marché :
1) La présente convention est conclue pour une durée permettant la passation des marchés, et des avenants éventuels, pour les familles de produits suivantes :

Famille de produits	N° de lots	Début du marché	Fin du marché	Observations
EPICERIE	LOTS 01 à 11	01/01/2025	31/12/2027	1 an reconductible 2 fois
PRODUITS LAITIERS ET OVO-PRODUITS	LOTS 27 à 36	01/01/2025	31/12/2026	1 an reconductible 1 fois
4ème ET 5ème GAMME	LOTS 37 à 39	01/01/2025	31/12/2025	

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25033-DE

Famille de produits	N° de lots	Début du marché	Fin du marché	Observations
CHARCUTERIE ET SAURISSERIE	LOTS 40 à 42	01/01/2025	31/12/2026	1 an reconductible 1 fois
FRUITS ET LEGUMES BRUTS FRAIS	LOTS 54 à 61	01/01/2025	31/12/2026	1 an reconductible une fois

2) La présente convention, conclue pour 2025, comprend la reconduction des lots suivants :

Famille de produits	N° de lots	Début du marché	Fin du marché
SURGELES	LOTS 12 à 23	01/01/2024	31/12/2025
VOLAILLES FRAICHES	LOTS 24 à 26	01/01/2024	31/12/2025
VIANDE FRAICHE BIOLOGIQUE	LOTS 43 à 45	01/01/2023	31/12/2025
VIANDE FRAICHE CONVENTIONNELLE	LOTS 46 à 53	01/01/2023	31/12/2025

Talence, le…….

Pour l'Établissement coordonnateur,

Lycée Victor Louis (Talence)

Le Chef d'établissement, Philippe LABIAUSSE

Le Représentant du coordonnateur, Jérôme GLERE

……., le ……..

Pour l'Établissement adhérent,

Nom et ville de l'établissement

(A compléter par l'adhérent)
Le Chef d'établissement adhérent
(Cachet de l'établissement adhérent)

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25034-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 034 :

CREATION D'UN EMPLOI DE GARDIEN – BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25034-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que :

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal, compte tenu des nécessités du service, de créer un emploi permanent permettant la mutation d'un gardien-brigadier de police municipale qui, tout en assurant une relation de proximité avec la population, exercera les missions de prévention nécessaires au maintien du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la salubrité publique.

Filière	Grade	Catégorie	Durée hebdomadaire de service Temps complet	Nombre	Date d'effet
Police	Gardien - brigadier	C	35h	1	15/05/2025

Les crédits ont été inscrits au budget 2025 chapitre 012.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** la création du poste susvisé ;
- **APPROUVER** la modification du tableau des effectifs ci-joint. ***(cf. annexe n°22).***

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** la création du poste susvisé ;
- **APPROUVE** la modification du tableau des effectifs ci-joint. ***(cf. annexe n°22).***

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

MAIRIE DE BIGANOS
33380

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25034-DE

Annexe

GRADES OU EMPLOIS	CATEG.	EFFECTIFS BUGETAIRES	DONT à POURVUS	NON COMPLET
FILIERE ADMINISTRATIVE		**37**	**33**	
Directeur général des services des communes 10 à 20.000 hab.	A	1	1	
Attaché hors classe	A	1	0	
Attaché principal	A	4	4	
Attaché	A	4	3	
Rédacteur principal de 1ère classe	B	4	4	
Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	1	
Rédacteur	B	6	5	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	10	9	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	3	3	
Adjoint administratif territorial	C	3	3	
FILIERE TECHNIQUE		**72**	**68**	
Ingénieur hors classe	A	**1**	**1**	
Ingénieur principal	A	1	0	
Ingénieur	A	2	1	
Technicien principal de 1ère classe	B	2	2	
Technicien principal de 2ème classe	B	1	1	
Technicien	B	3	3	
Agent de maîtrise principal	C	8	8	
Agent de maîtrise	C	6	6	
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	27	27	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	7	7	
Adjoint technique territorial	C	14	12	
FILIERE MEDICO SOCIALE		**16**	**15**	
Puéricultrice	A	**1**	**0**	
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	2	2	
Educateur de jeunes enfants	A	1	1	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	2	2	
Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	1	1	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	7	7	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C	2	2	
FILIERE SPORTIVE		**2**	**2**	
Educateur des activités physiques et sportives	B	1	**1**	
Opérateur des activités physiques et sportives principal	C	1	1	
FILIERE CULTURELLE		**4**	**4**	
Bibliothécaire	A	1	1	
Assistant de conservation du patrimoine principal de 2ème classe	B	1	1	
Assistant de conservation du patrimoine	B	1	1	
Adjoint du patrimoine	C	1	1	
FILIERE ANIMATION		**23**	**22**	**1**
Animateur	B	1	1	
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	C	4	4	
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	7	7	
Adjoint territorial d'animation	C	11	10	1(15h)
POLICE MUNICIPALE		**9**	**7**	
Chef de service de Police Municipale principal de 2ème classe	B	**1**	**1**	
Brigadier-chef principal	C	7	6	
Gardien Brigadier	C	1	0	
TOTAL DES EMPLOIS		**163**	**151**	**1**

Collaborateur de cabinet (article L.333-1 du CGFP) dans la limite du mandat	A	1	1	

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 035 :

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES LOCAUX SCOLAIRES : HEBERGEMENT DE MILITAIRES POUR RENFORCER LES SERVICES DE SECURITE DES COMMUNES – ETE 2025

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs *:*
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Patrick BOURSIER
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur Patrick BOURSIER, adjoint au maire, indique que pendant la saison estivale un dispositif renforcé est mis en œuvre par la gendarmerie pour les villes d'AUDENGE, GUJAN MESTRAS, LE TEICH, MARCHEPRIME et MIOS qui se traduit par le renforcement des effectifs de la gendarmerie de BIGANOS.

De ce fait, pendant la période du 1er juillet au 31 août 2025, les militaires seront hébergés dans les locaux scolaires du Lycée de la Mer sis 29, rue de la Barbotière à Gujan-Mestras 33470.

Il convient donc d'établir une convention entre le lycée de la Mer de Gujan-Mestras et la commune de Biganos pour l'hébergement de ces militaires afin de renforcer les services de sécurité des communes pendant les deux mois d'été. ***(cf. annexe n°23)***

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation temporaire des locaux scolaires du lycée de la Mer pour l'hébergement de militaires, afin de renforcer les services de sécurité des communes pendant les deux mois d'été 2025 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation temporaire des locaux scolaires du lycée de la Mer pour l'hébergement de militaires, afin de renforcer les services de sécurité des communes pendant les deux mois d'été 2025 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Vote :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Convention type d'occupation temporaire des locaux scolaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.4231-4,
Vu le code de l'Education, notamment son article L214-6-2,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'arrêté de délégation de signature n° EC.01-2017 du 18 mai 2017,
Vu l'avis du Conseil d'administration de l'établissement en date du 10 Avril 2025

Entre les soussignés:

D'une part :

La Région Nouvelle-Aquitaine, 14 Rue François-de-Sourdis 33077 Bordeaux cedex, représentée par Monsieur Alain ROUSSET, Président du Conseil régional,
Ci-après désignée « la Région »

Le Lycée de la Mer représenté par M Bertrand LALUQUE, chef d'établissement *Ci-après désigné « l'établissement d'accueil »*

Et, d'autre part :

La commune de Biganos représentée par son maire M Bruno LAFON autorisé(e) par……
en date du……..
Ci-après désigné(e) « l'organisateur administratif ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article L.214-6-2 du code de l'Education, sous sa responsabilité et après l'avis du conseil d'administration de l'établissement et le cas échéant de la collectivité propriétaire des bâtiments, le président du conseil régional peut autoriser l'utilisation des locaux et équipements des lycées. L'utilisation se déroulera pendant les heures ou les périodes au cours desquelles les locaux ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale ou continue par des entreprises, ou des organismes de formation ou des associations.
Il convient qu'une convention soit établie entre les parties pour organiser l'utilisation des locaux et l'usage des matériels.

Article 1er- Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'organisateur est autorisé à occuper à titre précaire et révocable les espaces, locaux, voies d'accès et équipements scolaires suivants:

- *(pour le cas des associations)*

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne ou des pratiques culturelles et artistiques,

- **INTERNAT BATIMENT I, les 2 étages**
- **PARKING**

Article 2 - Destination des biens

La présente autorisation, qui n'est pas constitutive de droits réels, est consentie plus particulièrement en vue de l'organisation de l'activité suivante :

Hébergement de militaires attendus pour renforcer les services de sécurité de la commune pendant les deux mois d'été.

L'organisateur utilisera les locaux scolaires exclusivement en vue de cette activité.

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent à maximum **40 gendarmes.**

Le cas échéant, le matériel, dont l'inventaire est joint en annexe, sera mis à sa disposition.

Article 3 - Caractère personnel de l'autorisation

La présente autorisation est consentie à titre personnel. Elle ne peut être cédée à un tiers.

Le simple changement de raison sociale ou de dénomination ne met pas fin à l'autorisation, si ce changement est porté préalablement à la connaissance des co-contractants, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 – Responsabilités - Assurances

Préalablement à l'occupation des locaux, l'organisateur administratif s'assurera que la gendarmerie lui a bien transmis l'attestation d'une police d'assurance couvrant l'ensemble des dommages pouvant résulter de l'utilisation des locaux, notamment en matière de responsabilité civile et de dommage aux biens (dommages causés au matériel, au mobilier et tout autre type de bien situé dans les locaux occupés par l'incendie, l'explosion, les risques électriques, les dégâts des eaux et les risques naturels). Cette attestation sera versée par l'organisateur administratif à l'établissement d'accueil. Les gendarmes veilleront à la bonne utilisation des locaux et du matériel dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs (+ le reste du paragraphe) et aux obligations de sécurité du bâtiment

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Article 5 - Etat des lieux

A l'occasion de la première entrée dans les locaux ainsi qu'à la sortie, un état des locaux, des voies d'accès et du matériel mis à disposition est dressé contradictoirement entre l'organisateur et le Chef d'établissement ou son représentant.

Article 6 - Obligations de l'Organisateur

Article-6-1- Les Obligations générales

L'organisateur s'engage à :

- utiliser les locaux et le matériel mis à disposition dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène, des bonnes mœurs ;
- veiller à ce que les activités qu'il mène respectent les principes de neutralité et de laïcité et soient compatibles avec la nature des installations, l'aménagement des locaux et le fonctionnement normal du service hors temps scolaire;
- ne pas exercer, dans l'établissement, d'autres activités que celles décrites à l'article 1er de la présente convention, sans autorisation expresse des co-contractants.
- nettoyer les locaux au terme de l'utilisation temporaire.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Article-6-2- Les obligations de sécurité

L'organisateur s'engage à respecter et à faire respecter les consignes générales, particulières et spécifiques de sécurité.

Il reconnaît :

- avoir pris connaissance des règles de sécurité applicables dans l'établissement,
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, les moyens d'extinction (extincteurs, robinets incendie armés…), les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

L'organisateur s'engage également à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités exercées dans l'enceinte de l'établissement.

Article 7- Conditions financières

L'organisateur s'engage à verser, en contrepartie de l'occupation desdits locaux, une redevance de **vingt euros par personne et par nuitée** correspondant notamment aux charges ci-après :

- consommations de fluides (eau, électricité, gaz…),
- usure du matériel mis à disposition,
- nettoyage des voies d'accès utilisées,
- ……

Ce montant total de l'occupation des locaux et de l'utilisation des matériels se décompose comme suit :
- 20 € par personne et par nuitée

Cette contrepartie sera versée à la caisse de l'agent comptable du lycée, compte **n° FR76 1007 1330 0000 0010 0085 425 TRPUFRP1**, lequel est autorisé par la présente à percevoir ce montant pour le compte de la région, propriétaire des locaux.

Par ailleurs, l'organisateur s'engage à indemniser les dégâts matériels et les pertes dont il est à l'origine lors de l'utilisation des locaux et équipements scolaires, compte tenu du premier état des lieux.

Article 8 – Durée de l'autorisation

La durée de la convention est autorisée pendant la période suivante :

du 01/07/2025 au 31/08/2025

Article 9- Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ25035-DE

Article 10- Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée :

- à tout moment par la Région, le Chef d'établissement en cas de force majeure ou de motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'organisateur,

- par l'organisateur, en cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Région, au Chef d'établissement par lettre recommandée dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue d'utilisation des locaux. A défaut, l'organisateur s'engage à dédommager l'établissement des frais éventuellement engagés en vue de l'accueil prévu,

- à tout moment, par le Chef d'établissement si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux stipulations de la présente convention.

Article 11- Règlement des litiges

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention fera l'objet d'un règlement amiable. En cas d'échec la partie la plus diligente déférera le litige auprès du Tribunal administratif territorialement compétent.

Article 12- Liste des pièces annexes

- Etats des lieux
- Inventaire du matériel mis à disposition
- Copie de l'attestation d'assurance

Fait **en trois exemplaires**, un pour chacune des parties.

A Bordeaux, le……

Le Président du Conseil régional
de Nouvelle-Aquitaine
Par délégation le Directeur de
l'Education,

Maryvonne De La Taille

A Biganos, le……

Le Maire de Biganos,

Bruno LAFON

Gujan-Mestras, le 10 avril 2025
Le Proviseur,

Bertrand LALUQUE

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ202536-DE

BIGANOS
PORTE DU BASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MAI 2025

DELIBERATION N°25 – 036 :

MOTION RELATIVE A LA PRATIQUE DE LA CHASSE TRADITIONNELLE DE LA PALOMBE AU FILET

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Biganos, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **M. Bruno LAFON.**

Date de la convocation : *le 07.05.2025*
Nombre de conseillers municipaux en exercice : *33*

Membres présents *:* **M. LAFON – M. BONNET – Mme CHAPPARD - M. POCARD – Mme HÉRISSÉ - M. BOURSIER - M. MERLE – Mme SEIMANDI - Mme DROMEL – M. BALLEREAU M. SIONNEAU – M. LOUF - M. BESSON - Mme RAMBELOMANANA – Mme LEWILLE - Mme PEREZ - Mme BANOS - M. DE SOUSA - Mme BOUTINEAU - Mme NEUMANN – Mme CAZAUX – M. DESPLANQUES – M. LARGILLIÈRE - M. LAPLANCHE - M. BOUNINI –**

Pouvoirs :
Mme CHENU à M. BONNET
Mme LAVAUD à Mme HÉRISSÉ
Mme GELINEAU à M. MERLE
M. LOUTON à M. BOURSIER
Mme EUGENIE à Mme DROMEL
Mme WARTEL à Mme CAZAUX
Mme DELANNOY à M. LAFON
M. ANDRIEUX à M. LOUF

Mme DROMEL et Mme HÉRISSÉ ont été nommées secrétaires.
Mme BONNIN a été nommée auxiliaire.

*****

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ202536-DE

Rapporteur en charge du dossier : M. Le Maire
Présentation en commission municipale « Ressources » : le 6 mai 2025

Monsieur le Maire indique que la commission européenne vient de décider de traduire la France devant la Cour de Justice de l'union européenne (CJUE) pour le non-respect de la directive oiseaux (2009/147/CE du 30 novembre 2009) au sujet de la pratique de la chasse traditionnelle de la palombe au filet.

Cette décision pourrait avoir des répercussions irréversibles pour cette pratique, alors même que les palombes sont en pleine expansion et désormais classées en espèces nuisibles dans plusieurs pays européens et départements français.

En effet, la palombe (pigeon ramier) connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer un risque important pour l'agriculture obligeant le préfet de la Gironde à prendre annuellement un arrêté permettant la destruction du pigeon ramier (palombe) sur l'ensemble du département.

Considérant l'importance et l'attachement de nos populations à cette pratique, développée au sein de notre réseau associatif local, porteuse de valeur de vivre ensemble ;

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **ADOPTER** la motion relative à la pratique de la chasse traditionnelle de la palombe au filet ;

et dans cette attente,

- **EMETTRE UN AVIS DEFAVORABLE** sur la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet ;
- **APPORTER** un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires ;
- **SE DIRE SOLIDAIRE** de l'ensemble des communes qui émettrons un même avis ;
- **DEMANDER** instamment que le Premier ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne ;
- **DEMANDER** que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, et de la Fédération départementale des chasseurs de la Gironde.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **ADOPTE** la motion relative à la pratique de la chasse traditionnelle de la palombe au filet ;

et dans cette attente,

- **EMET UN AVIS DEFAVORABLE** sur la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet ;

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250514-DELAJ202536-DE

- **APPORTE** un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires ;
- **SE DIT SOLIDAIRE** de l'ensemble des communes qui émettrons un même avis ;
- **DEMANDE** instamment que le Premier ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne ;
- **DEMANDE** que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, et de la Fédération départementale des chasseurs de la Gironde.

<u>Vote</u> :
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

P.C.C.C à l'original,
Fait à Biganos,
Le 14 mai 2025
Bruno LAFON
Maire de Biganos
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS
33380

Le Maire,

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.*

Envoyé en préfecture le 20/02/2025
Reçu en préfecture le 20/02/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250127-DECFI25004-AU

COMMUNE DE BIGANOS
Département de la Gironde

DÉCISION N° 25-004 PRISE PAR LE MAIRE
ACCEPTATION D'UN DON D'UN PARTICULIER

Le Maire de la commune de Biganos,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 20-012 du 10 juin 2020 portant délégations d'attributions du Conseil Municipal à Monsieur le Maire pour la durée de son mandat en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et plus précisément l'alinéa 9 autorisant le Maire à accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

Considérant le souhait de Madame RIEHL Cécile, demeurant 2bis rue Jean Bouin – 33380 BIGANOS, de faire un don d'un montant de 50 euros au profit des écoles de Biganos, suite à la célébration de son mariage par Monsieur le Maire en octobre 2024,

Considérant la volonté de la commune de Biganos d'accepter ce don pour participer au financement de projets portés par les écoles ;

DÉCIDE

Article 1er : D'accepter le don de 50 euros qui n'est grevé d'aucune charge ou condition, présente et à venir.

Article 2 : De préciser que le don, versé sous forme de chèque, fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes sur le budget communal 2025.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors du prochain Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3.

Envoyé en préfecture le 20/02/2025
Reçu en préfecture le 20/02/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250127-DECFI25004-AU

Article 4 **:** Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon ;
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Biganos :
- Monsieur le Trésorier Principal de Belin-Beliet.

À Biganos, le 27/01/2025

Bruno LAFON,
Maire de Biganos,
Président de la COBAN



Le Maire,
* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
* informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_005-CC

COMMUNE DE BIGANOS
Département de la Gironde

DÉCISION N° 25-005 PRISE PAR LE MAIRE

Portant sur la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition et la livraison de fournitures scolaires diverses pour les écoles et les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires de la Ville de Biganos (33380).

Le Maire de Biganos,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 2020 portant délégations d'attributions du Conseil Municipal à **Monsieur Le Maire** pour la durée de son mandat en application de **l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

Considérant la nécessité de conclure un marché pour la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition et la livraison de fournitures scolaires diverses pour les écoles et les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires de la Ville de Biganos (33380).

DÉCIDE

Article 1er

La Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2024-17 avec la société LACOSTE, située 15, allée de la Sarriette, ZA Saint Louis à Le Thor (84250) pour un montant total maximum de 100 000 € TTC par an.

Article 2

L'acte portant début d'exécution du marché est la notification du marché.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_005-CC

Article 3

Les délais d'exécution des travaux sont définis dans les mémoires techniques des titulaires et le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, tous rendus contractuels par la signature du pouvoir adjudicateur.

Article 4

Il sera rendu compte de la présente décision lors du prochain Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3.

Article 5

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon.
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Biganos.

À Biganos, le 05/03/2025,

Bruno LAFON,
Maire de Biganos,
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_006-CC

COMMUNE DE BIGANOS
Département de la Gironde

DÉCISION N° 25-006 PRISE PAR LE MAIRE

Portant sur des travaux de réaménagement de la rue Georges Clemenceau séquence n° 1 à Biganos (33380).

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 2020 portant délégations d'attributions du Conseil Municipal à **Monsieur Le Maire** pour la durée de son mandat en application de **l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

Considérant la nécessité de conclure un marché pour des travaux de réaménagement de la rue Georges Clemenceau séquence n° 1 à Biganos (33380),

DÉCIDE

Article 1er

Pour le compte du lot n° 1 « Préparation - Voirie - Eaux pluviales - Éclairage public - Divers », la Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2025-02 avec la société CMR, située ZI, 561, avenue Vulcain à La Teste De Buch (33260) pour un montant de 879 900,00 € HT soit 1 055 880,00 € TTC.

Pour le compte du lot n° 2 « Aménagement paysager - Mobilier urbain », la Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2025-02 avec la société BRETTES PAYSAGES, située 1, passe de Berganton, CS 70074 à Mérignac (33700) pour un montant total de 82 554,75 € HT soit 99 065,70 € TTC.

Article 2

L'acte portant début d'exécution du marché part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
Le délai de remise des documents (plans de récolement, positionnement des réseaux, Dossier des Ouvrages Exécutés) au Maître de l'ouvrage est compris dans le délai du marché.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_006-CC

Article 3

Le délai d'exécution des travaux est de vingt-huit semaines (hors période de préparation de vingt et un jours).
Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
Le délai de remise des documents (plans de récolement, positionnement des réseaux, Dossier des Ouvrages Exécutés) au Maître de l'ouvrage est compris dans le délai du marché.

Article 4

Il sera rendu compte de la présente décision lors du prochain Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3.

Article 5

Ampliation de la présente décision sera transmise à :
- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon.
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Biganos.

À Biganos, le 05/03/2025,

Bruno LAFON,
Maire de Biganos,
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,
* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
* informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_007-CC

COMMUNE DE BIGANOS
Département de la Gironde

DÉCISION N° 25-007 PRISE PAR LE MAIRE

Portant sur l'acquisition d'une mini pelle et d'une remorque porte engin pour le compte de la Ville de Biganos (33380).

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 2020 portant délégations d'attributions du Conseil Municipal à **Monsieur Le Maire** pour la durée de son mandat en application de **l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

Considérant la nécessité de conclure un marché pour l'acquisition d'un véhicule cabine plateau pour le compte de la Ville de Biganos (33380),

DÉCIDE

Article 1er

La Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2025-05 pour l'acquisition d'une mini pelle et d'une remorque porte engin pour le compte de la Ville de Biganos (33380) avec la société BERGERAT MONNOYEUR, située 117 rue Charles Michels à Saint Denis (93200), pour un montant total de 44 500 € HT soit 53 400 € TTC portant sur un véhicule CATERPILLAR modèle 302.7 de 2025 et une remorque Gourdon porte engins CP35.

Article 2

L'acte portant début d'exécution du marché est la notification du marché.

Article 3

Les délais d'exécution des prestations sont définis dans le mémoire technique du titulaire ainsi que le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations, tous deux rendus contractuels par la signature du pouvoir adjudicateur.

Article 4

Il sera rendu compte de la présente décision lors du prochain Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3.

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250305-DEC25_007-CC

Article 5

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon.
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Biganos.

À Biganos, le 05/03/2025,

Bruno LAFON,
Maire de Biganos,
Président de la COBAN

Le Maire,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
* informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 12/03/2025
Reçu en préfecture le 12/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250312-DEC25_008-CC

COMMUNE DE BIGANOS
Département de la Gironde

DÉCISION N° 25-008 PRISE PAR LE MAIRE

Portant sur l'acquisition de documents pour la constitution du fonds initial des collections de la bibliothèque municipale de la Ville de Biganos (33380).

Le Maire de Biganos,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juin 2020 portant délégations d'attributions du Conseil Municipal à **Monsieur Le Maire** pour la durée de son mandat en application de **l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

Considérant la nécessité de conclure un marché pour l'acquisition de documents pour la constitution du fonds initial des collections de la bibliothèque municipale de la Ville de Biganos (33380).

Considérant que le marché 2024-08 est constitué de trois lots désignés ci-dessous.

Lot	Détail	Montant maximum € TTC sur la durée du marché (2 ans)
1	**Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour les adultes** Ce lot concerne les ouvrages de littérature adulte : romans, romans policiers, romans adolescents et young adult, romans de science-fiction, fantaisie, histoires vécues, théâtre, poésie, biographies, livres audio, livres en gros caractères et romans en langue étrangère. Ce lot concerne également la fourniture de documentaires pour adultes et pour jeunes à partir du niveau collège. Tous les domaines de connaissance peuvent être concernés.	182 000 €
2	**Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour la jeunesse** Ce lot concerne la fourniture d'albums jeunesse, romans, contes, poésie, livres audio et livres CD pour la jeunesse. Il concerne également la fourniture de documentaires pour la jeunesse.	107 000 €
3	**Bandes dessinées et mangas pour les adultes et la jeunesse** Ce lot concerne la fourniture de bandes-dessinées, mangas, comics, romans graphiques pour tous les publics.	40 000 €

DÉCIDE

Envoyé en préfecture le 12/03/2025
Reçu en préfecture le 12/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250312-DEC25_008-CC

Article 1er

Pour le compte du lot n° 1 « Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour les adultes », la Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2024-08 avec la société MOLLAT, située 15 rue Vital Carles à Bordeaux (33000) pour un montant maximum total de 182 000 € TTC sur la durée du marché (2 ans).

Pour le compte du lot n° 2 « Ouvrages de fiction et ouvrages documentaires pour la jeunesse », la Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2024-08 avec la société MOLLAT, située 15 rue Vital Carles à Bordeaux (33000) pour un montant maximum total de 107 000 € TTC sur la durée du marché (2 ans).

Pour le compte du lot n° 3 « Bandes dessinées et mangas pour les adultes et la jeunesse », la Ville de Biganos conclut un marché numéroté 2024-08 avec la société BDF IMAGES, située 11 rue Saint James à Bordeaux (33000) pour un montant maximum total de 40 000 € TTC sur la durée du marché (2 ans).

Article 2

L'acte portant début d'exécution du marché est la notification du marché.

Article 3

Les délais d'exécution des travaux sont définis dans les mémoires techniques des titulaires et le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, tous rendus contractuels par la signature du pouvoir adjudicateur.

Article 4

Il sera rendu compte de la présente décision lors du prochain Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3.

Article 5

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon.
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Biganos.

À Biganos, le 12/03/2025

Bruno LAFON,
Maire de Biganos,
Président de la COBAN

MAIRIE DE BIGANOS 33380

Le Maire,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250310-DECFI250009-BF

BIGANOS
Porte du bassin

DECISION DU MAIRE N°25 – 009
(annule et remplace)

VIREMENT DE CREDITS N°1

Le Maire de la Commune de Biganos,

Vu l'article L1612-11 du Code général des Collectivités territoriales relatif aux décisions modificatives,

Vu le budget primitif 2025,

Considérant la faculté donnée à Monsieur Le Maire de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sur le fondement de l'article L. 5217-10-6 du CGCT ;

Considérant la mise en place de cette faculté lors du vote du budget primitif 2025 ;

Considérant la nécessité de modifier les crédits au sein de la section d'investissement afin de permettre la réalisation des opérations suivantes :

- Remboursements d'emprunts : - 85 000 euros, suite à la réception de l'échéancier définitif du prêt intracting (démarrage en 2026)
- Travaux Epicerie sociale et solidaire : + 85 000 euros, dans l'attente de la modification de la répartition des crédits annuels (sans augmentation du montant de l'AP-CP)

DECIDE

Article 1er : d'ajuster les crédits budgétaires sur la base du virement de crédits n°1 tel que présenté ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250310-DECFI250009-BF

VIREMENT DE CREDITS N° 1-2025

	Désignation	DEPENSES		RECETTES	
		diminution des crédits	augmentation des crédits	diminution des crédits	augmentation des crédits
INVESTISSEMENT					
Dépenses	D 1641	85 000,00 €			
	TOTAL CHAPITRE 16	**85 000,00 €**			
	D 2313 - opération 24		85 000,00 €		
	TOTAL CHAPITRE 23		**85 000,00 €**		
		85 000,00 €	**85 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
	TOTAL INVESTISSEMENT	**0,00 €**		**0,00 €**	

Article 2 : Le Maire de la commune de Biganos et le comptable public assignataire du Service de gestion comptable de Belin-Beliet sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

FAIT à Biganos, le 10 mars 2025

SIGNATURE DE L'AUTORITE
Le Maire
Bruno LAFON

MAIRIE DE BIGANOS - 33380

Le Maire
* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
* informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 11/04/2025
Reçu en préfecture le 11/04/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250407-DECFI25010-BF

BIGANOS
Porte du bassin

DECISION DU MAIRE N°25 – 010

VIREMENT DE CREDITS N°2

Le Maire de la Commune de Biganos,

Vu l'article L1612-11 du Code général des Collectivités territoriales relatif aux décisions modificatives,

Vu le budget primitif 2025,

Vu le virement de crédits n°1 - 2025,

Considérant la faculté donnée à Monsieur Le Maire de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections, sur le fondement de l'article L. 5217-10-6 du CGCT ;

Considérant la mise en place de cette faculté lors du vote du budget primitif 2025 ;

Considérant la nécessité de modifier les crédits au sein de la section d'investissement afin de permettre la réalisation des opérations suivantes :

- Subventions d'équipement versées : - 250 000 euros suite au décalage de l'année de versement de la participation communale au projet Cinéma.
- Réseaux d'électrification : + 93 700 euros pour la prise en compte du solde de facturation du SDEEG dans le cadre du remplacement de tout l'éclairage public en LED.
- Travaux en cours Epicerie sociale et solidaire : + 156 300 euros, dans l'attente de la modification de la répartition des crédits annuels (sans augmentation du montant de l'AP-CP).

DECIDE

Article 1er : d'ajuster les crédits budgétaires sur la base du virement de crédits n°2 tel que présenté ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 11/04/2025
Reçu en préfecture le 11/04/2025
Publié le
ID : 033-213300510-20250407-DECFI25010-BF

VIREMENT DE CREDITS N° 2-2025

	Désignation	DEPENSES		RECETTES	
		diminution des crédits	augmentation des crédits	diminution des crédits	augmentation des crédits
INVESTISSEMENT					
Dépenses	D 204182	250 000,00 €			
	TOTAL CHAPITRE 204	**250 000,00 €**			
	D 21534		93 700,00 €		
	TOTAL CHAPITRE 21		**93 700,00 €**		
	D 2313 - opération 24		156 300,00 €		
	TOTAL CHAPITRE 23 (op24)		**156 300,00 €**		
		250 000,00 €	**250 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
	TOTAL INVESTISSEMENT	**0,00 €**		**0,00 €**	

Article 2 : Le Maire de la commune de Biganos et le comptable public assignataire du Service de gestion comptable de Belin-Beliet sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

FAIT à Biganos, le 07 avril 2025

SIGNATURE DE L'AUTORITE
Le Maire
Bruno LAFON

MAIRIE DE BIGANOS - 33380 -

Le Maire
* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
* informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.